

Adeline Blaszkiewicz-Maison
Master 2 ENS de Lyon
Sous la direction de Gilles Vergnon (IEP de Lyon)
2012-2013

L'expérience Albert Thomas Le socialisme en guerre 1914-1918



REMERCIEMENTS	4
----------------------	----------

INTRODUCTION	5
---------------------	----------

CHAPITRE PREMIER DU REFORMISTE D'AVANT-GUERRE AU CHANTRE DE L'UNION SACREE DES SOCIALISTES

17

I. Le chef de file de l'idée réformiste d'avant-guerre	17
A. De la Rue d'Ulm au socialisme	17
B. L'homme politique avant la guerre : au cœur du réseau réformiste et réformateur	24
C. L'immédiat avant-guerre : la croissance heurtée de l'idée réformiste	29
1. <i>La politique socialiste</i> . Faire de la SFIO « le vrai parti national ».	29
2. Au cœur des controverses doctrinales du Parti	34
II. Un acteur de premier ordre du ralliement socialiste à l'Union sacrée.	38
A. L'été 1914 du socialisme : prévenir la guerre	38
B. Après le drame : « Tenir la classe ouvrière »	40
C. « Valmy ! ». De l'imaginaire politique des socialistes en guerre.	42
D. Rallier l'Union sacrée	46
E. Du « parlementaire aux armées » au « sous-secrétaire d'Etat dans l'ombre »	48
III. Un troisième socialiste au Gouvernement. Une défense nationale originale	51
A. La nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions : d'une position politique à une action technique	51
B. Mai 1915 : Minorité puis majorité	56
1. Le Manifeste de la Haute-Vienne : un appel à l'examen de conscience	56
2. Un face à face entre majorité et minorité	59
3. Une majorité structurée autour d'Albert Thomas ?	59
4. Le congrès de décembre 1915 : Le Parti socialiste et la guerre	60
C. La patrie au-dessus du parti ?	64
1. 1916, année terrible	64
2. La deuxième naissance de la minorité et l'affirmation de la « scission morale » au sein du Parti	70
3. Décembre 1916 : des ambitions ministérielles confirmées et l'entrée dans une nouvelle phase de la Défense Nationale	72

CHAPITRE DEUXIEME L'ACTIVITE MINISTERIELLE : LA DECOUVERTE DE LA SALLE DES MACHINES

75

I. La remobilisation du réseau du socialisme normalien d'avant-guerre	75
A. Les experts au ministère	76
B. Un conseiller politique encombrant ?	78
C. Le réseau hors du ministère	81
D. Du côté des syndicats	83
II. La mobilisation industrielle.	84
A. « Des canons ! des Munitions ! » :	84

B.	Organiser les forces vives de la Patrie au service de la Défense Nationale	89
C.	La guerre, une « prodigieuse expérience économique et sociale ».	92
1.	Organisation et modernisation	92
2.	Les espoirs de l'union industrielle dans la guerre	96
III.	L'épineuse question ouvrière en temps de guerre.	101
A.	Une conception tripartite et contractuelle des rapports sociaux	102
B.	Idéal égalitaire de l'impôt du sang vs. réalisme économique de la mobilisation industrielle.	103
C.	Réformisme et socialisme en filigranes	104
IV.	L'usine nouvelle, matrice du réformisme de guerre ?	108
A.	Face aux grèves ouvrières...	108
B.	L'amélioration des conditions de vie dans les usines de guerre	112
C.	L'arsenal de Roanne : le chant du cygne du socialisme de guerre ?	114
D.	Capitalisme d'Etat ou socialisme d'Etat ?	119
	CHAPITRE TROISIEME DE L'UNION SACREE A LA « SACREE UNION »	125
I.	Devant la Révolution Russe : la majorité à l'épreuve de l'histoire	127
A.	La mission Thomas : un ministre français en Russie.	127
B.	Stockholm : le pavé dans la marre de l'Union sacrée et le réveil de l'Internationalisme socialiste	133
C.	L'appel du peuple russe en faveur de la paix : une majorité, des majorités ?	136
D.	Pour la Paix du droit : au prisme du miroir déformant de l'Union sacrée	139
II.	Vers la fin de l'Union sacrée : Un « syndrome de Stockholm » ?	141
A.	La Défense Nationale jusqu'à la victoire	141
B.	Septembre 1917 : L'ironie de l'histoire.	145
C.	Vers l'examen de conscience ?	153
D.	Le congrès de Bordeaux : l'octobre français du socialisme	157
III.	1918 : La défense nationale, toujours.	166
A.	Hors du gouvernement, mais pour la guerre	166
B.	Contre les bolcheviks	169
IV.	Les illusions d'une concorde nationale dans la paix	171
A.	L'action en faveur de la SDN, l'idéal de la paix du droit : faire la guerre en construisant la paix	172
B.	<i>L'information ouvrière et sociale</i> : pour une concorde nationale dans la France industrielle de demain	174
V.	La constitution d'une figure repoussoir	177
A.	La majorité renversée : contre Thomas	177
B.	De la salle des machines au sous-sol de l'histoire	181
	CONCLUSION	187
	SOURCES PRIMAIRES	194
	BIBLIOGRAPHIE	196

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement Gilles Vergnon, mon directeur de recherches, pour son soutien et ses conseils qui m'ont permis de mener à bien ce travail.

Je remercie Frédéric Abécassis pour avoir accepté d'évaluer mon travail et de faire partie de mon jury de soutenance.

Enfin, je remercie Pauline Ulmann et Clément Weiss pour leurs patientes relectures.

INTRODUCTION

« Albert Thomas père du 'syndicalisme' de guerre est mort à Paris. [...]. L'homme qui vient de disparaître – dont toute la presse bourgeoise – célèbre les mérites – a été l'un des plus grands corrupteurs du mouvement ouvrier révolutionnaire. [...] On sait combien nombreux furent et sont encore les militants de la CGT et du Parti SFIO devenus ses 'redevables'. C'est lui qui corrompt – et avec quelle facilité ! - à coups de sursis d'appel, à grands renforts 'd'embusquage' l'état-major cégétiste, les tenants de l'Union sacrée. [...] Il fut le représentant-type d'une politique : celle de la collaboration des classes, masquées sous des 'phrases gauches', camouflée sous des affirmations, toutes verbales de 'lutte de classe'. La politique de collaboration de classe mène en effet droit à la guerre impérialiste. Thomas fut donc au début de la « dernière », collaborateur d'Alexandre Millerand son ancêtre en corruption du mouvement prolétarien – puis, dès le 20 mai 1915, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, dans le cabinet Viviani, le 30 octobre de la même année, sous Briand, et passait sous-secrétaire d'Etat aux munitions et enfin ministre de l'armement, avec Ribot en 1916. [...] Les ouvriers de Saint-Etienne et ceux des usines Renault, à Billancourt, se souviennent de lui. Le 1er septembre 1917, dans cette dernière usine, à l'artillerie, juché sur une estrade faite d'obus de tous calibres, il célébrait la collaboration des classes, l'accord « léonin » entre patrons et ouvriers, pour la guerre. [...] Un tel serviteur de la bourgeoisie était tout désigné pour, après-guerre, continuer sa besogne de corruption dans les milieux ouvriers. [...]. Thomas fut l'homme qui, sans cesse, chercha – pour la bourgeoisie – les meilleurs moyens de lier les prolétaires au char du capitalisme¹ ».

C'est en ces termes que s'écrivait la « légende noire » de la participation socialiste à l'Union sacrée dans les années de l'après-guerre dans les colonnes de *l'Humanité*, récupérée par la nouvelle maison communiste à l'issue de la scission de Tours. Avec Vincent Chambarlhac, nous pouvons affirmer sans conteste qu'« entre guerre et révolution, le majoritaire de guerre endosse le rôle ingrat du traître² ». Cette accusation de trahison, Albert Thomas, l'a essuyée à différents titres. Partisan d'une ligne ouvertement réformiste dès avant la guerre, il est surtout, des trois ministres socialistes artisans de l'Union sacrée pendant le premier conflit mondial, celui qui restât le plus longtemps en poste, jusqu'aux troubles de l'automne 1917³. Enfin, sous l'uniforme du sous-secrétaire d'Etat à l'Armement et aux

¹ *L'Humanité*, 9 mai 1932.

² Chambarlhac, Vincent, « Des étrangers dans la maison socialiste ? », in Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, p.7.

³ Trois ministres socialistes participèrent aux différents gouvernements d'Union sacrée. Marcel Sembat et Jules Guesde sont ministres d'Etat du 28 août 1914 au 12 décembre 1916. Albert Thomas est sous-secrétaire d'Etat du

Munitions, puis de Ministre, il fut l'artisan de la mobilisation industrielle et ouvrière à l'arrière, dans les usines de guerre, et auprès des industriels. Ministre « des obus », il a sans doute symbolisé dans l'inconscient collectif, l'entrepreneur de l'outil par excellence de la mort de masse.

Surtout, artisan du dévoiement de la classe ouvrière, social-traître, réformiste responsable du crime ô combien mortel de lèse-révolution, ministre hissé sur « une estrade faite d'obus pour adjurer les ouvriers des usines de guerre d'accélérer la production de l'armement⁴ », Albert Thomas occupe une place toute particulière dans la mémoire de la gauche socialiste et surtout communiste de l'après-guerre. De plus, dès après la guerre, au cœur de l'expérience du deuil, et après les reconfigurations qui s'opèrent au lendemain de Noël 1920, la « la Grande Guerre [...] est devenue ou redevenue, pour les gauches, un 'passé qui ne passe pas'⁵ ».

L'ambition de ce travail est justement de sortir de ces procès de mémoire qui ont bien longtemps fait écran à une analyse historique de ce qu'on pourrait nommer ici « l'expérience Albert Thomas ». Le rôle de l'historien est précisément d'endosser le rôle de trouble mémoire. Or à la veille du centenaire de la Grande Guerre, la mémoire troublée de la figure du majoritaire de guerre semble encore bien vivace, et n'est pas sans animer avec vigueur les débats d'historiens⁶. Là où l'historien François Bouloc voit dans le ministre Albert Thomas un « socialiste mu en fabricant d'armes⁷ », d'autres voient dans le « socialisme de guerre » qu'il prétend mettre en œuvre, le laboratoire géant d'idées réformistes mûries avant-guerre⁸. Il ne s'agit pas de *juger* une expérience considérée par une certaine tradition politique et historiographique comme une trahison de la cause révolutionnaire et ouvrière par un membre de la famille socialiste elle-même, mais de *comprendre* les attitudes, les discours, et le sens de l'action de celle-ci, au regard d'une certaine tradition de pensée socialiste, et d'un moment clé

19 mai 1915 au 12 décembre 1916, puis Ministre d'Armement et des Fabrications de guerre de cette date au 7 septembre 1917.

⁴ Kriegel, Annie, *Le congrès de Tours, décembre 1920, naissance du parti communiste*, Paris, Gallimard, 1964, p.v.

⁵ Becker, Annette, « La gauche et l'héritage de la Grande-Guerre », in Becker, Jean-Jacques et Candar, Gilles (dir.), *Histoire des Gauches en France, Tome II, XXème siècle à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p.330.

⁶ Voir sur ce point notamment la discussion engagée entre François Bouloc et Vincent Chambarlhac et Romain Ducoulombier à propos de l'ouvrage de ces derniers sur le site du Collectif de Recherche International et de Débat sur la Grande Guerre.

http://crid1418.org/bibliographie/commentaires/debat_socialistes.html

⁷ Bouloc, François, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*, Paris, Editions Complexe, 2008, p.180.

⁸ Prochasson, Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Editions du Seuil, 1993, pp.122-128.

de l'histoire, à savoir le contexte d'Union sacrée propre au premier conflit mondial. Pour cet objet de recherche en particulier, il nous faut donc « rejouer le procès », entendu comme « le seul cas 'd'expérimentation historiographique' [où l'on fait] jouer des sources de vivo, non seulement parce qu'elles sont recueillies directement, mais aussi parce qu'elles sont confrontées les unes aux autres, soumises à des examens croisés et incitées à reproduire, comme dans un psychodrame, l'affaire qui est jugée⁹ ». En effet, les différentes accusations de trahison ont érigé le majoritaire de guerre en « figure repoussoir », dans le sens du mythe politique, récit imaginaire, « de caractère explicatif, [qui] est aussi puissance mobilisatrice¹⁰ ». Mais le mythe que nous cherchons ici à étudier agit ici par *a contrario*. Le mythe qui se met en place dans l'imaginaire communiste à la suite du Congrès de Tours est celui de la désillusion, relative à la participation à l'Union sacrée ayant mené directement à la « crise de conscience¹¹ » du socialisme à l'automne 1918, bien réelle pour sa part, et que la greffe bolchévique et communiste venait « régénérer¹² » dans le sens d'une eschatologie révolutionnaire qui jusque-là embourbée les méandres de la « tranchée gouvernementale¹³ ».

La prégnance de la remise au jour du mythe révolutionnaire a en effet pour conséquence la « mauvaise conscience du réformisme¹⁴ » qui avait déjà trouvé sa première expression dans la crise du révisionnisme au début du siècle, dans laquelle Albert Thomas avait déjà joué un rôle particulier. C'est en ce sens que Thomas fait figure d'idéal-type, figure archétypale du majoritaire de guerre, mais également de la collaboration de classes. Néanmoins, « il n'est pas exactement un objet historiographique identifié¹⁵ » et pour cause. Il est une figure en creux, que l'historiographie de la grande guerre ne dépeint que par bouffées, en marge de la « culture de guerre »¹⁶ explicative du consentement à la guerre, ou dans l'ombre portée de l'histoire du mouvement ouvrier cherchant à expliquer l'incapacité de la

⁹ Luigi Ferrajoli, cité in Ginzburg Carlo, *Le juge et l'historien, considération en marge du procès Sofri*, Paris, Verdier, 1997, p.22.

¹⁰ Girardet, Raoul, *Mythes et Mythologies politiques*, Paris, Editions du Seuil, coll. « L'univers historique », 1986, pp.180-181.

¹¹ Ducoulombier Romain, *Novembre 1918, Le socialisme à la croisée des chemins*, Fondation Jean Jaurès, p.8.

¹² Ducoulombier Romain, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2012.

¹³ Ducoulombier Romain, « Dans la 'tranchée gouvernementale' : idées, personnels et pratiques des majoritaires de guerre socialistes français », in Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, pp.25-41.

¹⁴ Buton, Philippe, « La gauche et la prise du pouvoir », in Becker, Jean-Jacques et Candar, Gilles (dir.), *Histoire des Gauches en France, Tome II, XXème siècle à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p.568.

¹⁵ Chambarlhac, Vincent, « Des étrangers dans la maison socialiste ? », in Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, p.8.

¹⁶ Pour une définition de la culture de guerre, voir Audouin-Rouzeau Stéphane, Becker Annette, « Violence et consentement : la 'culture de guerre' du premier conflit mondial, in Sirinelli, Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, pp. 251-271.

IIème Internationale à empêcher la marche du conflit¹⁷. Il faut en effet attendre la décennie 2000 pour que les historiens se penchent sur la majorité de guerre, non plus comme une figure-repoussoir, autour de laquelle histoire et mémoire sont encore intimement intriquées, mais comme un objet d'étude en tant que tel¹⁸, invitant l'histoire politique, souvent en recul dans les dernières décennies par rapport à l'histoire culturelle et sociale de 14-18, à « retrouver la guerre » à son tour. L'expérience des ministres socialistes œuvrant pour la défense nationale constitue à ce titre un terrain d'analyse propice, pour ce renouvellement historiographique. Pierre Chancerel est l'auteur d'une récente thèse sur le Ministère des Travaux Publics à l'époque de Marcel Sembat¹⁹, et les articles de Florent Lazarovici permettent d'approcher de près « l'itinéraire d'un majoritaire » que fut celui d'Albert Thomas²⁰.

De manière plus générale, les travaux récents sur la minorité de guerre permettent également de saisir *a contrario* l'intérêt et la portée de l'expérience du socialisme de guerre, ou du socialisme en guerre. La thèse de Romain Ducoulombier, remettant sur le travail la thèse de la greffe accidentelle d'Annie Kriegel permet également de saisir les prémisses de la crise de conscience dans laquelle se trouve progressivement plongé le socialisme français et qui trouve son origine un certain 31 juillet 1914 au Café du Croissant. L'assassinat du « grand Jaurès » ouvrirait sans aucun doute une crise que l'expérience des tranchées ne finirait pas de rendre de plus en plus criante aux yeux des militants. L'onde de choc de la Grande Guerre n'avait alors pas fini de retentir dans les rangs du parti ouvrier, alors plongé dans une « crise

¹⁷ Pour une telle lecture de l'histoire du socialisme pendant le conflit, voir : Rebérioux, Madeleine, « Le socialisme et la première guerre mondiale (1914-1918) », in Droz Jacques, *Histoire générale du socialisme*, Tome 2 de 1875 à 1918, Paris, PUF, 1974 et Lévêque Pierre, *Histoire des forces politiques en France*, Tome II, Paris, Armand Colin, 1994, pp.165-172.

Plus généralement, l'ouvrage de Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre 1914-1919*, Paris, Belin, 2002, avait déjà ouvert la voie à un renouvellement des études consacrées aux pratiques politiques pendant la Grande Guerre.

¹⁸ Deux ouvrages sont sur ce point de véritables tournants historiographiques : Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, et Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, « Fondation Jean Jaurès », 2010.

¹⁹ Chancerel, Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, thèse soutenue à l'École nationale des Chartes, 2008. Pour un résumé de la thèse, voir Chancerel, Pierre, « Un socialiste à l'épreuve du pouvoir : Marcel Sembat, ministre des Travaux publics », in Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, « Fondation Jean Jaurès », 2010.

²⁰ Lazarovici, Florent, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », in Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, pp.43-52. Et Lazarovici, Florent, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? » in Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, « Fondation Jean Jaurès », 2010, pp.55-71.

de sa vocation révolutionnaire²¹». L'étude de Romain Ducoulombier ne manque pas de souligner qu'« après 1920, la mémoire honteuse des socialistes et les critiques des communistes ont recouvert d'un voile pudique cette expérience majeure des socialistes au pouvoir, largement sous-estimée par l'historiographie²² ». « L'expérience Thomas » se trouve en effet à la croisée de plusieurs problématiques inhérentes aux questions doctrinales qui animent les socialistes de l'époque. Question de *méthode*, mais aussi question de *doctrine*. Sur le plan de la philosophie générale qui inspire le socialisme, elle questionne le diptyque irréductible du choix entre « réforme et révolution ». Sur un plan plus proprement politique, elle pose la question immédiate de la participation immédiate à un gouvernement « bourgeois », question qui, d'ailleurs, anime le socialisme français depuis la fin du XIX^e siècle et l'expérience Millerand. Enfin, d'un point de vue institutionnel, elle interroge le lien qui est loin d'être clair entre socialisme, démocratie et régime républicain.

De ce point de vue, « l'expérience Thomas » n'a pas la même signification et la même portée que « l'expérience Millerand » une quinzaine d'années plus tôt, et diffère même de la participation de Jules Guesde et Marcel Sembat au gouvernement d'Union sacrée. Par sa durée, la symbolique particulière associée à l'Armement, mais surtout par la volonté de Thomas de ne pas considérer son action au gouvernement comme une simple parenthèse mais bien comme un tremplin pour la politique du parti et pour le France de l'après-guerre, l'expérience Thomas a une portée bien plus grande. Sans nul doute, quelque chose comme la réactivation d'une *profession de foi républicaine* s'est établie dans le creuset de l'Union Sacrée, une hybridation entre socialisme, Etat et République. Si celle-ci fut néanmoins enfouie, sous cette forme, à l'issue de la guerre, elle fut tout de même le lieu d'un bouillonnement actif d'idées, de personnes, de trajectoires, dont les recompositions, pour imprévisibles qu'elles fussent, ont néanmoins déterminé des trajectoires antérieures durables et fondatrices.

De la même manière, la récente biographie de Jean Longuet par Gilles Candar ne manque pas de faire écho à notre sujet de recherche²³.

« Pourquoi Jean Longuet plutôt qu'Albert Thomas ou Maurice Voilette ? Passages, permanences et refus auraient certainement pu s'y retrouver, autres et autrement assurément, mais

²¹ Ducoulombier, Romain, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2012.

²² *Ibid.*, p.44.

²³ Candar, Gilles, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

également dignes d'intérêt. S'il fallait comme le recommandait Georges Lefebvre à ses étudiants, accomplir avec conscience la tâche que nos capacités et les circonstances nous avaient permis d'envisager, travailler sur Longuet était une manière d'explorer une partie du 'continent Jaurès' ? [...]A ce titre, Jaurès est bien le motif caché dans la tapisserie de cette étude²⁴. »

Il ajoute :

« Les chemins de ces deux personnalités, si différentes et si souvent opposées, quelquefois unies, devaient souvent se croiser [...] et une bibliographie comparée ne serait pas le pire moyen d'esquisser une histoire du socialisme en France²⁵ ».

Rien ne semble plus vrai que pour 14-18... Les expériences croisées d'Albert Thomas et de Jean Longuet pendant la Grande Guerre sont pour le moins antithétiques. Le premier est le chantre de la Défense Nationale. L'autre prend dès 1916 la tête de la minorité de guerre, ouvrant la voie à une opposition qui ne fit que se creuser tout au long du conflit. Chacun de leur côté, ils représentent une « tendance » du socialisme français. Ensemble, ils en incarnent un « moment » que cette étude de l'expérience Thomas a l'ambition de saisir.

Albert Thomas, une figure du réformisme français

« Explorer le continent Jaurès » : l'expression doit s'entendre dans le sens d'une volonté d'explorer un élément de la « synthèse jaurésienne ». L'intérêt d'une telle étude réside également dans la volonté de saisir un courant de pensée politique, longtemps resté un parent pauvre de l'historiographie. Or, comme le dit Roger Chartier, « il n'est pas d'approche possible d'un problème historique en dehors du discours historiographique qui l'a construit²⁶ ». Dès avant la guerre, Albert Thomas est effectivement à la tête d'un courant ouvertement réformiste. L'expérience de guerre n'est à cet égard pas anodine. Elle constitue dans l'esprit d'Albert Thomas le moyen de réaliser à grande échelle un laboratoire *in vivo* d'idées déjà théorisées avant-guerre²⁷ ou appliquées seulement sur le terrain municipal²⁸. Néanmoins, l'historiographie a réservé une portion congrue à ce courant réformiste, largement resté dans l'ombre d'un courant révolutionnaire que la scission de Tours, puis l'aura du PCF

²⁴ Candar, Gilles, *Jean Longuet (1876-1938), SFIO et deuxième internationale*, thèse sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1995, p.14.

²⁵ *Ibid*, p.89.

²⁶ Cité in, Chambarlhac Vincent, Dury Maxime, Hohl Thierry, Malois Jérôme, *L'entreprise socialiste, Histoire documentaire du Parti Socialiste, Tome 1, 1905-1920*, Dijon, Presses Universitaires de Dijon, Collections « Sources », 2005, p.13.

²⁷ Thomas, Albert, *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913.

²⁸ Sur ce point voir, Topalov, Christian, *La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux (XIX-XXème siècle)*, Paris, Editions EHESS, 1999, et Chamouard, Aude, « La Mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939), in *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°96, 2007.

après la seconde guerre mondiale n'a cessé de mettre en avant. Au cœur de l'historiographie communiste, *L'histoire du réformisme en France depuis 1920* est un modèle. Rejetant le réformisme dans le camp de la bourgeoisie, elle place dès lors les réformistes à la droite de l'échiquier politique. A cet égard, l'ouvrage réserve une place de choix à Albert Thomas. « Jusqu'aboutiste, participationniste²⁹ », il est dépeint comme le fossoyeur de l'Internationale. Le rejet du courant réformiste hors de la gauche, et dans le camp bourgeois, a donc longtemps empêché son historicisation et sa construction comme un objet historique objectif.

Néanmoins, la volonté de saisir la spécificité du courant réformiste et de restituer à celui-ci la place de courant spécifique du socialisme qui lui est due, et non comme dévoiement de celui-ci n'est pas neuve. Elle apparaît par bouffées, par cycles qu'il nous faut ici retracer dans les grandes lignes. Dès les années 1970 Jacques Julliard pointait du doigt un paradoxe intéressant³⁰. D'un côté, il met en avant le fait que « tout se passe comme si les chercheurs ne pardonnaient pas [aux réformistes] de leur gêner la classe ouvrière », tout en concluant à l'impossibilité d'une étude synthétique sur ce qu'il refuse de nommer un courant homogène et digne de ce nom. On notera d'ailleurs qu'il est fait peu de cas de cette tendance dans son dernier ouvrage offrant une typologie des « familles » de gauche en France³¹. Franchissant un pas supplémentaire, l'historien Daniel Lindenberg ne manque pas de souligner la macule indélébile qui recouvrait en France le terme de « réformisme », le ralliant à la problématique plus générale de l'impossible social-démocratie à la française. Avec verve, il souligne :

« 'Réformisme'. Le terme reste suspect dans notre culture politique, désignant plus une perversion des mouvements sociaux, une maladie de l'entendement révolutionnaire pour les uns, une pusillanimité congénitale pour les autres, qu'un courant de pensée digne d'examen. Du moins reconnaît-on son existence, ne serait-ce que pour la déplorer et mettre ainsi la « social-démocratie » à se peu flatteuse place parmi les formes dégénérées de gouvernement, aux côté du despotisme, de l'oligarchie, etc. »³².

²⁹ *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, Tome 1, Paris, Editions sociales, 1976, pp.1-2.

³⁰ Julliard, Jacques, « Diversité des Réformismes », in *Le Mouvement social*, « Réformes et réformismes français », no.87, 1974, p.3.

³¹ Julliard Jacques, *Les gauches françaises : 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012.

³² Lindenberg, Daniel, « Réformisme et révisionnisme en France de 1890 à 1914 », in *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemand, autrichien et français*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1984, p.149.

Les invitations ne manquent pas, qui tentent de soulever l'éventuelle artificialité de l'opposition entre les termes de réforme et de révolution, opposition terminologique venant en fait cristalliser des oppositions doctrinales jugées insurmontables, et impliquant de façon sous-jacente une opposition de nature entre les deux attitudes ou méthodes d'action³³. On peut ainsi, avec Jacques Moreau, militant socialiste mais aussi essayiste économique et politique, affirmer que :

« Contrairement à ce que croient certains, l'essentiel de l'œuvre accomplie par les socialistes depuis cent ans et qui a profondément transformé la société française a été de nature réformiste. Sans doute, [...], le vieux crédo « révolutionnaires » a-t-il été un facteur essentiel de la pérennité du parti socialiste car constitutif de son identité militante. [...] Mais entre-temps son action concrète avait bien été réformiste³⁴ ».

Néanmoins le réformisme n'en reste pas moins une « catégorie incertaine³⁵ », car encore en construction. La mise en évidence de l'existence du réformisme sous forme de réseaux ou encore d'une « nébuleuse réformatrice³⁶ » indique également à sa manière la porosité des catégories « réformistes » et « réformateurs », qui sans s'exclure, sont loin de se recouvrir exactement. De plus, le terme lui-même de réforme, tant utilisé dans la sphère politique actuelle, ne fait qu'en ajouter à la confusion. L'ouvrage récent de Pierre et Sylvie Guillaume, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, est d'ailleurs symptomatique de cet écueil. En donnant une définition bien trop souple de la réforme comme « tout effort de transformation de la société » et en admettant ainsi que les réformateurs ont été « présents dans toutes les familles politiques³⁷ », ce qui pris effectivement sous cette acception, est tout à fait exact, mais n'en opère pas moins une confusion dommageable entre la catégorie de « réformateur » et celle de « réformiste », et revenant finalement à considérer toute politique publique volontariste comme intrinsèquement réformatrice, et revenant à nier ce qui a pu faire l'originalité même du réformisme comme véritable courant

³³ Sur ce point, voir notamment : Prochasson Christophe, « Nouveaux regards sur le réformisme », Introduction, in *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012/1, n°3°, pp.5-20. Et Hohl, Thierry, « 'Quel plat réformisme !' Etude sur une catégorie incertaine » in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°103, 2008, pp.41-54.

³⁴ Moreau, Jacques, *L'espérance réformiste, histoire des courants et des idées réformistes dans le socialisme français*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.40. Jacques Moreau ajoute à la page suivante : « Mais ne tenir compte de cette eschatologie révolutionnaire officielle, c'est oublier que même minoritaire dans les congrès, l'espérance réformiste est aussi ancienne que le socialisme français et qu'elle est à l'origine de ses meilleures réussites. En retrouver les origines et en décrire les étapes n'est pas trahir le socialisme, c'est lui rendre son esprit ».

³⁵ L'expression est de Thierry Hohl, in « Quel plat réformisme... » *op.cit.*, p. 41.

³⁶ L'expression est de Christian Topalov, in *La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux (XIX-XXème siècle)*, Paris, Editions EHESS, 1999.

³⁷ Guillaume, Pierre, Guillaume, Sylvie, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, Coll. « U Histoire », 2012, p.6.

d'idées. Il convient tout de même de noter que l'ouvrage s'inscrit dans une perspective historiographique plus générale qui, partant des études de François Furet sur la Révolution Française, cherche en quelque sorte à retrouver Thermidor, et non plus à exalter le moment Robespierre³⁸. Avec lui, ils constatent effectivement que « la tradition historiographique française reste profondément marquée par une surévaluation des épisodes révolutionnaires »³⁹, tendance qui a longtemps dominé l'histoire de la gauche française elle-même. A ce titre, il n'est pas douteux d'estimer que « l'expérience Albert Thomas », longtemps considérée comme une trahison de la classe ouvrière mais surtout de la cause révolutionnaire, a pu revêtir sa manière les dehors de l'ennemi thermidorien, dans une certaine tradition mémorielle et historiographique exaltant le mouvement révolutionnaire.

La construction d'un objet d'étude atypique

Ainsi, notre objet d'étude est à la fois simple et complexe. Il pourrait se résumer en un triptyque facile à identifier : un moment, un homme, des idées. En somme, c'est le concept « d'expérience » qui permet de trouver la cohérence de cet objet d'étude. L'expérience de guerre au sens où elle doit s'entendre ici n'est évidemment pas l'expérience combattante dont l'historiographie regorge. Il s'agit de l'expérience de guerre, celle d'un dirigeant politique et socialiste ici, vécue comme témoin bien-sûr, vécue comme acteur, mais aussi une expérience représentée et comprise par les contemporains d'abord, et par la mémoire de celle-ci ensuite. Ce que nous explorerons ici, c'est l'expérience au sens où l'entend Christophe Prochasson ;

« L'expérience n'est nullement un vécu dont l'historien aurait à rendre compte dans une version singulière et simplifiée qui s'imposerait à lui, tout naturellement, à la seule consultation des faits. Ce qui recouvre la notion est plus complexe. Une expérience résulte de la construction ambivalente d'un vécu trouble, dépendante des caractéristiques sociales et personnelles de chaque individu, dépendante aussi du discours qui la construit pendant ou après. Le vécu est un chaos auquel l'expérience vient mettre bon ordre : un vécu trouble, mille expériences rationalisées. Un fait : mille lectures. L'expérience n'est jamais pure, elle est toujours située⁴⁰ ».

Enfin, la notion d'expérience permet de recouvrir les différents axes que notre objet d'étude implique. L'expérience d'Albert Thomas au Gouvernement est celle d'un réformiste, mais également celle du réseau d'hommes qui l'entoure. De la même manière, elle concerne

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Prochasson, Christophe, *14-18, Retours d'expériences*, Paris, Tallandier, Texto, coll. « Le goût de l'histoire », 2008, pp.13-14.

également celle de tout un Parti, puisque pour la première fois dans l'Histoire, deux, puis trois ministres socialistes entrent dans un gouvernement bourgeois, avec un mandat explicite de leur Parti, à l'inverse de Millerand, Briand ou Viviani, qui, par le passé, avaient rompu avec lui.

De l'homme au Parti

De ce fait, l'ambition de ce travail ne peut être celle d'aboutir à une ébauche de biographique politique – il faudrait évidemment mener une telle étude à l'échelle d'une thèse. De plus, la question de l'accès aux sources a quelque peu contraint les objectifs initiaux. Le fonds Albert Thomas, riche de plus de 400 cartons d'archives⁴¹, n'était consultable qu'à partir de début avril 2013, du fait du déménagement de Paris à Pierrefitte-sur-Seine a donc nécessité des changements de calendrier ; des difficultés qui ne laisseront pas de faire sourire, lorsque l'on sait que plusieurs thèses de doctorat d'histoire ont été entreprises en vue d'une biographie d'Albert Thomas⁴², sans néanmoins aboutir, et que la richesse de ce fonds semblait par le passé plutôt avoir eu « un effet décourageant, au contraire de celui escompté⁴³ ».

Néanmoins, l'approche biographique a été privilégiée dans ce travail, en ce qu'elle permettait de soulever des questions qui ne manquent pas de faire écho à celles rencontrées par Gilles Candar face à la figure de Jean Longuet. Qu'est-ce qu'être socialiste et plus encore à l'échelle de notre chronologie resserrée comment se dire et vivre en socialiste pendant la guerre ? Que signifie et qu'implique le premier contact avec les rouages de l'Etat au cœur de la guerre moderne ? Il s'agit bien de tenter de mettre au jour un « reflet, homme-témoin d'une époque, d'idéologies et de pratiques intéressantes à revisiter⁴⁴ ». Mais à guerre totale, histoire totale ; le concept d'homme-témoin fait écho à celui de « guerre-témoin⁴⁵ » et pose ainsi la question fondamentale ; continuité, parenthèse ou rupture ? En ce sens, il s'agit bien ici de

⁴¹ Il n'existe pas d'inventaire en ligne exhaustif du Fonds Albert Thomas. Seul un inventaire manuscrit complet, qui se trouve aux Archives Nationales, existe. Néanmoins, un inventaire précis avait été mené en 1958, et publié in, « Numéro spécial sur Albert Thomas », in *L'Actualité de l'Histoire, bulletin de l'Institut français d'histoire sociale*, Juillet-septembre 1958, pp.34-35.

⁴² Une biographie politique d'Albert Thomas aurait été entreprise dans les années 1970. Plus récemment, une thèse avait été entamée en 2008 sur le parcours d'Albert Thomas pendant la guerre par Florent Lazarovici, mais a été abandonné depuis.

⁴³ Candar, Gilles, « Albert Thomas et la constitution des réseaux : les années 1878-1914 », in « Albert Thomas, société mondiale et internationalisme. Réseaux et institutions des années 1890 aux années 1930 », *Les cahiers Irice*, n°2, Paris, IRICE, 2008, pp.53-64.

⁴⁴ *Ibid*, p.9.

⁴⁵ Selon l'expression employée par Robert, Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution, Paris 1914-1919*, Besançon, Annales Littéraires de l'Université de Besançon n°592, 1995, p.408.

partir d'un problème pour arriver à un homme, le problème de l'Union sacrée des socialistes, en lien avec celui de l'expérience du gouvernement d'un réformiste.

En ce sens, il s'agit bien ici de suivre l'itinéraire d'une des figures clés de la « majorité de guerre », qui regroupait les socialistes qui ont consenti, et ont activement participé à la Défense Nationale. Il a fallu pour se faire, suivre l'itinéraire de la SFIO, qui « dans l'œil du conflit [...] est un parti mobilisé dans tous les sens du terme »⁴⁶ et sans cesse faire le va et vient entre le dispositif majoritaire et l'un de ses hommes clé. Le va et vient permanent entre l'expérience parlementaire et ministérielle d'un homme et son écho, ses conséquences sur la vie du parti pendant les années du conflit permet d'en saisir la trajectoire réciproque qui se croisent, s'enchevêtrent et se télescopent pour mieux ensuite se séparer après-guerre. En ce sens, il s'agissait de cheminer des grandes heures de la proclamation de l'Union sacrée aux heures sombres de la « crise de conscience du socialisme français⁴⁷ » en novembre 1918, juste après le renversement de la majorité du Parti et la proclamation de l'armistice.

Son expérience de socialiste majoritaire est à la croisée d'une grande partie des difficultés auxquelles se retrouve confrontée la SFIO pendant la guerre : comment penser et légitimer la participation active à la Défense Nationale souhaitée dès la fin du mois d'août 1914 ? Comment assumer la responsabilité de l'Union sacrée tout en affirmant ne rien sacrifier à l'idéal socialiste ? Enfin, comment après avoir si activement participé à la guerre renouer avec l'idéal de paix consubstantiel à l'idée socialiste ? De l'autre côté, son expérience proprement ministérielle relevait les contradictions inhérentes à la situation de fait imposée par l'Union sacrée. Jusqu'où pouvait aller la « collaboration de classes⁴⁸ » qui caractérise l'Union sacrée sans ruiner l'idée même de la lutte des classes ?

Homme ambitieux, déjà disposé à prendre les rênes du pouvoir avant la guerre, Thomas interroge la méthode socialiste par sa personnalité même. L'expérience ministérielle qu'il mène avec d'autres, interdite par les statuts du Parti avant-guerre n'imposait-elle pas de « réviser le socialisme » ? Pouvait-elle d'ailleurs s'avérer, à terme, compatible et tenable au regard de celui-ci ? La possibilité de la mise au jour d'un socialisme national qui se lisait dans l'action d'Albert Thomas était-elle tenable à l'avenir ? Ainsi, à la veille du centenaire de la

⁴⁶ Chambarlhac, Vincent, Dury, Maxime, Holh Thierry, Malois Jérôme, *L'entreprise socialiste, Histoire documentaire du Parti Socialiste, Tome 1, 1905-1920*, Editions Universitaires de Dijon, 2005, p.193.

⁴⁷ Ducoulombier, Romain, *Novembre 1918, Le socialisme à la croisée des chemins*, Fondation Jean Jaurès. (En ligne).

⁴⁸ L'expression est utilisée par Madeleine Rebérioux, in Droz, Jacques, in *Histoire générale du socialisme, Tome 2 de 1875 à 1918*, Paris, PUF, 1974, p.593.

Grande-Guerre, il s'agit de tenter d'approcher quelque peu l'une des pièces si énigmatiques mais en même temps si riches du socialisme en guerre, pour tenter de « retrouver la guerre » des socialistes.

Chapitre premier

Du réformiste d'avant-guerre au chantre de l'Union sacrée des socialistes

I. Le chef de file de l'idée réformiste d'avant-guerre

A. De la Rue d'Ulm au socialisme

Issu d'un milieu modeste de Champigny-sur-Marne, Albert Thomas incarne pleinement la méritocratie républicaine. Baigné de la lecture de l'auteur du *Peuple*, et entretenant d'excellentes relations avec son maître Paul Desjardins, c'est, déjà attiré par les doctrines socialistes qu'il entre premier à l'Ecole Normale Supérieure en 1898. Le premier biographe d'Albert Thomas, B.W. Schaper donne à lire une lettre d'Albert Thomas adressée à son professeur Paul Desjardins du 8 octobre 1899 témoignant de sa volonté déjà précoce de se consacrer à l'étude de Blanqui, et de « comprendre le capital de Marx ».

« Il y a longtemps déjà que les doctrines socialistes m'ont attiré ; les traditions de ma famille, l'influence de Beck mon aîné lorsque j'étais dans votre classe, et peut-être aussi la personnalité de Jaurès ont précisé mes tendances. Aujourd'hui la démocratie socialiste me paraît la partie jeune, vivace et travailleuse de notre peuple, et malgré ses insuffisances, malgré ses fautes et ses violences, j'aime notre parti ⁴⁹».

C'est bien-sûr entre les murs d'Ecole de la rue d'Ulm, dont il sort par ailleurs cacique de l'agrégation d'histoire, qu'Albert Thomas solidifie et parachève sa conversion au socialisme. Sous la férule de l'influent Lucien Herr, et dans le sillage de son professeur Charles Andler, son professeur et bientôt ami, il se retrouve plongé dans ce milieu intellectuel

⁴⁹ Schaper, B.W., *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.19.

riche et bouillonnant, qui profite des soubresauts de l'affaire Dreyfus pour se structurer autour d'une conscience et d'une action commune en faveur de la justice sociale. Le fils de boulanger devient assez vite le pilier de ce socialisme intellectuel typique. Néanmoins, ses origines sociales et sa conscience aigüe de la classe ouvrière l'incitent à s'interroger très tôt sur le rapport entre intellectuels et mouvement ouvrier.

« *Il y a une opposition presque irréductible, entre les purs ouvriers et les bourgeois venus au socialisme : chez les uns, un esprit de domination subsiste : il faut qu'ils se sacrifient davantage ; chez les autres, de méfiance : il faut qu'en comprenant mieux, ils aient plus de confiance*⁵⁰ ».

Rapidement, il développe une sensibilité aigüe aux questions d'éducation de la masse ouvrière. C'est en ce sens qu'il faut alors comprendre sa participation aux Universités Populaires qui se développent dans diverses régions françaises sous l'égide du « socialisme normalien ». Parallèlement, le passage à l'Ecole Normale est l'occasion pour lui de se plonger dans l'étude des différentes doctrines socialistes. Si Albert Thomas s'efforce de comprendre l'œuvre colossale de Karl Marx⁵¹, ce n'est néanmoins pas cette tradition de pensée qui influence majoritairement sa sensibilité politique. Très vite, il se tourne vers un « socialisme libéral⁵² », d'obédience proprement réformiste, dont les modèles sont à puiser dans ce que Célestin Bouglé ou à sa suite Marcel Prélot ont pu appeler « les socialismes de 1848 ». Saint-Simon, Buchez, Pecqueur, Fourier, Considérant, Blanc ou encore Proudhon font ainsi partie des références constantes d'Albert Thomas – que l'on retrouve d'ailleurs à l'envi dans ses discours de guerre. B.W. Schaper en fait ainsi « une des figures les plus représentatives du socialisme français typique⁵³ ». En poursuivant la genèse de la formation intellectuelle et politique d'Albert Thomas à l'Ecole Normale, c'est avec certitude que l'on peut affirmer que le ou les socialismes de 1848 constituent une base solide à l'élaboration de sa conscience socialiste. L'introduction de la leçon d'Abel Rey du 9 mars 1901 « Le socialisme français en 1848 » retrouvé dans les notes de cours d'Albert Thomas semble avoir profondément marqué le jeune historien en formation et le militant socialiste en devenir.

⁵⁰ Archives nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 399, note manuscrite de 1899, cité in Prochasson, Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Le Seuil, coll. « Univers Historique », 1993, p.40.

⁵¹ Archives nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 399, notes prises par Albert Thomas sur *Le Capital* de Marx.

⁵² Prochasson, Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1914-1920)*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Madeline Rebérioux, Université Paris I, 1989, p.275, cité in Lazarovici, Florent, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », in Chambarlhac, Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, p.43.

⁵³ Schaper, B.W., *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.38.

« Le socialisme de 1848 n'a pas été une doctrine ; cela a été surtout un fait ; il a vécu beaucoup plus qu'il n'a été théorisé. [...] Les socialistes de 1848 sont essentiellement humanitaires, ils sont entrés dans le mouvement révolutionnaires, non pas après une étude bien précise, bien scientifique des questions sociales, mais simplement par sentiment, la plupart par générosité, et sous l'impulsion d'idées humanitaires, qu'ils empruntent soit à la Révolution française de 1789, soit aux philosophes du 18^{ème} siècle, soit enfin à Saint-Simon et Fourier ⁵⁴ ».

Dire que le socialisme français emprunte à la Grande Révolution relève presque du truisme. Néanmoins, chaque socialiste construit ou reconstruit sa révolution. C'est dans l'œuvre d'un certain Gracchus Babeuf qu'Albert Thomas puise une tradition idéologique qui n'en finit pas de nourrir sa pensée et son action. C'est lui qui est d'ailleurs à l'origine de la publication du *Manifeste des Egaux*⁵⁵ en 1906 auquel il consacre un court avant-propos. Thomas voit alors dans celui que l'on considère comme le premier socialiste français, un homme, qui, avant tout, « fit le premier une revendication des prolétaires ou des 'plébéiens' » et chercha, malgré son échec, à « réaliser le communisme dans la démocratie politique et par elle ⁵⁶ ». Sur un autre plan encore, Albert Thomas fait raisonner l'œuvre de son prédécesseur avec sa préoccupation fondamentale de l'éducation des masses ouvrières. Dans son exposé du *Droit naturel*, nous dit Thomas, Babeuf n'a de cesse de tenter « d'éclairer le peuple, car la connaissance de ses droits le conduira à la loi agraire⁵⁷ ». Ainsi, il conviendrait d'ajouter un dernier homme à la liste dressée par Marcel Prélot à la fin de son chapitre sur la tradition socialiste française.

« En même temps qu'une filiation intellectuelle, c'est une génération d'hommes qui joindra la conjuration de l'an IV au parti unifié de 1905. Buonarroti, Blanqui, Vaillant, c'en est assez de ces trois noms pour aller de la Révolution française à la guerre mondiale ⁵⁸ ».

A bien des titres en effet, Albert Thomas ne se contente pas d'être le « passeur » de la pensée politique de ces membres classiques du panthéon socialiste français. Il en est l'héritier direct tant sur le plan doctrinal que sur le plan de l'action politique directe. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, plus tard, Jean Jaurès confie au jeune historien la rédaction du dixième tome

⁵⁴ Archives nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 399, Notes de cours d'Albert Thomas. Leçon d'Abel Ferry à l'Ecole socialiste, Samedi 9 mars 1901 « Le socialisme français de 1848 ».

⁵⁵ Babeuf, Gracchus, *La doctrine des Egaux*, Avant-Propos d'Albert Thomas, Paris, Bibliothèque Socialiste, « Cornely », 1906.

⁵⁶ *Ibid.*, pp.5-6.

⁵⁷ *Ibid.*, p.6.

⁵⁸ Prélot, Marcel, *L'évolution politique du socialisme français*, Paris, Spes, 1939, p.31.

de *l'Histoire socialiste* consacré au Second Empire (1852-1870)⁵⁹, publié en 1908, qui reste sa plus grande œuvre d'historien. Par une analyse à forte charge idéologique, Albert Thomas s'efforce de montrer, sur la base de documents alors encore jamais dépouillés et en établissant des monographies régionales plus que fouillées l'hostilité croissante qui se creuse entre la classe ouvrière et le pouvoir de Napoléon III. Bien-sûr, il consacre une grande part de son ouvrage à étudier les méthodes et pratiques des socialistes de l'époque. Comme l'expose Charles Andler, Thomas insiste sur le fait que le socialisme qui éclot à la faveur de 1848 fait naître une méthode triple, économique, politique et militaire⁶⁰. Sur le premier plan, un nouveau syndicalisme se met en place ; ensuite, une nouvelle méthode politique voit le jour, celle des candidatures ouvrières. Enfin, sur le plan militaire, s'opère la grève des peuples contre la guerre, mais, avec en contrepartie, la levée en masse s'il s'agit de sauver la liberté d'un danger venu de l'extérieur. Sans nul doute, Albert Thomas dresse ici le portrait idéalisé d'une masse ouvrière, patriote, syndicalement organisée et politiquement engagée, qu'il cherchera, plus tard, dans le contexte particulier de la première guerre mondiale à voir se réaliser à la faveur de son action. Charles Andler s'empresse alors de noter que cette méthode nouvelle et porteuse « n'a pas été établie selon une formule doctrinale et préconçue⁶¹ ». Andler parle ensuite de « socialisme expérimental » pour qualifier cette expérience dont Albert Thomas nous livre l'analyse historique, dans une perspective clairement prolétarienne.

Le voyage qu'Albert Thomas accomplit en Allemagne en 1902-1903 apporte une pièce supplémentaire à sa formation politique. Il y réalise notamment une étude sur le syndicalisme allemand, dont il admire la grande force organisatrice.⁶² Introduit par Lucien Herr au cœur du cénacle des plus « robustes esprits parmi les réformistes⁶³ », il rencontre outre-Rhin Bloch, le rédacteur des *Sozialistische Monatshefte*, Eduard David, l'adversaire de Kautsky sur les questions agraires – dont il annote d'ailleurs les ouvrages lors de son séjour à Berlin et partage amplement les vues⁶⁴ - il se lie outre-Rhin à Eduard Bernstein et sa famille,

⁵⁹ Thomas, Albert, in Jaurès, Jean (dir.), *Histoire socialiste, tome X, Le Second Empire (1852-1870)*, Paris, 1908.

⁶⁰ Andler, Charles, « Préface », in Thomas, Albert, *op.cit.*, p.xi.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.33. Les conclusions de cette étude furent publiées en 1903 dans *Le syndicalisme allemand ; résumé historique, 1848-1903*, Paris Bibliothèque socialiste, No 20, 1903.

⁶³ *Ibid.*, p.36.

⁶⁴ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas 94AP 399, Notes de lecture sur l'ouvrage de David, *Sozialismus und Landwirtschaft*. Albert Thomas partage d'ailleurs les visions d'Eduard David sur la question agraire, estimant que la théorie marxiste est bien insuffisante dans ce domaine. A son sens, le socialisme devrait adapter son discours aux petits propriétaires.

avec qui il entretient une correspondance⁶⁵. De cette proximité intellectuelle avec Bernstein, pour qui il prend clairement partie au cœur de la controverse révisionniste qui fait rage dans le socialisme allemand, et par la même occasion dans tout le socialisme européen du début du nouveau siècle, il ressort plus assuré de ses vues en faveur de la réalisation du socialisme dans le cadre d'un régime parlementaire démocratique.

Comme l'affirme Hubert Bourgin, Albert Thomas forme ainsi à l'issue de ce voyage et de son étude du syndicalisme allemand, sa propre « théorie systématique d'application », « où se réunissaient les tendances formées ou cultivées par le jaressisme et par le révisionnisme bernsteinien [, consistant en] un réformisme démocratique oscillant entre l'étatisme et le communautarisme⁶⁶ ». Selon la fin analyse d'Emmanuel Jousse, Albert Thomas joue un rôle de « passeur » du révisionnisme, qui doit s'entendre dans un double sens. D'un côté, Albert Thomas fait connaître la controverse doctrinale allemande chez les socialistes français, bien que le révisionnisme dont il fasse montre s'apparente plutôt à une déformation conjoncturelle, servant à asseoir ses propres positions au sujet de la controverse autour du millerandisme, qui, elle, est franco-française. De l'autre, il met en relation les socialistes allemands avec leurs homologues français, notamment Millerand et Jaurès en portant à leur connaissance des ouvrages socialistes français. Ses contributions aux *Sozialistische Monatshefte* et à la *Neue Zeit* permettent à Thomas de faire connaître outre-Rhin la controverse brûlante au sein du socialisme français qu'est la question de la participation ministérielle d'Alexandre Millerand dès 1899 et qui anime le congrès de Bordeaux d'avril 1903. Admirateur de Millerand et fervent soutien de sa participation ministérielle, Albert Thomas utilise ces tribunes pour y développer sa conception du rôle et de la méthode que doit jouer le parti socialiste français. D'emblée, il se classe donc parmi les plus fervents des réformistes, et n'hésitait pas à vanter les avancées menées sous le ministère Combes et « l'esprit social [qui] s'est étendu à tout le gouvernement ⁶⁷ » via la nomination de Millerand.

Les communautés de vues sont évidentes entre Alexandre Millerand, socialiste indépendant, et qui, le premier, en 1903 exprime ses conceptions politiques dans *Le socialisme réformiste français*. L'exhortation faite au parti socialiste de « nettement

⁶⁵ Jousse, Emmanuel, *Réviser le marxisme, d'Edouard Bernstein à Albert Thomas*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Des poings et des roses », 2007, p.219.

⁶⁶ Bourgin, Hubert, *De Jaurès à Léon Blum, l'Ecole Normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938, pp.437-438.

⁶⁷ Albert Thomas, cité in Ramadier, Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, 1957, Société des amis d'Albert Thomas, p.27.

revendiquer ses responsabilités⁶⁸ » et à ses coreligionnaires d'avoir le « courage » de s'« appeler de [leur] nom et de [se] dire réformistes, puisque aussi bien [ils le sont] » fait évidemment échos aux propos à venir d'un Bernstein qui appelle son parti à « vouloir apparaître ce qu'il est en réalité : un parti de réformes socialistes et démocratiques » et bien sûr d'un Thomas qui appelle en 1913 la SFIO à devenir enfin le véritable parti de la nation. Millerandiste, ministérialiste, et passeur du révisionnisme, en ces premières années du XXème siècle, qui sont fondatrices et structurantes pour le socialisme français, il se fait le défenseur de positions condamnées par la ligne majoritaire du parti. En effet, le millerandisme est vivement condamné lors du congrès de Bordeaux d'avril 1903. Si Jaurès, lui, défend Millerand, Jules Guesde, à la tête de la tendance marxiste du socialisme français et du Parti Ouvrier français qu'il a fondé en 1882, et Edouard Vaillant, blanquiste et tenant d'un socialisme révolutionnaire, emportent l'adhésion du Congrès et condamnent la participation de Millerand comme celle à une collaboration de classe au sein d'un gouvernement bourgeois. De la même manière, Albert Thomas se fait le porte-parole du révisionnisme, qui, mal compris en France⁶⁹ et réduit uniquement à un avatar allemand du ministérialisme, ne permet pas d'ouvrir les débats doctrinaux fondamentaux dont *Die Voraussetzungen des Sozialismus* avait pourtant ouvert des pistes prometteuses.

Aux yeux de celui-ci, en effet, le Parti socialiste français doit devenir un parti constitutionnel et renoncer au dualisme irréductible entre la tentation de l'illégalité insurrectionnelle et celle de la réforme. Au cœur des controverses qui animent alors le socialisme français, à travers l'opposition classique et jugée irréductible entre réforme et révolution, la question de la priorité donnée au politique ou à l'économique, et entre la volonté de l'action parlementaire jugée nécessaire ou à l'inverse l'antiparlementarisme, Albert Thomas utilise diverses publications pour exposer ses positions de principe, et incarne vraiment véritablement un réformisme ouvertement assumé. Les revues et journaux sont un instrument de premier ordre et la *Revue socialiste* arrive en tête. Celle-ci fut fondée par le « vieux Benoît Malon », le père du « socialisme intégral⁷⁰ », bien plus moral et humanitaire que scientifique et marxiste, dont Albert Thomas est un admirateur fervent⁷¹. Il en prend la

⁶⁸ Millerand, Alexandre, *Le socialisme réformiste français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, Librairie Georges Bellais, 1903, p.15.

⁶⁹ Voir sur ce point, Jousse, Emmanuel, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », in, *Cahiers Jaurès*, 2009, n°192, pp.13-49.

⁷⁰ *La morale sociale. Morale socialiste et politique réformiste*, Paris, Editions Le Bord de l'eau, 2007.

⁷¹ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.43.

direction en 1910 en la faisant fusionner avec la *Revue syndicaliste*⁷² qu'il avait lui-même créée en mai 1905 pour y exprimer, avec des syndicalistes d'orientation positiviste ou broussiste, une critique des thèses et pratiques du syndicalisme révolutionnaire, et y assume complètement une ligne réformiste et révisionniste.

« *Nous serons, à La Revue socialiste, éternellement des révisionnistes. Nous chercherons toujours et nous tâcherons de voir exactement comment la doctrine socialiste, comme l'hypothèse socialiste peut expliquer exactement les faits nouveaux de l'évolution économique et s'adapter à eux*⁷³. ».

L'activité d'Albert Thomas à *La revue syndicaliste*, entre 1905 et 1910, qu'il fonde avec le syndicaliste des PTT Louis Sellier, symbolise le moment d'engagement le plus fort dans le mouvement syndicaliste français. Ces années sont fondamentales dans la structuration du mouvement syndical en France. Les oppositions en son sein se jouent alors sur trois niveaux : « l'opposition classique réforme / révolution ; le primat du politique opposé à celui de l' « économique », c'est-à-dire au syndicalisme ; la nécessité de l'action parlementaire, donc de la législation, contre l'antiparlementarisme, voire l'a-parlementarisme⁷⁴ ». Ces questions sont tranchées lors du congrès d'Amiens de 1906, donnant lieu à la charte éponyme, qui définit le rôle du syndicat, son rapport avec le Parti socialiste, et avec le régime en place. Motion de compromis, elle consacre néanmoins la victoire du syndicalisme révolutionnaire devant privilégier l'action directe pour obtenir l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière. Au milieu de ces débats, Albert Thomas, défend via la *Revue Syndicaliste* une position de compromis, farouchement opposé au syndicalisme révolutionnaire. Pour lui, le syndicat est bien le moyen privilégié de l'émancipation ouvrière. Simple organe de défense professionnelle, le syndicat doit être politiquement indépendant du parti, bien que les deux défendent le même but final, à savoir la collectivisation des moyens de production. Au cœur de l'usine, le syndicalisme doit permettre de substituer « la démocratie nouvelle à l'autoritarisme⁷⁵ ». Bien-sûr, son réformisme assumé le rapproche de la tendance réformiste

⁷² Rebérioux, Madeleine, « La revue socialiste », in *Cahiers Georges Sorel*, n°5, 1987, p.25. Et Rebérioux Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Burlen, Katherine (dir.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987, p.31.

⁷³ Thomas, Albert, « Le vingt-cinquième anniversaire de *La Revue socialiste* », in *La Revue socialiste*, n°302, février 1910, p.99.

⁷⁴ Dereymez, Jean-William, « Naissance du syndicalisme », in Becker, Jean-Jacques, et Candar, Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, tome II, Paris, La Découverte, 2004, p.278.

⁷⁵ Thomas, Albert, « Syndicalisme neutraliste », in *La Revue syndicaliste*, octobre 1907, cité in Rebérioux, Madeleine et Friedenson, Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *Cahiers du Mouvement social*, avril-mai 1974, p.65.

du syndicalisme français, incarnée par excellence par Auguste Keüfer, de la Fédération CGT du Livre. Parallèlement à ses prises de position sur le mouvement syndicaliste français, Albert Thomas s'engage sur un autre terrain privilégié de l'action politique directe : la marie socialiste, autre versant du réformisme de l'époque.

B. L'homme politique avant la guerre : au cœur du réseau réformiste et réformateur⁷⁶

Homme d'action, Albert Thomas abandonne très tôt l'idée de consacrer sa carrière à l'enseignement, auquel son parcours le destinait pourtant, au profit de l'action politique directe. Ainsi, c'est dans l'action municipale qu'il trouve un premier moyen d'appliquer concrètement ses conceptions politiques. Elu conseiller municipal de sa commune natale en mai 1904, il s'investit dans le mouvement coopératif local. Pour le courant réformiste de l'époque, et surtout depuis le congrès de Saint-Quentin de 1908 qui adopte une solution de compromis entre les positions antagonistes des guesdistes doctrinaires formellement opposés à la gestion directe des affaires, même au niveau municipal, par les élus socialistes, et des possibilistes broussistes, qui, eux, y voient un moyen de mettre en place une démocratie sociale à l'échelle locale⁷⁷, l'intervention municipale est le terrain d'action privilégié d'un réformisme pratique clairement assumé. Lors du congrès de Toulouse la même année, il s'était d'ailleurs fermement opposé aux tendances révolutionnaires du parti, et s'était positionné en faveur de la mise en place de lois sur les retraites, sur la protection des travailleurs, les impôts, la durée du travail, quitte à en passer pour une politique de bloc pour y parvenir⁷⁸.

⁷⁶ Les travaux sur la constitution du réseau Albert Thomas avant la première guerre mondiale sont nombreux et sont au cœur des travaux sur le socialisme réformiste et sur les laboratoires de réflexion sur la réforme sociale au début du XX^{ème} siècle. Outre l'article pionnier de Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson, Christophe Prochasson y consacre une importante réflexion dans ses différents travaux sur les intellectuels et le socialisme, dont sont issus un ouvrage de référence, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre*, Paris, Seuil, l'Univers Historique, 1991, et l'article « le 'réseau Albert Thomas' et le socialisme normalien, 1900-1914 », in Topalov Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle, La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880-1914*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999. Christophe Charle consacre également un article à cette question. « Les Normaliens et le socialisme », in Candar, Gilles et Rebérioux, Madeleine (dir). *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994. Enfin, il faut ajouter l'article de Gilles Candar qui fait un état des lieux exhaustif des études menées sur la question : « Albert Thomas et la constitution des réseaux : les années 1878-1914 », in *Les cahiers Irice*, 2008/2 n°2, pp.53-64.

⁷⁷ Chamouard, Aude, « La Mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939), in *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°96, 2007, p.23. Sur le socialisme municipal, voir aussi Lefebvre, Rémi, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », in *Revue Française de science politique*, 2004, pp.237-260.

⁷⁸ De Lusigan, Guy, « Albert Thomas et la justice sociale », in *l'Actualité de l'Histoire*, n°24, 1958, pp.6-7.

La publication en 1908 des *Cahiers du socialiste : Espace libre et fortifications*, d'articles portant sur le même sujet dans *l'Humanité*⁷⁹, ainsi que, la même année, de ses commentaires dans la brochure de la Fédération Socialiste de la Seine, *Le socialisme et les municipalités*, relèvent bien évidemment de cette tendance. Des considérations urbanistiques de réaménagement de grande ampleur de la banlieue se mêlent au souci de l'amélioration concrète de la condition ouvrière. Elu maire de Champigny en 1912, il reste donc fidèle à cette pratique, bien qu'occupé par ailleurs à ses activités de publiciste et de journaliste à *l'Humanité* depuis 1904, à la *Revue syndicaliste* qu'il fait naître en 1905, à la modeste *Action socialiste municipale*, dont il est le père ou encore au sein de sa propre collection, *Les Documents du Socialisme*, qui sont autant de courroies de transmission de ses conceptions théoriques de ce que doit être une action socialiste pratique.

Homme de réseaux, ce n'est pas le sectarisme qui détermine son attitude. Son ancrage dans la « nébuleuse réformatrice ⁸⁰ » le met en contact avec de nombreux membres du milieu réformateur de l'époque. Paul Desjardins y est son premier contact, et il rencontrera par la suite dans les années d'avant-guerre bon nombre d'influents hommes politiques, que l'on retrouve au fil de sa carrière à venir à l'Armement ou encore au Bureau International du Travail. Henri Sellier, avec qui il partage un intérêt commun pour les questions économiques et urbanistiques, Arthur Fontaine, membre du Musée Social, directeur de l'Office du Travail depuis 1899 et futur président du Conseil d'administration sont de ceux-là. Albert Thomas fréquente également au début du siècle le salon républicain d'Aline Ménard-Dorian – il fut par ailleurs le précepteur d'un de ses petits-fils⁸¹ – où se croisaient, rue de la Faisanderie, intellectuels, écrivains, artistes, mais surtout des socialistes comme Marcel Cachin, Marcel Sembat, ou encore Jean Longuet, et des radicaux comme Georges Clemenceau, Camille Pelletan et Ferdinand Buisson, lui permettant d'entrer en contact avec des membres du Musée Social, lieu privilégié de l'expérimentation sociale à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles⁸², ou encore avec Emile Vandervelde, dont le parcours de socialiste majoritaire belge pendant la guerre fait également écho à celui d'Albert Thomas⁸³.

⁷⁹ Horne, Janet, *A Social Laboratory for Modern France. The Musée social and the Rise of the Welfare State*, Londres, Duke University Press, 2002, p.258.

⁸⁰ Topalov, Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999.

⁸¹ Bourgin, Hubert, *De Jaurès à Léon Blum, l'Ecole Normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938, p.437.

⁸² Chambelland, Colette (dir.), *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'Ecole normale supérieure, 1998.

⁸³ Vandervelde, Emile, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Editions Denoël, 1939. Emile Vandervelde relate d'ailleurs une anecdote intéressante semblant faire preuve de la relative assiduité d'Albert Thomas à la rue de la Faisanderie. « *Quant aux socialistes qui eussent été cordialement bienvenus à la Faisanderie, ils restaient*

« Au four communal et au moulin syndical⁸⁴ », Albert Thomas se veut également homme politique d'envergure nationale, et ce en conformité avec le rôle qu'il entend faire jouer à la jeune SFIO unie derrière la « synthèse jaurésienne » depuis 1905. De Jaurès, pour lequel il nourrissait, encore lycéen, une admiration sans borne, il revendique sans cesse l'héritage, dans sa volonté de l'union à tout prix de la famille socialiste. De Jaurès encore, il a la qualité de l'orateur, dont il faut montrer à la Chambre, depuis son élection comme député de la deuxième de la Seine en 1910, à la deuxième circonscription de Sceaux. Néanmoins, son réformisme affirmé et revendicatif l'amène parfois à des divergences avec Jean Jaurès. C'est sans complexe qu'il revendique ses positions droitières au sein du parti. « Nous sommes à droite ? Va pour la droite ! », affirmait-il parfois fièrement, cherchant ainsi à devancer les critiques éventuelles⁸⁵.

C'est également sur la méthode que ses positions divergent avec celles de Jean Jaurès. Lors du 25^{ème} anniversaire de la revue syndicaliste, il proclame être de ceux « qui pensent que l'action économique du prolétariat est essentielle et que l'action politique doit en quelque manière lui être subordonnée » et ajoute : « Jaurès m'a quelque fois critiqué à ce sujet⁸⁶ ».

A la Chambre, c'est comme expert, porteur de volontés de modifications pratiques, qu'il est le rapporteur de la Commission du Budget en entre 1911 et 1913. Il s'était fait connaître en participant aux débats portant sur la grève des cheminots où il accuse le gouvernement de son incapacité à contraindre les compagnies à engager les pourparlers avec les syndicats ouvriers, et en s'exprimant en faveur des retraites ouvrières, et des questions relatives à la syndicalisation des fonctionnaires⁸⁷. Les questions urbaines et économiques lui permettent également d'exprimer ses positions, comme le développement économique de certaines régions, la question du manque de logements dans les villes et même la question de la réorganisation urbaine de l'ensemble parisien. Surtout, c'est sur la question des chemins de fer que s'expriment ses vues économiques. L'article qu'il publie en juin 1913 dans la *Revue*

en général à l'écart ; par crainte, sans doute, de se compromettre aux yeux des camarades, ou bien de se retrouver mal à l'aise dans un milieu si différent de leur milieu coutumier. Jaurès, Lucien Herr, Renaudel, Marcel Sembat, y faisaient parfois une apparition. Les autres, point. Tout au moins jusqu'à la guerre, nous fûmes seuls, Albert Thomas et moi, à faire exception », in Ibid, pp.124-125.

⁸⁴ Rebérioux, Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Burlen, Katherine (dir.), *La banlieue oasis*, op.cit. p.33.

⁸⁵ Jouhaux, Léon « Albert Thomas et le mouvement syndical », in *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, 1957, Société des amis d'Albert Thomas, pp.101-102.

⁸⁶ *Ibid*. p.103.

⁸⁷ Ramadier, Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in *Albert Thomas vivant....op.cit.pp.30-31*.

Socialiste, « La régie directe des chemins de fer⁸⁸ » est à cet égard très éclairant. Inspiré directement des idées d'Edgar Milhaud sur la régie directe⁸⁹, que ce dernier avait réussi à imposer sous sa forme communale au congrès de Saint-Quentin de 1911, il affirme que la mise en œuvre d'une telle mesure relèverait directement d'une conception proprement socialiste des rapports de production. La justification qu'il en donne est particulièrement éclairante.

« Si donc, [...], je voulais invoquer une théorie générale quelconque, celle que j'invoquerais ne serait pas seulement la thèse des socialistes, mais aussi celle des démocrates ; je rappellerais, avec insistance, qu'un Etat démocratique doit avoir la conscience exacte de tous ses besoins et qu'il doit consentir tous les sacrifices à leur satisfaction⁹⁰ ».

A la suite d'une étude menée auprès de différentes Compagnies de chemins de fer dans différentes régions de France, Albert Thomas déplore le fait que dans bien des cas, l'intérêt de « telle Compagnie particulière, est en conflit avec l'intérêt général sans que l'Etat ait pu user [de la loi] pour les contraindre à satisfaire ce dernier⁹¹ ». C'est donc, plus qu'au titre d'une théorie exclusivement socialiste tutélaire, au nom de l'intérêt général au sein d'un Etat démocratique qu'Albert Thomas revendique une telle mesure de prise en main par l'Etat des transports des chemins de fer. Albert Thomas prend alors l'exemple des chemins de fer de banlieue, considérés comme un véritable pilier d'une politique sociale favorable à la classe ouvrière. Entre les mains du gouvernement, le chemin de fer est ainsi « un instrument formidable de politique sociale, [...] permettant une véritable révolution économique⁹² ».

Socialiste convaincu, Albert Thomas se veut surtout démocrate et républicain. La défense du pacifisme socialiste dans un autre article paru dans *La Revue socialiste* en juin 1913 est surtout un instrument de défense de la nation.

« Nous avons plus que quiconque le désir de nous mêler et chaque jour davantage à toute la vie nationale, mais ce ne peut pas être en cédant à des préjugés héréditaires ou à des sentiments

⁸⁸ Thomas, Albert, « La Régie directe des chemins de fer », in *La Revue socialiste*, Paris, Eugène Fournière, 1913, pp.114-131.

⁸⁹ Sur ce point, voir, Dogliani Patrizia, « La théorie de la régie directe : Edgar Milhaud et Henri Sellier » in Burlen, Katherine (dir.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987, pp.37-45.

⁹⁰ Thomas, Albert, « La régie directe des chemins de fer », in *op.cit.*, p.115-116.

⁹¹ *Ibid*, p.116.

⁹² *Ibid*. p.120.

*irraisonnés, c'est par un effort de conscience et de raison que nous voulons être vraiment les héritiers de tout le passé de la nation, en même temps que les créateurs de son avenir*⁹³».

Pacifiste, Albert Thomas l'est par humanisme et par fidélité à la tradition socialiste et à la personne de Jean Jaurès. « La guerre appelle la guerre » dit-il un peu plus loin dans ce même article, et il considère également comme improbable que « de la guerre prochaine sorte une paix définitive » ; « l'histoire des relations franco-allemandes, depuis des siècles, ne nous l'a malheureusement que trop prouvé⁹⁴ ». Néanmoins, ce n'est pas par pacifisme ardent qu'il se rallie au socialisme.

Quelques mois, plus tard, dans un hommage posthume à Eugène Fournière, Albert Thomas réitère cet attachement à une politique avant tout démocratique et républicaine. Il insiste alors sur la filiation intellectuelle directe entre le père de la revue socialiste, Benoît Malon et Eugène Fournière, qui réside dans la vieille tradition « des socialistes français qui au cours du XIXème siècle n'ont jamais séparé l'idée de la République de l'idée du socialisme et qui cherchent, par une méthodique 'politique de gauche', le progrès indéfini de la démocratie sociale⁹⁵ ». Albert Thomas loue alors l'absence de sectarisme de Fournière, qui tout en restant fidèlement attaché au Parti, considérait sa revue comme le « laboratoire des recherches » pour le socialisme. Il invitait en effet dans ses colonnes, les « marxistes les plus intransigeants », et les « théoriciens les plus novateurs, comme Effertz ou Andler⁹⁶ ». Tenant d'une ligne politique pouvant permettre la réalisation du socialisme par l'Union avec le parti radical, Albert Thomas revendique pleinement à son propre compte, cette « tradition [...] des 'indépendants', des 'réformistes', des 'révisionnistes', de tous ceux qui en un mot se refusent à enserrer l'action socialiste en des formules ou en des théories immuables, mais qui cherchent ans la vie politique et sociale de chaque jour les moyens de créer des parcelles nouvelles de socialisme, qui cherche surtout à dégager de toute la vie économique présente le socialisme latent qui s'y forme, qui cherchent, au milieu même de la « lutte des classes », à multiplier les créations vivantes des 'associations' et des 'catégories'⁹⁷ ».

⁹³ Thomas, Albert, « La guerre socialiste » in *La Revue socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913, pp.444-446.

⁹⁴ *Ibid.* p.445.

⁹⁵ Thomas, Albert, « Eugène Fournière est mort. Nous maintenons la ligne », in *La Revue socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 15 janvier 1914, p.7.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.* p.8.

C. L'immédiat avant-guerre : la croissance heurtée de l'idée réformiste

1. *La politique socialiste. Faire de la SFIO « le vrai parti national ».*

Dans la galaxie multiforme et variée du socialisme français de ce début de siècle, Albert Thomas incarne le triptyque classique : syndicaliste, coopérateur et socialiste⁹⁸ pour reprendre l'analyse fondatrice de Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson dans l'article de 1974. Profession de foi démocratique et « manifeste du révisionnisme à la française⁹⁹ » selon Emmanuel Jousse, *La Politique socialiste*, publié à la veille du premier conflit mondial, vient cristalliser ses positions de principe. Dans cette brochure programmatique d'une soixantaine de pages, la question posée ici par Albert Thomas est simple et diffère ici assez peu de celle que Bernstein posait à la social-démocratie allemande dans *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, de 1899, consistant à savoir comment le socialisme pourrait se réaliser par la démocratie. La formule d'Albert Thomas est proche ;

« Comment, par quels progrès immédiats, nous nous acheminerons vers notre but, comment nous réaliserons, dans une démocratie politique véritable, l'organisation socialiste¹⁰⁰ ».

A ce titre, il juge obsolète et inopérante l'opposition superficiellement immuable entre « socialisme de gouvernement » et « socialisme d'opposition¹⁰¹ ». A la méthode « révolutionnaire » qui conduit en réalité à l'isolement du parti, il oppose la méthode du bloc, préconisant l'alliance avec les radicaux. Plus largement, contre la recrudescence des forces réactionnaires, c'est la « concorde nationale¹⁰² » qu'il cherche à réaliser et qui passe par l'alliance entre socialistes et républicains, comme celle qui eut cours aux plus grands moments de crise républicaine, après la crise boulangiste ou encore l'affaire Dreyfus, à la fin du siècle qui l'a vu naître. Il vante alors les mérites de la présence d'un ministre socialiste au gouvernement, contre tous les préceptes doctrinaux des congrès de la SFIO ayant précédé la guerre et contre les positions de principe de la IIème Internationale socialiste depuis le congrès d'Amsterdam d'août 1904 qui impose le dogme antiministérielle, repris lors de l'unification socialiste en 1904-1905 sous l'impulsion du marxiste Jules Guesde, dont le poids dans le parti est alors à son apogée.

⁹⁸ Fridenson, Patrick, Rebérioux, Madeleine, « Albert Thomas, pivot du réformiste français », in *Le Mouvement social*, avril-juin 1974.

⁹⁹ Jousse, Emmanuel, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Le poing et les roses », 2007, p.236.

¹⁰⁰ Thomas Albert, *La Politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913, p.5-6.

¹⁰¹ *Ibid.*, p.6.

¹⁰² *Ibid.*, p.10.

Mais, fort des leçons tirées de l'action municipale directe à la mairie de Champigny-sur-Marne, il met en avant les limites de la seule action parlementaire.

« [...] Une politique est plus facile à imposer ou à suivre à l'intérieur même des conseils gouvernementaux que du dehors, dans les délégations de groupes ou les réunions de bureaux. Surtout une politique n'est pas faite que du vote de lois. ¹⁰³ »

La tentation d'exercer directement des responsabilités ministérielles se lit aisément dans ce petit opus programmatique, espoir qu'Albert Thomas avait déjà pu nourrir au sein de son cénacle réformiste ¹⁰⁴.

« [Une politique] est faite de pratique quotidienne ; elle est faite d'une multitude de décisions de détail que seul peut prendre celui qui détient le pouvoir exécutif ; elle est faite de tout un contrôle permanent de la machine administrative. Et un Ministre guidé par des idées nettes, poursuivant un programme arrêté, peut, par son seul pouvoir, accomplir à l'intérieur d'un service de véritables révolutions ¹⁰⁵ ».

Néanmoins, si l'admiration pour Alexandre Millerand est profonde, et si le soutien d'Albert Thomas à la participation ministérielle fut sincère et fervent ¹⁰⁶, ce dernier soutint, lui, toujours la même fidélité à l'égard du parti et ses doctrines. Une telle perspective est donc toujours envisagée de façon purement légaliste, et en opposition complète l'idée de rupture avec le parti qui reste pour Albert Thomas le rouage principal de l'action socialiste à l'échelle nationale.

Surtout, c'est sur ses conceptions mêmes de la réalisation du socialisme dans la société française qu'Albert Thomas fait montre d'un atypisme pour le moins flagrant. Plus qu'une formule vague d'œcuménisme de gauche autour d'une dynamique de « défense républicaine », Albert Thomas, condamnant sans ambages le syndicalisme révolutionnaires et ses dérives anarchistes, s'exprime clairement en faveur de la réunion des termes de « collectivisme » et de « légalité », au sein d'un « programme de révolution socialiste par

¹⁰³ *Ibid.*, p.14.

¹⁰⁴ Christophe Prochasson fait référence à une lettre de Maurice Halbwachs adressée à Albert Thomas le 3 janvier 1910. « Te souhaiterais-je d'être ministre ? Tu es trop consciencieux et cette fois tu te tuerais au travail... Mais je souhaite de tout cœur à la République (et sans te flatter) quelques gouvernants comme toi ». Fonds Albert Thomas, 94 AP 471, Dossier n°2, cité in Prochasson, Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, coll. « L'univers historique », 1993, pp. 296-297.

¹⁰⁵ Thomas, Albert, *op.cit.* p.14.

¹⁰⁶ Dans sa biographie consacrée à Albert Thomas, Schaper, B.W retrace la controverse autour du millerandisme et la ferveur parfois « juvénile » avec laquelle Albert Thomas défendit la position d'Alexandre Millerand, en opposition avec les doctrines du parti sur la participation ministérielle auprès de ses homologues allemands pp.59-67.

l'action légale et gouvernementale, expression d'une action ouvrière méthodique et forte », qui, déplore-t-il, « semble aujourd'hui une utopie à nos adversaires... et peut-être à beaucoup de socialistes ¹⁰⁷ ».

Pour cela bien-sûr, une seule méthode est réalisable à ses yeux et qui consiste à incorporer la pensée socialiste dans l'action gouvernementale. L'exhortation faite au parti socialiste et aux masses socialistes et ouvrières de prendre conscience que l'heure de la prise en main des responsabilités gouvernementales est enfin venue s'achève ainsi sur cette phrase célèbre, qui fit la réputation sulfureuse d'Albert Thomas au sein du socialisme français :

« Il faut que notre Parti, ce Parti d'« anarchistes », de « saboteurs », « d'antipatriotes » - d'« unifiés » pour tout dire – se révèle aux yeux de tous ce qu'il est réellement : un parti capable, en réalisant la révolution socialiste, de faire, plus qu'aucun autre, la prospérité et la grandeur du pays. [...] Les solutions socialistes sont les solutions nationales. Dès aujourd'hui, le Parti n'est plus isolé, en opposition avec la nation. Dès aujourd'hui, il sent qu'il répond intimement à ses préoccupations et à ses besoins. L'heure vient où il devra être reconnu comme le vrai parti national ¹⁰⁸ ».

C'est la vocation hégémonique du parti socialiste qu'Albert Thomas entend défendre dans ces lignes pour le moins explicites. La vocation purement révolutionnaire du parti y est ici absente. Certes, reconnaît-il, le parti socialiste est un parti de classes, lui-même le revendique clairement, et il exprime sa forte hostilité à l'égard des partis bourgeois. Néanmoins, la dimension révolutionnaire est dans son esprit déjà purement phraséologique.

« Seul, le Parti socialiste, attaché toujours à la réforme, a prouvé en la défendant et prouvera en la reprenant, qu'il a le sens profond de la volonté démocratique. Il répondra politiquement comme économiquement au vœu de la nation ¹⁰⁹ ».

Conscient que ses conceptions politiques sont loin d'être partagées par l'ensemble de sa famille politique, il ne nourrit pas moins dans ses propositions réformistes une « espérance » profonde d'émancipation de la classe ouvrière. Le jeune maire de Champigny semble pourtant vouloir passer outre cette opposition doctrinale artificielle entre réforme et révolution. Surtout, il entend bien donner à la jeune SFIO la stature nationale qu'il juge être la sienne. Il est à cet égard intéressant de noter que, plus que la référence à la République, c'est directement celle à la nation qui est sans cesse mise en exergue. A nouveau, la force de

¹⁰⁷ Thomas, Albert, *op. cit.* p.27.

¹⁰⁸ Thomas Albert, *op. cit.* p.30.

¹⁰⁹ Thomas, Albert, *op. cit.* p.42. Quelques phrases plus loin, il ajoute encore « Poussant même plus hardiment sa pointe, il retiendra de la doctrine révisionniste ce qui doit en être retenu ».

l'héritage révolutionnaire dans la phraséologie socialiste de cette époque est forte. Le chapitre IV de l'opus est d'ailleurs consacré à la conciliation des « thèses socialistes » et des « aspirations nationales ¹¹⁰ ». Les positions sur la défense nationale sont claires, et sont évidemment issues de la doctrine jaurésienne théorisée dans *l'Armée Nouvelle* de 1911. Elles s'expriment dans la volonté d'intégrer la classe ouvrière à la nation, voire d'en faire l'avant-garde de sa défense en cas d'agression. Aux accusations d'antipatriotisme souvent portées aux socialistes, il oppose l'aspiration fondamentale de la classe ouvrière qui réside dans le double désir de « prévenir les guerres d'agression, [et] d'assurer la défense de leur civilisation et de leur sol ¹¹¹ ». Ainsi, le parti socialiste a, le premier, exprimé le plus vif désir d'agir en faveur de la défense nationale ; la défense nationale de type socialiste allant évidemment dans le sens des « intérêts du peuple et de la cause de la nation ¹¹² ». On retrouve donc ici les conceptions fondamentalement patriotes d'une classe ouvrière à l'avant-garde de la défense de la patrie en cas d'agression, que l'on trouvait déjà à lire dans *l'Histoire du second Empire*. La filiation avec les conceptions militaires de Jean Jaurès se double d'un idéal du peuple en armes vivace dans l'imaginaire politique des socialistes français du début du siècle, souvent matinée d'une nostalgie jacobine tenace qui se combine, à différents degrés, et avec plus ou moins de cohérence, avec le pacifisme et l'internationalisme officiels du parti, et dont l'opus d'Albert Thomas est lui-même pétri ¹¹³. De Jaurès encore, plus que l'admiration évidente, Albert tenait son aspiration à l'unité du socialisme, ainsi que la volonté de mener l'action politique via les institutions de la République, et au sein de la démocratie. Les propos de Jean Jaurès tenus auparavant au congrès de Toulouse le 17 octobre 1908 font largement échos à la conception que développe Albert Thomas de la réalisation du socialisme par et dans la démocratie sociale.

« Ce que je reproche d'abord [à Lagardelle], c'est de mettre le syndicalisme en opposition avec la démocratie, c'est de mettre l'action spécifiquement ouvrière en opposition avec la démocratie, en opposition absolue. Il y a entre le mouvement ouvrier, entre le mouvement socialiste et la démocratie des oppositions, à coup sûr, mais aussi des rapports. La démocratie, elle est d'abord la forme selon laquelle se produit tout le mouvement moderne, elle est la condition même de l'action pour les forces ouvrières, et c'est le surgissement révolutionnaire des forces démocratiques qui a donné aux forces ouvrières leur premier ébranlement et leur premier élan. Comme elle est à l'origine

¹¹⁰ Thomas, Albert, *op.cit.* p.31.

¹¹¹ Thomas, Albert, *op. cit.* p.33.

¹¹² Thomas, Albert, *op.cit.* p.34.

¹¹³ Crépin, Annie, « Avant *l'Armée nouvelle* : les socialistes, Jaurès et la défense nationale », in *Cahiers Jaurès*, 2013/1-2 (n°207-208), p.12.

du mouvement ouvrier – je ne dis pas qu'elle en est l'essence – comme elle est à l'origine du mouvement ouvrier, elle est aussi au terme. Si vous établissez un antagonisme entre le mouvement ouvrier et la démocratie, vous établissez du même coup un antagonisme entre le mouvement ouvrier et le socialisme lui-même, car le socialisme lui-même, aboutira à une forme nouvelle de démocratie, à une forme supérieure de démocratie. [...] Le socialisme ne consistera pas à affranchir dans la démocratie ouvrière une élite, il consistera à affranchir et à organiser tout le prolétariat¹¹⁴. »

Si cette reconnaissance des « affinités électives » entre socialisme et démocratie et d'identité nécessaire entre action ouvrière socialiste et action démocratique se fait en premier lieu sous l'égide du grand Jaurès¹¹⁵, « l'état d'esprit ¹¹⁶ » réformiste d'un Albert Thomas et de tout le milieu qui « pivote¹¹⁷ » autour de lui contribue largement à sceller cette union, encore hésitante à la veille du premier conflit mondial. L'engagement réformiste réside en effet dans la volonté d'imposer les solutions socialistes par la voie légale, et dans les esprits réformistes les plus hardis comme celui d'Albert Thomas, par la voie ministérielle. Les conditions théoriques et pratiques d'une participation à un gouvernement de défense nationale semblent réunies aux yeux des partisans de ce que les historiens n'osent pas encore nommer la « tendance réformiste » et qu'Albert Thomas fait sans aucun doute graviter autour de lui. Si le ralliement socialiste à l'Union sacrée longtemps considéré comme incompréhensible au regard du pacifisme et de l'antimilitarisme d'avant-guerre est désormais mieux compris¹¹⁸, la participation d'Albert Thomas au gouvernement et son expérience plus générale de la guerre permettent la mise en œuvre à l'échelle nationale de bon nombre d'idées qui avaient fleuries à la veille de 1914.

¹¹⁴ *Jean Jaurès au congrès de Toulouse. Discours prononcé le 17 octobre 1908*, Paris, Editions de la Vie socialiste, 1927, p.42.

¹¹⁵ Ducoulombier, Romain, « Socialisme et démocratie, une affinité élective », in *Cahiers Jaurès*, 2009/1, n°191, pp.69-104.

¹¹⁶ Rebérioux Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Burlen, Katherine (dir.), *La Banlieue Oasis. Henri Seller et les cités-jardins 1900-1940*, Saint-Denis, PUV, 1987, p.28.

¹¹⁷ L'expression est inspirée du titre de l'article de Madeleine Rebérioux et Patrick Friedenson, « Albert Thomas, Pivot du réformisme français », in *Cahiers du mouvement social*, avril-juin 1974.

¹¹⁸ Becker, Jean-Jacques, *Comment les Français sont entrés dans la guerre. Contribution à l'étude de l'opinion publique*, printemps-été 1914, Paris, Presses de Sciences Po, 1977, et Becker, Jean-Jacques, « l'Union sacrée, l'exception qui confirme la règle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n°5, janvier-mars 1985, pp.111-122.

2. Au cœur des controverses doctrinales du Parti

A l'aube des années 1910, le contexte avait néanmoins changé, et le dogme antiministériel électoral et parlementaire semblait de plus en plus difficile à tenir. Cette position de principe imposée par la frange guesdiste au début du siècle impliquait de fait l'affirmation d'une opposition frontale du socialisme à la démocratie bourgeoise, et une extériorité du socialisme à la République. Certains se rendent cependant compte de l'aporie qu'entraîne l'antiministériel électoral et parlementaire. Le ministère de combat patriotique imposé par Clemenceau en 1909 imposait aux socialistes de chercher les forces pour combattre les forces réactionnaires. Le contexte de débat sur la loi des 3 ans dans les années 1910 avait également mené les socialistes à se rapprocher du radical Joseph Caillaux, et il n'était plus possible d'éviter le débat autour de l'opportunité et la nécessité de constituer un bloc des gauches. Marcel Sembat, pourtant issu de la frange ouvertement révolutionnaire du parti, exprime clairement cette contradiction :

« *Tout député républicain a le légitime espoir de devenir ministre, et sa carrière n'est complète que s'il n'y parvient* ¹¹⁹ ».

Au cœur de ces débats, parfois houleux, puisqu'ils heurtent « l'antiministériel identitaire ¹²⁰ » du parti, Thomas est de ceux qui s'expriment sans honte en faveur de la participation ministérielle et de l'opportunité de la constitution d'un bloc des gauches. Pour cause, dans les controverses doctrinales d'avant-guerre au sujet de la forme et de la nature que doit prendre l'action socialiste, Albert Thomas avait eu l'occasion à plusieurs reprises d'exprimer ses vues. Ainsi, dans le numéro de la *Revue Socialiste* du 15 juin 1914, il se positionne encore une fois à l'avant-garde de la mise en œuvre d'un socialisme légaliste et républicain, dans son article programmatique « Action républicaine et participation ministérielle ». L'exceptionnelle progression du groupe socialiste à la Chambre à la faveur des élections législatives de mai 1914 changeait la donne à nouveau la donne, et montrait de façon de plus en plus criante l'impasse à laquelle menait le maintien du dogme. Avec pas moins de 102 députés SFIO, le Groupe socialiste devenait ainsi le deuxième du Palais-Bourbon. Reprenant ainsi la formule de Compère-Morel, Albert Thomas constate bien que cet évènement « allait nous [les socialistes] obliger à prendre des responsabilités auxquelles nous

¹¹⁹ Sembat, Marcel, « Un nouveau régime parlementaire », *La Renaissance politique, littéraire et artistique*, n°2, 15 novembre 1913, p.11, cité in Ducoulombier, Romain, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, p.48.

¹²⁰ *Ibid.*, p.46.

ne songions nullement quand nous n'étions qu'une poignée ¹²¹». Evidemment, l'action parlementaire ne pouvait être qu'une première étape, qui, dans le jeu républicain, devait naturellement déboucher sur une action ministérielle directe. La réalisation d'une démocratie sociale peut effectivement se faire au sein des arcanes ministériels. Ainsi, affirme-t-il :

« Si un seul de nos bulletins de vote manquait à un ministère vraiment avancé, proposant et défendant des réformes en mettant son existence en jeu, ne se contentant pas par conséquent de manifestations verbales plus ou moins ronflantes, nous commettrions la plus grosse, la plus lourde, la plus impardonnable des fautes, tant au point de vue socialiste qu'au point de vue républicain ¹²² ».

Les faits, poursuit-il ne cessent donc de « poser devant le Parti le problème de la participation des socialistes au pouvoir ¹²³ ». De façon polémique, Albert Thomas rouvre alors le dossier sensible de la participation de ministres socialistes au pouvoir, au sein de gouvernement bourgeois. Reprenant, non sans malice, les formules de Gustave Hervé qui, dans le *Travailleur socialiste de l'Yonne*, s'est exprimé en faveur de la formation d'un bloc ministériel venant naturellement compléter le bloc parlementaire, pour agir dans le sens des réformes sociales et socialistes revendiquées par le mouvement ouvrier. Parti de révolution, le parti socialiste doit être surtout un parti « d'évolution révolutionnaire » affirme Albert Thomas, reprenant à son compte la formule même de Karl Marx. L'établissement d'une telle méthode réside dans l'espoir formulé d'une transformation sociale immédiate, dans la volonté d'« intensifier le mouvement général de transformation, [d'] accélérer vigoureusement l'évolution sociale vers le but voulu par lui ». Les formules d'Albert Thomas sont ainsi à la croisée du possibilisme d'un Paul Brousse, et du révisionnisme d'un Eduard Bernstein. Néanmoins, elles n'en sont pas l'exacte synthèse.

L'expression d'une telle conception de la nature du parti est également propre à une configuration historique spécifique à la période qui précède la guerre, au sein de laquelle l'idée réformiste est malgré tout en progrès, même si elle reste largement entravée par les résolutions prises lors de l'unification de 1905 qui scellent pour longtemps l'identité d'un parti, dont les principaux représentants, dans les faits trottinent dans les coulisses des

¹²¹ Thomas, Albert, « Action républicaine et participation ministérielle », in *La Revue socialiste*, p.550.

¹²² *Ibid.*, p.551.

¹²³ *Ibid.*, p.553.

ministères, sans jamais revenir sur la lettre antiministérielle, d'ailleurs réaffirmée au congrès d'Amiens de janvier 1914¹²⁴.

Les contrecoups du millerandisme, le contexte spécifique de l'opposition socialiste à la loi des 3 ans qui anime avec ferveur les débats parlementaires, la formation d'un cabinet « d'entente républicaine » par le président du Conseil Gaston Doumergue en 1913-1914, et l'ancrage d'Albert Thomas au cœur d'un réseau dépassant largement les rangs socialistes l'amènent à exprimer des idées qui d'une certaine manière l'ont souvent confondu avec le radicalisme. En tout état de cause, nous pouvons affirmer, avec Romain Ducoulombier, que les progrès de l'idée réformatrice sont à mettre en corrélation avec l'avènement de la République radicale depuis la fin du XIX^e siècle¹²⁵.

L'analyse menée par Marcel Prélot du socialisme français réalisé sous l'égide de Jean Jaurès ne manque pas à faire écho à cette assertion. Il constate en effet que l'on « a souvent qualifié le solidarisme de quasi-socialisme¹²⁶ ». Néanmoins, ajoute-t-il non sans malice, il serait certainement plus pertinent d'inverser la perspective. Ainsi, « peut-être vaudrait-il mieux qualifier le socialisme jaurésien de quasi solidarisme¹²⁷ », car avec Jaurès il s'agit d'un parti « plus républicain que socialiste, moins le parti d'une classe que de l'humanité¹²⁸ ». Néanmoins, dans le cas de Jean Jaurès, comme dans celui d'Albert Thomas à sa suite, si le socialisme doit se présenter dans un rapport de continuité et de dépassement avec la République, il ne peut, à l'instar du radicalisme, se contenter de la République politique. En prônant la collectivisation, c'est une République sociale que l'on cherche à atteindre, via la politisation de l'économie pour Jean Jaurès, ou via l'économisation de la politique dans le cas d'Albert Thomas – ou en tous cas l'affirmation du primat des relations économiques sur les relations politiques au sein de la société, et c'est effectivement là que se joue le point d'achoppement entre la méthode jaurésienne et la méthode réformatrice.

Néanmoins, l'existence d'une composante réformatrice affirmée et vivace à la veille de la guerre autour de la figure d'Albert Thomas, mais ne correspond néanmoins pas à la ligne majoritaire du parti, et qui voit dans la République démocratique française la structure de base à la réalisation du but final qu'est la société socialiste et collectiviste, surajoute à cette

¹²⁴ Ducoulombier, Romain, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, pp.48-49.

¹²⁵ *Ibidem*, p.53.

¹²⁶ Prélot, Marcel, *L'évolution politique du socialisme français*, Paris, Spes, 1939, p.186.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*, p.197.

composante républicaine et démocratique du socialisme français qui était rejetée par la composante marxiste et guesdiste du parti, mais qui s'était néanmoins atténuée à mesure que l'influence de Jaurès avait amoindri celle du leader de l'ex POF. Comme le dit encore Romain Ducoulombier,

« C'est le réformisme, en effet, qui ouvre au socialisme les portes de la démocratie : grâce à lui, les idées socialistes peuvent parvenir à inspirer ou à modifier son fonctionnement¹²⁹ ».

A la veille du premier conflit mondial néanmoins, ces débats sont loin d'être clos, et les questions fondamentales qu'ils avaient soulevé, quant au rapport à la République, aux responsabilités des ouvriers face à la Nation, et à l'insoluble diptyque réforme – révolution qui mettait de plus en plus sous tension le dogme antiministériale et la pratique socialiste quotidienne – dans les mairies ou au Palais-Bourbon ne sont pas résolues. La controverse du millerandisme, ainsi que celle du révisionnisme, les discussions autour de la loi Trois ans en 1913 avaient soulevées les bonnes questions mais sans forcément toujours donner des réponses claires. L'expérience de la guerre scellée par le choix républicain d'août 1914 les met seulement artificiellement en suspens. La trêve politique dont se veut porteuse l'idée d'Union sacrée ne constitue pas une trêve des débats doctrinaux au sein du parti. Au contraire, la marche du conflit les fait plutôt renaître sous des formes différentes, et de façon souvent exacerbée.

¹²⁹ Ducoulombier, Romain, *La naissance....op.cit.* p.53.

II. Un acteur de premier ordre du ralliement socialiste à l'Union sacrée.

A. L'été 1914 du socialisme : prévenir la guerre

Si l'opinion publique française était restée relativement indifférente à l'égard de la montée des tensions internationales durant le mois de juillet 1914¹³⁰, un événement significatif avait néanmoins animé l'opinion socialiste et ouvrière durant cet été. Le congrès du parti socialiste des 14, 15 et 16 juillet 1914 avait été exceptionnellement convoqué pour débattre de l'attitude du parti en cas de guerre. Si la CGT était connue et reconnue pour ses tendances antipatriotes, le parti socialiste, lui, arborait une attitude plus nettement pacifiste. Bien-sûr les attitudes variaient d'un socialiste à l'autre, et les positions extrêmes d'un Gustave Hervé, qui à la tête de la violente et antimilitariste *Guerre sociale* depuis 1906, avait fait grand bruit au-delà des rangs du seul parti, n'étaient pas partagés par tous. Les vues exprimées par Albert Thomas dans la *Politique socialiste* s'adressent donc bien-sûr à la fois au syndicalisme révolutionnaire de la CGT et à l'antimilitarisme d'une certaine frange de son propre parti.

« *Le Parti socialiste demeurait pour tous le parti du désarmement, le parti de l'insurrection et de la trahison*¹³¹ ».

Néanmoins, la majeure partie des dirigeants socialistes, avec des nuances encore une fois, exprimait ses réserves à l'égard de l'antipatriotisme. Ce « pacifisme indécis », « mélange de pacifisme et d'internationalisme¹³² » et ses ambivalences, qui résumaient en somme la position moyenne du socialisme français étaient ainsi contenues dans toute leur originalité et leur complexité dans *l'Armée Nouvelle* de Jean Jaurès¹³³. De la même manière, les débats autour de la loi des 3 ans avaient précisé les positions des socialistes au sujet de la Défense nationale. Au Palais-Bourbon, le groupe s'était tout entier prononcé contre une loi « d'expression nationaliste et chauvine », Vaillant, Bracke, Thomas et Sembat en tête,

¹³⁰ Becker, Jean-Jacques, « Entrées en guerre », in Audouin-Rouzeau Stéphane, Becker, Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande-Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p.200.

¹³¹ Thomas, Albert, *Ibid*, p.33.

¹³² Becker, Jean-Jacques, *Comment les français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1977, p.99

¹³³ *Ibid*.

protestant contre l'aspect agressif de la loi¹³⁴. Néanmoins, les critiques ne portaient pas sur un éventuel ralliement à l'idée de défense nationale, mais plutôt sur la mise en doute de la capacité de la loi à réaliser réellement celle-ci en cas de conflit¹³⁵. Le congrès français, convoqué en vue du congrès internationale de Vienne d'août 1914 était l'occasion de préciser ces positions en cas de lancement d'une guerre, et d'exprimer une position de principe au sujet de la motion Keir-Hardie-Vaillant, adoptée lors du congrès de la IIème Internationale socialiste de Copenhague de 1910, qui envisageait le recours à la « grève générale » en cas de déclenchement d'un conflit sur le continent. Les débats sont âpres et les divisions se dessinent autour de la formule de la grève générale. De façon étonnante, nous indique Jean-Jacques Becker, le « ministérialiste¹³⁶ » Albert Thomas suivi par une partie de la fraction modérée du parti avait voté en faveur de la motion Keir-Hardie-Vaillant, prenant donc le risque de se voir recouvert de la macule de l'antipatriotisme aux yeux du reste de la nation¹³⁷. Comment expliquer l'adoption d'une attitude pour le moins surprenante ? En l'absence de sources supplémentaires, on peut estimer que c'est, non seulement par solidarité avec les décisions de l'Internationale – bien que la social-démocratie allemande ait, de son côté, adopté une motion défavorable à l'idée de la grève générale jugée matériellement irréalisable – mais aussi également pour des raisons plus stratégiques de politique interne au mouvement ouvrier – la volonté de se rapprocher de la CGT, qui, elle, s'exprimait largement en faveur de cette solution radicale, volonté d'ailleurs partagées par Jean Jaurès lui-même. L'analyse de Jean Rabaut est également intéressante et permet de comprendre le vote d'Albert Thomas en faveur de cette motion. Selon lui, Albert Thomas était bien conscient qu'une telle motion était incapable d'ébranler la défense nationale. Le but était simplement d'emporter l'adhésion des Allemands et des Autrichiens au principe de la grève générale comme « instrument *préventif* de la guerre, non comme moyen de la faire interrompre une fois déclenchée¹³⁸ ». On peut peut-être lire effectivement dans cette attitude le fruit de ces deux volontés, qui ne sont pas contradictoires. En même temps qu'il convenait de tenir l'unité du mouvement ouvrier à l'intérieur, au prix de quelques concessions à la frange la plus radicale du syndicalisme révolutionnaire, il fallait également faire jouer à l'Internationale son rôle d'instrument de prévention, ou du moins de temporisation de l'exacerbation des tensions internationales qui

¹³⁴ Ligou, Daniel, *Histoire du socialisme en France, 1871-1961*, Paris, PUF, 1962, p.219.

¹³⁵ Sur ce point, voir Becker, Jean-Jacques, « L'Union sacrée, l'expression qui confirme la règle », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, N°5, janvier-mars 1985. pp. 111-122.

¹³⁶ C'est ainsi que Deslinières, dans *l'Humanité* du 16 juillet 1914 épingle l'attitude d'Albert Thomas. Cité in Becker, Jean-Jacques, *Comment les français...op.cit.*, p.111.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Rabaut, Jean, *1914, Jaurès assassiné*, Paris, Editions Complexe, coll. « Historiques », 2005, p.52.

devenaient de plus en plus criantes. Sans nul doute, la volonté d'obtenir le ralliement de principe de la social-démocratie allemande devenait tenir lieu de sorte d'engagement moral pour l'avenir. Elle faisait montre également d'un certain pragmatisme et réalisme d'Albert Thomas face à la situation internationale et face aux capacités réelles des forces socialistes de chaque pays, en l'état actuel de leurs force de représentativité dans les instances politiques respectives, de peser sur la marche des évènements. Au cours de l'été 1914, ceux-ci n'allaient cependant pas cesser d'ébranler cette unanimité de façade de l'Internationale socialiste.

En tout état de cause, c'est une motion de compromis, présentée par Jaurès, favorable à une « grève simultanément et internationalement organisée » qui emporte la majorité (1690 mandats), mais une forte minorité (1174 mandats) s'oppose toujours à l'idée de la grève générale¹³⁹. L'issue de ce congrès reflète sans nul doute l'opinion plus généralement répandue dans la société française à la veille de la guerre. L'internationalisme était finalement « mal défini, confus et de fraîche date¹⁴⁰ ». En tout état de cause, il n'était pas question, pour la plupart des socialistes, de s'opposer à tout prix à la guerre, et surtout à toute guerre. En juillet 1914, Jaurès se déclarait prêt à négocier le soutien socialiste à une guerre nationale, dans le à condition que celle-ci soit strictement défensive¹⁴¹. La légitimation à donner au choix républicain à venir se trouvaient donc déjà en germe dans la stratégie de Jean Jaurès : celle exprimée dans *l'Armée Nouvelle*, mais également celle exprimée à la veille du conflit dans ses négociations avec le Gouvernement français.

B. Après le drame : « Tenir la classe ouvrière »

Plus significativement, c'est à la suite du drame du dernier jour de juillet 1914, jour de l'assassinat de Jean Jaurès par Raoul Vilain que les cartes allaient être plus significativement rebattues. Le tableau est connu : le 31 juillet 1914, le « grand » Jaurès « tombait – au milieu de ses amis – dans la salle du Café du Croissant, lâchement frappé par derrière – sous le plomb imbécile et criminel de l'assassin dont le bras fut armée par les excitations abominables des éternels adversaires de l'émancipation humaine¹⁴² ». Jean Jaurès

¹³⁹ Rouger-Hubert, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. La France socialiste, tome 3*, Paris, A. Quillet, 1912-1921, pp. 303-305.

¹⁴⁰ Becker, Jean-Jacques, *op.cit.*, p.119.

¹⁴¹ Voir sur ce point, Ducoulombier, Romain, « La « sociale » sous l'uniforme : obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français », 1914-1916, in Loez, André, Mariot, Nicolas (dir.), *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte, 2008, pp.266-279

¹⁴² Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p. 322.

était ainsi érigée comme « la première victime¹⁴³ » du déchaînement des tensions internationales et de la lente agonie dans laquelle les nations européennes allaient se trouver plongées. Le premier août apporte avec lui la plus grande stupeur, devient également l'occasion d'une forme de ralliement de la nation autour d'une figure alors immédiatement érigée comme le symbole de la lutte intemporelle contre la barbarie militaire ennemie¹⁴⁴. Alors que l'Allemagne déclare la guerre à la Russie et que le gouvernement français s'apprête à décréter la mobilisation générale, *L'Humanité* du 1^{er} août 1914 titrant « Jaurès assassiné » ouvre bien-sûr la voie adoptant un ton fortement accusateur à l'encontre de ce qui est immédiatement considéré comme une agression ennemie. Au milieu des effusions de panique et de stupéfaction, Albert Thomas se joint à l'émotion des rangs socialistes et s'adresse ici directement à la classe ouvrière. Il reprend la tonalité accusatrice partagée par ses coreligionnaires et s'exclame :

« Mort à l'heure où il allait jouer dans l'histoire pour l'Internationale civilisée et pour sa patrie, le grand rôle auquel tant d'années de génial labeur, d'héroïque bataille et d'expériences douloureuses le destinait. Mort, lâchement frappé, victime de ces forces de brutalité et de sauvagerie qu'il haïssait, qu'il combattait sans merci et dont il espérait qu'un jour enfin, la claire raison triompherait chez les individus comme par les foules¹⁴⁵ ».

Néanmoins, l'heure de grands troubles pour la nation ne doit pas entraîner une agitation populaire stérile et encore plus préjudiciable à la situation intérieure du pays. Ainsi, il achève son article en arguant la foule de s'en tenir à la fidélité à la méthode de Jean Jaurès et à son ardeur dans la tâche consacrée à l'émancipation de la classe ouvrière. Pour lui, surtout, il faut néanmoins garder la tête froide et apaiser les esprits.

« [...] Il faut se mettre au travail, courageusement, simplement comme il le voulait, comme il en donnait l'exemple. [...] Au travail ! Il le faut, pour assurer sans lui, le cœur serré les responsabilités qu'il nous rendait si légères ! ».

« Gardez votre sang froid ! Soyez calmes ! Soyez comme il le voulait, dignes de l'organisation et de la grande cause qu'il servait ! Soyez fidèles à sa méthode ! Tous ensemble, nous prendrons et suivrons comme il l'aurait voulu les décisions qui conviendront à la grandeur de notre deuil et aux graves circonstances qui nous rendent sa perte encore plus douloureuse et encore plus grave¹⁴⁶ ».

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ Becker, Jean-Jacques, *op.cit.*, pp.234-246.

¹⁴⁵ Thomas, Albert « Aux camarades ouvriers », in *L'Humanité*, 1^{er} août 1914, p.5.

¹⁴⁶ *Ibid.*

Viennent ensuite la mobilisation générale préparée le 1^{er} août et effective dès le 2, et la décision de non application du carnet B par le ministre de l'intérieur Louis Malvy ce même premier août. En même temps qu'elle consacre la fin de la suspicion gouvernementale à l'égard des syndicalistes et socialistes révolutionnaires, elle relève immédiatement l'échec des solutions préconisées par l'Internationale. Sans opposition massive, « la Sociale se retrouve sous l'uniforme »¹⁴⁷, et se rallie massivement à la Défense Républicaine. La formule d'Union sacrée, tirée du discours du président du Conseil René Viviani devant les Chambres le 3 août 1914 après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, est en fait utilisée *a posteriori* pour expliquer le ralliement massif des français à la participation au conflit. Pour la famille socialiste, il conviendra plutôt de parler, dans les premiers mois du conflit, de Défense Nationale. En effet, l'invasion du Luxembourg et de la Belgique les 2 et 3 août 1914, puis dans la foulée, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France fondent le sentiment d'agression et se caractérisent dans les rangs socialistes par l'expression d'un socialisme de défense nationale de nature révolutionnaire. A ce moment, il n'est encore dans les rangs socialistes ni minorité, ni majorité. Le ralliement à l'Union sacrée ne semble en effet pas révéler d'un accident de l'histoire. Les instances dirigeantes du Parti, Jaurès en tête, avaient dans l'ensemble préparé les conditions du ralliement à une guerre nationale. Après la disparition de celui-ci, les modalités de celle-ci sont néanmoins au cœur des discussions au sein de celui-ci.

C. « Valmy ! ». De l'imaginaire politique des socialistes en guerre.

Dès le 1^{er} août 1914, le Commission Administrative Permanente du Parti se réunit, et la question du vote des crédits militaires est immédiatement abordée. Le camarade Muller, représentant de la social-démocratie allemande vient s'assurer que les socialistes français respecteront la solidarité internationale et ne voteront pas les crédits de guerre. Thomas semble alors se ranger derrière la position médiane du groupe socialiste. Il est de ceux qui, avec Compère-Morel et la majorité du groupe socialiste, distinguent l'attitude à avoir en cas de guerre d'agression subie par la France, et qui obligerait donc les socialistes à voter en

¹⁴⁷ Ducoulombier, Romain, « La 'Sociale' sous l'uniforme : obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français, 1914-1916 », in *Obéir, Désobéir*, La Découverte, 2008, p.266-279.

faveur des crédits militaires ou en cas de non-agression¹⁴⁸. La formule clé, signant définitivement l'échec de l'internationalisme, est finalement prononcée dans le fameux meeting de la salle Wagram, le 2 août 1914 dans la bouche d'Edouard Vaillant largement acclamé par ses camarades.

« *C'est un sinistre destin qui nous accule à une guerre de défense ; en présence de l'agression, les socialistes rempliront leur devoir, pour la Patrie, pour la République, pour l'Internationale*¹⁴⁹ ».

L'ordre du jour finalement adopté ne laisse planer aucun doute :

« [...] *Comme nous l'avons toujours indiqué, à l'agression contre la France républicaine et pacifique menaçant la civilisation et l'humanité, nous répondrons de toutes nos forces et de toutes nos énergies*¹⁵⁰ ».

Le ralliement des socialistes à la défense nationale doit se comprendre également en convoquant la mythologie et l'imaginaire politique du socialisme français. Le volte-face politique de Gustave Hervé en a longtemps été la figure archétypale, si ce n'est caricaturale. De la *Guerre sociale* à la *Victoire*, du nom qu'il redonne à son journal en 1916, il passe, au cœur de la guerre, de l'antimilitarisme farouche au jusqu'aboutisme belliciste bruyant¹⁵¹. Avec d'autres, il pose néanmoins les bases du *sens* de la participation socialiste à l'Union sacrée.

« *Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, qui n'êtes pas seulement l'avant-garde idéaliste de l'humanité, mais qui êtes encore le nerf et la conscience de l'armée française, la partie est en danger !*

*La patrie de la Révolution est en danger !*¹⁵² ».

Aux premières heures de la guerre, celle-ci est représentée comme une guerre juste et défensive. Cette conception s'articule autour de plusieurs axes : il s'agit d'une guerre où la République doit se défendre contre un Empire qui a attaqué injustement. De la même manière, il s'agit pour le socialisme français de se défendre contre le socialisme impérialiste allemand – la condamnation de l'attitude de la social-démocratie allemande sera en effet quelques mois

¹⁴⁸ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p.331.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.232.

¹⁵¹ Sur la figure pour le moins atypique de Gustave Hervé, voir, Heuré, Gilles, *Gustave Hervé, Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997.

¹⁵² Gustave Hervé, in *La Guerre sociale*, 30 juillet 1914.

plus tard une composante importante que discours des majoritaires de guerre, et dont Albert Thomas exprime les propos parmi les plus virulents. Le souvenir de la Révolution hante alors les esprits des socialistes et structurent leurs discours de justification de la participation à la guerre qui se déclenche¹⁵³ qui est bien perçue comme une guerre de défense d'un pays agressé contre un pays agresseur. Dès lors, c'est la mémoire de 1793 qui est réactivée, et les socialistes se positionnent eux-mêmes comme devant être à l'avant-garde de la Défense nationale. Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx et futur leader du courant minoritaire de la SFIO ravive également le souvenir des soldats de l'an II¹⁵⁴. Dans un article du *Times* publié en 1919 dans lequel Albert Thomas revient sur le rôle de la classe ouvrière durant le conflit mondial, Thomas ravive le souvenir des Jacobins, pleinement engagés dans les guerres de Défense de la Patrie. La justification qu'il opère ici *a posteriori* prend néanmoins sa source dans un imaginaire qui semble bien vivace dans les premières heures du conflit. Les obsèques de Jean Jaurès sont évidemment l'un des moments fondateurs du basculement dans l'Union sacrée. Les paroles du chef de la CGT, Léon Jouhaux au-dessus de la tombe de Jean Jaurès symbolisent ce basculement :

« Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime.

Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue, ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtement.

Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de la civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie avec cette volonté que nous répondons " présent " à l'ordre de mobilisation¹⁵⁵.

¹⁵³ Becker, Jean-Jacques, « Le souvenir de la Révolution pendant la guerre de 1914 » in *La légende de la révolution*, Clermont-Ferrand, Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, Actes du colloque international de Clermont-Ferrand, 1986, pp. 605-616.

¹⁵⁴ « Si la France est attaquée, comment ne seraient-ils pas (les socialistes) les premiers à défendre la France de la Révolution et de la Démocratie, la France de l'Encyclopédie, de 1793, de juin 1848, la France de Pressensé, de Jaurès ? » Jean Longuet, in *L'Humanité*, 3 août 1914, cité in Becker Jean-Jacques... *op.cit.*, p.607.

¹⁵⁵ Jouhaux, Léon, « A Jean Jaurès », Discours prononcé le 4 août 1914 aux obsèques de Jean Jaurès, Paris, La Publication sociale, 1915.

Au milieu des drapeaux rouges qui flottent lors des obsèques de Jean Jaurès le 4 août, c'est le drapeau tricolore portant l'inscription « Valmy » qui anime son souvenir¹⁵⁶. Dès lors, les conditions du ralliement des socialistes à l'Union sacrée sont posées et ceux-ci s'attachent bien à différencier l'Union sacrée de droite – la formule de Viviani se retrouve en effet plutôt dans la presse de droite, et dans les colonnes nationalistes, de la Défense nationale de gauche. Pour les socialistes français du début du XXème siècle, et pour l'historien de formation qu'est Albert Thomas, cela semble parfaitement vérifié. La Révolution française s'offre « comme un mythe à double face : mythe d'un passé lointain et héroïque, et mythe – inspiré de Georges Sorel – d'un avenir radieux incitant à l'action dans le présent ¹⁵⁷ ». Instance légitimatrice, le mythe politique revêt aussi une fonction éminemment mobilisatrice. La définition de Raoul Girardet permet elle aussi d'en saisir la portée :

« Le mythe politique est bien fabulation, déformation ou interprétation objectivement récusable du réel. Mais, récit légendaire, il est vrai qu'il exerce aussi une fonction explicative, fournissant un certain nombre de clés pour la compréhension du présent, constituant une grille à travers laquelle peut sembler s'ordonner le chaos déconcertant des faits et des événements. Il est vrai que ce rôle d'explication se double d'un rôle de mobilisation : par tout ce qu'il véhicule de dynamisme prophétique, le mythe occupe une place majeure aux origines des croisades comme à celle des révolutions¹⁵⁸ ».

« Lecture imaginaire d'un moment historique ¹⁵⁹ », le mythe politique participe de l'écriture sans cesse réactivée dans le présent du roman des origines. En reliant l'évènement à la Grande Révolution, l'érection du mythe de la participation à l'Union sacrée au cœur du combat mené au nom d'une guerre juste, d'une guerre du droit permet d'introduire la continuité là où la seule doctrine socialiste n'y trouverait qu'une rupture injustifiable. En ce sens, il nous faudra tout au long de notre développement faire le va et vient entre cet imaginaire construit et réécrit sans cesse dans le présent de l'évènement, et que les discours d'Albert Thomas réactivent selon des modalités variables qui sont fonction des évènements précis et de la marche de la guerre, et la teneur brute de l'évènement lui-même.

¹⁵⁶ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.99.

¹⁵⁷ Luzzato, Sergio, *L'impôt du sang. La gauche française à l'épreuve de la guerre mondiale*, Lyon, PUL, 1996, p.7.

¹⁵⁸ Girardet, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Editions du Seuil, « L'univers historique », 1986 p.13-14.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.180.

D. Rallier l'Union sacrée

Si le ralliement de principe à la défense nationale est accepté dès les premiers jours de la guerre, la question de la participation ministérielle directe pose, elle, plus de difficultés. En effet, elle n'est pas sans rappeler une simple participation à un gouvernement bourgeois, vivement condamné par le congrès d'Amsterdam de la II^{ème} Internationale d'octobre 1904. Le 3 août, elle est rejetée par le groupe socialiste. Mais au cœur de la tourmente, le parti socialiste doit néanmoins redéfinir les positions à suivre. En effet, à la fin du mois d'août, le groupe, inquiet de la situation, estimant les décisions prises par l'Etat-Major de l'armée insuffisantes, il demande une explication décisive au gouvernement. C'est Marcel Sembat qui est convoqué par le Ministre de l'Intérieur Louis Malvy pour discuter de l'opportunité de la constitution d'un grand conseil de Défense nationale où seraient appelées comme ministres d'Etat – ministre sans portefeuille – les chefs de toutes les fractions républicaines. Marcel Sembat envisage néanmoins cette solution en cas d'extrême gravité de la situation militaire. Alors que Guesde et Vaillant, qui déjà lors du Congrès d'Amsterdam s'étaient farouchement opposé au millerandisme, redoutent que cette participation ne soit qu'une « couverture¹⁶⁰ » pour le gouvernement, Albert Thomas est de ceux qui très tôt, avec Varenne notamment, alertent sur la gravité de la situation¹⁶¹ et œuvrent pour que le parti amende sa position. Pour se faire, une commission permanente de dix membres à laquelle participe Albert Thomas est finalement convoquée le 26 août 1914 par la direction du parti pour prendre les décisions urgentes¹⁶² et définir les conditions de participation ministérielle des socialistes. Celle-ci est chargée de rédiger le « Manifeste au pays » voté à l'unanimité et proclamé le 28 août 1914 qui signe l'entrée dans le cabinet Viviani des socialistes Jules Guesde et Marcel Sembat, L'explication officielle donnée par les socialistes français est connue. Une telle participation ne peut être assimilée à une pure collaboration avec un gouvernement bourgeois. Encore une fois, le souvenir de 1793, et de 1870 est convoqué et c'est bien pour l'existence de la Patrie, au nom de la République, fille de la Grande Révolution, et de la civilisation, fille des Lumières dont il s'agit ici¹⁶³.

¹⁶⁰ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p.344.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 344.

¹⁶² *Ibid.* Cette commission est composée de Vaillant, Guesde, Sembat, Compère-Morel, Groussier, Renaudel, Bracke, Dubreuilh, Albert Thomas et Huber-Rouger.

¹⁶³ Le texte entier du Manifeste du Parti est reproduit in extenso dans l'ouvrage d'Huber-Rouger, *op.cit.*, p.345-347. Nous en donnons ici les formules clé : « C'est à la suite d'une délibération régulière, c'est par une décision pesée que le Parti socialiste a autorisé deux de ses membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le gouvernement, et qu'il a fait d'eux ses délégués à la Défense nationale. [...] S'il ne s'était agi que d'un

Quelques semaines plus tard, c'est la question du vote des crédits militaires qui est posée au groupe socialiste. Dans la droite ligne du ralliement à la Défense nationale, le Groupe adopte à l'unanimité, le 23 décembre 1914, le Manifeste proclamant le vote des crédits militaires, rédigé dans le même esprit que le précédent, par une Commission dont Albert Thomas est à nouveau membre¹⁶⁴. Au soutien ministériel, s'ajoute donc le soutien parlementaire à l'effort de guerre dans le but d'aider le gouvernement « à compléter et à perfectionner l'outillage formidable dont a besoin la nation armée ¹⁶⁵ ». Dans un petit opuscule publié en août 1918, Albert Thomas revient sur le sens du vote des socialistes au parlement en faveur des crédits militaires depuis le début de la guerre¹⁶⁶. Conformément à son attitude à la veille du conflit, Albert Thomas se place dans la droite ligne de l'héritage de *l'Armée Nouvelle* de Jean Jaurès. Conçu avant tout dans le but de la « Défense de la France », le vote des crédits militaires était aussi bien sûr un moyen de donner aux socialistes via le groupe parlementaire un droit de regard sur l'effort militaire de la France. Mais dans le même ordre d'idées, il devait amener à la création de « l'armée démocratique ¹⁶⁷ » que le « grand Jaurès » avait théorisée. Encore une fois, la légitimation du vote des crédits militaires devait se lire dans une continuité dont les sources étaient puisées dès avant la guerre.

« Ainsi, positivement, avant la guerre, même sous le régime capitaliste, pourvu qu'il eût des garanties contre toute tentative d'agression de la part de la France, pourvu qu'il eût la certitude d'une politique nettement défensive, dégagée de toute velléité impérialiste, Jaurès envisageait, en dehors du jeu des majorités et des luttes de partis, un vote régulier, par les socialistes, de crédits pour une organisation militaire offrant aux démocrates les garanties essentielles¹⁶⁸ ».

Premier élément de l'édifice défensiste et d'un argumentaire orienté autour de l'idée de la guerre juste, le vote des crédits militaires, conçu dans une perspective de discipline

remaniement ministériel, s'il ne s'était agi que d'adjoindre à l'ancien Gouvernement quelques forces nouvelles, quelques-unes de ces forces intactes dont notre Parti est si riche, bien plus, s'il était agi de l'ordinaire participation à un Gouvernement bourgeois, le consentement de nos amis, ni le nôtre n'aurait été obtenu. C'est de l'avenir de la nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le Parti n'a pas hésité. [...] Le chef du Gouvernement a pensé que pour entraîner la nation, pour l'organiser, il avait besoin du concours de tous, et plus particulièrement peut-être de ceux qui redoutent pour l'émancipation prolétarienne et humaine, l'oppression accablante du despotisme. Il savait qu'à toutes les heures graves, en 1793 comme en 1870, c'était en ces hommes, en ces socialistes, en ces révolutionnaires, que la nation mettait sa confiance [...]. Le présence de nos amis au sein du Gouvernement sera pour tous la garantie que la démocratie républicaine est prête à la lutte à outrance [...] Aujourd'hui comme hier, après les premières épreuves comme dans l'enthousiasme de la mobilisation, nous avons la certitude de lutter, non seulement pour l'existence de la Patrie, non seulement pour la grandeur de la France, mais pour la liberté, pour la République, pour la civilisation ».

¹⁶⁴ *Ibid.*, pp. 349-352.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.351.

¹⁶⁶ Thomas, Albert, *Les socialistes et les Crédits Militaires*, Imprimerie Cadet, août 1918. Archives OURS.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p.7.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.6.

républicaine et démocratique était l'élément doctrinal du ralliement à l'Union sacrée, pour lequel a œuvré Albert Thomas lors des débats au sein du groupe socialiste. Dans le même temps, celui-ci s'engageait pleinement à la participation technique et pratique à l'effort de guerre.

E. Du « parlementaire aux armées ¹⁶⁹ » au « sous-secrétaire d'Etat dans l'ombre ¹⁷⁰ »

Dès les premiers jours de la guerre, Albert Thomas fait partie des 235 parlementaires qui rejoignent l'armée en tant que sous-lieutenant du 78^{ème} régiment de territoriale à Paris. Au bout de quelques jours, il est appelé du fait de ses compétences techniques par le général Graziani, sous-chef d'Etat-Major général. Dès la fin du mois d'août 1914, il se trouve détaché au cabinet de Marcel Sembat, qui le nomme agent de liaison entre l'Etat-Major général de l'Armée et les services techniques du ministère des Travaux Publics. Il est alors son conseiller technique, étant connu et reconnu pour ses compétences en matière de chemins de fer¹⁷¹. Parmi ses tâches, il dut notamment participer à la préparation l'évacuation de Paris. Le Général Gallieni avec qui il est en mission, le charge en septembre de réaliser une enquête sur les ressources industrielles et sur les possibilités de fabrications de la région parisienne¹⁷². Très vite, il se définit comme un « chef de cabinet officieux ou même [un] sous-secrétaire d'Etat dans l'ombre ¹⁷³ ». Après de son camarade de parti, il assiste tous les jours à la réunion des directeurs du ministère de la Guerre. A ce poste, il est chargé de relancer l'activité des services industriels qui sont sous le contrôle du ministère des Travaux Publics, afin d'empêcher le ralentissement de la vie économique du fait de la guerre. Durant tout le mois de

¹⁶⁹ L'expression est de Fabienne Bock, in *Un parlementarisme de guerre, 1914-1919*, Paris, Belin, 2002. « Les parlementaires aux armées », pp.59-69.

¹⁷⁰ A.N., 94 AP 152, Dossiers « Bordeaux », Missions d'Albert Thomas, délégué au ministère des Travaux Publics, lettre à « Charles Favard », 5 octobre 1914, in Chancerel, Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, 2008, p.111.

¹⁷¹ L'hypothèse avancée par le biographe d'Albert Thomas, B.W. Schaper (p.105) est confirmée par la récente thèse de Pierre Chancerel sur le ministère des Travaux Publics de Marcel Sembat. Chancerel, Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, 2008, p.103. Nous l'avons vu par ailleurs, Albert Thomas avait déjà eu l'occasion avant la guerre de faire montre de sa qualité d'expert en la matière. Pour son article publié dans *La Revue socialiste* en 1913 « La régie directe des chemins de fer », il avait réalisé une série de monographies régionales sur les compagnies de chemins de fer dans divers régions françaises. En 1914, Albert Thomas publie également un nouvel opuscule au sujet de la mobilisation des chemins de fer. *L'Etat et les compagnies de chemin de fer*. Il y défend l'idée que l'exploitation directe des chemins de fer par la nation est conforme aux nécessités économiques et aux aspirations de la démocratie, et y défend une politique de nationalisation.

¹⁷² Ramadier, Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in *Albert Thomas vivant...op.cit.*, p.33.

¹⁷³ Archives Nationales, 94 AP 152, Dossiers Bordeaux, Missions d'Albert Thomas, délégué au ministère des Travaux Publics, lettre à « Charles Favard », 5 octobre 1914, cité in, Chancerel, Pierre, *op.cit.*, p.111.

septembre, au cœur de l'action, il est chargé de la préparation de l'évacuation de Paris. En tournée dans toute la France, ensuite ne s'arrêtant que quelques jours à Bordeaux à la mi-septembre, crochet gouvernemental à l'occasion duquel il fait part à son ami de longue date Alexandre Millerand de ses inquiétudes quant à la puissance du gouverneur militaire de Paris, le général Gallieni, et plus encore par la propagande radicale menée par Gustave Hervé à la une de la *Guerre sociale*¹⁷⁴. Après ce séjour auprès de Gallieni, il passe les deux dernières semaines de septembre 1914 dans le Nord de la France, à proximité du front, afin de relancer les chemins de fer et les mines. Repéré par ses supérieurs pour son efficacité, il est alors nommé dès octobre 1914 par le ministre de la Guerre au poste d'organisateur des fabrications de guerre. Il quitte alors le ministère de Marcel Sembat sans être remplacé. Ainsi, d'octobre 1914 à mai 1915, Albert Thomas se consacre à l'effort de mobilisation. Il doit alors visiter les fabriques et usines françaises pour trouver des ateliers disponibles et recruter le personnel nécessaire à la fabrication de l'armement. Dans cet effort de coordination, de centralisation et de répartition de la main d'œuvre et des industries, il noue ses premiers contacts avec les industriels ou les membres du Comité des Forges¹⁷⁵, comme Lambert Ribot ou encore Robert Pinot¹⁷⁶. Ces premiers mois sont bien-sûr ceux de l'improvisation ; la dispersion des activités, la nécessité de réquisitionner des usines à l'origine consacrées à la fabrication de produits non militaires empêchent la fabrication en série qu'il serait nécessaire d'établir pour rattraper le retard par rapport aux besoins en obus et munitions établis en septembre 1914. Ce n'est en effet qu'au printemps 1915 que la production atteint les 30.000 à 40.000 obus, même si la qualité restait souvent inférieure à celle espérée¹⁷⁷.

Dès ses premières responsabilités pendant la guerre, Albert Thomas semble donc s'affirmer comme un socialiste tout entier dévoué aux activités techniques relatives à la Défense nationale. Dès lors, la comparaison semble s'imposer avec le parcours parallèle de Marcel Sembat aux Travaux Publics. Pierre Chancerel relève en effet le caractère beaucoup plus politique de l'activité et de la nomination de Marcel Sembat, celles de Thomas étant effectivement d'emblée beaucoup plus techniques. Au début du conflit, « Sembat est plus le ministre de la SFIO que celui des travaux Publics¹⁷⁸ ». Socialiste révolutionnaire, celui-ci n'aurait jamais accepté de participer à un gouvernement bourgeois, sans les circonstances

¹⁷⁴ Chancerel, Pierre, *op.cit.* p. 101. Dès juillet 1914, il avait déjà dénoncé « l'incurie et l'inertie » de l'Etat-Major auprès d'Alexandre Millerand. Schaper, B.W. *Albert Thomas... op.cit.*, p.105.

¹⁷⁵ De Lusigan, Guy, « Albert Thomas et la justice sociale », in *l'Actualité de l'Histoire*, n°24, 1958, p.9.

¹⁷⁶ Waline, Pierre, « Albert Thomas et Robert Pinot », in *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, 1957, Société des amis d'Albert Thomas, pp.140-146.

¹⁷⁷ Schaper, B.W, *Albert Thomas...op.cit.*, p.107.

¹⁷⁸ *Ibid.* p.101.

exceptionnelles de la guerre. De son côté, Albert Thomas réformiste et par conséquent « ministérialiste » pour reprendre les épithètes que lui affublent ses détracteurs, voit dans ces circonstances, non seulement bien sûr la nécessité de la Défense de la Patrie, mais aussi et surtout, l'occasion de mettre à profit ses connaissances techniques et les solutions socialistes qu'il prônait déjà avant le conflit. Ministre socialiste, il se trouve véritablement à l'avant-garde de la Défense nationale, ce que vient confirmer sa nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat en 1915.

III. Un troisième socialiste au Gouvernement. Une défense nationale originale

A. La nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions : d'une position politique à une action technique

C'est dans un contexte bien différent de celui d'août 1914 que fut décidée l'entrée au Gouvernement d'Albert Thomas. Depuis quelques mois déjà, la guerre de tranchées avait succédé à la guerre de position. En mai 1915, les critiques se faisaient de plus en plus fortes à la Chambre et au Sénat contre l'inefficacité des bureaux de la Guerre. Clemenceau s'en faisait d'ailleurs le chantre, ce qui inquiétait grandement le Gouvernement. Les protestations politiques allaient bon train contre l'inefficacité du général Baquet, en poste à la Direction de l'Artillerie. On dénonçait alors « les routinières pratiques de l'administration militaire », le manque de poigne du pouvoir civil à l'égard de la Direction de l'Artillerie, la paralysie des fabrications de guerre, l'opposition à la mise en place de l'artillerie lourde et autres inefficacités¹⁷⁹. Albert Thomas, qui avait largement fait ses preuves, était largement favori pour occuper ce poste. Le Conseil des ministres du 18 mai 1915 avait ainsi décidé de la réorganisation des services de la guerre, et de la création d'un sous-secrétariat d'Etat dont le portefeuille reviendrait à Albert Thomas.

Abel Ferry, député radical des Vosges depuis 1909, et sous-secrétaire d'Etat dans le cabinet Viviani, relate dans ses *Carnets secrets* les débats lors des conseils des ministres et du comité secret. Ses notes du 26 mai 1915, après une discussion avec René Viviani, témoignent des motifs amenant celui-ci à nommer Albert Thomas.

« Il me parla de la nomination de Thomas qui fait beaucoup de bruit dans le Landerneau parlementaire. Pour moi, c'est le choix le plus judicieux.

Viviani me dit : « Millerand me donnait des notes manifestement fausses sur l'artillerie. J'ai maintenant là un homme à qui je ne demande pas de trahir son ministre, mais qui du moins me renseignera. Millerand n'avait qu'un mot à la bouche : 'Je suis responsable'. Qu'est-ce que la tête d'un homme à côté des intérêts engagés. Je lui ai dit « Votre parole est à la fois trop généreuse et trop égoïste, car c'est nous et non pas vous tout seul ; c'est nous, Gouvernement, qui sommes tous

¹⁷⁹ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p. 358.

responsables ». Alors, ne trouvait pas un général qui ne fût homme à système, j'ai choisi un parlementaire sans doctrine, mais au courant¹⁸⁰ ».

La nomination devait être soumise à l'approbation de la C.A.P. Le 19 mai, le groupe socialiste est convoqué d'urgence pour débattre de l'opportunité d'une telle nomination. Celle-ci est acceptée à 45 voix contre 16. Si des oppositions se firent entendre, elles ne sont pas à imputer à une remise en cause de la participation ministérielle et encore moins de l'Union sacrée¹⁸¹. En effet, à l'exception de Raffin-Dugens, futur leader de l'opposition kienthalienne, et de Mayéras qui exprimèrent une opposition de principe à la participation ministérielle - ce dernier, en plus de voter contre la participation d'Albert Thomas demandait également le retrait de Guesde et Sembat¹⁸² - les réticences concernaient plutôt l'éventualité d'un échec dont ils redoutaient la responsabilité politique qui serait préjudiciable au parti lui-même. Si sur le principe, la participation n'était pas rejetée en elle-même, certains sentaient déjà néanmoins que cette expérience poserait en des termes nouveaux la question de la participation ministérielle. La position de Jean Longuet exprimait parfaitement la contradiction dans laquelle se trouvait la politique de participation ministérielle à l'Union sacrée :

« L'entrée de Thomas serait heureuse s'il n'a pas les mains liées. Je suis d'avis qu'il ne nous est pas possible de refuser¹⁸³ ».

Discipline républicaine et patriotique oblige, il fallait évidemment défendre la patrie, injustement attaquée par l'impérialisme ennemi. Néanmoins, l'internationalisme et le

¹⁸⁰ *Les carnets secrets d'Abel Ferry, 1914-1918*, Paris, Grasset, 1957, p.79. Témoignages précieux et passionnants sur les débats qui ont cours aux Assemblées et au comité secret pendant la guerre, Les carnets secrets d'Abel Ferry permettent de saisir, au cœur de l'évènement l'atmosphère des discussions politiques animées. Les notes prises le 29 juin 1915 vont dans le sens de l'incompétence avérée du général Baquet et de la compétence et de la « diligence » d'Albert Thomas, motif principal du choix de Viviani en sa faveur.

« Le ministre de la guerre est en conflit avec la Chambre. Il est détesté du Sénat et mal avec les autres ministres. Il est à une Commission et son siège pour le moment est vide. Chacun parle et l'accable. Il le mérite et c'est le plus pénible.

Aucune des décisions prises au Conseil n'est exécutée. Le général B..., directeur de l'Artillerie, par son insuffisance jointe à sa suffisance, s'est acquis une juste impopularité. Il n'a pas fabriqué de munitions. Les canons éclatent. C'est un polytechnicien à système.

Les Commissions de la Chambre et du Sénat soulevés, le Président de la République irrité demandaient sa tête. Millerand le couvrait de son mutisme.

Viviani, et ce sera l'un des services de sa carrière, le poussa dehors, il y a un mois, et le remplaça par le diligent Albert Thomas ». « Notes sur le conseil des Ministres, 29 juin 1915 » in *Les carnets secrets d'Abel Ferry, 1914-1918*, Paris, Grasset, 1957, p.81.

¹⁸¹ Nous reprenez ici l'analyse faite par Gilles Candar in, *Les carnets secrets de Marcel Cachin, 1906-1916*, tome I, « Préface de l'année 1915 », p.725.

¹⁸² Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p.458.

¹⁸³ AN, Archives Jean Locquin, 310 AP 22, « Affaire Thomas », 19 mai 1915, cité in Candar, Gilles, *Jean Longuet, Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p.123.

pacifisme ne faisaient pas moins partie de l'identité socialiste, et il fallait, même dans ce contexte d'exacerbations des tensions internationales, et peut-être même surtout dans ce contexte, « réserver les droits de l'Internationale, accepter l'inévitabilité de la guerre dans les faits, mais pas dans les cœurs, faire la guerre en la maudissant et en travaillant pour la paix¹⁸⁴ », telle que l'exprimait par excellence la position de la minorité officielle incarnée par Jean Longuet. D'autres à la CAP avaient également exprimé des réticences sur l'entrée de Thomas au Gouvernement. Poncet, qui vota contre, les formulait ainsi :

« L'entrée d'un socialiste au Ministère de la guerre éveillera certainement des espérances qui malheureusement seront déçues¹⁸⁵ ».

La ferveur et l'enthousiasme ne caractérisait pas le vote en faveur de la participation ministérielle, qui devait s'accompagner de garanties, notamment en matière de politique sociale, telles que Jean Locquin les exprimait également.

« La question qui se pose est une question d'organisation du travail. Quelle sera désormais la collaboration de la classe ouvrière elle-même dans cette œuvre d'organisation ? Pour assurer l'utilisation la plus rationnelle, la plus féconde et la plus juste des forces productives du pays dans les manufactures et arsenaux, il faut, une fois pour toutes, se décider à faire confiance aux organisations syndicales. Or, jusqu'à présent, ce n'est que par exception qu'on a consulté les secrétaires des syndicats. Il semble qu'ils n'existent plus. Quantité négligeable. Boycottés. Je demande à Thomas de nous donner des assurances formelles qu'il n'en sera plus ainsi à l'avenir¹⁸⁶ ».

Pour beaucoup, l'entrée de l'un des leurs au gouvernement ne devait signifier un blanc-seing donné à la politique de tout le gouvernement que la présence d'un socialiste viendrait couvrir. Néanmoins, le « socialisme de l'heure » ou même le « socialisme de guerre » que les faits avaient imposés comportait des contradictions, dont les partisans de l'entrée au Gouvernement étaient eux-mêmes conscients. Tous les membres de ce qui allait très vite devenir la majorité du Parti n'étaient d'ailleurs pas favorables à l'entrée de Thomas au Gouvernement, à l'instar de Compère-Morel. C'est la nature du ministère lui-même qui entraînait les réticences de certains. Pour ceux qui étaient favorables, une telle participation se présentait volontiers comme une politique des responsabilités, pour laquelle il fallait comme le disait Bracke, « penser à la défense nationale avant tout¹⁸⁷ ». Au cœur de l'argumentaire de

¹⁸⁴ Candar, Gilles, *Jean Longuet....op.cit.*, p.151.

¹⁸⁵ « Affaire Thomas », 19 mai 1915, AN, fonds Jean Locquin, 310 AP/20, cité in *Les socialistes français et la Grande Guerre,....op.cit.*, p.166.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ *Ibid.*

ceux-ci trônaient en premier lieu les notions propres au discours inhérent à la culture de guerre, du devoir, du sacrifice, au nom de la Patrie. Il imposait effectivement de faire des choix, parfois douloureux, qui tout en condamnant les positions doctrinales prises avant-guerre, venaient largement hypothéquer les positions pour l'avenir. Il se basait néanmoins sur le sentiment d'être investi tout entier par les responsabilités qu'imposait le fait d'appartenir à une Nation. Il ne fait aucun doute que le discours majoritaire sacrifiait largement sur l'autel de la Défense Nationale l'idéal prolétarien de la lutte des classes internationaliste. Tout comme son homologue minoritaire dont les positions allaient se structurer en ce même mois de mai 1915, le majoritaire se sentait lui aussi investi d'une responsabilité face à l'histoire. L'immense bouleversement que la guerre avait provoqué avait amené chacun à redéfinir ses positions. Les recompositions qui s'étaient opérées dès lors prenaient une ampleur qu'aucun n'eût pu imaginer auparavant. Le témoignage d'Hubert Bourgin permet encore une fois de saisir une des composantes de la défense de ce « socialisme de l'heure » qui implique nécessairement de redéfinir ou de tirer un trait sur les positions passées. Celui-ci intervient à la suite des débats menés au Groupe Socialiste au moment de la nomination d'Albert Thomas au gouvernement.

« Les débats théoriques sur la participation ministérielle ont pu alimenter de nombreux congrès, de nombreuses réunions publiques, de nombreuses publications. C'était avant la guerre. On avait le temps, et on y prenait de l'intérêt. Quand la guerre a éclaté, ou plutôt, - car elle a éclaté, nous ne savions pas, nous ne comprenions pas encore ce qu'elle serait, - quand la guerre s'est révélée dans toute son étendue, dans toute sa puissance, dans toute sa voracité, quand il a paru manifeste qu'il s'agissait d'une question de vie ou de mort pour le pays, pour son développement économique, pour ses libertés et ses droits, pour ses virtualités de progrès social, pour sa culture et pour sa civilisation, le problème théorique de la participation ministérielle a perdu brusquement, avec ses inconnues, ses formes dogmatiques, et, s'étant transmué en une question de fait, de pratique, d'obligation nécessaire et immédiate, il a été résolu sans tâtonnements, et d'un seul coup. Ce fut très simple, et, en même temps, ce fut très grave, car cela engageait l'avenir en sanctionnant le passé. Cela donnait une solennité définitive aux déclarations du passé sur la politique socialiste de l'organisation de la paix et de la défense nationale. Cela consacrait, pour l'avenir, une politique d'action rationnelle, d'organisation méthodique, pour la défense du pays, de toutes ses forces gouvernementales, administratives, politiques, sociales ¹⁸⁸ ».

¹⁸⁸ Bourgin, Hubert, *Le Parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, pp.28-29.

C'est ainsi, en quelque sorte, que ses partisans abordaient la question de la participation gouvernementale. Néanmoins, les positions divergent d'un socialiste à l'autre, même au sein de la même sensibilité née de la guerre. Marcel Sembat, lui, avait toujours refusé de considérer son passage au Ministère des Charbons comme une expérience permettant d'appliquer les idées de son parti¹⁸⁹. Il s'en tient donc dès le début du conflit à une pure discipline de Défense Nationale, cherchant uniquement à mettre en place la politique d'approvisionnement en charbon adaptée aux circonstances exceptionnelles de la guerre, se défendant d'ailleurs de vouloir réaliser des « expériences doctrinales [ou des] systèmes théoriques ¹⁹⁰ ». De son côté, Jules Guesde avait dès le départ affiché des positions doctrinales très claires. Lui était là pour « combattre » et non pour « gouverner »¹⁹¹. Souhaitant maintenir la cohérence de ses positions marxistes, il affirme que « l'union sacrée n'est que duperie en temps de paix ¹⁹² », revenant à conserver la société bourgeoise telle qu'elle est, mais est un devoir socialiste en temps de guerre, car elle sauve la Nation.

Albert Thomas, lui, était là pour gouverner, selon un projet politique neuf, tiré de sa formation au cœur d'un socialisme réformiste. Dès les premières heures du conflit, il s'était dit prêt à mettre en pratique ses solutions socialistes pour la France. De plus, si la question de la participation ministérielle de Thomas était bien-sûr soumise au vote de la C.A.P, celui-ci pouvait se satisfaire d'une nomination qu'il devait surtout à ses compétences techniques, et non à une conjoncture politique spécifique telle celle d'août 1914. Néanmoins, en mai 1915, la participation à la Défense Nationale était encore la ligne majoritaire du parti, et la nomination de Thomas est donc obtenue sans trop de difficulté, et en tous cas nous l'avons vu, sans opposition de principe. Figure énergique, et d'une aura reconnue de tous – il va s'en dire qu'avec quelques autres, Marcel Sembat, Pierre Renaudel ou encore Marcel Cachin, Albert Thomas pouvait apparaître comme l'un des dignes successeurs de Jean Jaurès. Néanmoins, le mois de la nomination d'Albert Thomas au sous-secrétariat d'Etat est aussi celui de l'affirmation d'une minorité au sein du parti, et *de facto* d'une structuration par *a contrario* de la majorité de guerre. Les divergences s'affirment, les personnalités s'affrontent. Il convient donc de replacer le nouveau sous-secrétaire d'Etat au milieu des nouvelles lignes de fractures que la guerre fait naître au sein du mouvement socialiste.

¹⁸⁹ Chancerel, Pierre, « Un socialiste à l'épreuve du pouvoir : Marcel Sembat, ministre des Travaux Publics », in *Les socialistes dans l'Europe en guerre, Réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, « Fondation Jean Jaurès », 2010, p. 52.

¹⁹⁰ Archives nationales, 637 AP/138, notes manuscrites de Marcel Sembat, cité in *Ibidem*, p.52.

¹⁹¹ Candar, Gilles, « Préface de l'année 1915 », in *Les carnets de Marcel Cachin, op.cit.*, tome 1, p.725.

¹⁹² Rebérioux, Madeleine « Le socialisme et la première guerre mondiale (1914-1918) », in Droz, Jacques, *Histoire générale du socialisme, tome II, de 1875 à 1918*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974, p.611.

B. Mai 1915 : Minorité puis majorité

1. Le Manifeste de la Haute-Vienne : un appel à l'examen de conscience

La minorité au sens stricte, ou minorité officielle du Parti, s'affirme en mai 1915, à la faveur de la publication et la transmission à partir du 15 mai 1915 du rapport de la puissante Fédération de la Haute Vienne aux organismes dirigeants et aux autres fédérations. Les positions minoritaires de la Fédération étaient défendues notamment par Paul Faure, à la tête du *Populaire du Centre*. Le rapport de la Haute Vienne adresse des critiques fortes, mais sur un ton néanmoins modéré, aux instances dirigeantes du Parti, notamment la C.A.P et le Groupe socialiste au Parlement, ainsi qu'à *l'Humanité*, quotidien socialiste devenu l'organe de la seule majorité de guerre¹⁹³. Les signataires du Manifeste, parmi lesquels on trouve le député maire de Limoges Léon Betoulle, ou le député Adrien Pressemane, veulent alarmer la direction du parti sur les troubles qui s'accroissent au sein des masses militantes et ouvrières dans de nombreuses sections du parti au sujet de la mobilisation et de la propagande de grande ampleur lancée par ces instances dirigeantes depuis le début des hostilités. Refusant de tomber dans le jusqu'aboutisme qui caractérise certains dirigeants du parti, ils souhaitent, avec les sections socialistes des autres pays, chercher « les moyens d'en finir avec cette boucherie effroyable où coule le sang des peuples innocents et victimes ¹⁹⁴ ». Ainsi, ils veulent engager une inflexion substantielle en faveur d'une paix de compromis. Le Manifeste de la Haute-Vienne n'est pas pure condamnation de la participation ministérielle comme outil de la Défense nationale. Il se veut plutôt comme un appel à l'examen de conscience.

« Ainsi, nous sommes amenés à souhaiter, dans l'intérêt du socialisme, de la classe ouvrière et de notre partie, la fin de la guerre ¹⁹⁵ ».

La position de la Fédération de la Haute Vienne est néanmoins modérée. Elle ne remet pas en cause le principe de la Défense nationale et n'entend pas chercher des solutions de paix dans n'importe quelles conditions.

« Bien entendu, nous ne réclamons pas la paix à tout prix. Nous ne proposons pas, par exemple, d'abandonner la Belgique et les régions françaises envahies aux occupants ¹⁹⁶ ».

¹⁹³ Le manifeste de la Haute Vienne est notamment reproduit dans Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome I, De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, pp.292-296.

¹⁹⁴ *Ibidem*, p.295.

¹⁹⁵ Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier...* op.cit. p.293.

C'est sur premier point, celui des buts de guerre que l'opposition entre minoritaires et majoritaires commence en effet à se cristalliser, dans la lignée des premières divergences qui s'étaient exprimées lors de la Conférence de Londres de février 1915 sur la question des responsabilités de la guerre¹⁹⁷. La réponse de la C.A.P du 14 juin 1915 demande expressément aux sections et fédérations de s'exprimer en faveur de l'une ou l'autre des deux positions proposées. Surtout, elle exprime ses conceptions relatives aux buts de guerre et à la paix future, en reprenant les positions du socialiste majoritaire belge Emile Vandervelde, qui lors d'un meeting devant la Fédération de la Seine le 28 mai 1915 s'était exprimé de la façon suivante :

« [...] *Les socialistes belges, comme les socialistes français, sont décidés à mener cette guerre jusqu'au bout, car c'est une guerre pour fonder en Europe des institutions démocratiques, bases inébranlables de la paix*¹⁹⁸».

La solidarité solidement réaffirmée à la Défense nationale, consiste en réalité à travers cette réponse de la C.A.P, à un durcissement des positions précédemment exprimées. Le manifeste de la Haute Vienne nécessite que chacun s'exprime plus précisément sur ses conceptions de l'effort de guerre et de la mobilisation. Ainsi, alors que la Fédération de la Haute Vienne demande la seule restauration de l'intégrité territoriale de la France et de la Belgique, sans plus de précisions quant aux moyens de l'obtenir, la réponse de la C.A.P se prononce en faveur de l'effort jusqu'au bout et la lutte « jusqu'à la mise hors de combat de l'ennemi » et une mention précise de l'Alsace-Lorraine, question qui, la guerre avançant, va devenir l'objet d'une opposition de plus en plus radicale entre majorité et minorité.

Les conséquences d'une participation ministérielle qui irait trop avant et qui serait à cet égard préjudiciable aux positions de principe du parti sont l'un des motifs de l'opposition naissante au sein de la Fédération de la Haute Vienne. Néanmoins modérés, les hommes de la Haute-Vienne ne prononcent pas une condamnation radicale de l'entrée d'Albert Thomas au gouvernement, mais émettent tout de même des réserves, sous la plume de Pax qui écrit le 21 mai dans la presse :

¹⁹⁶ *Ibid.*, pp.293-294.

¹⁹⁷ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. La France socialiste*, tome 3, Paris, A. Quillet, 1912-1921, p.511. L'intégralité de la réponse de la C.A.P est ici reproduite aux pages 516-523. Parmi les signataires, il convient de citer Albert Thomas, Louis Dubreuilh, Jules Guesde, Gustave Hervé, Marcel Sembat, Edouard Vaillant.

¹⁹⁸ Cité in Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p.521.

« On peut accepter à la rigueur la continuation d'une expérience dont nous n'ignorions pas les périls. Autre chose est de l'étendre.

Le moins que nous puissions faire en tous cas, ici, c'est d'accepter avec des réserves l'entrée d'Albert Thomas au ministère ¹⁹⁹».

Le Manifeste de la Haute-Vienne eût un immense retentissement dans toutes les fédérations de France et il est un souffle nouveau au cœur du mouvement socialiste et ouvrier français à l'épreuve de la guerre. Comme le dit Alfred Rosmer, le premier conseil national du parti socialiste, les 14 et 15 juillet 1915 fut une « bataille entre la Haute Vienne et les autres fédérations ». Néanmoins, l'heure n'est pas encore à la rupture, et même si les débats se firent âpres, Pressemane, Paul Faure, et Pierre Mistral se rallient aux motions d'unanimité qui émanent du parti, encore tenu par le couple Renaudel – Thomas, dont Alfred Rosmer vilipende les méthodes et techniques employées pour maintenir une position majoritaire jugée de pure façade :

« [...] On peut décrire la sorte de technique qui présidait à la fabrication des motions d'unanimité, où les rôles principaux étaient tenus par Albert Thomas et Renaudel. Thomas préparait les textes, Renaudel se chargeait de les faire accepter, et pour atteindre son but il employait tous les moyens, se servait de tous les arguments. Il savait les opposants hantés par la crainte de la scission, il jouait de cette crainte, usait de la persuasion : que deviendrait le Parti s'il se coupait en deux ? Mais quand la persuasion ne suffisait pas, il s'emportait et recourait à la menace ».

Il convient de prendre avec précaution l'analyse faite ici par Alfred Rosmer dont l'ouvrage fait montre d'une amertume assumée à l'encontre de la position des majoritaires de guerre. Néanmoins, sa lecture permet de saisir le trouble qui saisit véritablement le mouvement ouvrier français au printemps 1915. Si la majorité, qui naît de fait à la suite du Manifeste de la Haute Vienne, cherche effectivement à se maintenir aux commandes, parfois de façon plus ou moins autoritaire – elle est la tête de la C.A.P, mais aussi de *l'Humanité* – il n'en reste pas moins que la scission n'est pas encore définitive entre les deux fractions, et le maintien de la position majoritaire unanime relève d'une réelle volonté de maintenir l'unité du mouvement socialiste et ouvrier.

¹⁹⁹ Cité, in Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome I, De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, p.292.

2. Un face à face entre majorité et minorité

Face à la minorité officielle du parti, la majorité qui naissait par défaut en mai 1915 devait chercher à se définir. Néanmoins, l'aura de Jean Longuet prenait de l'ampleur et sera largement confirmée lors du congrès de Bordeaux de novembre 1918 qui consacre la victoire de la minorité. Engagé dans une activité parlementaire active, Jean Longuet assume à la fois une ligne politique de plus en plus vue dans l'opinion française et socialiste, qui évolue au fil de la guerre, mais maintient une ligne de compromis qui s'accommode du respect de l'Union sacrée. De plus, député socialiste dans la guerre, il s'acharne à accomplir sa besogne dans la nation française souffrante et combattante. A la tête du *Populaire* qu'il fonde le premier mai 1916, il n'en fait néanmoins pas organe de propagande personnelle, mais plutôt une œuvre collective de la minorité. « Avocat des pauvres », le *Populaire* se présentait comme la plus notable force politique critique à l'égard de la conduite de la guerre²⁰⁰. Si la diffusion du *Populaire* qui demeurait un hebdomadaire militant de combat, ne pouvait atteindre celle de *l'Humanité*²⁰¹, elle ne cessa néanmoins pas de croître tout au long du conflit. Organe d'action minoritaire, le *Populaire* pouvait néanmoins se targuer d'une fraîcheur et d'une vivacité du verbe que *l'Humanité*, organe de la majorité – mais qui n'est pas non plus le porte-parole de l'action ministérielle d'Albert Thomas – n'avait pas. De la même manière, *L'Avenir*, qui affirme avec vigueur sa solidarité à l'égard du jeune ministre issu, comme son comité de rédaction, des rangs du socialisme normalien d'avant-guerre, a une moindre diffusion. De plus, son format hebdomadaire, sa qualité de revue publiant des articles de fond sur des questions de théorie politique vouent d'emblée la jeune héritière de la *Revue Socialiste* à une diffusion limitée, et à un lectorat restreint. Engagé dans une activité parlementaire active, Jean Longuet assume à la fois une ligne politique de plus en plus vue dans l'opinion française et socialiste, qui évolue au fil de la guerre, mais maintient une ligne de compromis qui s'accommode du respect de l'Union sacrée.

3. Une majorité structurée autour d'Albert Thomas ?

De l'autre côté, Albert Thomas incarne peut-être le chef par défaut de la majorité de guerre. Homme d'initiative, c'est avec énergie qu'Albert Thomas cherche à remplir ses fonctions. Dès le 11 juin 1915, *l'Humanité* présente son programme d'action à la tête du sous-secrétariat d'Etat. Il y prône la collaboration entre ouvriers et patrons, l'appui des syndicats,

²⁰⁰ Candar, Gilles, *Jean Longuet, ... op.cit.*, p.149-150.

²⁰¹ *L'Humanité* diffusait encore pendant la guerre à 70 000 exemplaires et ce dans toute la France, et compte 28 000 abonnés, contre seulement 1200 abonnés pour le *Populaire* à l'été 1916 et une diffusion limitée à quelques départements seulement, selon l'analyse menée par Gilles Candar, in, *Jean Longuet... op.cit.*, p.150.

tout en souhaitant respecter le profit des industriels²⁰². Sa volonté est d'assurer une mobilisation à la mesure des enjeux de la guerre, tout en voyant cette expérience comme un tremplin pour l'activité industrielle française de l'après-guerre.

« *Cette guerre d'industrie, qui demande à la France un effort prodigieux, peut-être pour elle le point de départ d'un véritable renouvellement*²⁰³ ».

La mobilisation est alors de plusieurs ordres. Mobilisation industrielle d'abord, qui nécessite également pour un propagandiste comme Albert Thomas la mobilisation des consciences ouvrières, mais aussi d'un réseau d'hommes, qui, très vite, vont constituer son cabinet durant ses deux années au Gouvernement. Devant organiser et rationaliser une production au cœur d'une véritable désorganisation et après la grande improvisation de la première année de la guerre, Albert Thomas fait montre de ses qualités d'organisateur à la tête de son sous-secrétariat. Cette efficacité, ce dévouement total à ses nouvelles activités gouvernementales lui vaudront, un an plus, en décembre 1916, la nomination au poste de Ministre à part entière. Néanmoins, à mesure que la guerre de tranchées s'installe, et que dès 1915, le « tournant de la guerre totale²⁰⁴ » s'engage définitivement, le rôle exercé par Albert Thomas qui, du chantre de l'Union sacrée des socialistes, s'affirme de plus en plus comme le seul « ministre des obus », est de plus en plus controversé. Son expérience, à partir de l'année 1916 surtout, est au cœur des divisions que connaît le socialisme au fil de la guerre. Au fil de l'année 1915, c'est surtout la question des moyens de la paix et des moyens de faire renaître l'Internationale qui fait naître les premières oppositions.

4. Le congrès de décembre 1915 : Le Parti socialiste et la guerre

La fin de l'été 1915 avait vu naître une seconde minorité, plus radicale que la première, et dont l'acte de naissance fut la conférence de Zimmerwald. Sur invitation du parti socialiste suisse, dont le représentant, Robert Grimm était venu lancer les tractations avec les socialistes français à la fin du mois de janvier 1915, suivi par Morgari, représentant du Parti Socialiste italien, en visite en France également quelque temps plus tard, une rencontre était

²⁰² Candar, Gilles, *Les Carnets de Marcel Cachin... op.cit.* p.725. Le détail du programme mis en œuvre par Albert Thomas est également publié dans *L'Humanité* le 11 juin 1915 dans l'article « Main d'œuvre et Défense nationale ».

²⁰³ Sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions, note sans date, Archives Nationales, Fonds Albert Thomas 94 AP 51.

²⁰⁴ Horne, John (dir.), *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010.

organisée dans le but de convaincre les socialistes français d'accepter une réunion de l'Internationale afin d'y évoquer la question de l'attitude des socialistes à l'égard de la guerre. La rencontre au siège du Parti, en présence de Vandervelde, et quelques membres de la C.A.P dont entre autres Pierre Renaudel et Albert Thomas avait eu lieu en de mauvais termes. Ceux-ci s'opposent vivement à la reprise des relations internationales. Ainsi, la conférence de Zimmerwald, qui se tient « contre » et « malgré » les positions des socialistes engagés dans la Défense Nationale et la participation ministérielle, accueille une délégation française réduite. Seule la Fédération des Métaux, la minorité de la C.G.T représentés par Merrheim et Bourderon s'y rendent. Le Manifeste rédigé à l'issue de la Conférence est une condamnation vive de la guerre, mais surtout de la participation des socialistes à l'Union sacrée, au motif que celle-ci conduit en fait à une prise en otage le mouvement ouvrier, au cœur d'une guerre impérialiste dont il doit, malgré lui, partager les responsabilités. L'une des conséquences les plus significatives de cette conférence est la création en novembre 1915 d'un Comité pour la Reprise des Relations Internationales à l'initiative de Bourderon, Merrheim et Trotsky. L'appel pour raviver la flamme de l'Internationale socialiste était ainsi lancé, et n'allait cesser de s'amplifier l'année suivante, soulignant de plus en plus les contradictions du socialisme d'Union sacrée, qui, se trouvait de plus en plus en contradiction avec l'Internationalisme prolétarien, principe de base du parti avant-guerre.

Dès le congrès national du Parti qui se déroule du 25 au 29 décembre 1915, les oppositions irréductibles semblent irrémédiablement révélées et ne feront que s'affermir par la suite avec le durcissement de la minorité radicale de guerre qui se réunit à nouveau à Kienthal, représentée par Brizon, Blanc et Raffin-Dugens, et à l'issue de laquelle la rupture avec l'Union sacrée est définitive – le vote des crédits militaires étant décidé à l'été 1916.

Ce congrès est effectivement celui du premier compte rendu des discussions tenues à Zimmerwald dont Thomas Bourderon se fait le porte-parole. De plus à la veille de celui-ci, les de nombreuses fédérations avaient été gagnées par l'idée de la minorité officielle, représentée notamment par Paul Faure, et dont Jean Longuet allait bientôt devenir le chef de file. Le congrès de décembre 1915 fut celui de l'affirmation de la minorité.

Majoritaires et minoritaires se réunissent désormais séparément et adoptent des motions distinctes. Au cours du débat portant sur les motions, les divergences s'affirmèrent plus clairement, et concernait évidemment l'attitude du parti face à la guerre. La minorité représentée par Albert Bourderon, qui avait rendu compte des discussions menées lors du

congrès de Zimmerwald, s'exprimait en faveur d'une motion évoquant la responsabilité partagée des belligérants, le libre choix laissé à l'Alsace-Lorraine, l'encouragement aux opposants social-démocrates, l'examen des propositions de paix, la reprise immédiate des rapports internationaux, le rappel des principes fondamentaux du parti, l'exclusion de Gustave Hervé, la représentation proportionnelle de la minorité dans tous les congrès du parti...

En face, Albert Thomas prit la parole au nom de la majorité. Son discours est bien celui de la radicalisation et de l'affirmation des positions majoritaires, contre les voix divergentes, minoritaire d'une part – bien que la minorité longuettiste propose, elle, une motion centriste en faveur de la reprise des relations internationales, mais tentant de rallier les voix modérées, et zimmerwaldienne d'autre part, qui commençait à remettre de plus en plus en cause la position des socialistes au gouvernement.

« La sous-commission se réunit vers dix heure et demie. On s'attendait à une rupture presque immédiate. Thomas, qui était un des neuf de la majorité, n'avait-il pas proclamé des idées radicalement inverses : reprise de l'Alsace, pas d'Internationale pendant la guerre, pas question du passé, etc. ²⁰⁵ ».

Les discours des deux fractions du parti avaient largement marqué le Congrès, et celui d'Albert Thomas était celui de la médiation et de l'apaisement des esprits et des extrémismes.

« Il y eut quelques heures très hautes, celle où parla Bourderon, celle où parla pour la motion Bourderon un jeune ouvrier dont l'appel déchirant fit frémir toute l'assemblée, celle où Thomas, rejetant dans un grand effort de sincérité les injures que ses amis ne cessaient d'accumuler contre la social-démocratie allemande, rappela ce qu'elle avait fait dans le passé, refusa de la calomnier dans le présent et sut trouver pour elle des paroles de justice et de confiance invincible. Il fut acclamé par la salle entière comme il arrive dès que des paroles généreuses viennent apaiser et rapprocher les âmes ».

Le discours d'Albert Thomas était un succès relatif. Malgré la montée en puissance des thèses minoritaires, il avait à nouveau fait montre de ses qualités d'orateurs, et avait su le mieux, incarner la majorité, sans en donner le visage le plus rude. Il proposa en effet un « texte transactionnel²⁰⁶ », qui cherchait la conciliation et faisait des concessions à la minorité notamment sur la question de l'Alsace-Lorraine, mais le retira finalement, face au

²⁰⁵ Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome II, De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, p.53.

²⁰⁶ *Ibidem*, p.52. Alfred Rosmer ajoute également, non sans esprit : « La minorité avait en main une motion de transaction. Le « nègre blanc » était né ; il avait – ô ironie ! – Albert Thomas pour père ».

raidissement des minoritaires d'une part, mais aussi sous le coup des manœuvres de Renaudel qui, plus ou moins habilement, tenta de préserver l'unanimité à tout prix²⁰⁷. Le couple Renaudel-Thomas tenta à nouveau d'assurer le maintien de l'unité du parti. Thomas, malgré les oppositions qu'il cristallisait s'affirmait de plus en plus comme le leader « naturel » de la majorité, rôle qu'il est finalement tenu d'assumer plus ou moins malgré lui, mais en tous cas que sa place particulière au gouvernement le pousse à ne pas pouvoir éviter. Renaudel, lui, s'occupait de la logistique interne, à la fois au Parti, mais aussi à la tête des colonnes de *l'Humanité*. Les notes personnelles de Marcel Sembat l'attestent également :

« *Le grand coup du congrès est passé sans encombre : j'ai été médiocre mais Bedouce bon et Albert Thomas excellent. Nous tenions le congrès : après cela, les trois quarts étaient pour nous... mais Renaudel a trop cherché l'unanimité*²⁰⁸ ».

Ainsi, à l'issue de ce congrès, l'unanimité est maintenue et consacrée par le vote final du congrès, mais elle était très fragile. Pour Gilles Candar, elle ne « signifiait pas davantage qu'une trêve, le respect de l'esprit unitaire obligé par l'état de guerre, le souhait de contenir dans les limites acceptables pour les intérêts collectifs du parti l'affrontement à venir²⁰⁹ ».

Tout comme la minorité officielle du parti naît à deux reprises, pour reprendre la formule de Gilles Candar, une première fois avec la Manifeste de la Haute-Vienne et une seconde fois avec le lancement du *Populaire* le 1^{er} mai 1916, la majorité se positionne, se créée, s'invente par soubresauts, par à-coups et par virages successifs. Pour reprendre la formule exprimée par Romain Ducoulombier et Vincent Chambarlhac, on peut dire que « la majorité, en vérité, n'a pas décidé d'exister. Mais elle ne doit pas non plus s'inventer²¹⁰ ». La majorité, si elle représente effectivement la tête du Parti – dominant la direction du Parti et *l'Humanité*, a peu de difficulté, au fil de l'année 1915, à maintenir l'unité du Parti. Au fond, la minorité officielle elle-même ne cherchait pas à la remettre en cause. C'est sur la question de la paix que les oppositions se nouent dans un premier temps. La volonté de voir renaître l'Internationale se heurtait néanmoins à la résistance du réel imposé par un socialisme de l'heure, choix républicain avant tout, qui avait été scellé en août 1914 et qui s'était obtenu

²⁰⁷ Alfred Rosmer ajoute par la suite que « *Le texte transactionnel d'Albert Thomas avait été retiré par lui, dans un compréhensible mouvement de dépit, après le refus des intransigeants de la minorité. Renaudel en avait, dans la matinée, préparé un nouveau, dont la pompe académique, imitée du discours du professeur Edg. Milhaud, permettait loin de la guerre et en pleine abstraction, un accord facile et insignifiant* », cité in *Ibid*, p.53.

²⁰⁸ Sembat, Marcel, « Note du samedi 15 janvier 1916 », in *Les Cahiers noirs, Journal 1905-1922*, Paris, Ed. Viviane Hamy, 2007, p.577.

²⁰⁹ Candar, Gilles, *Jean Longuet, ...op.cit.* p.147.

²¹⁰ Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, p.115.

sans difficulté à l'intérieur du Parti. La minorité longuettiste elle-même ne remettait d'ailleurs pas en cause le principe même de la Défense nationale dans les formes qu'elle avait prises jusque-là, participation ministérielle y compris. Peu à peu, néanmoins, l'expérience menée par Albert Thomas au ministère de l'Armement, à mesure que les minorités s'affirmaient d'un côté et que les lignes de fractures se creusaient entre les personnes, devenait aux yeux de certains de plus en plus gênante.

C. La patrie au-dessus du parti ?

1. 1916, année terrible

A bien des égards, avant tout ce que 1917 va apporter comme bouleversements à l'échelle de l'histoire générale du socialisme – la Révolution russe d'une part, les vagues de grèves, les mouvements de mutineries, 1916 constitue elle aussi une année charnière. L'année 1916 vient surajouter aux divisions intestines du socialisme français. L'expérience d'Albert Thomas était au cœur des inquiétudes grandissantes des responsables du Parti. L'unanimité de façade acquise *in extremis* en décembre 1915 ne cessait de se fissurer.

Au-delà même de la seule personnalité d'Albert Thomas et du dévouement complet avec lequel il se consacre à sa tâche, son expérience ministérielle et tout ce qu'elle pouvait signifier aux yeux du socialisme était de plus en plus problématique. De plus en plus, elle se trouvait au cœur des divisions de la famille socialiste au cœur de la guerre.

Une approche des parcours croisés d'Albert Thomas et de Jean Longuet au fil du premier conflit mondial permet de saisir également les logiques d'un affaiblissement progressif de la position d'Albert Thomas dans le parti. Nous l'avons dit, Jean Longuet, certes moins connu qu'Albert Thomas avant la guerre, trouve néanmoins des relais importants dans l'opinion ouvrière et socialiste. Son activité est riche pendant le conflit. Porte-parole de la minorité du parti, il se fait aussi plus généralement le relai de l'opinion des combattants du front dans des articles publiés à *l'Humanité*, et s'attache à maintenir la solidarité entre parlementaires et citoyens engagés dans la Défense nationale. Son activité vise ainsi à améliorer tant bien que mal la condition de ses concitoyens au cœur du premier conflit mondial²¹¹. Ainsi, il semble garder un contact plus fréquent avec les militants socialistes que son camarade mais néanmoins concurrent Albert Thomas. Celui-ci semble effectivement de

²¹¹ Candar, Gilles, *Jean Longuet, ...op.cit.*, p.128-129.

plus en plus déconnecté de l'opinion ouvrière et militante. Les modalités de propagande qu'il met en place, la mobilisation d'un réseau issu du socialisme normalien d'avant-guerre relèvent effectivement d'un socialisme peut-être de plus en plus exclusivement intellectuel, technocratique, arc-bouté sur les seules questions économiques relatives à la Défense Nationale.

L'expérience d'Albert Thomas, encore plus que celle de Guesde ou de Sembat, était porteuses de nombreuses contradictions que l'année 1916 n'allait cesser de révéler de plus en plus amèrement. Si le congrès de décembre 1915 avait été celui de l'affirmation de la minorité, celui d'avril 1916 en consacre la structuration. Celle-ci avait été encouragée dans les premiers mois de l'année 1916 par divers événements qui lui donnèrent de l'assurance. L'écho de Zimmerwald retentissait encore. En outre, une voix plus modérée, celle de Camille Huysmans, à la tête du Bureau Socialiste International, multipliait depuis le début de l'année 1916 les appels auprès des Partis Socialistes européens belligérants et neutres en vue d'une rencontre de conciliation à la Haye et avait gagné la faveur des minoritaires français. Ensuite, les mois d'avril et mai 1916 furent ceux de l'exacerbation des oppositions.

À la veille du conseil national du 9 avril 1916, la majorité sentait sa position fragilisée face aux surenchères adverses. Plusieurs articles publiés dans *l'Humanité* quelques jours avant la réunion du conseil national précisent les positions majoritaires. C'est à nouveau l'occasion de réveiller les morts²¹². Dans « L'Opinion de Jaurès sur l'attitude des Socialistes pendant la guerre » publié le 3 avril 1916, la légitimité de la prolongation de l'expérience d'Union sacrée est réaffirmée. La grille de lecture est toujours la même ; il s'agit d'une guerre défensive contre l'impérialisme agresseur.

« *Si la cause de la patrie est réellement juste, 'il n'y a pas un prolétaire qui puisse résister à la sincérité de l'appel' à la défense de la patrie violée. Oui Jaurès était pour la guerre défensive au sens le plus large du mot* ²¹³ ».

De plus, le patriotisme est inhérent à la classe ouvrière, et la formule de Karl Marx selon laquelle « les prolétaires n'ont pas de patrie », contre laquelle Jaurès avant la guerre

²¹² Par ce moyen, il s'agissait de faire de Jaurès un majoritaire de guerre. Processus de légitimation et de réaffirmation de la filiation éminemment socialiste de la Défense nationale, celui-ci se déployait en plusieurs axes. Sur ce point, voir Hohl, Thierry, « Jaurès mort, la construction d'un patrimoine », in *Les socialistes français et la Grande Guerre, op.cit.*, p.85. L'historien identifie la création de la Société des Amis de Jean Jaurès, dont fait partie Albert Thomas, comme un des éléments de ce processus.

²¹³ « L'Opinion de Jaurès sur l'attitude des Socialistes pendant la guerre », *L'Humanité*, 3 avril 1916.

avait eu mainte fois l'occasion de s'opposer est largement confirmée par les événements de la guerre.

« [...] Les parties en leur mouvement magnifique de la nature à l'esprit, de la force à la justice, de la compétition à l'amitié, de la guerre au droit, ont à la fois toute la force organique de l'instinct et toute la puissance de l'idée. Et la classe prolétarienne est plus que toute autre classe dans la patrie, puisqu'elle est dans le sens du mouvement ascendant de la patrie ²¹⁴ ».

Les lignes de *l'Humanité* sont évidemment plus ou moins explicitement adressées aux minoritaires, spécifiquement zimmerwaldiens, et elles sont l'instrument de la conception de la classe ouvrière comme étant à l'avant-garde la Défense nationale, comme la définit incessamment Albert Thomas dans ses discours²¹⁵. Le redoublement de propagande à la veille du Conseil National doit se comprendre dans ce contexte fragile pour la majorité qui sent de plus en plus l'opinion militante lui échapper.

Ainsi, lors du congrès, les minoritaires pour la première fois, proposent une motion distincte de celle de la majorité. L'opposition se cristallisait autour de la question de la reprise des relations internationale, et c'est à cette occasion que le premier vote public put avoir lieu. Les voix de Paul Faure et de Brizon s'opposaient à celles de Renaudel, Sembat et Albert Thomas qui, comme le rapporte Alfred Rosmer :

« soutint éloquemment, puissamment la thèse du socialisme national. En historien et en constructeur, il opposa la guerre à la paix, l'une et l'autre devant être, à leur tour mais non à la fois, poursuivies et organisées avec toute l'énergie dont le socialisme dispose. Il blâma la minorité de troubler cette harmonieuse évolution et de confondre fâcheusement le temps de la guerre et le temps de la paix ²¹⁶ ».

La motion majoritaire présentée par Renaudel l'emportait finalement à 64,4% (soit 1987 mandats) sur la motion minoritaire (32,6% soit 960 mandats), qui avait néanmoins établi les bases de sa future progression. Lors de ce congrès, Albert Thomas pouvait encore se prévaloir d'une aura certaine au-delà des seuls rangs majoritaires. Les critiques véhémentes de la minorité s'étaient surtout portées sur Marcel Sembat, dont la position au Gouvernement était de plus en plus fragile, mais surtout sur Renaudel que la minorité accusait de méthode

²¹⁴ « Comment Jaurès définissait la notion de patrie », *L'Humanité*, 4 avril 1916.

²¹⁵ Voir notamment le discours d'Albert Thomas du 20 octobre 1916, « Les ouvriers sont 'Défense nationale' », reproduit dans *l'Humanité*.

²¹⁶ Discours d'Albert Thomas lors du conseil national du 9 avril 1916, cité in Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome II De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, p.141.

tacticiennes et politiciennes pour tenir artificiellement un Parti qui lui échappait finalement. Albert Thomas, par son verbe et son éloquence, avait encore su s'attirer la sympathie – toute relative – d'une majorité de son auditorat. Néanmoins, la minorité exprimait à son égard une apathie complaisante et entendue dont Hubert Bourgin entend nous livrer les rouages :

« Ellen Prévot²¹⁷ chantait les louages d'Albert Thomas et célébrait l'autorité qu'il avait manifesté, même sur ses adversaires.

Reconnaissant ce prestige, Bedouce l'expliquait à sa façon. Pour les minoritaires, Thomas est une contre-assurance, un paratonnerre. L'œuvre accomplie par lui aux Munitions, et dont ils se proclament fiers, leur permet de conduire d'autant plus loin dans le sens opposé leur politique pacifiste. En second lieu, Thomas ne discute pas avec des personnalités, mais avec des idées générales : il relève à leurs propres yeux ses adversaires par l'idéalisme qu'il leur prête. Enfin, on n'éprouve pas à son égard les rancunes personnelles, qu'ont suscité Renaudel, Dubreuilh et Sembat. Renaudel les exaspère, ils ne pardonnent pas à Dubreuilh certaines des initiatives qu'il a prises contre eux, et Sembat les excite par ses attaques à même le cuir et par les banderilles qu'il leur attache à la peau²¹⁸ ».

A ce moment clé de la construction des tendances opposées, les lignes de force sont poreuses et les transferts existent entre deux blocs qui sont loin d'être monolithiques. Les chefs désignés de la majorité sont en fait les figures clés des instances socialistes encore tenues par la tendance favorable au maintien de l'Union sacrée. Pierre Renaudel bien-sûr est de ceux-là, et il a longtemps pu apparaître aux yeux des minoritaires comme l'un des piliers inamovibles et dangereux de cette tendance. Marcel Sembat, lui, a servi en quelque sorte de fusible. En s'attachant à maintenir sa place dans les instances de la SFIO – il ne démissionne pas de ses fonctions à la CAP et profite de ses aller-retour à la capitale pour discuter régulièrement avec les cadres du parti, faisant parfois des déplacements exprès, accompagné de Guesde pour les réunions mensuelles du parti²¹⁹, il a souvent dû essuyer les attaques frontales d'une minorité grandissante et de plus en plus véhémente. Néanmoins, l'analyse d'Hubert Bourgin semble soulever un point intéressant de l'économie du dispositif majoritaire. Pierre Renaudel agace la minorité pour ses manipulations politiciennes en vue tenir le Parti. Marcel Sembat, lui, cristallise les oppositions du fait de la place qu'il tient au gouvernement, et la fragilité de sa position s'affirme au cours de l'automne 1916 lorsqu'une

²¹⁷ Antoine Ellen-Prévot, député socialiste de la Haute-Garonne, est proche du minoritaire Albert Bedouce.

²¹⁸ Bourgin, Hubert, *Le Parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, p.88.

²¹⁹ Chancerel, Pierre, thèse, p.101-103.

campagne de presse virulente l'accuse d'être le responsable de la crise du charbon qui fait rage dans tout le pays, et touchant à la fois les productions de guerre, mais aussi le quotidien des français à l'approche de l'hiver.

Albert Thomas vient inquiéter sur un tout autre plan. L'ambition d'un homme qui s'était déjà positionné à la droite du Parti bien avant la guerre et qui semblait faire de son expérience ministérielle la sienne propre, mais qui conservait malgré tout une aura certaine dans le Parti, effrayait car elle obligeait implicitement ou directement de se positionner en fonction de celle-ci. Le discours prononcé lors du Conseil National du 9 avril 1916 consacre l'affirmation des thèses majoritaires.

Quelques jours plus tard, Albert Thomas prononce un discours qui fît date. Le 18 avril 1916, il vient visiter les usines de guerre du Creusot. Le discours est reproduit dans sa majeure partie dans *l'Humanité* du lendemain. Il s'attache à encourager les ouvriers des usines comme les soldats sur le front, insuffler « l'esprit de guerre » aux industriels et surtout aux ouvriers des usines travaillant à la Défense Nationale dans le dessein commun de construire la France industrielle de l'après-guerre. Il cherche en effet à remobiliser le moral des ouvriers des usines. « L'autre front » doit, à ce titre, se sentir autant investi que les soldats armés du front dans le souci de la Défense de la Patrie.

« L'esprit de guerre, c'est l'esprit de sacrifice et d'abnégation, la conscience des devoirs collectifs qui nous dominent, c'est la subordination de tous les intérêts particuliers à l'intérêt commun, l'assentiment à la discipline et à l'organisation sociale, la volonté de tendre toutes ses forces pour le salut de la patrie. Cet esprit de guerre, il a déjà, chez nous, enfanté des merveilles, des merveilles dans l'organisation industrielle, dans les rapports de l'Etat à l'industrie ²²⁰ ».

[...] Maintenant, mes amis, pensez-vous que cette politique d'union sacrée et d'organisation ait fait son temps ? Admettiez-vous que, dans les débats où se retrouvera certainement la nation, il ne subsistera rien de cette concorde nationale ? cet esprit de guerre, est-ce que nous allons le laisser disparaître et ne pensez-vous pas que c'est en lui que vous trouverez la force suffisante non seulement pour faire face à tous les efforts nouveaux de la guerre, mais aussi pour préparer la France nouvelle, la France de demain qui sortira plus noble et plus grande de la victoire ?

[...] La force matérielle viendra au secours du droit.

Forgez, tournez, usinez, camarades.

²²⁰ Albert Thomas, Discours aux ouvriers des usines du Creusot, 18 avril 1916, *L'Humanité*, 19 avril 1916.

Vous usinez pour la victoire.

Vous usinez pour la France de demain, celle qui toujours défendra le droit, mais qui, puisqu'il le fait, saura l'imposer par la force. »

Les éléments de la doctrine majoritaire étaient alors posés. Ils avaient d'abord été présentés devant les instances du parti, puis devant la classe ouvrière. En quoi consiste-t-elle dans l'esprit d'Albert Thomas ? La volonté d'atteindre la victoire jusqu'au bout était évidente. Elle sera toujours affirmée par Albert Thomas au fil des événements, et sera le point d'achoppement principal avec les positions minoritaires.

Dès 1915, lors de la réunion du comité fédéral de la fédération de la Seine du Parti, il avait affirmé :

« Quant à la paix, nous ne la ferons que par l'organisation de la victoire, et nous ne reconstitueront l'Internationale qu'avec ceux qui pensent et auront pensé comme nous sur la question de la justice, de la liberté et du principe des nationalités. Et si les terres qui ont été volées au pays lui reviennent, ce n'est pas de la conquête, c'est un droit²²¹ ».

En septembre 1917, il écrivait encore :

« A noter un mot de Fiancette au Congrès de la Fédération de la Seine : Il reproche aux majoritaires de ne vouloir que la victoire et d'oublier les choses essentielles. Nous ne voulons que la victoire, et nous sommes sûrs en la cherchant de n'oublier aucune chose essentielle²²² ».

Surtout, la volonté est d'insuffler un peu de socialisme, grâce à l'action du ministère, dans l'organisation industrielle, mais plus largement dans la politique générale du gouvernement. Nous l'avons vu dans le cas d'Hubert Bourgin, figure singulière d'une majorité radicale, la conviction d'agir en socialiste est fondamentale et est même le moteur de l'action. La Défense Nationale dans l'esprit d'Albert Thomas n'est pas une simple trêve politique, revenant à suspendre les clivages partisans le temps des hostilités. Au contraire, la Défense Nationale est socialiste, ou en tous cas doit l'être.

²²¹ Archives Nationales, ministère de l'Intérieur, F/7/13371, réunion du comité fédéral de la fédération de la Seine du Parti socialiste, 27 juin 1915, cité, in Becker, Annette, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, Agnès Viénot, 2003, pp.99-100.

²²² Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note personnelle d'Albert Thomas du 24 septembre 1917.

« [...] Les solutions socialistes mêmes peuvent servir la Défense Nationale, et [...] elles sont le plus souvent les plus efficaces, exemple en matière économique ²²³ ».

Le point de rupture avec la minorité se fait alors sur ce point ; l'idéal socialiste n'est pas altéré par l'Union sacrée, au contraire il est rénové et en ressort grandi ;

« Dans la recherche de la ligne de démarcation entre majoritaires et minoritaires, un point important : c'est la formule des Kienthaliens : « La Défense nationale n'est pas socialiste »

Voilà la pierre de touche ; voilà le point où doit avoir lieu la rupture ²²⁴ ».

Au cœur de la « scission morale » entre majoritaire et minoritaire, c'est donc la question de l'idéal socialiste qui est en jeu. Néanmoins, il n'est pas nécessairement présenté comme tel par les factions en présence. C'est en tous cas ainsi qu'*a posteriori*, il sera possible pour chacune des deux tendances de reconstruire les divisions consécutives aux attitudes divergentes face à la guerre.

2. La deuxième naissance de la minorité et l'affirmation de la « scission morale » au sein du Parti

Le congrès de décembre 1915 avait déjà décidé Jean Longuet et les siens à s'opposer plus directement aux majoritaires. L'idée de lancement du *Populaire* était d'ailleurs probablement née durant ces quelques jours de décembre ²²⁵. Le discours d'Albert Thomas lors du conseil national d'avril 1916 donne au nouvel hebdomadaire matière à son édito. Dans le premier numéro, Jean Longuet dresse le compte-rendu du conseil national en ces termes :

« Le discours d'Albert Thomas fut le plus éloquent appel en faveur de la thèse majoritaire. Il fut écouté au milieu d'un profond silence et d'un grand respect par tous. Mais quelle que soit notre estime et notre sympathie pour notre camarade, nous ne pouvons pas nous dissimuler que le révisionnisme doctrinal au nom duquel il s'efforça de justifier la thèse du socialisme gouvernemental et « national », est la doctrine même qui a conduit de l'autre côté du Rhin les Sudekem, les David, les Legen et les Heine, à l'abandon de tous les principes et au plus complet reniement du socialisme ²²⁶ ».

L'offensive est désormais lancée. Les craintes initiales exprimées lors de l'entrée d'Albert Thomas au gouvernement sont ici décuplées. Elles ne résident plus seulement dans la

²²³ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note personnelle d'Albert Thomas du 24 septembre 1917

²²⁴ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note personnelle d'Albert Thomas du 24 septembre 1917

²²⁵ Candar, Gilles, *Jean Longuet...op.cit.*, p.147.

²²⁶ « Après le Conseil National », Jean Longuet, in *Le Populaire*, n°1, 1^{er} mai 1916, Archives OURS.

menace de voir le Part lié plus ou moins malgré lui à une expérience qui pourrait lui être préjudiciable car il devrait en tenir malgré tout la responsabilité. Au-delà du seul jeu partisan, c'est désormais l'idéal socialiste lui-même qui est en jeu. Le terme de « scission morale », qui fait référence à une question plus profonde qu'une simple tactique politique, lancée en premier lieu par Albert Thomas lors du Conseil national d'avril 1916 lui est désormais sans cesse renvoyé au visage par la minorité longuettiste du populaire.

« 'Scission morale' a déclaré Albert Thomas à notre dernier Conseil National. Scission morale, en effet, grave, profonde. [...] Mais la responsabilité de cette scission morale, nous la laissons entière, totale aux 'majoritaires' qui ont créé, entretenu, développé dans nos rangs cet état de division et de discorde inévitable, en tenant pour lettre morte les chartes elles-mêmes du Parti, alors que d'autres, dont nous sommes, entendent les respecter et y trouver les raisons d'une action féconde²²⁷ ».

Néanmoins, une autre lecture de la notion de « scission morale » peut être également avancée. Aux yeux de tous, majoritaires d'un côté, et minoritaire de l'autre, l'utilisation de cette notion que chacun renvoie à l'autre inlassablement, peut également être une manière de ne pas laisser entrevoir la scission plus purement politique qu'elle entraîne. La volonté de préserver l'unité du Parti est encore profonde chez chacun d'entre eux. Elle s'affirme, nous l'avons vu, selon des modalités divergentes. Au fond, il est donc plus « facile » d'imputer les divisions croissantes de la SFIO au fait que certains ont failli moralement à l'idéal qui, lui, serait resté intact. Accuser les hommes plutôt que le Parti, dénoncer les erreurs plutôt que discuter les principes ; en somme cette volonté unitaire, profonde, devait mener de plus en plus à exacerber les divisions en germe. Le mois de décembre 1916 qui amène à la nomination d'Albert Thomas au poste de Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre rend ces contradictions de plus en plus criantes. Dès lors, Albert Thomas se trouve être le seul socialiste restant au gouvernement, Marcel Sembat et Jules Guesde ayant donné leur démission au Président Poincaré.

²²⁷ « Le socialisme devant la guerre », Pax, in *Le Populaire*, 19 juin 1916, archives OURS.

3. Décembre 1916 : des ambitions ministérielles confirmées et l'entrée dans une nouvelle phase de la Défense Nationale

Décembre 1916 constitue donc un moment particulier dans l'histoire de l'Union sacrée des socialistes. Pour certains, l'expérience était déjà allée trop loin. Si Sembat démissionne pour des raisons personnelles – la campagne de presse menée à son encontre dans la presse au sujet de la crise des charbons semble l'avoir grandement affaibli²²⁸, Jules Guesde souhaite, lui, prendre du recul par rapport à une expérience qu'il juge de plus en plus dangereuse, sans pour autant renier son attachement à la politique de Défense Nationale²²⁹. Pour Sembat, les choses sont moins claires, et il entend lier son départ ou son maintien à celui de Guesde, avait qui il était entré au gouvernement en août 1914.

« *Lui absent ce n'est plus cela. Thomas et moi c'est du socialisme bourgeois*²³⁰ ».

Pour Albert Thomas, les choses semblent bien différentes. Briand insiste pour le voir maintenu dans son gouvernement, et celui-ci n'hésite plus désormais à faire montre de ses ambitions personnelles. Pressenti pour les Travaux Publics à la place de Marcel Sembat²³¹ sur proposition de celui-ci à Briand, c'est finalement un Ministère propre qui lui est proposé, en lieu et place du sous-secrétariat d'Etat. L'élargissement de ses compétences était associé à un rôle plus politique. Briand entendait en effet constituer un cabinet restreint constitué de membres moins nombreux, sur le modèle du gouvernement de coalition récemment constitué par Lloyd George après la chute du cabinet Asquith et au sein duquel les travaillistes étaient représentés par Arthur Henderson puis Georges Barnes.

Le 11 décembre, Marcel Sembat convoque une réunion mixte du Groupe et de la C.A.P pour débattre de la situation. Albert Thomas se déclare alors à la disposition du Parti et explique ses conditions d'entrée au gouvernement lors de la séance. Celle-ci serait conditionnée à l'octroi de garanties politiques plus larges, comme la détente de la censure politique, l'autorisation plus large des réunions privées, l'affirmation des buts de guerre, la clarification des rapports entre le Gouvernement et le Parlement, et la réorganisation du haut commandement impliquant le remplacement du général Joffre²³². En somme c'est la volonté de réaffirmer une politique *républicaine* qui est ici proclamée. Les questions de Défense de la

²²⁸ Chancereel, Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, 2008, p.360.

²²⁹ Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome II, De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, p.207.

²³⁰ Sembat, Marcel, *Les Cahiers Noirs, Journal 1905-1922*, Paris, Editions Viviane Hamy, 2007, p.610.

²³¹ *Ibid.* La proposition est d'ailleurs faite sur une phraséologie de Défense Nationale : « en effet, les Travaux en 1870 étaient un centre de guerre ».

²³² Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*,p.436.

Patrie sont loin d'être les seules en jeu. Dès sa nomination, il est établi qu'au-delà de ses attributions propres, des missions diplomatiques lui seront confiées. Sur le ton de la plaisanterie, mais qui n'en dissimulait pas moins une réelle ambition – celle en tous cas de se maintenir au gouvernement coûte que coûte – il avait glissé à Marcel Sembat la veille de la réunion de la C.A.P :

« Idée sur son rôle au Comité de guerre : il voudrait se décharger des Munitions sur Loucheurs, et au comité de guerre 'faire de la stratégie... On rira quinze jours et les généraux s'y feront !' ²³³ ».

Au final, le groupe socialiste, dont Albert Thomas avait bien senti qu'il serait le plus difficile à convaincre du bienfondé de son maintien au gouvernement²³⁴, se met d'accord sur l'idée de maintenir un seul socialiste, Albert Thomas, sur la formule suivante définie par Marcel Sembat :

« Les vrais garanties, c'est le pouvoir de Thomas : il faut qu'il soit fort, que s'il se retire tout craque ! ²³⁵ »

Au final, la participation de Thomas est votée par 44 voix contre 15, et 3 abstentions dont celle de Thomas lui-même qui, habilement, s'était déclaré « à la disposition du parti ²³⁶ » et s'était ainsi assuré une place au gouvernement lui donnant l'assurance d'endosser de plus en plus de responsabilités politiques et diplomatiques. Il était désormais le seul socialiste au gouvernement. Néanmoins, sans Guesde et Sembat, une telle participation prenait effectivement une autre signification. Albert Thomas s'intéressait de plus en plus aux questions diplomatiques, géostratégiques et militaires – d'où son rêve fugace d'occuper une poste sur mesure au sein du Comité de guerre, dédié aux questions de stratégies. Il ne suffit donc plus à ses yeux de se dévouer à la seule mobilisation du front intérieur, mais à la conduite générale de la guerre. La stricte conception de la Défense Nationale semblait bien fissurée.

²³³ Sembat, Marcel, *Les Cahiers noirs, op.cit.*, p.612. Dans les pages suivantes, relatant la réunion mixte convoquée par ses soins, Marcel Sembat ajoute : « Thomas parle ; il affecte des hésitations ; au fond, il grille d'envie ». *Ibid.*, p.615.

²³⁴ « Je lui indique alors que Briand voulait le garder certainement dans sa combinaison, ce dont il doutait. Il m'a paru avoir, en effet, bien compris, et il me l'a déclaré, que son étoile à la Chambre avait un peu pâli », in Louis Loucheur. *Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962, pp.21-24.

Louis Loucheur avait rencontré dès le 7 décembre 1916 Aristide Briand au sujet du remaniement ministériel, et avait œuvré auprès du président du Conseil en faveur de son maintien. Proche d'Albert Thomas, celui-ci confie à l'industriel ses inquiétudes quant au maintien de sa participation ministérielle.

²³⁵ Sembat, Marcel, *Les Cahiers Noirs...op.cit.*, p.615.

²³⁶ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p.463.

La présence des deux ministres Guesde et Sembat avait signifié – avec ses contradictions, ses incohérences, et ses évolutions – la volonté d’exprimer au reste du reste de la Patrie l’unanimité de la famille socialiste à son service. Le maintien seul d’Albert Thomas, accompagné par l’industriel Louis Loucheur au poste de sous-secrétaire d’Etat aux Munitions, exposait au grand jour les divisions croissantes des socialistes. Il n’est sans doute pas anodin que Jean Longuet passe dans l’opposition et vote contre la participation de Thomas à cette date précise – alors qu’il avait soutenu les motions majoritaires de la C.A.P en la matière toutes les fois précédentes. Des inquiétudes naissent en effet rapidement au sein même des instances du parti. Sa volonté d’Albert Thomas de se dévouer quasi exclusivement à sa nouvelle tâche, éminemment difficile et chronophage semble l’éloigner quelque peu de ses obligations partisans, comme en témoigne la correspondance entre le secrétaire d’Etat et futur ministre des Munitions et Louis Dubreuilh entre mai 1915 et septembre 1917. Lorsqu’à la suite du remaniement ministériel du 12 décembre 1916, il reste le seul socialiste membre du gouvernement d’Union sacrée, celui-ci demande à Albert Thomas de bien vouloir lui faire état plus régulièrement de ses activités ministérielles, dont il a l’obligation de rendre compte au parti.

« [...] Maintenant que vous êtes le seul représentant du Parti au gouvernement, il devient indispensable que j’ai contact de façon régulière avec vous. Je ne vous demande pas grand-chose : un quart d’heure par semaine. Cela me [ill.] d’une correspondance que vous n’auriez peut-être pas toujours le temps de tenir et vous tiendrait au courant des choses que vous devez savoir ²³⁷ ».

Plus largement, la création d’un ministère expressément destiné aux Fabrications de Guerre signifiait par ricochet l’ancrage d’Albert Thomas dans la volonté d’aller jusqu’au bout, jusqu’à la Victoire, qui, elle seule, garantirait l’avenir d’une France socialiste à construire dans l’après-guerre.

²³⁷ Archives Nationales, 94 AP 409, Lettre de Louis Dubreuilh à Albert Thomas du 26 décembre 1916.

Chapitre deuxième

L'activité ministérielle : la découverte de la salle des machines

La mobilisation qu'Albert Thomas met en œuvre est de plusieurs ordres. Mobilisation industrielle bien-sûr, qui s'accompagne dans les coulisses de la mobilisation du réseau normalien d'avant-guerre, et sur la scène publique de la mobilisation des consciences ouvrières. Différentes logiques se croisent et s'enchevêtrent dans cette composition ministérielle qui se met en œuvre. Albert Thomas n'agit pas seul, il est à la tête d'une machine ministérielle qu'il contribue à mettre en place de toutes pièces. Nous l'avons vu, il est très vite d'avantage le « ministre des obus » que l'homme d'un parti qui serait comme une pièce rapportée socialiste dans un gouvernement bourgeois. En effet, Albert Thomas sait parfaitement se plier aux jeux gouvernementaux et jouer la carte de la participation ministérielle ce qui ne l'empêche pas d'avoir la conviction d'agir en socialiste.

I. La remobilisation du réseau du socialisme normalien d'avant-guerre

Dès sa nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions, Albert Thomas cherche à s'entourer d'hommes de confiance. Il sait s'entourer donc d'un véritable « brain-trust d'experts du social²³⁸ ». C'est donc dans le vivier du socialisme normalien qu'Albert Thomas puise ses proches collaborateurs. Tous spécialistes de questions politiques et techniques, c'est davantage un réseau d'experts que de politiciens qui est mobilisé par le jeune socialiste de trente-six ans. Ce processus est donc celui d'une réelle accession du socialisme normalien au pouvoir. Pour tous ces hommes, tous marqués par un souci de réalisme politique et par une volonté de donner au socialisme l'image d'une force politique responsable, le conflit mondial était un laboratoire *in vivo* d'expérimentations

²³⁸ Prochasson, Christophe, *14-18, retours d'expériences*, Paris, Tallandier, Texto, coll. « Le goût de l'histoire », 2008, p.297.

économiques et sociales. Ainsi le sous-secrétariat d'Etat puis le ministère dont Albert Thomas prend la tête ne peuvent être pensés comme la machine d'un seul homme. Albert Thomas ne dirige pas seul, et les conceptions politiques de ses différents collaborateurs peuvent influencer ses propres prises de position politique. En effet, à mesure que le sous-secrétariat d'Etat se voit confié de plus en plus de responsabilités, Albert Thomas ne peut décider seul et doit donc s'en remettre aux avis de ses proches collaborateurs.

A. Les experts au ministère

Mario Roques, tout droit venu du socialisme normalien, linguiste et philologue de formation, et auparavant mobilisé dans les services automobiles, devient son chef adjoint. Fidèle collaborateur d'Albert Thomas, il assure les liaisons entre le sous-secrétaire d'Etat et le ministère. Marion Roques joue un rôle de filtrage des informations. Il sélectionne et communique celles-ci à Albert Thomas et rédige les directives du ministre à ses services. Il joue un rôle important dans la gestion du Service Ouvrier²³⁹.

François Simiand, ancien ami de la rue d'Ulm également, sociologue et économiste, est mobilisé au camp retranché de Paris, puis dans la zone des armées en 1914. Les deux hommes s'étaient croisés au tout début du siècle autour du groupe d'études socialistes, *Notes critiques, sciences sociales*, qui était le creuset d'un « socialisme libéral », ou « socialisme d'Etat », qui inondait largement les expérimentations politiques menées pendant la guerre²⁴⁰. Dès 1915, il devient le chef adjoint du cabinet d'Albert Thomas puis son chef de cabinet en titre. Très compétent en matière économique, il est en charge des questions techniques et administratives, et notamment de la rédaction des mesures techniques. Florent Lazarovici a établi la forte influence de Simiand dans les décisions prises en matière économique par Albert Thomas. Celui-ci semble avoir toujours œuvré pour des positions médianes et raisonnables qui ont peut-être contribué à atténuer la teneur « sociale » qu'Albert Thomas souhaitait donner à sa politique industrielle et ouvrière²⁴¹. Avec François Simiand, la

²³⁹ Lazarovici, Florent, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? », in Ducoulombier, Romain (dir.) *Les socialistes dans l'Europe en guerre, réseaux, parcours expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, « Fondation Jean Jaurès », 2012, p.59.

²⁴⁰ Gillard, Lucien, Rosier, Michel (dir.) *François Simiand (1873-1935). Sociologie – Histoire – Economie*, 1996, Edition des Archives contemporaines, pp.45-49.

²⁴¹ Lazarovici, Florent, « Albert Thomas, Itinéraire d'un majoritaire », in Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, p.47.

« rhétorique technicienne »²⁴² semble l'emporter sur la phraséologie socialiste et sociale qu'Albert Thomas tente pourtant de donner à sa politique dans ses nombreux discours. Alain Hennebicque a également reconnu l'influence des positions politiques de François Simiand dans les décisions « libérales » d'Albert Thomas contre une politique de réquisitions et de taxations des établissements industriels privés²⁴³.

Maurice Halbwachs, sociologue durkheimien, le rejoint également au ministère de l'Armement en tant qu'expert des matières premières réquisitionnées²⁴⁴. Tous ces hommes, intellectuels avant tout, auxquels il convient d'ajouter le juriste William Oualid, qui consacre d'ailleurs après la guerre un ouvrage de synthèse à la politique menée par le ministère de l'Armement²⁴⁵, le géographe Fernand Maurette, ou encore l'historien Paul Mantoux, revêtent l'habit de l'expert des questions de politique industrielle et économique pendant cette période d'activité ministérielle intense entre 1915 et 1917. Encore une fois, la mobilisation du réseau fonctionne parfaitement. Ces hommes, compétents et bien renseignés et qui s'investissent pleinement dans leur rôle « d'intellectuels réformistes »²⁴⁶ au service du gouvernement se consacrent tout entier au service d'Albert Thomas qui est bien « l'âme de ce nouveau département »²⁴⁷.

Le témoignage de Maurice Halbwachs, l'un de ces « intellectuels en guerre » est saisissant. Il permet de saisir l'enthousiasme des débuts, lorsque la participation au ministère entraîne une fascination certaine pour les potentialités de réalisation de progrès qu'elle contient ;

« Hier soir séance de cinéma dans le bureau de Thomas, la fabrication des obus. C'était saisissant cette évocation dans le cabinet du grand maître des munitions, tout cela, le laminage, les hauts-fourneaux, les expériences d'éclatement, la vie des mines et des champs de tir, venant se

²⁴² *Ibidem.*

²⁴³ Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, pp.111-144.

²⁴⁴ Voir sur ce point, Becker, Annette, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, Agnès Viénot, 2003.

²⁴⁵ Oualid, William, et Picquenard, Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves, la politique du ministère de l'Armement et du ministère du Travail*, Paris, PUF, 1928.

²⁴⁶ Selon la définition donnée par Gérard Noiriel, in *Les fils maudits de la République*, Paris, Fayard, 2005, p.105. « Les [intellectuels] réformistes ne croient pas [...] que l'on puisse améliorer le sort du peuple par la force, en bouleversant de fond en comble l'ordre social. Ils plaident pour le débat, l'échange d'argument, et cherchent à se rendre utiles en mobilisant leurs compétences universitaires pour éclairer l'opinion et guider l'action des hommes d'Etat par l'éducation et la communication ».

²⁴⁷ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.108.

*refléter, comme dans une cellule centrale du cerveau, dans l'ancre de celui qui dirige et domine toute l'usine de guerre*²⁴⁸ ».

Outres les intellectuels, ce sont également des ingénieurs civils qui viennent grossir les rangs du ministère. Henri Bourillon, cheminot puis inspecteur du travail, présenté à Albert Thomas par Arthur Fontaine se voit confier la charge de la rédaction du *Bulletin des Usines de guerre*, publié à partir de 1916 et organe majeur de propagande industrielle du ministère. Emile Hugoniot, ingénieur civil attaché au cabinet pour des questions d'armement, devient même l'ami d'Albert Thomas. En charge du projet de l'arsenal de Roanne lancé en 1916, il en devient le directeur une fois la construction entamée.

B. Un conseiller politique encombrant ?

Hubert Bourgin, enfin, est l'un des hommes clefs du cabinet d'Albert Thomas. Son rôle n'est pas purement technique mais est plus nettement politique que celui des autres collaborateurs d'Albert Thomas puisque dès juillet 1915, il est chargé de le représenter aux séances du groupe socialiste au Parlement. Normalien comme Albert Thomas, il se convertit au socialisme sous l'égide de Lucien Herr. Proche de Péguy, dreyfusard, il assume clairement une position très droitière au sein de la SFIO. La guerre est pour lui l'occasion d'affermir ses positions doctrinales. Dans son essai *Le parti contre la partie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, le membre du cabinet d'Albert Thomas venu de la droite de la SFIO, et qui fait scission dès 1917, se livre *a posteriori* à une dénonciation de l'attitude du groupe parlementaire socialiste pendant la guerre et est la figure de proue d'un « socialisme national ²⁴⁹ », qui s'incarne dans le « Comité de Propagande Socialiste pour la Défense Nationale », qu'il fonde en juillet 1916 afin de donner « de toute son énergie, les munitions intellectuelles et morales qui ne sont pas moins indispensables au succès que les munitions de fer et d'acier ²⁵⁰ ». Cette instance de propagande ultra-majoritaire qui publie dix brochures durant l'année 1916 développe des formules à la dimension messianique évidente, visant à régénérer l'homme socialiste dans la guerre et par la guerre.

²⁴⁸ Note du 22 juillet 1915, Cité in, Becker, Annette, *Maurice Halbwachs, op.cit.*p.56.

²⁴⁹ Hohl, Thierry, « Comité de Propagande Socialiste pour la Défense Nationale : des socialistes nationaux », in Vigreux, Jean et Wolikow, Serge (dir.), *Rouge et rose, deux siècles de socialismes européens*, Dijon, EUD, 2007, p.237-251.

²⁵⁰ « Le comité de propagande socialiste pour la Défense nationale », *L'Humanité*, 21 juillet 1916.

« *L'expérience de la guerre a démontré ce que les socialistes pouvaient être dans la nation et pour la nation. Nous ne parlons pas seulement ici de l'expérience des combats, où peut déjà s'éprouver une bonne part de l'endurance et de la valeur des hommes. Nous parlons de l'expérience totale de la guerre, et aujourd'hui quand nous parlons de cette expérience, nous savons de quoi nous parlons* ²⁵¹ ».

Expression d'un socialisme éminemment national – si ce n'est nationaliste – les brochures du Comité s'attachent à défendre l'œuvre d'Albert Thomas à la tête de la fabrication des Munitions et la présente comme étant à l'avant-garde de la réalisation du pacte scellé entre le socialisme et la nation.

« *Un des ministres socialistes, le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, a été réellement le pourvoyeur de la victoire. Son œuvre a réalisé d'une manière éclatante la volonté, manifestée par le socialisme français, de porter au plus haut degré, par les méthodes les plus précises, pour la victoire la plus complète et la plus rapide, les forces combattives de la nation. Le sous-secrétariat d'Etat des munitions a accompli la jonction de la France industrielle et de la France militaire, de la France ouvrière et de la France patronale, de la France administrative et de la France populaire. Il a institué une maison de style moderne pour fournir à l'armée les engins réclamés par la guerre de science et de masse, aux usines de guerre les ouvriers et les directeurs, aux services industriels et militaires les techniciens, aux savants et aux inventeurs les moyens de recherche et de réalisation. Il a permis et soutenu l'effort militaire, développé l'effort industriel, concilié les intérêts de l'armée combattante et ceux de l'industrie, satisfait les exigences de la production spécialisée et de l'opinion égalitaire. Il a travaillé à plein à l'organisation et à l'exploitation des ressources matérielles et morales du pays* ²⁵² ».

Hors de la Chambre, Hubert Bourgin se fait également le porte-parole d'Albert Thomas dans les colonnes de *l'Humanité*. Dès le 18 mai, veille de la date à laquelle le ministre le contacte pour lui demander de lui prêter ses services, il commence à rédiger une série d'articles sous le pseudonyme du « Soldat Citoyen ». Si ces articles constituent pour la plupart une surenchère musclée et marquant un infléchissement nettement nationaliste du propre discours d'Albert Thomas lui-même, ils permettent de saisir le sens et la portée de l'action menée au ministère²⁵³. Au fil de la guerre, le ton des articles se fait d'ailleurs de plus en plus vif. Dans l'article « Administrer » du 13 janvier 1916, ou encore dans « Défense

²⁵¹ *Les socialistes dans la Nation et pour la Nation*, Comité de propagande socialiste pour la défense nationale, Librairie de l'Humanité, Paris, 1916, p.3.

²⁵² *Ibidem*, p.15.

²⁵³ Voir notamment l'article du 18 mai 1915 « A l'œuvre », sous le pseudonyme « Le soldat-citoyen » dans *l'Humanité*.

nationale et intérêt public » du 16 mars 1916 publiées dans *l'Humanité*, il défend un idéal de régénérescence de la nation française dans le creuset de la guerre et de la défense nationale à laquelle tout doit être subordonné²⁵⁴, et au sein de laquelle l'organisation militarisée de la production et de l'allocation de la main d'œuvre serait la clé, selon une conception organiciste à la Durkheim.

« Comme toute activité efficace dans la société moderne, la guerre moderne est organisation. Il est temps, que, de bureaucratique, l'administration de la France en armes devienne organique, elle aussi²⁵⁵ ».

L'admiration évidente qu'il nourrit à l'origine pour Albert Thomas est néanmoins largement contrebalancée par une acrimonie non moins évidente à l'égard de la trajectoire prise dès 1917 par la SFIO. Le titre de son ouvrage *Le parti contre la partie* laisse à juste titre présager une dénonciation violente et sans détours de l'activité du Groupe Socialiste au Parlement, et des atermoiements entre minorité et majorité qu'il juge préjudiciable à l'action bénéfique qu'aurait l'affirmation de ce socialisme de l'heure qu'il revendique au sein d'une politique nationale assumée. L'un des intérêts de son témoignage est de saisir l'un des éléments communs à tous les majoritaires de guerre : la conviction d'agir en socialiste. De plus, il permet de saisir la majorité dans sa diversité. Si Hubert Bourgin est le chef de cabinet d'Albert Thomas et son représentant officiel au Groupe socialiste au Parlement²⁵⁶, ses positions sont beaucoup plus musclées que celles du ministre, et sont matinales d'un intellectualisme parfois dédaigneux, qui reste malgré tout étranger à la personnalité d'Albert Thomas. On peut néanmoins supposer qu'Hubert Bourgin a pu influencer la vision qu'Albert Thomas se fait des oppositions entre minoritaires et majoritaires qui se cristallisent au fil du conflit. Albert Thomas, engagé pleinement dans son activité ministérielle, déserte la C.A.P et le Groupe socialiste au Parlement, au profit du Conseil des Ministres et du Comité Secret. C'est donc Hubert Bourgin qui est en charge de l'informer du déroulement des débats au Groupe Parlementaire. Néanmoins, les trajectoires divergentes des deux hommes après la guerre laissent supposer qu'il existe une différence entre la position majoritaire d'Albert Thomas et celle d'Hubert Bourgin. En effet, si à son lancement, Albert Thomas soutient

²⁵⁴ « Il faut à l'heure actuelle, que tout, absolument tout, soit subordonné à la défense nationale » : Le Soldat-Citoyen « Défense nationale et intérêt public », in *L'Humanité*, 16 mars 1916.

²⁵⁵ Le Soldat Citoyen « Administrer », in *L'humanité*, 13 janvier 1916.

²⁵⁶ Bourgin, Hubert, *De Jaurès à Léon Blum, l'Ecole Normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938, p.444.

financièrement le Comité de Propagande Socialiste pour la Défense Nationale²⁵⁷, le ton de ses discours se distingue néanmoins de celui de son ancien camarade la rue d'Ulm. Si la frontière est poreuse entre patriotisme et nationalisme au cœur de la première guerre de feu et d'acier, elle semble néanmoins se maintenir, et déterminer la spécificité de ces deux versants majoritaires du socialisme qui se dessinent au fil de la guerre.

C. Le réseau hors du ministère

En lien avec le sous-secrétariat d'Etat puis le ministère, Albert Thomas mobilise également son réseau d'avant-guerre, qui dépasse d'ailleurs les seuls murs de la rue d'Ulm. Arthur Fontaine, avec qui il partage un intérêt commun pour les questions de droit du travail, est en lien direct avec Albert Thomas. Celui-ci lui donne la charge par un arrêté de septembre 1915 de la commission des contrats devant procéder à l'examen des conditions et des prix des marchés d'armement²⁵⁸. Celui-ci est également en charge du recrutement, du placement et de la protection de la main d'œuvre. L'amitié qui se noue entre les deux hommes au cœur de la guerre s'accroît par la suite lorsque les deux sont en poste au Bureau International du Travail²⁵⁹.

D'une certaine manière, on peut également considérer la création en avril 1916 de *l'Avenir, revue du socialisme*, comme une perpétuation de l'identité du socialisme normalien d'avant-guerre²⁶⁰. La revue se crée en partie par la reconstitution du réseau polarisé par Albert Thomas avant-guerre suit au fil de la guerre une ligne qui suit peu ou prou la trajectoire du jeune ministre. Son format, sa fréquence de parution, ainsi que la composition de son comité de rédaction rappellent en effet la défunte *Revue Socialiste* dont Albert Thomas avait pris la tête entre 1910 et 1914. Les *Propos du mois*, édito hebdomadaire de la revue d'avril 1916 à septembre 1917 contribuent effectivement à définir le sens de l'action d'expérience menée par Albert Thomas avec laquelle la revue ne dissimule pas sa sympathie. Jean-Baptiste Séverac, fondateur de la revue s'entoure de nombreux proches d'Albert Thomas. Avec d'autres,

²⁵⁷ Bourgin, Hubert, *Le Parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, p.99. L'auteur précise ici qu'Albert Thomas et Marcel Sembat remirent une souscription de 50 francs pour soutenir le comité. Jules Guesde, pour sa part, le fit avec retard et réticences.

²⁵⁸ Cointepas, Michel, Arthur Fontaine, 1860-1931, *Un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, Rennes, PUR, coll. « Pour une histoire du travail », 2008, pp. 249-253.

²⁵⁹ *Ibidem*, pp.274-275.

²⁶⁰ C'est la thèse que défend Vincent Chambarlhac, dans son article « L'avenir, revue du socialisme de l'heure », in, Chambarlhac Vincent, Ducoulombier Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008, p.53-63.

appartiennent au comité de rédaction, Henri Sellier – celui-ci est d’ailleurs le coauteur avec Albert Thomas d’un article portant sur les questions d’approvisionnement en novembre 1918²⁶¹ - Hubert Bourgin, Ernest Poisson, Marius Moutet, François Simiand, ... Jean-Baptiste Séverac, le fondateur de la revue, fait d’ailleurs appel à Albert Thomas lors de la création de la revue pour y collaborer²⁶². Si celui-ci ne rédige pas d’article durant sa période d’activité ministérielle – probablement par manque de temps – mais apparaît néanmoins sur la liste des collaborateurs à la revue.

La solidarité avec l’activité d’Albert Thomas au ministère y est évidente, et encore une fois, c’est bien la continuité avec une identité socialiste déjà établie avant-guerre que l’on cherche à mettre en avant comme en témoigne cet article de septembre 1916 :

« Il faut encore que tous sachent bien qu’en se dévouant à la défense nationale, le socialisme a entendu ne rien abdiquer de ce qui faisait sa grandeur et marquait son originalité »²⁶³.

Loin d’une utopie futuriste, le discours est bien celui d’une défense d’un « socialisme de l’heure », qui cherche sa légitimité dans le socialisme réformiste d’avant-guerre, dont la méthode avait d’ailleurs été bien définie par celui qui s’affirme comme une sorte de leader naturel de cette tendance particulière de la majorité de guerre trouvant dans l’expérience de guerre son terrain naturel d’application pratique. Sans être le miroir exact de l’expérience de guerre d’Albert Thomas, sa trajectoire permet néanmoins de saisir celle de son leader naturel. Lorsque la participation de celui-ci au gouvernement de guerre s’achève, la stratégie discursive mise en place par la revue s’essouffle. L’unité de la famille socialiste qu’elle prétendait pourtant apporter, en contrepoint de l’action de la minorité jugée préjudiciable à cette unité même est largement éprouvée. Les recompositions minoritaire et majoritaire qui s’opèrent au tournant de 1917 et 1918 en sont le témoin, et coïncident avec l’affaiblissement de la position d’Albert Thomas dans le parti²⁶⁴.

²⁶¹ Sellier, Henri et Thomas, Albert, « Les offices publics d’approvisionnement et d’Intervention des Communes et des départements en matière d’alimentation », in *L’avenir, revue du socialisme*, n°31, novembre 1918. Archives OURS.

²⁶² Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 45, Lettre de Jean-Baptiste Séverac à Albert Thomas du 2 mars 1916.

²⁶³ *L’avenir, revue du socialisme*, « Après le conseil national », septembre 1916, n°6, p.404.

²⁶⁴ Chambarlhac, Vincent, « L’Avenir... », in *op.cit.* p.59.

D. Du côté des syndicats

Dans le milieu syndical, Albert Thomas peut aussi compter sur des amitiés et des contacts noués avant-guerre à la *Vie ouvrière* qui assurait déjà le contact entre intellectuel et ouvriers, sous l'égide notamment de Pierre Monatte²⁶⁵, ou encore à la *Revue syndicaliste* qu'il avait fondé en 1905. Il entretient des liens personnels avec certains d'entre eux, notamment Léon Jouhaux, la tendance « défense nationale » du syndicalisme français, avec qui l'amitié s'affirme pendant les années de la guerre²⁶⁶, et dont les conceptions syndicalistes et d'émancipation de la classe ouvrière continuent d'influencer Thomas pendant la guerre²⁶⁷. De la même manière, si les relations entre Albert Thomas et Alphonse Merrheim secrétaire de la puissante Fédération des Métaux, tout à la fois leader minoritaire incarnant la tendance pacifiste du syndicalisme, et homme clef dans l'effort de défense nationale, se complexifient pendant la guerre, elles en sont néanmoins maintenues et permettent de maintenir un dialogue entre les instances gouvernementales et les instances ouvrières notamment lorsque les mobilisations dans les usines de guerre s'intensifient à partir de 1917²⁶⁸. Albert Thomas s'attache effectivement à tenir personnellement les leaders syndicaux au courant des mesures portant sur le travail ouvrier durant le conflit²⁶⁹, ce qui est grandement facilité par les liens qu'il avait établis dans ces milieux avant-guerre.

Dans le creuset de l'Union sacrée, c'est donc une œuvre de mobilisation intégrale qui est mise en œuvre par l'ancien maire de Champigny-sur-Marne. La largesse de ses réseaux lui permet à la fois de se constituer un ministère occupé par des fidèles, mais aussi de se prévaloir de courroies de transmission qui dépassent largement les murs de l'Hôtel Claridge. Le

²⁶⁵ Prochasson, Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Editions du Seuil, coll. « L'univers historique », 1993, p.40-41.

²⁶⁶ Jouhaux, Léon, « Albert Thomas et le mouvement syndical », in *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, 1957, Société des amis d'Albert Thomas, pp.99-104.

²⁶⁷ Archives nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 360, « Questions de politique courante », Notes retrouvées sur un article de Léon Jouhaux concernant les représentants et délégués des ouvriers dans les usines. Voir aussi, Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, « Notes sur un articles assez intéressant de Léon Jouhaux », novembre 1918.

²⁶⁸ Dans les archives de la Fédération des Métaux dépouillées par Jean-Louis Robert pour sa thèse, de nombreuses rencontres syndicales témoignent de la confiance conservée malgré tout entre les deux hommes, bien que le syndicaliste redéfinisse néanmoins sa politique durant le conflit notamment lorsque les grèves s'intensifient dans les usines de guerre à partir de 1917. Robert, Jean-Louis, *Les ouvriers, la patrie, la révolution*, Paris, 1914-1919, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995.

Sur ce point, voir aussi : Kriegel, Annie, *Aux origines du communisme français, 1914-1920. Tome 1*, Paris, Société et idéologie, 1^{ère} série, Etudes, 1964, pp.71-73 et p.810.

Par la suite, Thomas sert notamment d'intermédiaire dans les rencontres entre Clemenceau et Merrheim durant les révoltes sociales dans les usines en mai 1918. Voir sur ce point, *l'Humanité*, 17 et 18 novembre 1918.

²⁶⁹ Sur les relations entre les syndicaux et la mobilisation industrielle pendant la guerre, voir Horne, John, *Labour at War, 1914-1918*, Oxford, Clarendon Press, 1991, pp.63-77.

nouveau ministère qui se déploie sous l'égide d'un homme qui polarise divers tendances et diverses personnalités est à l'origine d'une nouvelle manière de penser l'équipe politique. Aboutissement d'un processus de constitution d'un réseau élaboré dès le début du siècle, la constitution d'un tel cabinet est également considéré par tous comme un tremplin pour l'après-guerre. Les intellectuels de la veille sont ainsi les « fonctionnaires temporaires ²⁷⁰ » du temps de guerre, et certains, les futurs administrateurs d'instances politiques de l'après-guerre, comme François Simiand qui, après sa collaboration au ministère de l'armement, présidera les réunions du Comité permanent pour l'étude et la prévention du chômage mis en place par le ministère du Travail pour la réorganisation économique de l'après-guerre, ou encore Arthur Fontaine qui suivra Albert Thomas au B.I.T et y assura la présidence du conseil d'administration²⁷¹. La reconstitution d'un tel réseau a sans doute permis de maintenir la cohérence de la politique du ministère, même si son fonctionnement en cercle relativement fermé, a peut-être restreint les vues politiques du ministre aux considérations peut-être parfois radicales de ses hommes de confiance, comme Hubert Bourgin. Evidemment, à mesure que le ministère grossit et que ses services se transforment de plus en plus en une sorte de bureaucratie de guerre, le ministre doit s'en tenir aux informations données par ses conseillers qui peuvent jouer le rôle d'un miroir déformant des questions politiques de l'heure, en fonction de leurs propres affinités et positions politiques.

II. La mobilisation industrielle.

A. « Des canons ! des Munitions ! » :

Nous l'avons dit, la prise en charge des responsabilités ministérielle est pour Albert Thomas et les hommes de son réseau l'occasion imaginée par tous d'expérimenter un laboratoire social au cœur de la guerre. Néanmoins, la guerre ne constitue pas seulement

²⁷⁰ Bock, Fabienne, « Des 'fonctionnaires temporaires' durant la Guerre », in Baruch, Marc-Olivier et Duclert, Vincent (dir.), in *Serviteurs de l'Etat : une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2000, pp.37-68.

²⁷¹ Sur les liens entre Albert Thomas et Arthur Fontaine, nous renvoyons à la biographie de celui-ci : Cointepas, Michel, Arthur Fontaine, 1860-1931, *Un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, Rennes, PUR, coll. « Pour une histoire du travail », 2008, et notamment le chapitre consacré à l'amitié des deux hommes nouée au B.I.T : pp.274-275.

l'aboutissement d'un processus entamé avant 1914². Pour tous, la guerre constitue une rupture. Surtout, quand il arrive au sous-secrétariat d'Etat aux Munitions, Albert Thomas s'est déjà confronté aux difficultés de la mobilisation industrielle. Nommé le 18 mai 1915, c'est dès le 11 juin 1915 qu'est publié avec l'accord du ministère de la guerre son plan de mobilisation, intitulé « Main d'œuvre et Défense nationale ²⁷² ». De mai 1915 à décembre 1917, quand il quitte avec regret son ministère, Albert Thomas doit se confronter à l'épineux problème de la mobilisation industrielle. Les purs problèmes techniques de fabrication doivent sans cesse être pensés en fonction des problèmes sociaux qu'ils entraînent. Au tournant de l'année 1915, le conflit prend effectivement le visage inattendu d'une immense guerre de position, qui s'accompagne du poids de plus en plus massif de l'action de l'artillerie. L'action d'Albert Thomas à la tête des fabrications de guerre se situe donc au cœur de la première guerre moderne. La « guerre de machines et de sciences ²⁷³ » prend rapidement les dehors d'une « guerre totale ²⁷⁴ » au sein de laquelle hommes et machines doivent être également organisés, rationalisés, et scientifiquement alloués. Michel Goya résume très justement l'impression que donne le conflit au cœur de cette première guerre moderne.

« Entre les obus et les fantassins, ce sont alors les obus qui sont les plus rares, aussi les offensives de 1914 et 1915 ressemblent-elles à des expériences 'à coups d'hommes' ²⁷⁵ ».

Au milieu de ce « chaos organisé ²⁷⁶ », les impératifs de rationalisation sont de rigueur. Anne Rasmussen relève que l'année 1915 est celle de la véritable mise en œuvre des capacités d'orchestration de la production de masse et de l'organisation scientifique de la mobilisation des travailleurs au service de cette production. Sciences et techniques sont toutes investies au service de cette guerre moderne, et alors que la taylorisation est encore marginale dans l'industrie européenne à la veille de la guerre, cette nouvelle méthode intéresse de plus en plus les décideurs et les états-majors pour mettre fin à la crise du matériel dont les conséquences humaines sont immenses ²⁷⁷. Si 1915 est l'année du tournant assumé de la mobilisation, 1916 est celle de la mise en œuvre de plus en plus rationnalisée de cette

²⁷² « Main d'œuvre et Défense nationale », *L'Humanité*, 11 juin 1915.

²⁷³ Painlevé, Paul, « La guerre scientifique, du laboratoire au champ de bataille », in *L'Excelsior*, 24 juillet 1915.

²⁷⁴ Horne, John, *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010.

²⁷⁵ Goya, Michel, *La chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004, p.219.

²⁷⁶ *Ibidem*, p.417.

²⁷⁷ Rasmussen, Anne, « Sciences et techniques : l'escalade, 1914-1915 », in Horne, John, *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010, p. 109.

organisation de la production²⁷⁸. Albert Thomas s'impose en effet comme le maître de cette politique, à laquelle il dévoue une grande campagne de propagande qu'il lance dès son arrivée au ministère. Un mot d'ordre s'impose alors : une accélération à tout prix de la production de matériels d'artillerie.

« *Des canons ! Des munitions ! Toujours plus de canons et de munitions ! [...] Les armées se sont aperçues que c'était par un approvisionnement énorme, par des moyens sans cesse accrus qu'elles viendraient à bout de l'ennemi*²⁷⁹ ».

Au sein d'un ministère de la guerre devenu « hégémonique »²⁸⁰ dans la structure de l'Etat, à la faveur de la subordination complète de l'économie des belligérants à l'effort de guerre, les missions du sous-secrétariat d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions sont progressivement élargies. De juin à novembre 1915, le sous-secrétariat d'Etat connaît plusieurs remaniements successifs. Dès le 19 juillet 1915, à peine un mois après la prise de fonction d'Albert Thomas, ses attributions sont élargies²⁸¹. A mesure que ses compétences s'accroissent, de nouveaux organismes lui sont subordonnés et l'on peut observer une évolution interne des responsabilités entre les services centraux et les services extérieurs. Enfin, de 1915 à 1916, le cabinet passe de sept à douze généraux adjoints²⁸². A mesure que la taille de ses services administratifs s'accroît et que ses compétences sont de plus en plus appréciées, le sous-secrétariat d'Etat devient de plus en plus important, consécration officialisée par sa nomination au poste de Ministre de l'Armement le 12 décembre 1916 par

²⁷⁸ Porte, Rémy, « Mobilisation industrielle et guerre totale : 1916, année charnière » in *Revue Historique des Armées*, n°242, 2006, p.26-35.

²⁷⁹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 19 Interview de 1915, cité in Rasmussen, Anne, « Sciences et techniques : l'escalade, 1914-1915 », in Horne, John (dir.), *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010, p.109.

Cet effort en faveur de l'intensification de la production sera sans cesse réaffirmé par Albert Thomas tout au long de l'exercice de ces fonctions, et c'est toujours en ces termes qu'il tente de convaincre les Assemblées d'intensifier à leur tour leur effort législatif pour soutenir cette politique qui doit mener à la Victoire.

« Produire, produire encore, produire chaque jour davantage des canons et des munitions, c'est le seul programme. C'est celui que nous poursuivons en commun, et ma réponse aura, je l'espère, donné à la Chambre une preuve nouvelle de notre volonté d'intensifier encore la production et de fournir à nos armées tous les instruments de la victoire », affirme encore Albert Thomas à la Chambre des députés le 29 février 1916. Cité in JO, débats officiels, p.430, col.3.

²⁸⁰ Porte, Rémy, « Mobilisation industrielle....*op.cit.* pp.26-35.

²⁸¹ *L'Humanité*, 19 juillet 1915, publication du décret du Ministre de la guerre élargissant les compétences du sous-secrétariat, prenant le nom de sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions et plaçant sous ses compétences les services de l'artillerie et des équipages militaires, de l'approvisionnement en poudres et explosifs, et des services du personnel et des troupes de l'artillerie. *L'Humanité* publie également le décret du ministre, le 14 novembre 1915 qui élargit les compétences du sous-secrétariat d'Etat et lui confie, non plus seulement l'approvisionnement, mais également la fabrication des poudres.

²⁸² *Ibidem*, pp.26-35.

Aristide Briand²⁸³. Dès lors, c'est son Ministère qui dispose désormais de deux sous-secrétariats d'Etat qui lui sont subordonnés, celui des Inventions et celui des Fabrications de guerre, et qui devient le « véritable organisme industriel de l'armée ²⁸⁴ ».

Dès octobre 1914, l'industriel Walther Rathenau, fondateur et directeur de la firme AEG, était le maître des Munitions qui s'était imposé outre-Rhin et qui s'était lancé dès septembre dans la « campagne du matériel²⁸⁵ ». Conscient du retard pris par la France, Albert Thomas lance la « guerre d'industrie ²⁸⁶ ». Celle-ci est forcée également par le contexte dans lequel il arrive aux affaires. L'échec de l'offensive d'Artois de mai 1915 impose un accroissement rapide et massif des munitions d'artillerie lourde et pour la première fois la reprise de la fabrication des canons lourds à tir rapide. Elle s'accompagne d'une « rhétorique de la planification et du contrôle²⁸⁷ » qui n'est d'ailleurs pas propre à la France, mais qui prend une tonalité particulière quand elle est proclamée par l'un des plus éminents représentants du parti socialiste. Celle-ci témoigne d'ailleurs du défi que constitue ce tournant majeur de la guerre industrielle.

« Je crois que, psychologiquement, il faut tenir compte de ce qu'on demandait alors comme artillerie lourde surtout du 105, de l'artillerie lourde de campagne mobile.

Lorsque la guerre de tranchée a révélé la nécessité d'une artillerie de destruction, on a pensé résoudre le problème, au moins momentanément avec la vieille artillerie mobilisée et c'est seulement vers le mois de juin 1915 qu'il a été question de fabrications de matériels modernes ²⁸⁸ ».

Comme l'affirme Gerd Hardach, « l'histoire de la mobilisation industrielle c'est l'histoire d'une grande transformation économique : le changement d'orientation de l'industrie et sa mise au service des fabrications de guerre²⁸⁹ ».

²⁸³ Les carnets secrets d'Abel Ferry sont encore une fois un témoignage précieux sur l'atmosphère des Conseils des ministres et Comité Secrets réunis pendant la guerre. A plusieurs reprises, ils témoignent de l'aura dont peut se prévaloir Albert Thomas lors de ces réunions, celui-ci faisant preuve d'un grand professionnalisme sur les questions techniques. Les mémoires de Poincaré, président de la République en témoignent également.

²⁸⁴ Oualid, William et Picquenard, Charles, *Salaires et Tarifs, conventions collectives et grèves. La politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, Paris, Presses Universitaires de France, 1928, p.78.

²⁸⁵ « C'est la campagne du matériel que nous avons organisée ici, au Ministère de la Guerre, durant ces sept semaines » annonce Walther Rathenau dès octobre 1914. Cité in Hardach, Gerd, « Guerre, Etat et main-d'œuvre », in *Recherches*, « *Le Soldat du Travail* », n°32-33, 1978, p.289.

²⁸⁶ *Ibidem*, p.290.

²⁸⁷ *Ibid.* p.302.

²⁸⁸ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note du 25 juillet 1916 sur l'audition du 29 juin à la Commission du Budget.

²⁸⁹ Hardach, Gerd, « La mobilisation industrielle en 1914-1918 : production, planification et idéologie », in *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, pp.82.

L'objectif affiché par le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand dès le 20 septembre 1914 à la conférence de Bordeaux à laquelle sont convoqués les principaux industriels du pays est celui de la maximisation de la production, et de la subordination des activités de l'industrie privées au profit de celle-ci²⁹⁰. Cet objectif de maximisation s'impose de plus en plus à mesure que la consommation de matériel par les armées s'intensifie au cours de l'hiver 1914-1915. Ce contexte particulier d'improvisation initiale et de nécessité forcée d'établir une ligne directrice à la production de guerre a forcé le ministre à établir des priorités. A ce titre, les objectifs industriels et militaires l'emportent au début de ses prises de fonctions. Ainsi, on peut affirmer avec Alain Hennebicque qu'Albert Thomas est le digne successeur de la « politique industrielle²⁹¹ » mise en œuvre par Alexandre Millerand. Dans une lettre du 29 juillet 1915 au président de la Commission du Budget de la Chambre, il expose sa conception de la mobilisation générale des usines, s'appuyant largement sur l'industrie privée en faveur de « l'effort industriel²⁹² » :

« La préoccupation majeure qui devait guider la direction des fabrications était et devait être celle d'obtenir le rendement le plus fort possible : rendement en quantité et rendement en qualité. Ce rendement, comme pouvait-on l'obtenir le mieux dans les conditions où l'on se trouvait, sinon en faisant appel à toutes les initiatives privées, en demandant à ces initiatives de faire un effort plus grand, mais de même nature que celui qu'elles donnent dans la vie industrielle courant, en ne regardant pas à la rémunération nécessaire de ces efforts, en ne craignant pas, au contraire, d'instituer une sorte de prime au rendement accru et à l'effort de création indispensable ?²⁹³ »

En effet, le socialiste prend sa charge très au sérieux et se considère en premier lieu comme l'organisateur de la production d'armements, et comme l'homologue français de Lloyd Georges outre-Manche ou de Walther Rathenau Outre-Rhin. Sur ce point, il convient de noter que la publicité faite dans la presse de l'époque de sa politique contribue largement à assurer cette image. *L'Humanité* par exemple publie dès le début de sa prise de fonctions, les discours prononcés par Lloyd George et qui font l'éloge des capacités d'organisateur et du volontarisme de son homologue français²⁹⁴, ce qui fait donc dire à Gerd Hardach, que

²⁹⁰ *Ibidem*, p.83.

²⁹¹ Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.115.

²⁹² Lettre d'Albert Thomas au président de la Commission du Budget de la Chambre, cité in Oualid, William et Picquenard, Charles, *Salaires et Tarifs, conventions collectives et grèves. La politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, Paris, Presses Universitaires de France, 1928, p.87.

²⁹³ *Ibidem*.

²⁹⁴ Voir sur ce point l'article de Louis Dubreuilh dans *L'Humanité* du 31 mai 1915 « Tournant décisif » et l'article d'Edouard Vaillant dans *L'Humanité* du 1^{er} juin 1915, « Qu'est-ce qu'une nation armée ? » ou encore les articles des 5 juin « La victoire des munitions » de Compère-Morel et du 6 juin 1915 « La question des

« l'historien fait bien de le suivre en cela et de ne pas s'attendre à ce que Thomas ait fait une politique socialiste d'armement²⁹⁵ ». Plus qu'une certitude historique, une telle assertion constitue une invitation à rouvrir le dossier historiographique et à interroger à nouveau la nature, les objectifs, et les résultats de la politique menée par Albert Thomas durant ces deux années presque trois années de responsabilités ministérielles. Nous ne prétendons pas ici embrasser l'intégralité de la politique mise en œuvre par Albert Thomas, dont l'étude nécessiterait un travail beaucoup plus approfondi et un dépouillement plus systématique de son fonds d'archives. Les deux études fondatrices de Gerd Hardach et d'Alain Hennebicque, publiées en 1977 dans les « Cahiers du Mouvement social » permettent de saisir les lignes directrices et la portée de cette action.

Quelle est la ligne politique suivie par Albert Thomas pendant ces trois années à la tête de l'organisation de la production de guerre ? Cette action constitue-t-elle une continuité avant ses idées défendues avant-guerre ? Dans quelle mesure les objectifs socialistes qu'Albert Thomas pourrait vouloir donner à l'organisation de la production et de la main d'œuvre peuvent-ils être mis en œuvre, et au contraire dans quelle mesure les troubles consubstantiels à une telle période de guerre ne permettent-ils pas de faire aboutir ces objectifs ? Ce sont ces quelques interrogations qu'il convient ici de soulever, sans prétendre évidemment y donner des réponses définitives.

B. Organiser les forces vives de la Patrie au service de la Défense Nationale

La politique menée par Albert Thomas peut se comprendre dans la lignée de l'idéologie de l'économie organisée, qui puise ses origines dans la doctrine saint-simonienne ou encore dans l'œuvre de Louis Blanc, *L'Organisation du Travail* publié en 1839 et que les « socialismes » de 1848, dont nous avons vu qu'ils ont largement influencé la pensée politique d'Albert Thomas, s'étaient fait les porte-parole. Cette volonté d'organisation

munitions en Angleterre et en France » qui reproduisent des extraits du discours de Lloyd George faisant l'éloge de son homologue français. De la même manière, le discours d'Albert Thomas prononcé le 8 juillet 1915 en Angleterre est reproduit *in extenso* le 9 juillet. Dans celui-ci, Albert Thomas affirme que « la nation française n'est nullement fatiguée de la guerre [et la] poursuivra à outrance ». Il ajoute également « que la lutte soit de longue ou de courte durée, les deux gouvernements sont prêts à doubler, à tripler, à quadrupler, à décupler même la production des munitions de guerre », reprenant ainsi totalement à son compte l'objectif premier qui est le sien de maximiser la production de guerre.

²⁹⁵ Hardach, Gerd, « La mobilisation industrielle en 1914-1918 : production, panification et idéologie », in *1914-1918, L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.90.

rationnelle est affirmée dès le début de ses prises de fonction et reste la ligne directrice de sa politique jusqu'en septembre 1917. Elle est exprimée dès le 29 juillet 1915 dans une lettre à Etienne Clémentel, son collègue industriel, ministre du Commerce et de l'Industrie²⁹⁶. Elle anime le projet de loi sur le régime des fabrications de guerre²⁹⁷, ainsi que dans le discours du Ministre du 27 février 1917. Elle consiste ainsi dans la

*« mise à l'épreuve dans la pratique de la vie industrielle, faisant appel à toutes les initiatives privées, en demandant à ces initiatives privées de faire un effort plus grand, mais de même nature que celui qu'elles donnent dans la vie industrielle courante »*²⁹⁸.

Cette volonté d'organisation complète des forces vives de la Nation au profit de la Défense Nationale se retrouve également dans les discours qu'Albert Thomas prononce pendant la guerre, devant les industriels et devant les ouvriers des usines, les exhortant à agir de toute leur force dans l'organisation pour la Défense Nationale.

« Créez, organiser sans cesse. L'ennemi vous le savez, a pour lui sa force de méthode et d'organisation. Cette force d'organisation, cette méthode, nous devons les égaler. C'est sur vous que je compte pour cette œuvre, je compte que tous ensemble d'un seul cœur, quels que soient nos sentiments d'hier, quels que soient nos sentiments d'aujourd'hui, nous persévérerons, nous exagérerons encore notre effort unanime, et ceux qui, hier, dans la bataille sociale, étaient les plus audacieux, seront, j'en suis sûr, avec nous, les plus résolus, les plus allants dans la bataille nationale que le peuple subit aujourd'hui ».²⁹⁹

Se faisant le chantre de la mobilisation des forces ouvrières de la nation dans ses célèbres discours prononcés aux ouvriers dans les usines de guerre, il entend en effet que toutes les forces industrielles et humaines de la nation œuvrent en faveur de la Défense Nationale. Le célèbre discours prononcé le 24 avril 1916 – au moment de la bataille de Verdun - aux usines du Creusot a longtemps symbolisé dans les mémoires ouvrières l'acmé de cette politique. Glorifiant « l'esprit de guerre », « l'esprit de sacrifice et d'abnégation », « la conscience des devoirs collectifs », il exige « l'assentiment à la discipline et à l'organisation sociales, la volonté de toutes ses forces pour le salut de la Patrie³⁰⁰ ».

²⁹⁶ Archives Nationales 94 AP 62, Lettre d'Albert Thomas à Etienne Clémentel du 29 juillet 1915.

²⁹⁷ Archives Nationales 94 AP 62, Projet de loi sur le régime des fabrications de guerre, dit « Projet transactionnel », Première partie, exposé des motifs.

²⁹⁸ *Ibidem*.

²⁹⁹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 238.

³⁰⁰ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 238, Discours d'Albert Thomas aux usines du Creusot, 24 avril 1916.

Néanmoins, cette politique d'organisation ne doit pas se comprendre comme purement exceptionnelle. Dans l'esprit d'Albert Thomas, il s'agit toujours d'établir un régime stable et une organisation d'ensemble, qui se comprend à la fois dans la continuité de l'avant-guerre, et comme transition avec l'après-guerre et la réorganisation d'ensemble de l'économie de la France. Esprit de guerre, idéal de l'organisation des forces sociales et concorde nationale se confondent dans l'hybridation engendrées par la politique industrielle et l'Union sacrée.

« Maintenant, mes amis, pensez-vous que cette politique d'union sacrée et d'organisation ait fait son temps ? Admettez-vous que dans les débats où se retrouvera certainement la nation il ne subsistera rien de cette concorde nationale ? Cet esprit de guerre, est-ce que nous allons le laisser disparaître, et ne pensez-vous pas que c'est en lui que vous trouverez la force suffisante, non seulement pour faire face à tous les efforts nouveaux de la guerre, mais aussi pour préparer la France nouvelle, la France de demain qui sortira plus noble et plus grande de la victoire ?³⁰¹ ».

L'organisateur de la production considérait en effet toujours l'effort mené dans la guerre comme un moyen d'établir les bases pour l'avenir. Ainsi, lors d'un discours prononcé le 20 octobre 1916, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat, il s'adresse aux ouvriers de la Défense Nationale et à la Nation entière et s'écrie :

« C'est notre devoir et c'est notre souci de tous les jours que d'associer ainsi la préoccupation de la paix future à la préoccupation actuelle de la guerre [...] et de la France de la guerre, de la France toute entière tendue vers la victoire, sortira une France toute prête pour son œuvre nouvelle, une France d'industrie, de travail dans la paix de l'Europe et dans la liberté du monde³⁰² ».

La guerre contient en effet de formidables potentialités. Tout est à construire, ou presque, pour réaliser l'œuvre de Défense Nationale, et si celle-ci n'engendre aucune fascination dans l'esprit d'Albert Thomas, celui-ci, pragmatique, cherche néanmoins à trouver en elle les ressorts possibles pour mettre en œuvre une organisation de l'avenir économique et social de la France. Ainsi, lors du deuxième anniversaire de la mort de Jean Jaurès, il prononce un discours au Trocadéro aux ouvriers et aux militants socialistes :

« Camarades, je n'ai pas la pensée que, dans la guerre actuelle, se réalise beaucoup de socialisme, mais ce dont j'ai la certitude, c'est que, dans le bouleversement considérable de la vie

³⁰¹ *Ibidem.*

³⁰² Archives Nationales, 94 AP 238, Discours d'Albert Thomas du 20 octobre 1916.

*économique, de la vie sociale qu'a amené la guerre, il y a déjà inconsciemment un peu de socialisme organisateur qui se développe sous nos yeux*³⁰³ ».

L'hommage public à Jean Jaurès est toujours l'occasion de raviver une tradition socialiste qui puise ses racines dans le réveil de l'idéal de la Révolution Française. A cette occasion, c'est la mémoire de Babeuf et avec elle l'idéal des guerres révolutionnaires qui sont réactivées.

*« Il y a ainsi inconsciemment, de par le monde, au milieu même du trouble de la guerre, un peu d'organisation nouvelle qui se crée, et, pour reprendre la parole du vieux Babeuf, ce qu'on aura fait hier pour la défense nationale, ne le fera-t-on pas demain pour la justice ? Est-ce que le peuple tout entier, le peuple des ouvriers, le peuple des paysans qui ont la certitude de vendre leur blé à son prix, même peut-être un jour une partie du peuple des industriels ne trouvera pas quelque intérêt à être socialiste ?*³⁰⁴ »

C. La guerre, une « prodigieuse expérience économique et sociale ».

1. Organisation et modernisation

A son sens, la guerre elle-même représente en France « une énorme révolution industrielle³⁰⁵ », « une sorte de prodigieuse expérience économique et sociale³⁰⁶ ». L'organe d'information et de propagande du sous-secrétariat d'Etat puis du ministère d'Albert Thomas, *Le Bulletin des Usines de guerre*, se fait le propagateur des innovations et expérimentations menées par le ministère. Le premier numéro est lancé le 1^{er} mai 1916 et est ensuite publié tous les lundis. Arthur Fontaine et Pierre Hamp, inspecteur du travail, et le dreyfusard Charles Dulot, du progrès de Lyon et futur rédacteur de *l'Information ouvrière et sociale* qu'il fonde avec Albert Thomas en mars 1918, sont également associées à l'équipe du *Bulletin*. Destinée à la fois au monde ouvrier et au milieu industriel et en plus du rôle classique de publication hebdomadaire de la législation produite par les services ministériels, le bulletin est un véritable organe de réflexion sur les questions de modernisation techniques et sociales dont la

³⁰³ Discours d'Albert Thomas au Trocadéro à l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Jean Jaurès, *L'Humanité*, 1^{er} août 1916.

³⁰⁴ *Ibidem*.

³⁰⁵ Archives Nationales, 98 AP 238, Discours d'Albert Thomas aux travailleurs des usines Renault, 25 novembre 1917.

³⁰⁶ « Questions économiques », in *Bulletin des Usines de guerre*, 10 juillet 1916, p.1

guerre est le creuset. Encore une fois, le *Bulletin* reflète les deux volets de l'action ministérielle elle-même, le technique et le social, qui dans le contexte exceptionnel de la guerre ne peuvent être pensés séparément.

« Elle [la guerre] a réalisé brusquement des conditions qu'on ne pouvait jusqu'alors qu'imaginer, et elle a mis les hommes d'Etat dans la nécessité d'agir en tenant compte de ces conditions extraordinaires. Elle fournit ainsi une occasion unique d'étudier, à la lumière des faits, des questions qui s'imposent comme urgentes dans un avenir très prochain ³⁰⁷ ».

Ainsi, ce sont aussi bien les questions purement politiques – bien que celles-ci restent tout de même en arrière-plan qui sont évoquées que les questions relatives aux innovations scientifiques et techniques réalisées par les ingénieurs qui travaillent pour la Défense Nationale, que les problématiques relatives au « bien-être ouvrier », à la main d'œuvre étrangère et féminine, aux conditions de vie dans les usines de guerre, mais aussi aux problématique de modernisation et d'intensification du travail à travers le modèle américain de la taylorisation qui est largement introduit dans les usines de guerre³⁰⁸. La méthode d'Organisation Scientifique du Travail est effectivement marginale avant la guerre. Seules les usines Renault s'y sont essayées en France avant 1914³⁰⁹. La guerre, par les impératifs de maximisation et d'accélération de la production qu'elle induit, conduit à une modernisation rapide. Les usines Renault, dont le directeur était, par ailleurs proche d'Albert Thomas comme en témoigne leur correspondance, ont largement bénéficié de ce mouvement³¹⁰. Albert Thomas contribue en effet largement à diffuser cette méthode d'organisation dans les usines de guerre. Une circulaire du 27 avril 1916 préconise l'utilisation du système Taylor dans les usines de guerre, mais entraîne l'inquiétude des organisations ouvrières qui craignent que le patronat ne l'utilise « pour contraindre l'ouvrier au surmenage »³¹¹. Ces craintes sont régulièrement portées à la connaissance d'Albert Thomas par des Publications dans *l'Union*

³⁰⁷ *Ibidem*.

³⁰⁸ Voir sur ce point : « L'initiative industrielle », in *Bulletin des Usines de guerre*, 15 mai 1916, p.17 et la circulaire du ministre « Pour augmenter le rendement de la main d'œuvre », in *Bulletin des Usines de guerre*, 8 mai 1916, p.11.

³⁰⁹ Noiriél, Gérard, *Les ouvriers dans la société française, XIX-XXème siècle*, Paris, Editions du Seuil, « Histoire », 1986, p.130-131.

³¹⁰ Fridenson, Patrick, *Histoire des usines Renault, Tome 1, Naissance de la grande entreprise, (1898-1939)*, Paris, Seuil, « L'univers historique », p.95.

³¹¹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP238, Questions ouvrières, Dossier « Taylor », Ordre du jour transmis par la 15^{ème} section de la fédération socialiste de la Seine au sujet de la circulaire qui cite le système Taylor parmi les mesures d'organisation de l'industrie à recommander.

ses Métaux, organe de presse de la puissance Fédération des Métaux présidée par Alphonse Merrheim³¹² qui est l'un des interlocuteurs privilégiés d'Albert Thomas.

Si les objectifs de maximisation de la production sont évidemment prioritaires dans les choix opérés, Albert Thomas contribue néanmoins à rendre le taylorisme plus acceptable aux yeux du mouvement ouvrier, et la guerre, si elle entraîne évidemment une « imbrication de plus en plus étroite entre l'Etat et les entreprises privées³¹³ », permet également d'introduire des méthodes de mécanisation et de rationalisation du travail non dénuées de préoccupations sociales. Avec Patrick Friedenson, nous pouvons dire que « Thomas a lancé une version sociale et étatique du taylorisme³¹⁴ », puisque les nouveautés industrielles et sociales, selon le vieil idéal de l'économie et de la société organisées, sont toujours pensées en fonctions d'objectifs de démocratie sociale au sein du monde ouvrier.

Ainsi, le Ministère de l'Armement a été l'un des vecteurs de la modernisation des forces productives réalisée pendant la guerre. Avec d'autres, Albert Thomas a été grandement préoccupé par les questions d'innovations techniques, comme en témoigne, en décembre 1916, le fait que le sous-secrétariat d'Etat aux inventions est rattaché à son ministère et ne dépend donc plus directement du ministère de la guerre à partir de décembre 1916. La collaboration interministérielle mise en œuvre à la faveur de la guerre entre les services d'Albert Thomas et ceux de Paul Painlevé, chef de la Direction des Inventions intéressant la Défense nationale au début du conflit, puis à partir de novembre 1915 Ministre de l'Instruction Publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale, si elle n'est pas exempte de concurrence entre ces deux services administratifs comme le montre Anne-Laure Annizan, relève néanmoins de cette volonté commune aux deux hommes, de mobiliser la science d'un côté, et de mobiliser l'industrie de l'autre, les deux préoccupations étant évidemment amenées à se croiser à plusieurs reprises dans les méandre de cette guerre totale où science et industries sont sans cesse mobilisées au nom de l'intérêt supérieur de la Défense nationale³¹⁵.

³¹² Voir sur ce point, « Premiers conflits dans les usines travaillant pour l'armement. Une grève d'ouvrières chez De Dion », in Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome II, De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, pp.114-118. Et Gallo, Max, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre – 1914-1918 », in *Le Mouvement Social*, Editions de l'Atelier, 1966, p.3-33.

³¹³ *Ibidem*, p.90

³¹⁴ Friedenson, Patrick, « Un tournant taylorien de la société française (1914-1918) », in *Annales. Histoire. Sciences Sociales*, n°5, sept. – oct. 1987, pp.1051-1052.

³¹⁵ Annizan, Anne-Laure, *Paul Painlevé (1863-1933) : un scientifique en politique*, Volume 1, Paris, Thèse soutenue à l'IEP de Paris, 2006, pp.330-361.

Néanmoins, les plans à grande échelle d'organisation des forces de la Nation furent parfois contrariés par les difficultés inhérentes à la désorganisation initiale des productions de guerre. Toutes les analyses convergent dans le sens d'une réussite globale de la politique menée par Albert Thomas dans l'effort de maximisation de la production. Néanmoins, celle-ci ne se réalisa pas toujours avec la plus grande efficacité, et ne fut pas exempte de réserves consubstantielles à la critique de la course à l'armement. Richard Kuisel relève que de nombreux contrats n'étaient pas exécutés, des livraisons n'étaient pas assurés, et parfois des produits étaient défectueux tandis que des profits énormes étaient engrangés par les industriels, sans que l'Etat puisse vraiment contrôler ces fraudes³¹⁶. Pour répondre à ces dysfonctionnements, Albert Thomas met donc en place une « politique contractuelle³¹⁷ » où l'Etat a de plus en plus de prérogatives de contrôle sur les fabrications de guerre, sans pour autant que cela vise à brimer l'initiative privée.

« *La coordination des forces privées résulte d'abord du contrôle institué depuis 1915 sur les établissements privés qui travaillent pour la guerre, qui de plus dépendent de l'Etat pour le recrutement de leur personnel et leurs approvisionnements en matières premières, dont les prix de revient sont de plus en plus surveillés et réglés par la puissance publique*³¹⁸ ».

Le « socialisme de guerre » que souhaite mettre en place Albert Thomas constitue toujours en mouvement tendu vers l'avenir. La guerre, par le formidable bouleversement qu'elle entraîne, permet nécessairement de redéfinir les bases politiques et sociales de la Nation. Pour lui, « les réformes doivent être faites en temps de guerre³¹⁹ ». De la même manière, l'esprit de l'Union sacrée ou de la « concorde nationale » doit être conservé dans la paix et mener à la solidarité sociale. L'influence d'une pensée forgée avant-guerre dans le creuset d'un socialisme d'Etat ou d'un socialisme libéral, qui s'est forgée autour du groupe *Notes critiques. Sciences sociales* mis en place dès 1900 se fait grandement sentir dans la conception que se fait Albert Thomas de la « concorde nationale ». Nous l'avons dit, François Simiand, sociologue durkheimien, qui était l'un des piliers de ce groupe, sur lequel Charles Andler a également exercé une influence, se trouve aux côtés de Thomas pendant la guerre et exerce une grande influence sur les positions économiques du ministre. L'influence d'une pensée durkheimienne, qui caractérise largement les groupes de réflexion et les revues qui

³¹⁶ Kuisel, Richard F., *Le capitalisme d'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XXème siècle*, Paris, Gallimard, 1981, p.80.

³¹⁷ Hennebique, Alain, « Albert Thomas... », *op.cit.* p.115.

³¹⁸ Cité, in Porte, Rémy, *Mobilisation industrielle et guerre totale : 1916, année charnière* » in *Revue Historique des Armées*, n°242, 2006, p.26-35.

³¹⁹ Archives Nationales, 94 AP 351, Carnet personnel numéro 2, note sans date.

gravitaient avant-guerre autour d'Albert Thomas semble réactivée dans la conception qu'il donne de l'Union sacrée et de la concorde nationale qui doit se perpétuer dans l'après-guerre. On retrouve en effet une influence diffuse de la conception durkheimienne du socialisme dans les conceptions économiques et sociales que développe Albert Thomas.

La politique contractuelle que met en œuvre Albert Thomas, le rôle que son action contribue à donner à l'Etat à la faveur de la guerre, Etat qui devient tout à la fois organe de contrôle des rapports sociaux, et auxquelles doivent être rattachées, et non subordonnées les forces économiques de la Nation, semblent faire écho à la conception du socialisme qu'Emile Durkheim avait déjà théorisé dans son cours professé à Bordeaux, à la Faculté des Lettres de novembre 1895 à mai 1896, et publié à titre posthume en 1928 dans, *Le socialisme, sa définition – ses débuts – la doctrine Saint-Simonienne*. Sa conception organiciste des rapports sociaux et d'un socialisme qui est « essentiellement une tendance à organiser³²⁰ » semble se retrouver dans l'action mise en œuvre par Albert Thomas :

« *Le socialisme est tout entier tourné vers le futur. C'est avant tout un plan de reconstruction des sociétés actuelles, un programme d'une vie collective qui n'existe pas encore ou qui n'existe pas telle qu'elle est rêvée*³²¹ ».

La conception réformiste du socialisme d'Albert Thomas fait écho au socialisme défini par Durkheim, qui se conçoit comme une « réforme complète de l'ordre social³²² », et qui dans son nécessaire mouvement de « rattachement à l'Etat des grandes industries, des grandes exploitations économiques qui, par leur importance, embrassent toute la société, mines, chemins de fer, banques, etc., ont pour but de protéger les intérêts collectifs contre certaines influences particulières, non d'améliorer le sort des travailleurs », « dépasse la question ouvrière³²³ » et englobe la société tout entière.

2. Les espoirs de l'union industrielle dans la guerre

Ainsi, comme l'affirme B.W Schaper, « il va de soi que dans cette expérience de guerre, les traits réformistes du socialisme de Thomas s'accroissent³²⁴ ». L'impact de l'expérience de guerre lui permet en effet de concrétiser et de redéfinir les rôles que doivent

³²⁰ Durkheim, Emile, *Le socialisme, sa définition – ses débuts – la doctrine Saint-Simonienne*, Paris, PUF, 1971, p.52.

³²¹ *Ibid.*, p.35.

³²² *Ibid.*, p.36.

³²³ *Ibid.*, p.45.

³²⁴ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.115.

jouer les différentes classes de la Nation dans cette immense reconstruction sociale qu'est susceptible d'entraîner la guerre. Sa propagande consiste à donner à la classe ouvrière un rôle d'avant-garde dans la Défense Nationale, et ainsi formule le vœu de la voir enfin intégrée à la Nation à la faveur du développement de l'esprit de guerre, et ce sans passer par l'insurrection ou la révolution³²⁵.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'appel suivant fait aux ouvriers des usines de guerre :

« La victoire plane là au-dessus de nous, dans la fumée qui remplit cette vallée. C'est sur vous, camarades que nous comptons pour la saisir. C'est votre tâche de travailler jusqu'à en tomber, jusqu'à la mort³²⁶ ».

De la même manière, il ne faut pas attendre du socialiste Albert Thomas qu'il mène une politique hostile aux chefs des entreprises et aux industriels – bien que les relations ne soient pas toujours simples – notamment lors de la mise en place de l'arsenal de Roanne en 1916 et des réticences émises par les industriels. Nous l'avons vu, dès le début de la guerre, il est amené à entretenir des liens, souvent amicaux, avec les responsables du Comité des Forges. Ses nombreux discours dans les usines de guerre montrent également sa bonne entente avec Louis Renault, ou encore avec Robert Pinot. Les relations qu'il entretient avec Etienne Clémentel, son collègue du ministère du Commerce, avec qui il est amené à collaborer dans l'effort de mobilisation industrielle, sont également amicales. Enfin, il convient également de citer les bonnes relations qu'il entretient avec l'industriel Louis Loucheur, son associé lors du premier voyage en Russie en avril 1916 dans une mission présidée par Viviani afin de surveiller les productions industrielle russes, son collaborateur durant la guerre, parfois son confident lors des déconvenues politiques que subit Albert Thomas lors du remaniement ministériel de septembre 1917 et son successeur en septembre 1917 au Ministère de l'Armement³²⁷.

Pour Albert Thomas, il faut en effet maintenir le chef d'industrie à la tête de son entreprise et lui laisser la responsabilité de la direction et de la gestion, celui-ci étant

³²⁵ « Nous nous rendons compte du rôle que les éléments ouvriers jouent, qu'ils doivent jouer dans cette guerre, mais pour nous du moins, il n'est pas nécessaire d'avoir la Révolution pour exprimer la volonté populaire », Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 309, Note personnelle du 18 août 1917 sur un discours de Bonar Law.

³²⁶ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas 94 AP 238, Discours d'Albert Thomas aux usines du Creusot, 24 avril 1916.

³²⁷ Sur les relations entre Albert Thomas et Louis Loucheur, voir Loucheur, Louis, *Louis Loucheur. Carnets Secrets*, Dossiers Secrets de l'histoire, Bruxelles, Editions Brepols, 1962.

considéré comme le rouage de la production. Dans l'esprit d'Albert Thomas, il n'y a donc aucune volonté de brimer l'initiative et les intérêts privés. Les idées de François Simiand sont ainsi largement partagées par Albert Thomas dans ce domaine. Il serait contraire à la politique de maximisation de la production industrielle de contrevenir aux forces productrices privées, qui « dans le cadre de la vie industrielle, constitue[nt] la prime à l'initiative et au risque ³²⁸ ».

« *Peut-on réquisitionner l'esprit d'initiative, l'esprit de risque, si on enlève du jeu la condition du risque, c'est-à-dire l'enjeu ?* ³²⁹ »

C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'opposition émise par Albert Thomas aux idées de réquisitions des établissements industriels consacrés à la Défense nationale, inspirée du modèle anglais³³⁰. De la même façon qu'il le fait pour la classe ouvrière, Albert Thomas en appelle au patriotisme des industriels et chefs des entreprises des productions de guerre pour qu'ils mobilisent leurs forces jusqu'à la victoire. Ainsi, il écrit à son ami Robert Pinot le 6 mars 1916 :

« *Je compte sur le patriotisme de vos adhérents pour comprendre qu'en ce moment il n'y a pas des usines françaises, mais une seule usine dont j'ai l'honneur d'être le chef et chacun d'eux mon associé pour le but commun : la Victoire*³³¹ ».

D'aucuns ont considéré la trajectoire politique d'Albert Thomas comme un dangereux processus de droitisation qui éclate à la faveur du conflit. François Bouloc qui consacre un chapitre à l'action d'Albert Thomas pendant la guerre dans son ouvrage sur les profiteurs de guerre, condamne sans ambages une action qui se résumerait à une « exemplaire bienveillance³³² » à l'égard des industriels et du capitalisme. L'action du ministre, « socialiste mué en fabricant d'armes », « ami de Jaurès devenu celui des grands industriels³³³ », qui perdrait irrémédiablement son idéal socialiste en étant aux affaires, est limitée à un plus grand rôle donné à « un Etat aux petits soins pour le capitalisme³³⁴ ». Nous avons évoqué brièvement en introduction la controverse historiographique que rouvre ici le chapitre de François Bouloc, qui s'il prétend ne pas « dresser un réquisitoire contre une personnalité

³²⁸ Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, pp.111-117.

³²⁹ *Ibidem*.

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ Lettre du 6 mars 1916, cité dans Pinot, Robert, *Le Comité des forges au service de la Nation août 1914-novembre 1918*, Paris, Armand Colin, 1919, p.269.

³³² Bouloc, François, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*, Paris, Editions Complexe, 2008, p.161.

³³³ *Ibid.*, p.180.

³³⁴ *Ibid.*, p. 161.

particulière du socialisme français³³⁵», n'en cache pas moins « son aversion évidente pour un réformisme imaginaire », qui, comme l'a très bien montré Romain Ducoulombier, « confine [plutôt] à une forme très française de rejet de 'l'incivisme révoltant' du capitalisme³³⁶ ». Le traitement que François Bouloc fait de la politique menée par Albert Thomas tombe effectivement pleinement dans les écueils que la mémoire et une partie de l'historiographie de cette expérience de guerre a largement contribué à gonfler, et qui est en fait le miroir déformant d'un discours antioligarchique et antigouvernemental qui naît dans la culture de guerre et qui se prolonge dans la mémoire de celle-ci³³⁷, favorisant la constitution de figures repoussoirs dont Albert Thomas est archétypique.

De la même manière, en évoquant la place de choix que Charles Maurras réserve à Albert Thomas dans son ouvrage publié à partir d'articles écrits entre 1914 et 1918, les *Chefs socialistes pendant la guerre*, comme preuve irréfutable de l'irrésistible évolution droitiste de toute une société dans le creuset de l'Union sacrée – « la guerre a fait son œuvre, ajoute en effet l'auteur, et a précipité l'évolution d'Albert Thomas vers le centre du spectre politique³³⁸ » – et non comme l'un des multiples facteurs explicatifs de la charge haineuse, politique d'abord, et mémorielle ensuite, nourrie à l'égard d'Albert Thomas, l'historien reprend en fait à son compte l'éternel mythe de la trahison des chefs, avides de pouvoir, qui viendrait sans vergognes duper la masse pétrie, elle, de bonnes intentions, et contribue une fois de plus à nourrir le refoulement d'une expérience de guerre, qui se perpétue depuis près d'un siècle.

Ainsi, cette bienveillance à l'égard des industriels, qu'il ne s'agit pas de contester mais de replacer dans le cadre d'une pensée politique plus globale, démontre plutôt une conscience aigüe des problématiques économiques entraînés par la guerre, de même qu'une véritable volonté d'intégration des forces économiques de la Nation. A cet égard encore, la guerre n'est pas un révélateur mais un accélérateur. En 1910, dans un discours prononcé devant un groupe d'industriels et de commerçants, Albert Thomas avait déjà énoncé des idées similaires concernant le régime de la liberté commerciale et industrielle, qui, s'il présente certains dangers lorsque la concurrence est livrée à elle-même, permet néanmoins l'éclosion du petit

³³⁵ *Ibid.*, p.176.

³³⁶ Ducoulombier, Romain, « La guerre des profiteurs et des embusqués », 11 novembre 2008, in www.lavieidéés.fr

³³⁷ Sur ce point, nous renvoyons également à l'article de Romain Ducoulombier « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », in *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, « Le réformisme radical. Socialistes réformistes en Europe (1880-1930) », n°31, 2012/1, pp.55-71.

³³⁸ Bouloc, François, *Les profiteurs...op.cit.* p.171.

commerce, garant de la force économique diffuse de la Nation³³⁹. Développant une conception du peuple inspirée de Jules Michelet, c'est également en tant que « fils de commerçant³⁴⁰ » plus que comme député socialiste qu'Albert Thomas s'adresse ici au petit et au moyen commerce. Ainsi, ajoute-t-il :

« Nous croyons fermement, nous autres socialistes, que ce n'est pas d'en haut que les choses économiques peuvent se régler ; mais que c'est toujours par l'initiative des intéressés, par l'effort spontané des diverses classes que la société peut être modifiée et transformée³⁴¹ ».

L'inflexion la plus significative qui s'effectue donc dans la pensée politique d'Albert Thomas à l'épreuve de la guerre concerne peut-être donc la place que doit avoir l'Etat dans cet idéal d'une société organisée, dans laquelle le lien social est économique avant d'être politique.

³³⁹ Conférence d'Albert Thomas devant les industriels, du 18 octobre 1910, faite au Pavillon de l'Horloge, A Saint-Maur-des-Fossés, archives OURS.

³⁴⁰ *Ibidem*, p.3

³⁴¹ *Ibidem*, p.5.

III. L'épineuse question ouvrière en temps de guerre.

Nous l'avons dit, Albert Thomas prend la charge des fabrications de guerre à un moment clé. La guerre de tranchées est désormais installée, et il faut répondre à la demande croissante de matériel d'artillerie, dans un contexte de « crise du matériel » où deux défis sont à relever : d'une part le manque de matières premières et d'autre part le manque de main d'œuvre dans les usines de guerre. C'est à cette seconde tâche qu'Albert Thomas se trouve confronté puisque les questions de réquisition et de mobilisation de la main d'œuvre relèvent des compétences de son sous-secrétariat d'Etat, puis de son ministère.

Si la politique des fabrications de guerre menée par Albert Thomas est la continuation de la politique industrielle menée par Alexandre Millerand, pour ce qui concerne les seules questions ouvrières, on peut néanmoins affirmer que sa politique à l'égard des industriels se distingue nettement du mot d'ordre que l'ancien socialiste indépendant avait lancé en janvier 1915 à une délégation syndicale, affirmant que dans cette période exceptionnelle, « il n'y a plus de droit ouvrier, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre ³⁴² ». Au contraire, complétant la volonté d'organiser les productions de guerre, la politique employée dans les usines de guerre vise bien à instaurer un contrôle de plus en plus grand de l'Etat et n'est pas dénuée de préoccupations sociales. En effet, dans le domaine de l'industrie des armements, toute une série de problèmes sociaux exigeaient un règlement et une solution, même si au commencement le climat de guerre n'avait pas été propice aux réformes sociales. La question de la mobilisation des ouvriers dans les usines de guerre répond au manque crucial de main d'œuvre qui fait rage depuis le début des hostilités, empêchant de mener à bien la mobilisation industrielle nécessaire. Surtout, depuis le début du conflit, ce sont les industriels qui ont la mainmise sur le recrutement de la main d'œuvre ouvrière dans leurs usines, entraînant de nombreux abus préjudiciables aux ouvriers, et malgré les protestations des militaires. En théorie, les demandes de mobilisation doivent être adressées à la direction de l'Artillerie, section des Budgets et des Comptes, mais dans les faits, les industriels obtiennent un véritable blanc-seing de la part du ministère de la guerre pour recruter directement dans les dépôts militaires. Ainsi, lorsqu'Albert Thomas se voit confié l'organisation du contrôle des fabrications de guerre, c'est l'improvisation la plus complète, précipitée par les conditions

³⁴² Déclaration d'Alexandre Millerand aux délégués de la Fédération des Métaux, 13 janvier 1915, cité in, Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, Tome I, De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993, p.429.

d'urgence inhérentes à la situation, qui domine, et plusieurs objectifs pour le moins contradictoires s'affrontent. Les industriels se plaignent du manque de main-d'œuvre dans leurs usines, l'Etat-Major de l'armée proteste contre les départs forcés et improvisés depuis les lignes du front, et les ouvriers déplorent des conditions de placement et de travail arbitrairement mises en œuvre du fait du flou évident quant à leur statut. Pour répondre à ces problèmes, les services du sous-secrétariat d'Etat vont mettre en œuvre tout un arsenal administratif puis législatif.

A. Une conception tripartite et contractuelle des rapports sociaux

C'est d'abord le Service Ouvrier qui est mis en place par un arrêté du 12 juin 1915 pour régler le problème de la main d'œuvre. Cet organisme de statistique et de placement de la main d'œuvre reçoit et examine le bien-fondé des lettres des industriels et soldats spécialisés, puis les remet au commandement en chef. De plus, ce service coordonne l'action des contrôleurs régionaux ou locaux de la main d'œuvre ouvrière qui mènent des enquêtes dans les établissements industriels pour y récupérer les ouvriers mal qualifiés ou insuffisamment employés, tout ceci dans un contexte de « chasse aux embusqués » de plus en plus active. Le Service ouvrier devient donc un intermédiaire obligatoire entre les usines de guerre et les dépôts militaires. Surtout, il permet, encore une fois selon l'idéal de l'organisation du travail cher à Thomas et ses collaborateurs, d'introduire un contrôle de l'Etat, là où la seule initiative industrielle et privée avait conduit à l'arbitraire et à la désorganisation. Le Service ouvrier est ainsi le premier organe mis en œuvre par le ministre selon une conception tripartite des rapports sociaux : les ouvriers, les patrons et l'Etat qui joue un rôle d'arbitrage et de contrôle. Florent Lazarovici, auteur d'une étude très précise sur le Service Ouvrier, établit que les instances parallèles comme l'Inspection générale des Effectifs et l'Inspection des Forges sont peu à peu réduites au profit du seul Service, qui, très vite, devient « le véritable interlocuteur de l'armée et du patronat, en matière de main d'œuvre ³⁴³ ».

³⁴³ Lazarovici, Florent, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : expérience socialiste ou technocratique ? », in Romain Ducoulombier, (dir.) *Les socialistes dans l'Europe en guerre, réseaux, parcours expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, « Fondation Jean Jaurès », 2012, p.59.

B. Idéal égalitaire de l'impôt du sang vs. réalisme économique de la mobilisation industrielle.

L'édifice est complété par un arsenal législatif qui précise les règles de surveillance et de rappels des ouvriers dans les usines de guerre. La loi Dalbiez votée le 17 août 1915, après de vifs débats à la Chambre durant l'été 1915, faisant montre de la dimension éminemment politique et polémique de la « chasse aux embusqués ³⁴⁴ » lancée dès 1915 et abordée par la loi Dalbiez, complétée par la loi Mourier du 10 août 1917. La loi Dalbiez permet effectivement de renforcer le pouvoir du sous-secrétariat d'Etat sur la mobilisation ouvrière, et reprend des idées émises par Albert Thomas et ses services, notamment l'instauration, toujours sur le modèle contractuel tripartite du règlement des conflits sociaux, d'une commission mixte regroupant patrons et ouvriers devant statuer sur les cas litigieux et préciser le statut des soldats détachés avant la loi. L'interventionnisme dans le monde du travail, idée chère à Thomas et ses collaborateurs, est ainsi justifié par les intérêts légitimes de la Défense Nationale et la nécessité d'instaurer une politique égalitaire de « l'impôt du sang ». Au cœur de la lutte contre l'embusquage, plusieurs enjeux s'entremêlent, et sont parfois contradictoires. La dimension passionnelle et idéologique que prend cette question de la lutte contre l'embusquage entraîne un durcissement des argumentaires des acteurs en présence. Elle permet notamment de faire comprendre les exigences nouvelles de la guerre moderne par le recours, beaucoup plus phraséologique que réel, à l'idée égalitaire qui est au cœur de la « rumeur » contre les embusqués. Ainsi, Albert Thomas déclare aux sénateurs du Comité Secret le 4 janvier 1916 :

« Et je me souviens que, tout au début de la guerre [...] lorsqu'il s'agissait de faire revenir un certain nombre d'ouvriers, on disait qu'il y aurait des inconvénients de les rappeler du front, de les faire venir ainsi. L'idée égalitaire... La véritable égalité consiste, dans le temps de guerre, pour chaque citoyen à être employé à sa place, pour le meilleur rendement ³⁴⁵ ».

Néanmoins, si la rhétorique de l'impôt du sang se référant sans cesse à l'imaginaire des guerres révolutionnaires et de la Défense de la Patrie dominant les débats parlementaires portant sur la question de l'embusquage³⁴⁶, dans les faits, ce sont les principes de réalisme et

³⁴⁴ Ridet, Charles, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007, p.160.

³⁴⁵ Discours d'Albert Thomas du 4 juillet 1916 aux sénateurs du Comité Secret, cité in Ridet, Charles, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007, p.122.

³⁴⁶ Nous nous référons sur ce point à l'article de John Horne, « 'L'impôt du sang : Republican rhetoric and industrial warfare in France, 1914-1918 », in *Social History*, n°2 1989, pp.201-223.

de pragmatisme qui prédominent, comme le montre Charles Ridet et c'est au final le principe de spécialité, « The right man in the right place », plus que le principe d'égalité, qui l'emporte, comme en témoigne l'application concrète des lois Dalbiez et Mourier. Plus généralement, le discours révolutionnaire et égalitaire n'est pas adapté aux contraintes de la guerre moderne.

Evidemment, le rôle principal du Service Ouvrier est de fournir le maximum de main d'œuvre à l'industrie de guerre. C'est par exemple lui qui est chargé de faire appel aux forces immigrées. Des missions sont ainsi chargées de recruter à l'étranger, comme en Grèce ou au Portugal principalement. Surtout, les colonies sont mises à contribution (notamment l'Afrique du Nord et l'Indochine).

Mais face aux difficultés de rapatriement et d'encadrement posées par cette main d'œuvre étrangère et immigrée, le Service Ouvrier va très vite mettre plus massivement à contribution une main d'œuvre féminine, par ailleurs déjà employée dans les usines d'Etat et les usines privées avant la Guerre. Ainsi, en août 1915, sur une proposition de la Chambre, le sous-secrétariat d'Etat crée un service d'embauche féminine, et devant l'efficacité et l'utilité unanimement reconnue de cette main d'œuvre féminine, il est transformé en un Comité du Travail féminin en avril 1916, dont la charge est confiée au Sénateur Paul Strauss, directeur de la *Revue Philanthropique*, et proche des réseaux réformateurs du début du siècle.

C. Réformisme et socialisme en filigranes

Néanmoins, le statut nouveau statut des ouvriers-militaires affectés dans les établissements industriels privés travaillant pour la Défense Nationale, désormais nommés « affectés spéciaux », adopté par une circulaire du 15 octobre 1915 est empreint des considérations réformistes et socialistes des services d'Albert Thomas. L'idée générale est bien de considérer ces hommes plus comme des ouvriers que comme des soldats, dans la lignée de la circulaire transmise par les services du ministère le 15 juillet 1915³⁴⁷. Ainsi, ils

³⁴⁷ Celle-ci est reproduite in extenso, in Oualid William et Picquenard, Charles, *Salaires et Tarifs, conventions collectives et grèves. La politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, Paris, Presses Universitaires de France, 1928, pp.70-76. Nous en reproduisons ici les formules clé permettant de déterminer la ligne directrice animant le recrutement et le contrôle de la main d'œuvre, et qui sera largement maintenu par la suite :

« 1. *Idee directrice* – L'idée directrice qui doit inspirer ce service est que l'emploi de la main d'œuvre dans les fabrications de guerre se réfère et se subordonne au grand principe qui domine toute l'organisation de la nation armée : *Employer chacun là où il peut donner le rendement maximum le plus utile à la Défense Nationale*. Ce

bénéficient d'avantages importants ; d'un point de vue strictement civil, ils bénéficient de la législation sociale et ouvrière en vigueur (salaires, retraites, accidents du travail,...). Néanmoins, leur statut est plus contraignant d'un point de vue militaire, puisque compte tenu de ce statut hybride, ils ne peuvent profiter des avantages militaires (permissions, franchise postale, tarifs réduits dans les transports ferroviaires, allocation de la loi du 4 août 1914,...). Le résultat est que ces affectés spéciaux sont à la disposition du ministre de la Guerre qui peut les employer au poste où ils pourront être le mieux employés. Le système n'aboutit donc pas à une situation idyllique pour ces ouvriers. Néanmoins, l'objectif est bien de substituer à l'arbitraire qui régnait jusqu'à là - et dont le système des demandes nominatives laissées à la discrétion des patrons des usines privées – finalement supprimé par les services du sous-secrétariat d'Etat - était le symbole le plus vivement contesté par les hommes des usines et du front – la transparence et l'équité de règles bureaucratiques, déterminées de façon tutélaire par une instance neutre et supérieur, à savoir le Service Ouvrier dépendant de l'Etat.

Le ton de la circulaire du 15 juillet 1915 qui détermine la philosophie générale du recrutement de la main d'œuvre mérite que l'on s'y arrête un instant, car il n'est pas sans évoquer un avatar socialiste de l'idéal wébérien de la bureaucratie. William Oualid en résume les orientations principales qui sont à la fois d'ordre technique, militaire, et social et qui consiste en la discipline hors de l'atelier, le bien être ouvrier, la mise en place salaires équitables et l'examen des revendications ouvrières. Le dernier paragraphe de la directive est particulièrement éloquent :

« L'introduction d'une discipline militaire plus ferme dans l'administration du personnel ouvrier, si elle s'accomplit avec tact, ne doit d'ailleurs rencontrer aucune opposition de la part des intéressés. Ce qu'ils perdront apparemment en liberté, ils le regagneront sous forme d'une meilleure

que nous poursuivons ici, comme dans les autres domaines des services de guerre, c'est le meilleur aménagement possible des forces de la Nation. [...] il faut à la fois *une armée en campagne et une armée en usine, une armée combattante et une armée industrielle.* [...] La conception qui ferait de la chasse aux « embusqués » le seul objectif du nouveau service, serait beaucoup trop étroite. Si nous devons faire la chasse aux « embusqués », c'est parce que, militairement parlant, ils ne rendent pas suffisamment ; si nous devons essayer, toutes choses égales d'ailleurs, de réserver les plus jeunes pour le front, les plus âgés pour l'atelier, ce n'est parce que le droit ou le devoir patriotique des uns diffère de celui des autres, c'est parce que cet aménagement des forces vives de la Nation est le plus productif [...]. L'introduction d'une discipline militaire plus ferme dans l'administration du personnel ouvrier, si elle s'accompli avec tact, ne doit d'ailleurs rencontrer aucune opposition de la part des intéressés. Ce qu'ils perdront en apparemment en liberté, ils le regagneront sous forme d'une meilleure organisation de leur vie collective et, ouvriers et ou soldats, tous chemineront d'un même cœur vers le but commun ».

*organisation de leur vie collective et, ouvriers ou soldats, tous, chemineront d'un même cœur vers le but commun*³⁴⁸».

Ce dispositif dont le cœur est le Service Ouvrier et qui devient par la suite la Direction de la Main d'œuvre, est complété par d'autres organes qui sont établis en fonction d'une conception contractuelle et interventionniste de la coordination des rapports sociaux. Nous avons déjà évoqué le Comité du Travail Féminin qui veille à ce que les femmes employées disposent de meilleures conditions de vie, de travail et d'hygiène soient mises en place et respectées.

Il convient également de citer, parmi les nombreuses commissions mixtes mises en place par les services d'Albert Thomas, la Commission Consultative du Travail, dont l'objectif le plus évident était bien d'intégrer les syndicalistes dans l'effort industriel. L'objectif est également de réintroduire une législation salariale, là où la guerre avait laissé les choses en suspens.

« [...] Les revendications des organisations ouvrières se sont tues momentanément par la volonté même des ouvriers et je puis dire ici qu'unaniment, à l'étranger comme en France, on rend hommage à cet esprit de sacrifice de la classe ouvrière qui a si puissamment aidé l'œuvre de la défense nationale.

*[...] Mais ce qui me paraît s'imposer avant tout, c'est le retour, dans le délai le plus court, à l'observation des lois du travail. L'expérience du temps de guerre n'a fait que démontrer la nécessité technique, économique, et physiologique même des lois ouvrières votées avant la guerre*³⁴⁹».

Là encore, la composition de la Commission était tripartite. Des fonctionnaires de l'Etat travaillaient avec des officiers techniques et médicaux, et des représentants syndicaux, dont Léon Jouhaux. La mise en place de ces différentes commissions au fonctionnement tripartite offre un rôle particulier d'arbitre à l'Etat et constitue une véritable innovation sociale rendue possible par l'action d'Albert Thomas. L'idéal de l'Union industrielle pour la paix sociale passe par une redéfinition du rôle de l'Etat dans le règlement de la question sociale. A bien des égards, la politique menée par Albert Thomas, si elle est entravée par impératifs de la guerre qui place en haut de l'échelle des priorités la seule augmentation de la production industrielle, ne se résume peut-être pas à une seule politique des circonstances. Certes, de

³⁴⁸ *Ibidem.*

³⁴⁹ Discours d'Albert Thomas devant la Commission Consultative du Travail réunie pour la première fois les 5 et 6 juin 1916, in « La réglementation du Travail dans les établissements de l'artillerie et du service des poudres », *L'Humanité*, 8 juin 1916.

nombreuses propositions lancées par Albert Thomas n'aboutissent pas ou ne sont pas reprises par ses successeurs. Néanmoins la plupart d'entre elles, si elles restent motivées par l'impératif industrialiste et militaire de la Défense Nationale, correspondent à une certaine définition du *réformisme* qui ne se limite pas à une volonté *réformatrice*, telle que la définit Robert Castel.

« Par réformisme, j'entends l'avènement dans les rapports sociaux de changements sanctionnée par l'Etat. Ainsi les réalisations de la philanthropie ou du patronage, pour être importantes, ne sont-elles pas véritablement des réformes sociales tant qu'elles n'ont pas une sanction légale ³⁵⁰ ».

La dimension légale est évidente dans l'action menée par Albert Thomas. Dans son esprit, il s'agit bien souvent de doubler la dimension purement administrative par une sanction législative, comme dans le cas des lois Dalbiez et Mouriez qu'il soutient largement et qui permettent d'asseoir les prérogatives de son sous-secrétariat d'Etat en matière de recrutement de la main d'œuvre. L'appareil d'Etat doit être soumis aux impératifs d'efficacité, et doit être « l'instance qui doit porter et entériner le changement ³⁵¹ ». A ce titre, il joue un rôle tutélaire, qui se rapproche de l'idéal wébérien de la bureaucratie.

³⁵⁰ Castel, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1999, p.516.

³⁵¹ *Ibidem*.

IV. L'usine nouvelle, matrice du réformisme de guerre ?

A. Face aux grèves ouvrières...

Ainsi, « l'immense arsenal de la guerre³⁵² » ou l'usine nouvelle a bien été considérée par Albert Thomas comme le terrain pratique d'application de ses idées réformistes d'amélioration directe des conditions de travail et de vie des ouvriers mobilisés. Le contrôle de plus en plus grand de l'Etat permet en effet d'introduire une législation plus rigoureuse et une surveillance plus grande, et ce même dans les usines privées travaillant pour la Défense Nationale. Dès que le Service ouvrier est mis en place, l'intervention de l'Etat est immédiate concernant les conditions de travail. Les questions salariales focalisent une grande partie de l'attention des services de l'organe du Ministère. L'obligation de publication de barèmes précis des salaires par les industriels est effective dès l'été 1915, mais les dysfonctionnements persistent, si bien qu'en avril 1916, une section des salaires, rattachée aux questions de la main d'œuvre féminine est créée au sein du ministère. Une surveillance encore plus stricte se concrétise en janvier 1917 lorsque le Service Ouvrier remplace les barèmes par des « bordereaux de salaires », expérimentés d'abord à Paris, puis étendus à la France entière dans le courant de l'année 1917. Néanmoins, ce système ne permet pas de régler intégralement le problème de l'inflation qui nuit grandement aux ouvriers, d'autant que le patronat s'oppose à l'augmentation des salaires. C'est effectivement sur ce point que se cristallisent les mouvements de grèves lancés à l'hiver 1916-1917, qui s'intensifient dans les usines de guerre à partir de décembre 1916³⁵³. Albert Thomas avait d'ailleurs été maintenu par Briand en 1916 car il estimait que seul un socialiste serait à même de maintenir le calme dans les usines de guerre³⁵⁴.

L'action des services d'Albert Thomas est lancée dès janvier 1917, et le gouvernement le charge d'examiner la situation générale dans les usines de guerre. Après le rappel de la

³⁵² Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP238, discours d'Albert Thomas du 8 mars 1916 à Saint-Denis. « *Derrière les soldats en armes, notre Pays est devenu, pour la Victoire et pour la paix, l'immense arsenal de la guerre, et pour cela, il a mis en œuvre tout ce qu'il possédait de ressources, de richesses, de chose et d'hommes, de moyens nouveaux et anciens* ».

³⁵³ Robert, Jean-Louis, *Les ouvriers, la Patrie et la Révolution, 1914-1919*, Paris, Annales Littéraires de l'Université de Besançon n°592, Série Historiques n°11, 1995, p.108. Pour une description complète de ces grèves, voir Kriegel, Annie, *Aux origines du communisme français, 1914-1920, Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Tome I, Paris, Mouton, 1964.

³⁵⁴ « Briand veut garder Thomas. Il veut le garder par amitié, par craintes des grèves,...etc... », note du 7 décembre 1916, in Loucheur, Louis, *Louis Loucheur. Carnets Secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962, pp.21-22.

nécessaire discipline des ouvriers mobilisés par une circulaire du 11 janvier, des mesures pratiques sont directement prises pour régler le problème des salaires par une circulaire du 16 janvier d'abord, puis surtout le 17 janvier par l'adoption du célèbre décret sur l'arbitrage obligatoire qui instaure dans chaque région le « Comité permanent de conciliation et d'arbitrage », composé paritairement de représentants ouvriers et patronaux, et chargé, dans l'esprit du gouvernement, de régler les conflits entre ouvriers et patrons dans les usines de guerre, et dont le but plus précis, dans l'esprit d'Albert Thomas est de renforcer la pratique des négociations tripartites au sein des usines de guerre. En effet, le système impose qu'en cas de conflit, patrons et ouvriers doivent passer obligatoirement par le comité qui détient le rôle d'arbitre. Mais très vite, le système apparaît très tôt aux représentants ouvriers, ainsi qu'à une partie des députés socialistes³⁵⁵, comme un seul moyen pour maintenir la paix industrielle, et visant à les priver de leur seul moyen de revendication légitime, à savoir le syndicat. Maurice Halbwachs se fait ainsi le relai des revendications ouvrières en la matière proposant au Ministre d'œuvrer en faveur de la mise en place d'une véritable représentation ouvrière capable de peser sur les décisions patronales³⁵⁶.

En effet, la multiplication des conflits sociaux et leur durcissement au printemps 1917 nécessite, en juin 1917, d'aborder sérieusement la question de la représentation ouvrière. Le ministère met alors en place un service de délégués d'ateliers. La décision du 11 juin 1917 constitue en fait la généralisation d'une innovation sociale déjà mise en œuvre dans certaines usines privées dans le courant de l'année 1916, dans les usines Schneider du Creusot ou dans les usines Renault de Boulogne-Billancourt et généralisée sous la forme d'une commission mixte consultative en octobre 1916 dans les établissements d'Etat. En instituant des rencontres régulières entre patrons et ouvriers, l'objectif est de prévenir les crises dans le sens d'une « union industrielle pour la paix sociale³⁵⁷ ». La philosophie qui anime la mise en place

³⁵⁵ Voir sur ce point, Bourgin, Hubert, *Le parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, pp.186-189. Le témoignage d'Hubert Bourgin permet d'avoir une vue d'ensemble des griefs opposés au décret sur le règlement des conflits industriels. Le 24 janvier 1917, les discussions au Groupe socialiste sont centrées sur la question des droits ouvriers en temps de guerre, et notamment du droit de grève. Rappelant la fidélité aux principes d'avant-guerre, le député Parvy rappelle que les socialistes avaient alors rejeté l'arbitrage obligatoire, tout comme la grande majorité des organisations ouvrières. Léon Jouhaux maintenant d'ailleurs son opposition au décret. Enfin la discussion s'achève sur un silence pudique sur le projet de réquisition des usines de guerre lancé par Mistral et Voilin. On sait par ailleurs qu'Albert Thomas, influencé notamment par Simiand, s'opposait à une telle idée, ce qui le plaçait effectivement en faux avec une partie de la représentation socialiste au Parlement.

³⁵⁶ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 348, Note de Maurice Halbwachs du 30 mars 1917 sur l'arbitrage obligatoire. Durant les mouvements ouvriers, Maurice Halbwachs est chargé de rédiger les notes sur les questions de l'amélioration des conditions ouvrières.

³⁵⁷ Zancarini-Fournel, Michelle, « Travailler pour la patrie ? » in *Combats de femmes 1914-1918*, Paris, Autrement, 2004, pp.32-45.

de telles instances est exprimée à plusieurs reprises par Albert Thomas, dans des discours et préfaces ;

« Socialement, il n'y aura rien de possible tant que les ouvriers et les chefs d'industrie, sans renoncer en rien aux luttes nécessaires pour la défense de leurs intérêts opposés, n'entreront pas en collaboration et pour l'amélioration de la classe ouvrière et pour le développement de l'industrie³⁵⁸ ».

Lors de ces rencontres, les contrôleurs de la main d'œuvre sont l'œil et la main du ministère et doivent donc arbitrer les négociations. L'objectif est double : maintenir la production dans les usines de guerre en évitant au mieux les mouvements de grèves, tout en instaurant une pratique de négociations tripartites pour améliorer la condition ouvrière. En effet, dans l'esprit des concepteurs de cette mesure, les commissions mixtes consultatives et les délégués ouvriers doivent être maintenues après la guerre. L'objectif est véritablement d'instaurer une surveillance et un contrôle des pratiques patronales en matière d'embauche et de licenciement des ouvriers des usines de guerre.

Au cœur de ce dispositif dont la philosophie avait été établie par le décret du 17 janvier 1917 sur l'arbitrage obligatoire, ouvriers et patrons sont liés par des devoirs et obligations réciproques. D'un côté, les patrons doivent s'engager à ne pas pouvoir rompre le contrat de travail dans le cas de conflit avec les ouvriers, et en contrepartie, ceux-ci s'engagent à ne pas cesser le travail « avant d'avoir soumis les questions qui les divisaient à la conciliation et à l'arbitrage³⁵⁹ ». Le décret institue dans le même temps un Comité permanent composé en nombre égal d'au moins deux représentants des patrons et de deux représentants des ouvriers, non mobilisables. Néanmoins, l'instauration du système des délégués d'atelier est très vite controversée. Le patronat refuse que cette nouvelle institution ait un rôle plus vaste que celui du règlement des conflits au sein de l'usine, et ait un caractère obligatoire. De l'autre côté, les syndicalistes y voient l'opportunité d'ériger le délégué en un véritable mandataire du syndicat, aux attributions plus large que la seule transmission d'avis des ouvriers au sujet du conflit, comme la diffusion d'avis plus généraux auprès du patronat, relatifs à la vie générale de l'entreprise. Pour concilier ces deux conceptions divergentes, Albert Thomas adopte finalement une position médiane dans la circulaire du 5 septembre

³⁵⁸ Archives Nationales, 94 AP 244, Thomas, Albert, « Préface », in Montoux. Emile, *La Vie économique dans la région de la Loire de 1916 à 1919*, Publié dans *l'Information Ouvrière et Sociale*, du jeudi 8 janvier 1920.

³⁵⁹ Article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917, cité in, Harty, Gilbert, « Les délégués d'ateliers aux usines Renault », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.221.

1917³⁶⁰. Refusant que les délégués viennent redoubler le rôle du syndicat, et allant ainsi dans le sens de la conception développée par le patronat, il admet néanmoins que le délégué puisse « devenir l'interprète indispensable du personnel d'un atelier pour signaler à la direction certaines situations dans lesquelles la dignité des ouvriers serait atteinte³⁶¹ ».

L'instauration du système des délégués d'atelier complète le dispositif initial qui était surtout un dispositif de contrôle et d'arbitrage dans le sens d'une volonté de redonner aux syndicats et à l'initiative ouvrière la liberté qui lui avait été largement retirée dans les premières années du conflit, et dont le carcan devenait bien trop étroit dans un tel contexte de revendications ouvrières et sociales accrues. Il convient de noter également que le voyage qu'effectue Albert Thomas d'avril à juin 1917 a probablement contribué à le convaincre du bienfondé d'un tel système de représentation ouvrière, plus ou moins inspiré du système russe des Comités ouvriers³⁶². Néanmoins, le dispositif est instauré relativement tardivement, et dans la plupart des cas, ne survit pas au départ d'Albert Thomas et à son remplacement par Louis Loucheur, dont la politique se concentre d'avantage sur les seules revendications émises par les industriels. Certains avaient d'ailleurs émis des craintes, a posteriori relativement justifiées, quant aux conséquences d'un éventuel départ de Thomas pour la condition des ouvriers dans les usines. Un militant socialiste exprime d'ailleurs ses craintes dans un courrier envoyé aux services du Ministère :

« A-t-on envisagé combien il serait grave pour la classe ouvrière que Thomas ne restât pas au Ministère de l'Armement ? Songe-t-on à l'intérêt des ouvriers mobilisés en usines qui grâce à Thomas jouissent d'un régime qui tient largement compte de leurs droits. Qu'on réfléchisse au discrédit qui pèserait sur notre Parti si demain les ouvriers militaires brimés par le successeur de Thomas nous reprochaient de les avoir sacrifiés à des considérations de Parti.³⁶³ ».

En tout état de cause, la politique de Thomas a bien été celle de l'initiative de la réintroduction de la législation sociale que la guerre avait suspendue. Pour reprendre les conclusions de Fabienne Bock, on peut dire que « la militarisation de l'économie a pour

³⁶⁰ Circulaire n°5592 5/0 du 5 septembre 1917, cité in *Ibidem*, p.221.

³⁶¹ *Ibid*, p.224.

³⁶² « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Les Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 14, n°1-2, 1973, pp.119-120.

³⁶³ 94 AP 406, Lettre de Chaillé aux services d'Albert Thomas, 16 juillet 1917.

conséquence directe l'établissement d'un contrôle social de l'Etat³⁶⁴», inaugurant une pratique nouvelle donnant à l'Etat le droit de « gérer les conflits sociaux³⁶⁵».

B. L'amélioration des conditions de vie dans les usines de guerre

Aux préoccupations salariales et syndicales s'ajoutent celles relatives à l'amélioration des « mœurs » et de la santé des ouvriers. Celles-ci renvoient bien-sûr aux idées réformistes développées par Albert Thomas dès avant la guerre. Reprenant l'idéal de la coopération, il s'agit d'améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers par des mesures concrètes, quotidiennes et effectives. Les avancées salariales et quotidiennes sont effectives. Celles-ci seront d'ailleurs complétées par la signature de conventions collectives en juin 1917 qui instaure le principe d'égalité des salaires dans les usines, selon le principe « à tâche égale, salaire égal », imposant la règle selon laquelle pour un travail identique, effectué dans les mêmes conditions que celui des hommes, le prix payé aux ouvrières ne peut être inférieur à celui payé aux hommes³⁶⁶.

De nombreuses expérimentations sont ainsi menées dans les usines de guerre, afin d'améliorer le quotidien des ouvriers et ouvrières. En janvier 1917, une circulaire préconise l'installation de chambres d'allaitement et de crèches dans les usines de guerre³⁶⁷. Les services d'Albert Thomas réfléchissent à la mise en place d'une « inspection du bien-être », chargée de la surveillance des salaires, des conditions de travail, de l'organisation des cantines, de la santé des ouvrières³⁶⁸. D'autres circulaires du ministère diffusées dès 1915 concernent visent à la mise en place de diverses coopératives de ravitaillement, de prise en charge des accidents du travail dans les établissements travaillant pour la guerre, de mise en place de caisses autonomes de retraites des ouvriers, de sociétés coopératives de matières premières, de ravitaillement ou encore de confection de chaussures militaires, la mise en place d'habitations du type HBM pour les ouvriers travaillant à la Défense nationale,...etc.³⁶⁹. Des mesures sont également prises concernant la médecine du travail, la médecine préventive, les

³⁶⁴ Bock, Fabienne, « L'exubérance de l'Etat en France de 1914-1918 », in Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n°3, 1984, pp.44-51.

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 348, Note sur les Devoirs de l'Inspectrice du bien-être.

³⁶⁹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 348, Questions ouvrières, Dossier 9 « Réalisation sociales diverses dans les usines travaillant pour la défense nationale ».

vaccinations, l'inspection médicale du travail, les salles de repos, etc.³⁷⁰ Le ministère réfléchit aux questions d'éducation ouvrière – on retrouve là les préoccupations d'Albert Thomas d'avant-guerre dans le sens de l'éducation des masses ouvrières – comme l'organisation d'écoles pratiques d'ouvriers outilleurs, ajusteurs, et tourneurs³⁷¹, mêlant enseignement théorique général et enseignement pratique à l'atelier et dans la lignée de l'idéal de l'éducation des masses ouvrières. L'objectif est d'améliorer la situation matérielle des ouvriers sur leur lieu de travail. Les problèmes de ravitaillement sont très vite au cœur des préoccupations du ministère. La question de la cherté du ravitaillement pour ces ouvriers militaires est très vite abordée. Un système d'approvisionnement, de rationnement et de distribution des denrées alimentaires sur la base d'un fonctionnement coopératif et mutuelliste est alors mis en œuvre pour garantir un prix minimum et égal à tous les ouvriers des usines de guerre. Ainsi, en juillet 1917, il décide de créer un « Office de l'alimentation du personnel des usines de guerre ». L'organisme paritaire doit centraliser les achats et les répartir selon les besoins par échelons inférieurs successifs. Celui-ci peut également intervenir auprès des fournisseurs pour réguler les prix ou en cas de déficit trop importants³⁷². L'objectif est également de convertir le patronat du bienfondé de tels dispositifs et de l'intérêt propre qu'ils peuvent également y trouver.

« En prenant ainsi les intérêts de leur personnel ouvrier, les employeurs servent en même temps leurs propres intérêts. [...] Sans ces restaurants, l'usine est incomplète : ce n'est pas une sorte d'annexe qu'elle peut posséder ou non selon les idées ou les tendances de la direction, c'est un organe essentiel qui fait partie intégrante de l'usine »³⁷³.

Si la situation des ouvriers mobilisés ne peut être idéale dans le contexte particulièrement difficile de la guerre, les impératifs de maximisation de la production implique néanmoins, dans l'esprit des hommes du ministère de l'Armement, de réfléchir à l'usine dans sa globalité et d'y voir le lieu par excellence de l'expérimentation sociale. Les nécessités de la guerre impliquent des économies d'échelles, de transports, et favorisent de ce fait l'idée que les ouvriers doivent vivre à proximité de leur lieu de travail. La fabrique nouvelle est ainsi conçue comme le lieu par excellence de l'Union industrielle qui la guerre a

³⁷⁰ Cointepas, Michel, Arthur Fontaine, 1860-1931, *Un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, Rennes, PUR, coll. « Pour une histoire du travail », 2008, p.240.

³⁷¹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 348, Questions ouvrière, Dossier « Education ouvrière », Descriptif de l'organisation d'une école pratique d'ouvriers outilleurs – ajusteurs, tourneurs.

³⁷² Porte, Rémy, *La mobilisation industrielle « Premier Front » de la Grande Guerre ?* Paris, Soteca, 14-18, 2005, pp.267-269.

³⁷³ *Bulletin des usines de guerre*, Editorial, n°15, 6 août 1917.

fait naître. L'arsenal de Roanne, pensé et développé par Albert Thomas et ses hommes en est l'exemple type.

C. L'arsenal de Roanne : le chant du cygne du socialisme de guerre ?

Un projet de grande ampleur, né de l'esprit d'Albert Thomas, est à la croisée de toutes les préoccupations ouvrières, industrielles, et politiques de celui-ci. Il s'agit du projet de grande ampleur de création *ex nihilo* d'un arsenal d'Etat dans la petite ville de Roanne. C'est l'ingénieur civil Emile Hugoniot, chef du service industriel, qui se voit chargé de la mise en œuvre du projet par Albert Thomas dès septembre 1916. La décision de construire un arsenal pour la construction d'obus et de canons est lancée le 13 octobre 1916. L'objectif initial était de construire des ateliers assez vastes pour permettre la fabrication journalière de 50.000 obus et de quatre canons d'artillerie lourde, pour une dépense totale de construction et d'installation de 150 millions de francs³⁷⁴. Il s'agit bien ici de l'initiative la plus hardie et la plus poussée entreprise par les services d'Albert Thomas. Elle va plus loin que la seule mise en place d'un système de régies intéressées, comme cela existe pour les arsenaux d'Etat, et manifeste un véritable « souci de développer le secteur de l'Etat³⁷⁵ ». Le projet répond également aux préoccupations sociales et industrielles de l'après-guerre d'Albert Thomas. L'arsenal doit pouvoir être reconverti en entreprise industrielle une fois la paix retrouvée. L'autre objectif est d'y adjoindre une cité ouvrière au confort et aux infrastructures modernes³⁷⁶. Jusque-là, la politique du ministère de l'Armement n'avait pas négligé le secteur qui dépendait de lui. Néanmoins le mouvement d'utilisation de ces forces industrielles avait simplement constitué en l'amplification de la politique menée avant 1914. Ainsi, de 1914 à 1916, l'Etat n'avait pas réellement élargi son champ d'activités directes. La mise en place du projet doit se comprendre dans la lignée du nouveau programme d'artillerie lancé par Joffre en mai 1916, qui exige un accroissement considérable des fabrications. Dans l'esprit d'Albert Thomas, il s'agit donc de se saisir de cette occasion pour développer un « véritable

³⁷⁴ « Albert Thomas expose dans quelles conditions a été créé l'arsenal de Roanne. Le Sénat accepte à mains levées l'ordre du jour de confiance, réclamé par le président du Conseil », *L'Humanité*, 29 mars 1917.

³⁷⁵ Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.138.

³⁷⁶ Renaudel, Pierre, « L'arsenal de Roanne », *L'Humanité*, 27 mars 1917, p.1.

monopole³⁷⁷ », permettant ainsi au secteur d'Etat de jouer le rôle d'un modérateur contre les prix de plus en plus élevés exigés par les industriels. L'Etat doit ainsi assumer la charge des investissements à mettre en œuvre, ainsi que la conservation de la propriété des installations à mettre en œuvre. L'arsenal constitue ainsi le modèle type de l'établissement d'Etat que Thomas qualifie d' « entreprise de construction et d'exploitation en régie pour fabrication du matériel de guerre³⁷⁸ » voudrait voir appliqué aux arsenaux existants, et souhaite y voir appliqués les principes qu'Hugoniot défend auprès de lui depuis 1915, comme la mécanisation, la rationalisation du travail, la mise en place de l'intéressement des ouvriers aux résultats d'exploitation de l'usine, devant aboutir à la création d'un « centre ouvrier de premier ordre³⁷⁹ ».

L'affaire de Roanne a pour conséquence un imbroglio politique et financier pour Albert Thomas. Il a en tous cas entraîné un véritable scandale financier, portée notamment par la Commission du Budget du Sénat au printemps 1917, qui a partiellement contribué à nuire à la réputation d'Albert Thomas. Une étude plus précise mériterait d'être menée sur l'affaire de l'arsenal de Roanne, dans la mesure où seules ont été retenues les vices de procédures financières et le poids économique effectivement considérable de l'investissement nécessité pour la construction et la gestion par l'Etat de tout l'arsenal. B.W. Schaper note d'ailleurs à cet égard que la seule étude « universitaire » menée sur cette affaire est une thèse de doctorat de 1921 de C.J. Gignoux, *L'arsenal de Roanne et l'Etat industriel de guerre*, qui se fait largement le relai des critiques, sur fond de scandale politico-financier lancées pendant la guerre sur les finances de l'arsenal, alors même qu'une enquête effectuée sous Clemenceau avait montré que les bases financières étaient saines³⁸⁰.

C'est un rapport du sénateur des Landes Raphael Milliès-Lacroix de mars 1917 qui soulève les montages administratifs et frauduleux réalisées par Hugoniot dans l'achat des terrains. Néanmoins, Albert Thomas, qui défend l'ingénieur civil qui est aussi devenu l'un de

³⁷⁷ Archives Nationales 94 AP 77, Note à Ronneaux, cité in Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.139.

³⁷⁸ Renaudel, Pierre, « L'arsenal de Roanne », *L'Humanité*, 27 mars 1917, p.1.

³⁷⁹ Archives Nationales 94 AP 77, Note d'Hugoniot à Albert Thomas du 1^{er} octobre 1916, cité in Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.139.

³⁸⁰ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.114. En l'absence d'informations supplémentaires sur la thèse de C. J. Gignoux, la thèse n'ayant d'ailleurs été jamais publiée, mais compte tenu des présupposés idéologiques évidents – la thèse semble être en fait un brûlot antisocialiste - il semble bien qu'une étude de qualité manque sur l'affaire de l'arsenal de Roanne. Seul l'ouvrage de Michel Barras, *Histoire de l'arsenal de Roanne, 1916-1990*, Lyon, Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 1998 aborde également la question.

ses hommes de confiance lors des attaques menées au Sénat³⁸¹, est soutenu par le président du conseil Alexandre Ribot le 27 mars devant le Sénat³⁸². Le grief principal réside dans la procédure suivie par Albert Thomas pour l'obtention des terrains et des financements, qui a contourné la voix législative, ce que le sénateur juge inacceptable. Néanmoins, le rapport établi par le Sénat conclut à l'absence de gaspillage financier, accusation que *le Temps* avait amplement développé, et donne finalement sa confiance à Albert Thomas pour achever la construction déjà lancée. Néanmoins la campagne de presse fait rage, et vaudra un temps à Albert Thomas le surnom de « Duc de Roanne³⁸³ », ou encore de « traître socialiste, [...] voleur de Roanne³⁸⁴ » qu'une certaine partie de la presse véhiculera jusqu'en 1919.

La portée et la signification de « l'affaire de Roanne » sont de plusieurs ordres. D'abord, elle est sûrement « symptomatique des illusions que nourrissait Thomas quant aux possibilités d'une sorte de 'socialisme de guerre'³⁸⁵ ». La volonté de mettre en place un véritable monopole d'Etat, visant à contrecarrer la libre concurrence laissée à l'industrie privée avait suscité l'hostilité des milieux industriels, qui s'étaient montré prêts à collaborer à la Défense Nationale, dans la mesure où leurs intérêts n'étaient pas remis en cause, et dans la mesure où le contrôle de l'Etat, ne devenait pas une concurrence d'un domaine économique de l'Etat. L'idée qu'un tel domaine devait survivre à la période guerre et devait constituer un embryon de politique industrielle de l'Etat était de plus jugée inacceptable. Au niveau politique, les griefs d'ordres juridiques qui sont reprochés à Albert Thomas relèvent peut-être davantage d'un blocage lié au contexte de la guerre. Dans un contexte économique contraint et difficile, penser à reconverter l'industrie de la guerre en industrie de paix, au cœur du conflit était jugé peut-être trop ambitieux. De la même manière, il s'agissait ici de mettre en place une véritable usine à la mode socialiste et réformiste qui n'était pas du goût de tous – les rangs de la droite au sénat s'étaient largement opposées à une telle initiative. A la Chambre et au Sénat, la gauche s'était également divisée sur les principes qui sous-tendaient une telle entreprise. L'attitude d'Albert Thomas qui apparaissait de plus en plus aux yeux de certains comme une compromission avec les industriels était porteuse de nombreux malentendus. Comme en témoigne Hubert Bourgin, « la présence de M. Loucheur dans la maison n'était

³⁸¹ Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.138-139.

³⁸² Ribot, Alexandre, *Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites, 1914-1922*, Paris, Plon, 1936, p.102. Sur ce point, voir également, Renaudel, Pierre, « L'arsenal vivra », *L'Humanité*, 29 mars 1917.

³⁸³ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.114.

³⁸⁴ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 362, « La fuite du traître Thomas », *Le Réveil de l'Auxois*, 18 novembre 1919.

³⁸⁵ Schaper, B.W, *Albert Thomas....op.cit.* p.115.

pas pour lui [Albert Thomas] une pure et simple garantie d'allègement ». Le représentant d'Albert Thomas au Groupe socialiste témoignait de l'atmosphère délétère qui entourait alors les débats ;

« [...] On commença à parler au Groupe, ainsi qu'à la Chambre et au Sénat, de l'affaire de Roanne, le grand arsenal conçu et déjà ébauché par l'Armement comme un régulateur de toute la production du matériel de guerre. Mais, dès lors, on en parle comme d'une affaire politique, qui opposait aux conceptions économiques et sociale du grand patronat, de l'école orthodoxe, du Gouvernement à « laisser faire », un socialisme d'Etat, que les amis qualifiaient de pratique et hardi, et les adversaires de chaotique et ruineux³⁸⁶ ».

Sur le plan de l'expérience propre d'Albert Thomas, ce projet fait montre de sa volonté exprimée tout au long de la guerre de penser l'avenir au cœur de la tourmente de la guerre. Elle montre sa réceptivité face à de nouvelles idées et méthodes – que lui suggère amplement l'ingénieur Huguoniot – et sa volonté de toujours envisager l'économique et le social dans le même mouvement et de véritablement intégrer la classe ouvrière dans la Nation. Les mouvements de grèves lancées dès septembre 1916 sont la preuve de l'échec de cette politique, qui au-delà des hommes de confiance d'Albert Thomas n'est pas suivie, ni vraiment par son parti, ni par les responsables ouvriers, et encore moins par ses successeurs. Le témoignage de Marcel Cachin, au cœur des grèves ouvrières de l'été 1918 en est l'une des manifestations.

« A Roanne, on a empêché Thomas de faire son œuvre ; aujourd'hui, on regrette de l'avoir empêché³⁸⁷ ».

Au-delà de l'échec que cette politique a constitué, il convient néanmoins de raviver la vigueur des idées qui naissent dans les arcanes ministérielles. Le projet de construction d'un immense arsenal auquel serait directement adjointe une cité ouvrière qui formerait un véritable village ouvrier n'est effectivement pas sans rappeler le phalanstère d'un Fourier ou le familistère d'un Jean-Baptiste Godin. De la même manière, ne peut-on pas voir dans ce ministère de la Guerre créé de toutes pièces un avatar concret de ce Ministère du Progrès dont rêvait Louis Blanc dans son *Organisation du travail* ?

³⁸⁶ Bourgin, Hubert, *Le Parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, pp.198-199.

³⁸⁷ Cachin, Marcel, *Les carnets de Marcel Cachin, Tome II, 1916-1920*, Paris, CNRS Editions, 1998, p.281.

Dans le nouveau rapport au rôle de l'Etat qu'Albert Thomas développe au fil de la guerre, une telle initiative n'est pas non plus sans rappeler les projets d'ateliers nationaux de 1848, et fait montre en tous cas, à la fois d'une conception réformiste et durkheimienne des rapports économiques et sociaux qu'il s'agissait d'appliquer à l'échelle nationale. Encore une fois, les idées formées avant-guerre se retrouvent de façon diffuse dans les mesures prises par Albert Thomas au gouvernement.

« Il sait que son socialisme l'a penché sur les problèmes de l'économie publique, et parce qu'il n'a rien oublié de ses interventions à la Chambre, il sait l'utilité et le rôle d'entreprises d'Etat concurrente aux entreprises privées, ou au moins 'd'entreprises témoins'³⁸⁸ ».

Il s'agissait bien, dans l'esprit d'Albert Thomas et de ces socialistes de « pouvoir convaincre la nation de l'excellence de la fécondité de leurs idées. Tout le monde disait autour d'eux qu'à l'heure de la victoire la démocratie française, stimulée par l'œuvre des socialistes, confiante en eux, s'épanouirait en des institutions nouvelles de justice³⁸⁹ ».

Les prérogatives ministérielles dont a disposé Albert Thomas pendant ces deux années de guerre étaient en tous cas l'occasion d'insuffler un peu de socialisme dans l'appareil d'Etat, bien que cette volonté ait été bien souvent contrainte par les événements, par les impératifs quasiment exclusivement militaires de la guerre, qui a bien nécessité de revoir ses ambitions à la baisse. Le projet de l'arsenal et son échec peut se lire comme un concentré de l'expérience d'Albert Thomas. A bien des égards, il est une sorte de miroir déformant des critiques qui germent depuis quelque temps à l'égard d'une expérience jugée de plus en plus gênante. Au cœur de la Défense nationale, les trois socialistes ne sont pas envoyés pour mettre en place une politique socialiste, mais simplement pour faire montre de leur profession de foi républicaine. Seul Albert Thomas entend, lui, faire de son expérience un laboratoire à grande échelle d'un socialisme réformiste assumé. Convaincu de mettre en application pratique des théories pensées et forgées avant-guerre, il entend bien agir en socialiste et en reste convaincu tout au long de ses activités ministérielles. Quand à Roanne, il entend fonder de toute pièce un arsenal d'Etat sur un modèle socialiste, le milieu socialiste et syndical s'en inquiète. Trop ambitieux, trop hardi, et effectivement bâti trop hâtivement, l'échec relève froidement les illusions sur lesquelles toute une politique était fondée. Alors qu'il avait fait montre tout au long de son expérience ministérielle de son pragmatisme, de sa conscience

³⁸⁸ Milhaud, Edgar, « Albert Thomas et les problèmes économiques », in *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, 1957, Société des amis d'Albert Thomas, pp.152-152.

³⁸⁹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 243, « L'ouvrier français pendant la guerre », article publié dans le *Times* du 6 septembre 1919.

aigües des nécessités inhérentes à la mobilisation industrielle à grande échelle, l'arsenal de Roanne échoue quand Thomas se heurte finalement à la résistance du réel. Il était difficile dans ce contexte de réaliser pleinement l'idée réformiste. Le patronat s'opposait à une concurrence d'une industrie d'Etat, et dans le même à la chambre, les oppositions politiques de principe venues de gauche étaient transférées sur le champ administratif et financier, tandis que la droite pouvait allégrement accuser Thomas et ses hommes d'utiliser son poste ministériel pour mettre en œuvre progressivement une collectivisation de la production, et donc de *socialiser* l'économie française, sous couvert de Défense nationale, et en se servant de l'Etat comme instrument de diffusion du socialisme.

D. Capitalisme d'Etat ou socialisme d'Etat ?

Au cœur de la mobilisation industrielle et ouvrière, il y a bien eu l'Etat. Mais comme s'interroge l'historien Max Gallo, quel Etat ? « Etat-arbitre », « Etat-gendarme », « Etat-client », « Etat-organisateur et planificateur ³⁹⁰ » ? Dans la pensée d'Albert Thomas, ce n'était en tous cas pas un Etat tout puissant. Nous l'avons vu dans le cas de la mise en œuvre des usines de guerre, il n'est pas question de mettre en œuvre une étatisation – d'où son opposition à l'idée des réquisitions – son attachement à l'idéal de la coopération était étranger à une telle conception autoritaire de l'organisation sociale. Il s'agit donc plutôt dans l'esprit d'Albert Thomas d'un Etat arbitre, qui, dans le sens de la Défense nationale, est la « pensée directrice qui fait converger tous les efforts vers un but unique ³⁹¹ ». Si la réorganisation des services du ministère dans le sens d'un accroissement des compétences de ceux-ci fait bien partie du mouvement général « d'exubérance de l'Etat » qu'identifie Fabienne Bock ³⁹², il ne résulte pas pour autant d'une volonté systématique d'étatisation de tout ce qui concerne la production de guerre, mais plutôt d'une volonté d'efficacité pratique et technique, dans le souci de donner l'Etat les moyens de la politique active qu'il juge nécessaire. En cela, Albert Thomas « préfigure [...] les « ministres techniciens » de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle ³⁹³ ».

³⁹⁰ Gallo, Max, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre – 1914-1918 », in *Le Mouvement Social*, Editions de l'Atelier, 1966, p.6.

³⁹¹ *Bulletin des Usines de guerre*, 10 juillet 1916, chronique « Questions économiques », cité in, Hennebicque, Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in Friedenson, Patrick, (dir.), *1914-1918 : L'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977, p.119.

³⁹² Bock, Fabienne, « L'exubérance de l'Etat en France de 1914-1918 », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°3, 1984, pp.44-51.

³⁹³ *Ibidem*, p.49.

Mais son socialisme relève également d'une tradition de pensée atypique, qui évoque à la fois Emile Durkheim et sa conception du socialisme comme étant « essentiellement une tendance à organiser³⁹⁴ » ou encore Elie Halévy et la conception qu'il développe du capitalisme d'Etat. En tout état de cause, on ne voit la mise en œuvre des moyens d'une collectivisation des moyens de production sous l'égide d'Albert Thomas. Celui-ci, sous la pression de la période de guerre, doit s'accommoder de l'état des forces économiques en présence. Sa politique correspond de ce fait d'avantage à un capitalisme d'Etat, qui comme le décrit Elie Halévy, « ressemblait d'autant plus au socialisme que les gouvernants, conscients de la force des organisations ouvrières, avaient fait appel avec succès aux chefs syndicaux pour organiser et intensifier le travail dans les usines de guerre³⁹⁵ ». Elie Halévy décrit ainsi l'expérience mise en œuvre par Albert Thomas et son ministère comme la mise au jour de la « folle espérance que la guerre avait produit un miracle et qu'au jour de la paix, l'Europe pourrait bien découvrir qu'un régime permanent de socialisme d'Etat mêlé de syndicalisme se trouvait réalisé sans les horreurs d'une révolution, sinon sans les horreurs de la guerre³⁹⁶ ».

La mise en œuvre de la Commission des Contrats en septembre 1915 semble bien résulter de cette conception spécifique du socialisme d'Etat. Son objectif est en effet d'être un « organisme de réflexion », une sorte de « conseil technique » d'« organisation d'ensemble suivant des règles fixes tutélaires tout à la fois des intérêts financiers de l'Etat et des intérêts supérieurs de la Défense nationale ». La volonté de défendre les intérêts et les finances de l'Etat est clairement exprimée par Albert Thomas. Dans ses nombreuses notes, dans lesquelles considérations politiques se mêlent aux problématiques de mobilisation industrielle, il écrit par exemple qu'« il ne faut pas que l'Etat se dessaisisse de ses pouvoirs³⁹⁷ ». De la même manière, au sujet de la collaboration avec le ministère des Inventions, il a plusieurs fois l'occasion de signifier à ses collaborateurs que dans cette politique d'innovations, il ne faut néanmoins pas « assumer des responsabilités qui peuvent entraîner pour l'Etat des conséquences pécuniaires³⁹⁸ ».

³⁹⁴ Durkheim, Emile, *Le socialisme, sa définition – ses débuts – la doctrine Saint-Simoniennne*, Paris, PUF, 1971, p.52.

³⁹⁵ Halévy, Elie, *Histoire du socialisme européen*, Cours donné à l'Ecole Libre des sciences politiques, Paris, Gallimard, 1937, pp.344-345.

³⁹⁶ *Ibidem*.

³⁹⁷ Archives Nationales, 94 AP 351, Carnet personnel numéro 2, note sans date.

³⁹⁸ Archives Nationales, 94 AP 351, Note de service d'Albert Thomas du 3 janvier 1916, cité in, Annizan, Anne-Laure, *Paul Painlevé (1863-1933) : un scientifique en politique*, Volume 1, Paris, Thèse soutenue à l'IEP de Paris, 2006, p.355. Une idée similaire se retrouve dans une note du 27 juillet 1916 : « *Politique d'économie. Il est intéressant de retenir que par l'attachement à la profession des méthodes industrielles on a réalisé un grand nombre d'économies pour l'Etat. C'est ainsi que l'Inspecteur Général Hérisson Laparrie calculant*

En même temps qu'il cherchait à développer un secteur d'Etat pour contrecarrer la libre concurrence nécessairement anarchique des forces privées, l'idée de Thomas n'était pas d'aboutir à un tout Etat, qui viendrait brimer les initiatives individuelles qui sont la force nécessaire de la vivacité d'une économie nationale. L'aspect technocratique, ou technicien se retrouve bien dans cette idée de toujours chercher à rendre l'appareil d'Etat et l'action gouvernementale efficace. La Défense nationale l'exigeait, et Albert Thomas n'avait que trop vécu l'improvisation totale des premiers temps de la guerre pour ne pas se le rappeler quotidiennement. Ainsi, à côté de la crise de conscience du socialisme français qui s'ouvre à l'automne 1918, et au cœur de laquelle se trouve sans aucun doute la première expérience ministérielle d'une aussi grande ampleur, peut-être faut-il lire également le souffle agonisant d'un socialisme vieille-France, qui, né en 1789, affermi en 1793 et ravivé en 1848, ne peut survivre à la guerre au sein de laquelle il pensait s'épanouir et trouver ses forces régénératrices. En tout état de cause, l'esprit historiciste d'Albert Thomas irrigue pleinement son action, et est probablement le moteur qui lui permet de voir la continuité de l'idée socialiste dans la réalité de la Défense nationale, là où d'autres y voient seulement une trahison de l'idéal. Une note préparatoire à un discours de février 1917 est à cet égard plus qu'éclairante.

« Pour le discours. Dénoncer l'objection qu'on te fera sûrement, que tu es socialiste ; t'en vanter. Rappeler que si la victoire des Allemands en 1870, a préparé la prédominance allemande dans le socialisme international, leur défaite peut maintenant préparer la prédominance des socialistes français ; qu'il y a en effet un socialisme français, sans-culotte et régicide ; qu'il est issu de la constitution de 1793 (tu connais mieux que moi le babouvisme) ; insister sur les rapports du socialisme français avec le jacobinisme.

De même, le socialisme de Fourier. Voir dans le livre de Bourgin (je ne l'ai pas chez moi, mais j'ai noté), pages 389-393, sous le titre « œuvre de l'Etat », l'analyse de la doctrine fouriériste en matière d'intervention étatique ; c'est à peu près la politique actuelle de ton ministère (l'Etat [ill.] de la grande industrie, participation aux bénéfices, ...etc....).

Le socialisme français est insurrectionnel, et par là principalement il dérive du jacobinisme. Les socialistes voient dans la guerre actuelle une insurrection contre les aristocrates et les tyrans prussiens : aristocrates de la terre (hobereaux), mais aussi aristocrates de la Bourse qui [ill.] leur piraterie jusque chez nous.

l'amélioration obtenue dans le rendement pour l'acide picrique estimait à environ 78 millions les économies réalisées sur le rendement d'avant la guerre », Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406.

[...]

*Il y aurait matière à faire et publier un exposé de l'œuvre de la convention en matière d'armements, pour comparer avec l'œuvre actuelle ; avec rapports et discours de Barère, Carnot, etc... ; chiffres de productions ; questions d'effectifs et de main d'œuvre*³⁹⁹».

Action technocratique vs. pensée socialiste ? La contradiction n'est pas si manichéenne. En tout état de cause, la politique menée par Albert Thomas n'est pas pur socialisme. Ses convictions socialistes, mais surtout réformistes s'expriment par bouffées dans les mesures concrètes mises en place par son ministère tout au long de la guerre. La conviction d'agir en socialiste est vivace et sincère. En quelque sorte, l'idée réformiste est renouvelée et régénérée par l'expérience de guerre. L'action d'Albert Thomas au ministère de l'Armement concentre ainsi les deux volets du réformisme que Thierry Hohl identifie⁴⁰⁰. De son action politique à la veille de la guerre, il tire la volonté de mettre en œuvre la démocratie sociale. La croyance dans la possible concorde des intérêts des classes au sein de l'Union industrielle en est le témoin, et elle s'exprime dans la réactivation de l'idéal coopératif à travers la mise en œuvre des mesures d'amélioration quotidienne de la classe ouvrière. Dans le même temps, les possibilités découvertes au contact d'un Etat chargé de la planification et de l'organisation de la production de la guerre ont amené avec elles la mise au jour de l'impératif de la modernité technocratique, dans lequel l'Etat ne vient pas seulement acter des évolutions socialistes permises par la coopération entre les classes, mais est le moyen de mise en œuvre d'un espace juridique et légal en mesure de réguler la question sociale, et d'imposer un arbitrage.

Le réformiste d'avant-guerre qui cherchait à mettre en œuvre les moyens immédiats d'amélioration pratique des conditions de la classe ouvrière trouve dans l'Etat et ses rouages un instrument à grande échelle qu'il ne laisse pas d'investir, bien qu'il se heurte parfois, aux impératifs matériels d'une économie de guerre contrainte, et aux oppositions politiques venues de la droite de l'hémicycle mais également de ses propres rangs. Plus qu'une simple collaboration de classe, expression qui revêt encore les dehors de la récurrente accusation de compromission et de trahison de l'idéal, peut-être faut-il considérer davantage la politique de Thomas comme une « collaboration nationale » qui consiste donc plutôt en une « sorte de

³⁹⁹ Archives nationales, 94 AP 356, « Politique du parti pendant la guerre ». Note d'un collaborateur à Albert Thomas, février 1917.

⁴⁰⁰ Hohl, Thierry, « Quel plat réformisme ! Etude sur une catégorie incertaine », in *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, 2008, pp.41-54.

lutte des classes réformiste abritée par l'Etat⁴⁰¹». La vivacité de l'imaginaire revisité des guerres révolutionnaires, bien présent et sans cesse ravivé au fil du conflit, s'il est évidemment un instrument au service d'une mobilisation à grande échelle des forces socialistes à l'arrière et au front, imprègne probablement sincèrement les acteurs de sa diffusion. La référence au modèle jacobin est effectivement récurrente, comme les différents discours de Thomas ainsi que cette note personnelle en témoignent, et surajoute finalement à l'idée réformiste présente initialement. De la même manière que l'héritage jaurésien est sans cesse réinvesti pour montrer la continuité avec le socialisme d'avant-guerre, le réinvestissement du modèle jacobin permet, lui, de se placer dans une continuité historique qui de 1793 à 1914 en passant par 1870 entend insuffler une eschatologie idéaliste à une dimension purement guerrière. Ainsi, il permet d'expliquer l'action présente et d'y introduire une cohérence générale, et est également force de mobilisation. L'action de Thomas à l'armement se veut ainsi comme une certaine forme de jacobinisme, au sens que relève Michel Vovelle visant à « mener la Révolution à son terme⁴⁰²», ici, en préservant l'héritage et l'intégrité territoriale contre l'impérialisme des forces ennemies qui menacent. Le lien qui s'établit entre la Grande Révolution des jacobins et la Grande Guerre des socialistes ramène ainsi la cohérence entre Défense nationale et le socialisme. Rappeler que le socialisme est l'héritier du jacobinisme doit prévenir les accusations portées de pur jusqu'aboutisme qui dérogent au pacifisme socialiste traditionnel. Albert Thomas n'a ainsi de cesse de rappeler l'antagonisme profond qui oppose le régime impérial allemand et le régime démocratique français, héritier des acquis de la Révolution Française. Pour lui, il s'agit toujours d'une « guerre de liberté contre le privilège, [d'une] guerre de la démocratie contre l'autocratie⁴⁰³ » à laquelle les forces socialistes, si elles n'y prennent pas part, se renieraient elles-mêmes.

Mais au cœur de l'immense trouble, de la « grande mutation » qu'entraîne la guerre, pour reprendre la formule de Jean-Jacques Becker, la volonté d'agir pour la Défense Nationale a peut-être parfois dépassé, étouffé, les seules convictions socialistes. Pour cet historien de Second Empire, le souvenir et le traumatisme de 1870 obscurcit la « grande lueur à l'est » qui point en 1917. Pris entre deux siècles, Albert Thomas est également pris entre deux guerres, celle de 1870 et celle de 1914, ce qui l'interdit de se laisser emporter par l'appel de Moscou qui vient tout faire basculer dans les derniers mois de l'exercice de ses fonctions.

⁴⁰¹ Julliard, Jacques, « Diversité des réformismes », in, *Le Mouvement social*, « Réformes et réformismes français », no87, 1974, p.3.

⁴⁰² Vovelle, Michel, *Les jacobins, De Robespierre à Chevènement*, Paris, Editions la Découverte, 1999, p.9.

⁴⁰³ Archives nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 409, Note politique du 18 août 1917.

Les années 1917-1918 sont celles d'un trouble croissant. La fin de son expérience ministérielle, qui se signifie pas pour lui la fin d'une politique socialiste de Défense Nationale – au contraire il faudrait dès 1917, penser à la construction à venir de la paix, et en 1918, penser à contrer les minoritaires victorieux dans le parti, à un moment où « l'esprit de guerre » ne rallie plus les consciences – y est-il d'ailleurs déjà vraiment parvenu ? – et où la « concorde nationale » est plus qu'ébranlée.

Chapitre Troisième

De l'Union sacrée à la « sacrée Union »

Les mises en garde contre les dangers d'une Union sacrée qui irait trop avant et serait préjudiciable à l'idée socialiste elle-même avaient largement été exprimées dès le mois de mai 1915 et n'avaient cessé de s'amplifier par la suite. Lors d'un meeting privé organisé par l'Union de la Seine le 1^{er} mai 1915, Léon Jouhaux avait émis ces craintes : il ne faut pas pousser trop loin l'Union sacrée, « car elle pourrait devenir la sacrée Union⁴⁰⁴ ». Comme le dit Madeleine Rebérioux, de tous les « sociaux-patriotes » des pays belligérants, Albert Thomas est celui qui va le plus loin dans « l'exaltation de la guerre comme creuset où se brassent et s'harmonisent les intérêts des groupes sociaux⁴⁰⁵ », mais ses positions emportent de moins en moins l'adhésion au sein de sa famille politique, et lors des conférences interalliées animées par les majoritaires socialistes alliées eux-mêmes, des conceptions divergentes de l'Internationalisme se font entendre, ainsi que des critiques sur les formes les plus extrêmes de ce socialisme national qui pourrait très vite confiner au « social-chauvinisme ». Dans le même temps, l'appel à raviver la flamme de l'Internationalisme qui s'était éteinte en août 1914 est de plus en plus vif, et rendait la défense d'un socialisme national de plus en plus ambiguë. La fin de l'année 1916 sonne l'heure du bilan. La bataille de Verdun avait fait son œuvre meurtrière et les divisions intestines au cœur du socialisme français étaient désormais à leur apogée. L'idée de la paix résonnait de toutes parts, même si les divisions se faisaient évidemment sur la nature de cette paix à laquelle il fallait désormais aboutir. La conférence de Kienthal, réunie en avril 1916, avait rallié plus largement que Zimmerwald l'année précédente. L'Allemagne lance dès le 12 décembre 1916 des propositions pour mettre fin au conflit, propositions qui trouvent des relais auprès des forces alliées. Le 18 décembre 1916, l'appel du président Wilson aux belligérants les exhortant de préciser leurs buts de guerre respectifs, et se proposant comme l'émissaire neutre pour d'éventuelles négociations, s'il échoue quelques jours plus tard, semblent en tous relayer

⁴⁰⁴ APP, BA, 1536, cité in, Robert, Jean-Louis, *Les ouvriers, la patrie, la révolution*, Paris, 1914-1919, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995, p.85.

⁴⁰⁵ Rebérioux, Madeleine « Le socialisme et la première guerre mondiale (1914-1918) », in Droz, Jacques, *Histoire générale du socialisme, tome II, de 1875 à 1918*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974, p.611.

l'idée que la paix voulue par les peuples avait enfin gagné les esprits des dirigeants qui menaient les opérations militaires.

Du point de vue de l'idéal socialiste, 1917 apportait également un renouveau d'une bien plus grande ampleur. La « grande lueur à l'est » qu'incarnait la révolution russe de 1917 venait également modifier la donne politique au niveau intérieur et extérieur. Elle était porteuse, au sein du mouvement ouvrier français de l'espoir de renouer avec l'idéal révolutionnaire. Elle concordait de plus avec la théorie socialiste. La guerre, exacerbation des tensions entre les Etats capitalistes, avait été porteuse d'un élan révolutionnaire, et enfin, des socialistes prenaient le pouvoir en février 1917 en Russie, au nom du socialisme, par le socialisme et pour la réalisation de celui-ci. Pendant un temps, « tous les socialismes – de la gauche zimmerwaldienne aux sociaux-patriotes les plus fermes – regardent maintenant vers Petrograd avec le désir d'une coopération étroite, la volonté d'un freinage efficace ou l'espoir d'un débordement révolutionnaire⁴⁰⁶». L'idée de convoquer une conférence socialiste internationale à Stockholm fait son chemin dans toutes les factions socialistes. Majoritaires, minoritaires, et zimmerwaldiens, semblent, au moins dans un premier temps, s'accorder sur cette idée, qui ouvre l'espoir – vite déçu – de réunir l'Internationale socialiste, comme avant 1914. Néanmoins très vite, chacun y voit également la possibilité d'y définir ses conceptions de la guerre, de la paix, et des buts de guerre, et les divisions nées dès 1915 se cristallisent à nouveau, sous d'autres formes.

⁴⁰⁶ *Ibidem*, p.625.

I. Devant la Révolution Russe : la majorité à l'épreuve de l'histoire

A. La mission Thomas : un ministre français en Russie.

Le déclenchement de la Révolution russe à l'hiver 1917 est, nous l'avons dit, un symbole majeur pour le mouvement ouvrier européen. La nouvelle de la Révolution de février 1917 est accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par les socialistes français. Plusieurs lectures de l'évènement sont immédiatement données dans les journaux de l'Europe de l'Ouest⁴⁰⁷. Les socialistes et les forces politiques démocrates accueillent avec enthousiasme la nouvelle de la chute du tsarisme. Les milieux dirigeants s'enthousiasment également de la nouvelle, mais veulent donner à la révolution une coloration patriotique pour raviver l'effort militaire russe. Ces différentes approches de l'évènement russe se traduisent de la sorte au sein de la S.F.I.O. La minorité y voit avec joie l'écrasement du tsarisme par le peuple russe. La majorité, elle, souhaite que l'élan révolutionnaire ranime la combativité russe afin d'éviter la possibilité d'une paix séparée. L'appel du Soviet de Petrograd le 27 mars en faveur d'une paix « sans annexion ni contribution⁴⁰⁸ » inquiète à ce titre les majoritaires français, belges et anglais qui se voient investis par leurs gouvernements respectifs de missions diplomatiques en Russie afin d'intervenir auprès du Soviet de Petrograd pour remobiliser les esprits en vue de la continuation de l'effort de guerre⁴⁰⁹. Louis de Brouckère et Emile Vandervelde sont envoyés par la Belgique, Arthur Henderson, le leader du parti travailliste est envoyé par le gouvernement britannique, l'Italie envoie également trois députés. Pour la France, il convient de différencier deux missions. Le 31 mars 1917, les trois députés socialistes Marius Moutet, Marcel Cachin, et Ernest Lafont partent de Paris. L'objectif de cette première mission est de saluer la révolution russe au nom des socialistes occidentaux. Le témoignage de Marcel Cachin permet d'en saisir la portée :

⁴⁰⁷ Sur les lectures de l'évènement faites en Occident, voir « L'Europe et la révolution russe », in Ferro, Marc, *La révolution de 1917*, Bibliothèque de l'Evolution de l'Humanité, Paris, Albin Michel, 1997, pp.289-335.

⁴⁰⁸ « L'appel aux peuples du monde entier » proclamé par le Conseil des députés, ouvriers et soldats de Petrograd le 27 mars 1917 est reproduit dans *Les carnets de Marcel Cachin....op.cit.* pp.77-78. Message de paix, la demande faite par le Conseil des députés, ouvriers et soldats de Petrograd « appelle les peuples d'Europe à agir d'une façon décisive avec elle faveur de la paix ».

⁴⁰⁹ Voir sur ce point, Lejeune, Dominique, « Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917 », in *Revue historique*, novembre – décembre 1987, pp.373-396.

« Nous ne sommes pas venus en Russie pour parler mais pour écouter. [...] Les principes de la politique du Soviet sont ceux du parti socialiste. La guerre est menée contre les annexions et notre parti ne soutient le gouvernement que dans la mesure où il pratique une politique démocratique⁴¹⁰ ».

Il s'agit là de la mission « officielle » de la S.F.I.O qu'il convient de distinguer de la mission confiée à Albert Thomas quelques semaines plus tard. Ce dernier se rend donc en Russie du 22 avril au 19 juin 1917. Sa position est particulière. Il est le seul socialiste des pays alliés à qui l'on confie des pouvoirs étendus pour déterminer la politique de son pays au sujet de la Russie révolutionnaire⁴¹¹. Néanmoins, dès le début du mois de mai 1917, la déclaration du gouvernement russe qui reprenait la formule énoncée par le Soviet de paix « sans annexion ni contribution » poussait les socialistes français à abandonner cette posture de simple observation, et s'exprimer sur cette question fondamentale des buts de guerre. Les trois députés de la mission S.F.I.O officielle avaient déjà exprimé leur gêne quant à cette formule de paix qui imposerait de revenir au *statu quo ante*. C'est bien-sûr sur la question de l'Alsace-Lorraine que les malentendus se cristallisaient. La formule de paix sans annexion ni contribution impliquait, dans le cas de l'Alsace-Lorraine la consultation préalable des populations avant de conclure au retour définitif à la mère-patrie. Les socialistes français avaient été difficilement convaincus de cette nécessité du recours au référendum. Au sujet de l'indemnisation des victimes, les socialistes alliés l'exigeaient sans conteste, mais demandaient que les responsables de la guerre, à savoir les Allemands en assumant la charge financière, alors que les socialistes russes entendaient distinguer les responsabilités gouvernementales au cas par cas. Une solution était admise par tous pour régler ces questions : la convocation d'une Société des Nations, mais l'on n'était pas d'accord sur les moyens de l'instituer. Les socialistes russes, autour de Ceretelli, demandaient la convocation d'une conférence internationale socialiste pour imposer la paix à tous les gouvernements, alors que les socialistes français voulaient obtenir la certitude de la victoire sur l'impérialisme

⁴¹⁰ Cité in, Ferro, Marc, *La révolution....op.cit.* p.295. Les carnets secrets de Marcel Cachin sont également une source passionnante et très riche sur les missions socialistes envoyées en Russie en 1917. *Les carnets de Marcel Cachin, Tome II, 1916-1920*, Paris, CNRS Editions, 1998.

⁴¹¹ Tout au long de son séjour, il s'attache d'ailleurs à bien distinguer les idées personnelles qu'il développe en tant que socialiste, et la position d'homme d'Etat qu'il doit revêtir en tant que représentant du Gouvernement français.

Dans une conversation avec Milioukov lors d'une rencontre le 27 avril 1917, il explique très clairement cette position : « En ce qui me concerne personnellement, j'insiste [...] sur la distinction entre mes idées personnelles, que j'ai pu être amené à lui exprimer l'autre jour, surtout en présence des Camarades socialistes et aussi pour que nous fussions bien honnêtes l'un envers l'autre, et d'autre part la conduite que m'impose ici ma qualité de représentant du Gouvernement français », in « Journal de Russie.... » *op.cit.*, pp.114-115.

allemand pour envisager la convocation d'une telle instance. Albert Thomas arrive en Russie en plein cœur de ces débats houleux.

Celui-ci peut se prévaloir d'une aura certaine en matière de politique étrangère. Au mois de mai 1916, il s'était déjà rendu en Russie avec le président du Conseil René Viviani dans le but de renforcer la collaboration avec l'allié russe. En tant que sous-secrétaire d'Etat à l'Armement, il s'était assuré que les ressources productives russes étaient à la hauteur de l'effort de guerre à fournir. Ce voyage fut l'occasion d'une rencontre avec le Tsar Nicolas II, sur qui Albert Thomas fit grande impression, selon les témoignages de l'ambassadeur français en Russie en poste depuis janvier 1914, Maurice Paléologue⁴¹² - ce qui ne manqua pas de faire scandale au sein du parti socialiste français lorsque la nouvelle fût connue. L'essentiel du voyage est donc consacré à la visite des usines de guerre, en compagnie de Louis Loucheur⁴¹³. Sur ce point, Albert Thomas s'était avéré confiant. A ses yeux, l'enthousiasme russe était présent, seul manquait encore l'organisation pratique qui devait mener à l'efficacité complète de la production militaire. L'issue du voyage fut limitée par rapport aux attentes que le gouvernement français avait émises au départ. René Viviani obtint tout de même la promesse de l'envoi de 50.000 soldats sur le front occidental de la part du Tsar pour soutenir l'effort allié. En tout état de cause, Albert Thomas en avait tiré une aura certaine, même auprès des milieux révolutionnaires russes, bien que la demande qu'il exprima auprès du tsar de rencontrer les représentants les plus radicaux du mouvement révolutionnaire fût contrariée. Depuis son premier voyage en Russie, il avait continué à suivre avec attention l'évolution politique intérieure, grâce à Eugène Petit⁴¹⁴ qui avait été nommé attaché auprès du ministère aux Armements de Petrograd en septembre 1916.

C'est donc chargé d'une mission diplomatique de grande ampleur et avec la volonté affirmée de gagner le nouveau régime à la cause des Alliés et à la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire, qu'Albert Thomas arrive en Russie en plein cœur de la crise du mois d'avril 1917. Sa position est sans ambiguïté :

⁴¹² Lors du premier voyage d'Albert Thomas en Russie, il rencontre Paléologue qui relate : « Sa culture classique, son désir de plaire, l'importance de la discussion et l'intérêt historique de la scène communiquent à son exposé et même à sa personne une vertu singulière de rayonnement », cité in Paléologue, Maurice, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, Plon, 1922, p.258. Les relations entre les deux hommes se révèlent néanmoins beaucoup plus tendues lors de la deuxième venue d'Albert Thomas en 1917.

⁴¹³ Voir sur ce point, Schaper, B.W., *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, pp.128-129, et Loucheur, Louis, *Louis Loucheur. Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962, p.30.

⁴¹⁴ Eugène Petit, docteur en droit, fait pendant l'été 1917, la liaison entre Albert Thomas et Kerenski, et servira d'informateur de première importance sur la situation en Russie jusqu'en mars 1918. Albert Thomas lui demande personnellement de le tenir informé de l'évolution de la situation en Russie par une lettre du 16 novembre 1917. Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406.

« *La liberté de la Russie n'[est] pas possible sans la victoire militaire* ⁴¹⁵ ».

Durant son voyage, Albert Thomas n'hésita pas à user de ses prérogatives pour influencer directement la politique intérieure russe. Il prend par exemple directement parti pour Kerenski contre Milioukov qu'il qualifie de « doctrinaire et non un homme politique ayant le sens des réalités ⁴¹⁶ » dans le conflit qui oppose les deux hommes dans la définition des buts de guerre, et en faveur de la constitution d'un gouvernement de coalition. En apparence, l'action de Thomas allait donc dans le sens de la politique du Soviet, ce qui put, un temps, faire croire que les missions socialistes en Russie aboutissaient au rapprochement du nouveau régime russe et des démocraties occidentales. En réalité, les témoignages croisés de Marcel Cachin, d'Albert Thomas entres autres, démontrent bien la complexité de la situation, et des désaccords qui existent entre socialistes russes et socialistes alliés, mais aussi entre socialistes majoritaires eux-mêmes.

Kerenski séduit Albert Thomas pour ses positions qui confortent l'effort dans le sens de la défense nationale et de l'affirmation des buts de guerre des puissances alliées. Son discours rejoint celui des dirigeants français, mais est mâtiné de l'imaginaire typiquement socialiste de défense nationale calquée sur le mode de la Grande Révolution.

« *Scènes de l'époque révolutionnaire. La personnalité de Kerensky. Les deux jeunes officiers, gardes du corps. Les soldats armés de leur fusil à tous les paliers de l'escalier.*

Selon Kerensky, la pensée de la Russie révolutionnaire est très ferme : ni annexions, ni contribution, mais défense nationale. ⁴¹⁷ »

Pour Albert Thomas, les événements présageaient l'avènement d'un patriotisme révolutionnaire qui évoquait le spectre de 1792. Il ambitionnait ainsi que les russes aient également leur Saint-Just ou leur Danton en la personne de Kerenski ⁴¹⁸. Le 1^{er} mai 1917, il

⁴¹⁵ Cité, in Ferro, Marc, *La révolution...op.cit.*, p.297.

⁴¹⁶ « Journal de Russie... » *op.cit.*, p.115. Il ajoute : « Je suis très désireux de maintenir l'alliance. Je ne suis, quant à moi, ni un doctrinaire, ni un marxiste. Je n'ai jamais été le moins du monde germanophile ».

⁴¹⁷ Notes d'Albert Thomas du 24 avril 1917, in Sinanoglou, Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Les Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 14, n°1-2, 1973, p.100.

⁴¹⁸ La perspective était également envisagée par l'ambassadeur Paléologue. Voir sur ce point, Sinanoglou, Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Les Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 14, n°1-2, 1973, p.89-90, mais aussi Paléologue, Maurice, *La Russie des Tsars pendant la Grande Guerre, 19 août 1916 – 17 mai 1917*, Paris, Librairie Plon, 1922, p. 339. « Je reconnais que le jeune tribun du *Soviet* est particulièrement éloquent. [...] Il faut donc aller l'entendre dans un de ces meetings populaires où il péroré chaque nuit, comme jadis Robespierre aux Jacobins ».

Dans ses notes, Albert Thomas note les propos de Kerenski qui relatent les événements révolutionnaires russes : « Ce sont, dit-il, des scènes de la première Révolution qu'il vient de vivre, un patriotisme du genre de celui de 1792, et qui lui attestent que déjà ces sentiments nouveaux sont la réalité », in *Ibidem*, p.102.

prononça d'ailleurs un discours au Champ de Mars, rendant hommage aux républicains et aux révolutionnaires qui, en février 1917, tombèrent pour les mêmes causes qu'en 1789 :

« Avec l'entente du cœur et une intimité profonde entre toutes les démocraties, tous ensemble faisons les efforts nécessaires pour assurer par une victoire brillante, le triomphe de la liberté dernier rempart du militarisme et du dernier autocratisme subsistant encore en Europe, pour assurer d'une manière démocratique l'avenir de la Russie libre⁴¹⁹ ».

Albert Thomas s'investit alors de deux missions, qui dépassent largement les attributions que lui avait confiées le président du Conseil Alexandre Ribot. D'une part, il œuvra activement pour la formation d'un Gouvernement russe qui devait instaurer une sorte d'Union sacrée russe entre le Gouvernement russe, investi de la confiance des révolutionnaires et du peuple. De plus, Albert Thomas entend également infléchir les positions diplomatiques de son propre gouvernement⁴²⁰. Une découverte d'Albert Thomas en Russie fut à l'origine d'une crise politique majeure lors du retour de Moutet et Cachin en France. Le ministre est effectivement mis au courant d'un accord conclu en janvier-février 1917 lors de la Conférence interalliée de Petrograd par Gaston Doumergue, alors chef politique de la délégation française, accord selon lequel la Russie s'engageait à appuyer les revendications françaises parmi lesquelles, en plus du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, figurait l'incorporation dans le territoire français du bassin houiller de la vallée de la Sarre⁴²¹.

Pour influencer la politique intérieure russe, ainsi que la politique étrangère française, Il entend se prémunir de l'aura attestée dont il bénéficie en Russie, peut-être même au détriment de l'ambassadeur de France en Russie, le très conservateur Paléologue, avec qui les divergences vont aller croissant tout au long du séjour de Thomas. Marcel Cachin témoigne de cette indéniable autorité morale dont jouit Albert Thomas.

« On parle ici d'A. Thomas comme ambassadeur en Russie⁴²² ».

Les dissensions allaient croissant entre Thomas et Paléologue. L'objectif des deux hommes était en somme équivalent : tous deux nourrissaient l'espoir de voir la Russie

⁴¹⁹ *L'Humanité*, 2 mai 1917.

⁴²⁰ « Ni annexion, ni contribution – est ma pensée personnelle et [...] il faudra quelques temps pour aménager l'adhésion du Gouvernement français qui, d'ailleurs, l'Alsace-Lorraine étant acceptée, peut être facilement obtenue », in « *Journal de Russie...* », *Op.cit.*, p.103.

⁴²¹ Voir sur ce point, *Ibidem*, p.111. Et *Les carnets secrets d'Abel Ferry, 1914-1918*, Paris, Grasset, 1957, p.184. « Thomas a trouvé là-bas des papiers compromettants pour Briand et pour la France. Notre Gouvernement s'était fait promettre, par la Russie, la rive gauche du Rhin ».

⁴²² *Les Carnets de Marcel Cachin...* *op.cit.* p.69.

engagée jusqu'au bout dans la lutte. Néanmoins, le diagnostic qu'ils faisaient chacun de la situation intérieure russe était radicalement opposé. Pour Paléologue les forces démocratiques qui émergeaient en Russie étaient incapables de rétablir l'ordre dans le pays en vue de la victoire⁴²³. Thomas, de son côté, exhortait le gouvernement français à faire confiance à la Russie révolutionnaire dont les forces démocratiques étaient porteuses du plus grand espoir pour l'avenir et résumait ainsi son désaccord profond avec Paléologue :

« Somme toute, ce qui nous sépare, c'est que vous n'avez pas foi dans la vertu des forces révolutionnaires, tandis que moi j'y crois absolument⁴²⁴ ».

Tout au long du séjour, les divergences se creusent entre les deux hommes. Alors que Thomas s'acharne à affirmer qu' « il est possible de ramener la Russie à la guerre par la politique démocratique⁴²⁵ », Paléologue demande la rupture avec la Russie et le lancement de négociations avec la Turquie.

Cette conviction, il l'exprime encore à son retour de Russie, dans ses notes personnelles de juillet 1917, position qu'il continuera à véhiculer auprès du Gouvernement et de son parti.

« Insister sur la nécessité de faire confiance encore et surtout, à l'heure actuelle, aux Russes⁴²⁶ ».

En tout état de cause, les activités de Thomas en Russie furent variées et concernaient toute les questions relatives à la participation de la Russie à la guerre. L'état d'esprit de l'armée russe, son ravitaillement, les capacités productives des usines de guerre, le retour des exilés politiques russes, mais surtout la révision des accords sur les buts de guerre et les projets de conférence socialiste internationale préoccupaient grandement le délégué du gouvernement français en Russie. L'ambition d'Albert Thomas était véritablement de réduire l'influence des éléments pacifistes qui se faisaient de plus en plus entendre en Russie. Il

⁴²³ Voir sur ce point, Les carnets de Paléologue mais aussi les carnets de Marcel Cachin : l'ambassadeur se montre plus que sceptique quant à la capacité d'auto-mobilisation de « l'âme slave », comme il la nomme à l'envi, dans le sens de la poursuite de la guerre. « *Paléologue [...] pense que la Russe est destinée à la décomposition lente. C'est un pays d'idéalisme, d'Orient, d'imagination non constructive, mais destructive. Quand des hommes comme nous allons les voir, nous leur donnons un peu d'énergie par notre contact. Nous leur faisons l'effet d'une piqûre de sérum. Mais cela ne dure pas. La Russie est fille de l'Orient nomade, anarchique et son mal essentiel est la maladie de la volonté* ». Cité in *Les carnets de Marcel Cachin...op.cit.* p.200.

⁴²⁴ Paléologue, Maurice, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, Plon, 1922, p.311.

⁴²⁵ *Les carnets de Marcel Cachin.... op.cit.*, p.194.

⁴²⁶ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note politique du 27 juillet 1917.

croyait fermement, sous l'influence évidente de Kerenski, que les masses russes paysannes et ouvrières pouvaient rapidement être à nouveau gagnées par l'enthousiasme patriotique, en vue de lutter contre l'insupportable impérialisme allemand.

« [Selon Kerensky] la masse russe sent naître en elle un patriotisme nouveau à l'occidentale. Son pacifisme a été une réaction brutale, complète, contre l'impérialisme guerrier du Tsar, mais la réaction une fois passée, l'équilibre peut s'établir. Le peuple russe veut vivre libre et indépendant. Il ne tolérera pas une domination de la part des Allemands⁴²⁷ ».

La montée en force des intrigues allemandes en Russie était l'une des craintes principales d'Albert Thomas, car c'était le facteur qui hypothéquait le plus la possibilité de remobiliser les esprits russes en faveur de la lutte contre l'impérialisme allemand⁴²⁸. Ces craintes de voir se multiplier et s'affermir les intrigues allemandes s'expriment surtout sur la question de la réunion d'une conférence de l'Internationale socialiste lancée dès le 22 avril 1917.

B. Stockholm : le pavé dans la marre de l'Union sacrée et le réveil de l'Internationalisme socialiste

Stockholm, « ce grand espoir manqué⁴²⁹ », mobilise avec ardeur tous les rangs socialistes durant l'année 1917. Après plus de trois années de guerre sans fin entre les puissances européennes, et les tentatives menées avec plus ou moins de succès depuis 1915 pour réunir une conférence internationale socialiste, le contexte paraissait plus favorable à la réussite d'une telle entreprise. A l'initiative de la délégation hollando-scandinave, Camille Huysmans, le secrétaire du Bureau Socialiste International, lance un appel le 22 avril 1917 pour convoquer à Stockholm la réunion de toutes les sections socialistes de l'Internationale. Très vite, l'idée séduit les socialistes des pays neutres, les minoritaires des pays en guerre, mais aussi le mouvement socialiste russe, qui, par la voix du Soviet, lance un appel en faveur de Stockholm. Dès la mi-mai, le mouvement russe devient le premier promoteur de la conférence et nourrit ce projet durant tout l'été 1917. Dans l'esprit des organisateurs de la conférence, Stockholm symbolise le projet d'une paix générale négociée entre les puissances européennes, et dépasse donc largement le seul projet de ranimer la flamme de l'internationalisme

⁴²⁷ « Journal de Russie... », *op.cit.*, p.101.

⁴²⁸ « La fraternisation entre Allemands et Russes devient un véritable danger national. Les cas se multiplient de tous côtés. Il y a une illusion fondamentale dans l'esprit des Russes : ils espèrent amener un amoindrissement de la force allemande. Leur espoir sera déçu », in « Journal de Russie... », *op.cit.*, p.125.

⁴²⁹ Rebérioux, Madeleine, « Le socialisme et la première guerre mondiale... », *op.cit.*, p.625.

socialiste. Pour Camille Huysmans, la formulation même de l'idée de Stockholm a eu un effet performatif.

« Au point de vue purement humain, elle [la conférence] a créé les conditions normales pour rendre possible une rencontre des délégués des pays belligérants. Stockholm a habitué l'Europe à cette idée, qui a pénétré les masses de la population, tant bourgeoise qu'ouvrière. Elle a déterminé les mentalités. Elle a canalisé l'opinion publique. Elle a été un facteur puissant des courants pacifique⁴³⁰ ».

La majorité, et surtout Albert Thomas qui se trouve alors en Russie au moment où l'idée fait de plus en plus son chemin dans les esprits, doit donc se positionner. Parmi les socialistes restés en France, une frange de la majorité tente longuement de s'y opposer, et Jules Guesde s'acharne à dénoncer le « piège boche » que constituerait une telle conférence. Les positions d'Albert Thomas ne sont, au départ, pas si éloignées de cette position radicale. Pour celui-ci, la conférence de Stockholm est l'occasion de condamner à nouveau l'attitude des majoritaires allemands, réaffirmant leur responsabilité dans l'éclatement du conflit et s'attachant à distinguer radicalement l'Union Sacrée française et la *Burgfriede* allemande. Dès son arrivée en Russie, la question de l'Internationale est vivement discutée entre Albert Thomas et les socialistes russes. Lors d'une conversation avec Kerenski et d'autres représentants du Gouvernement provisoire le 25 avril 1917, c'est la question de l'Alsace-Lorraine qui est au cœur des contradictions et malentendus entre le ministre français et les socialistes russes.

« La question d'Alsace-Lorraine. La Russie a décidé ni annexions, ni conquêtes. La reprise de l'Alsace-Lorraine sera-t-elle une conquête ? Je rappelle la décision du Parti, l'attachement au principe de la libre disposition des peuples par eux-mêmes⁴³¹ ».

De la même manière, sur les conditions de réunion de l'Internationale, la réponse d'Albert Thomas ne laisse pas planer de doute.

« On me pose la question de l'Internationale [...]. Je répons d'une seule phrase : Il y aura une Internationale possible lorsque, devant leur opinion publique, les Partis de chaque pays auront fait une propagande méthodique, sincère, pour les principes qui peuvent être des principes communs. Tant

⁴³⁰ Comité organisateur de la Conférence socialiste internationale de Stockholm, Stockholm, Tidens Förlag, 1918, préface de Camille Huysmans, p.iii, cité, in « Journal de Russie... », *op.cit.*, p.105.

⁴³¹ « Le Journal de Russie... », *op.cit.*, p.104. Albert Thomas se réfère ici à la déclaration du Conseil national de la SFIO au sujet des conditions de paix, votée le 14 juillet 1915, faisant mention du principe du droit des populations à disposer d'elles-mêmes, et « à faire retour à la nation dont elles ont été brutalement séparées ».

*que les socialistes allemands continueront à s'agiter et à intriguer, sans prendre position devant leur opinion, il n'y aura pas d'Internationale possible*⁴³²».

La position d'Albert Thomas reposait sur deux volets. D'un côté, il était inadmissible que les socialistes allemands participent à une réunion de l'Internationale sans renoncer à leur politique d'Union nationale qui s'apparentait à une véritable compromission avec l'impérialisme consubstantiel au régime impérial. De l'autre, Thomas promettait d'affranchir les buts de guerre français de toute ambition impérialiste. Les contradictions de la position des majoritaires étaient en germe dans ces propositions. Il était évident, dans l'esprit des majoritaires français, que la théorie socialiste amenait à distinguer la participation à la Défense nationale dans un pays démocratie comme la France du concours donné à un régime impérial – et nécessairement impérialiste – comme celui qui était en place outre-Rhin. Néanmoins, Albert Thomas se rend compte que sa capacité à infléchir véritablement le gouvernement français était plus que limitée. L'action diplomatique en Russie ne suffisait pas à réduire les prétentions territoriales « impérialistes » du gouvernement français, engagé dans une guerre qu'il convenait véritablement de faire jusqu'au bout. La découverte des tractations menées par Doumergue auprès de la Russie quelques semaines plus tôt en vue de l'acceptation des buts de guerre français qui s'avéraient contraires à la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes revendiquée par les socialistes était l'obstacle auquel l'Union nationale ne saurait survivre. Alors que Marcel Cachin, parti en Russie pour défendre les intérêts de son gouvernement, en revient « comme le chantre glorieux de la patrie de la révolution⁴³³ », Albert Thomas quitte la vieille Russie plus assuré encore de la nécessité de poursuivre la guerre à outrance et de lutter contre les ferments pacifistes en Russie et en France. Il amorce alors son retour en France sur ces mots lancés à Ceretelli, fervent défenseur de la solution d'une paix négociée et qui agace Thomas pour ses « illusions zimmerwaldiennes⁴³⁴ » :

*« Nous irons à Stockholm, non parce que nous croyons possible de discuter avec les socialistes allemands, mais pour que le monde ouvrier juge de quel côté se trouve le Droit*⁴³⁵».

⁴³² *Ibidem*, p.105.

⁴³³ Ferro, Marc, *La révolution de 1917, ...op.cit.*, p.298.

⁴³⁴ « Journal de Russie... » *op.cit.*p.122-123.

⁴³⁵ Témoignage de Ceretelli, cité in Ferro, Marc, *La révolution de 1917, op.cit.*, p.365.

C. L'appel du peuple russe en faveur de la paix : une majorité, des majorités ?

Néanmoins, en l'absence de Thomas, les socialistes français s'inquiétaient des libertés laissées à celui-ci en Russie. Les télégrammes, et informations lancées par l'agence de presse Havas, ou divulguées par Marcel Cachin avaient brouillé les pistes. Albert Thomas s'était en effet exprimé en faveur de Stockholm, sous des conditions bien précises, qui devaient en réalité servir la victoire française – et non redonner un souffle à l'Internationale socialiste, qui, tant que français et allemands combattaient dans les tranchées, ne pourraient selon lui se réunir autour d'une même table pour discuter de la paix. **Il défendait ardemment cette position depuis mai 1915 – l'avait ainsi immédiatement présentée aux socialistes russes, et qu'il n'avait pas tenté de dissimuler à ses camarades socialistes alors également en mission en Russie.** Néanmoins les malentendus subsistent, et inquiètent grandement les majoritaires eux-mêmes. Hubert Bourgin en témoigne :

« Mais que font les missionnaires en Russie ? Et que fait Thomas ? On n'a de lui que de rares nouvelles, par le cabinet. Elles sont obscures, confuses, et peu cohérentes. Une seule chose claire, c'est qu'il se débat dans des difficultés terribles [...] Il est inquiet. Et nous, en suivant dans les journaux les troubles nouvelles de Russie, qui éclairent un peu les sombres machinations de l'Allemagne, de ses neutres, vassaux ou domestiques, nous pressentons, nous comprenons son inquiétude et son tourment. Comment résister à ce lourd mouvement russe contre la guerre occidentale ? Comment accepter l'idée de rencontrer les Allemands à Stockholm ? ⁴³⁶ »

A la fin du mois de mai 1917, l'agence de presse russe Havas avait effectivement détourné les propos de Thomas, laissant planer le doute sur une vague formule de paix négociée⁴³⁷, propos finalement rectifiés par une dépêche envoyée par Thomas au gouvernement français. Au retour de Cachin, Moutet et Lafont, la question de Stockholm fut en tous cas amplement débattue dans les rangs socialistes français. Le Conseil national du 27 mai 1917 se tint sur cette question. Ceux-ci, nous l'avons dit, reviennent de Russie, convertis à la cause de la paix. En tous cas, ils vont défendre la cause de la réunion d'une conférence à Stockholm, dans les conditions posées par la Russie à un moment où Thomas, encore au cœur de la tourmente russe, n'est pas véritablement en mesure de faire entendre sa voix à son parti, qui

⁴³⁶ Bourgin, Hubert, *Le parti contre la partie....op.cit.*, p.213.

⁴³⁷ *Les carnets de Marcel Cachin, op.cit.*, p.179. Voir aussi sur ce point, *Les Carnets Secrets d'Abel Ferry*, op.cit., p.183 : « Je me suis laissé dire que les dépêches de Thomas témoignaient d'un certain flottement. A Paris, dans les Conseils de Ministres, il était plus nationaliste que Poincaré ; à Saint-Petersbourg auprès des Soviets, il fut indécis même sur la question de l'Alsace-Lorraine ».

nécessairement, prenait de la distance avec les positions d'un ministre de plus en plus encombrant. Les bases du volte-face de la majorité en faveur de l'appel lancé par les russes se fait sur cette formule de Cachin⁴³⁸ lors de la première séance du Conseil national :

« *C'est une âme que nous allons donner au peuple russe, si nous acceptons son invitation, et c'est 10 millions de baïonnettes que nous mettons au service de la liberté universelle*⁴³⁹ ».

L'appel lancé par les socialistes russes en faveur de la réunion d'une conférence socialiste internationale changeait effectivement la donne. A l'issue de ces deux jours de Conseil national, la formule adoptée était celle de l'ardent enthousiasme et de l'acceptation à l'unanimité du parti de l'invitation lancée par la Révolution russe⁴⁴⁰. Si Cachin et Moutet avaient effectivement accueilli favorablement la proposition faite par la Révolution russe, le renversement de la majorité en sa faveur n'était pas si évident et immédiat. Comme l'explique Jean-Jacques Becker, « à l'arrière-plan de la conférence de Stockholm se trouvait l'idée que le moment était venu de redonner vie à la IIème Internationale⁴⁴¹ ». Or sur ce point, les lectures de Stockholm divergeaient d'un courant à l'autre de la SFIO, et même d'un socialiste à l'autre. Le vote d'unanimité acquis le 28 mai était une façade. Comme le dit encore Jean-Jacques Becker, « comme tout vote unanime, ce vote cachait des oppositions fondamentales parmi les socialistes français⁴⁴² ». Pour les zimmerwaldiens, Stockholm était un moyen de faire la paix « en dehors et en face des gouvernements » mais aussi d'exprimer l'idée qu'il fallait refaire l'Internationale, non pas sur les décombres de la IIème Internationale morte à l'été 1914 sur l'autel de l'Union sacrée, mais sur une formule nouvelle et renforcée. Pour la minorité « officielle » autour de Jean Longuet, Stockholm était le moyen de ranimer cette flamme – la paix venue, les conditions pratiques de la renaissance de l'Internationale pourraient être à nouveau fixées, il s'agissait, pour le moment, de maintenir dans les cœurs au moins, l'idée que la renaissance était possible. Enfin, du côté des majoritaires, Henderson, majoritaire britannique, et Vandervelde en tête, la réunion de l'Internationale devait être une arme de guerre au service de l'Entente. En quelque sorte, la position de Cachin et Moutet à

⁴³⁸ Les discours de Marcel Cachin et Marius Moutet qui emportent l'adhésion du conseil sont reproduits dans *L'Humanité* du 28 mai 1917.

⁴³⁹ Huber-Rouger, *La France socialiste...op.cit.*, p.422.

⁴⁴⁰ « Le conseil national [...] accueille l'initiative des camarades russes, s'y associe pleinement et se joint à eux pour demander la réunion de l'Internationale [...] décide en même temps l'envoi d'une délégation à Stockholm apportant dans les conférences préparatoires les vues de la section française pour une action commune destinée à préparer la paix selon les principes formulés par le gouvernement révolutionnaire et les socialistes de Russie », *L'Humanité*, 29 mai 1917.

⁴⁴¹ Becker, Jean-Jacques, *1917 en Europe – L'année impossible*, Paris, Editions Complexe, 1997, p.134.

⁴⁴² *Ibidem*, p.137.

l'origine n'était pas si éloignée d'une telle formule, même si quelques semaines plus tard la conversion à la seule idée de la paix allait l'emporter dans leurs esprits. Marcel Cachin, lors du Conseil national réuni à la fin du mois de mai pour débattre de cette question, avait d'ailleurs quelque peu maquillé l'accord parfait entre ses positions et celle de Thomas devant le Groupe socialiste pour emporter l'adhésion⁴⁴³. Le malentendu, en tous cas, reposait sur l'affirmation faite devant le Groupe socialiste que la délégation française avait obtenu la certitude que les Russes refusaient par-dessus tout de négocier avec les Allemands lors d'une conférence socialiste internationale. C'était, sans nul doute quelque peu sous-estimer les germes pacifiques qui étaient alors en train de prendre pied en Russie – ou en tous cas surestimer la capacité du Gouvernement provisoire à les endiguer, et qu'Albert Thomas avait eu lui-même l'occasion de constater à la fin de son séjour, sans pour autant retirer sa confiance audit Gouvernement⁴⁴⁴.

En tout état de cause, pour Albert Thomas, la situation était plus complexe. Nous l'avons dit, la contradiction entre sa position de représentant du parti socialiste, et celle de Ministre de l'Armement envoyé en Russie pour une mission diplomatique était insoluble. Une question se pose alors : comment la position d'Albert Thomas évolue-t-elle face à ces évènements ? Sa position se résume-t-elle à une incompréhension totale face à l'appel de l'histoire ? Les choses sont évidemment plus complexes et doivent être resituées dans la configuration politique et diplomatique de l'époque. D'une part, la position d'Albert Thomas avait grandement évolué tout au long de son séjour. Parti en Russie hostile à toute idée de réunion de l'Internationale dans la configuration qui était celle du début de l'année 1917 et de la condamnation féroce de la position des majoritaires allemands, il revient effectivement plus assuré de la lutte nécessaire contre les intrigues allemandes menées en Russie et dont Albert Thomas craint qu'elles mènent à aboutir, sous l'égide de l'Internationale à une paix allemande. A la fin de son séjour, il fait un passage, désormais obligé, par Stockholm où il rencontre Huysmans et Troelstra, membres du Parti socialiste hollandais et du Comité exécutif du Bureau international. La discussion avec ce dernier qui a lieu le 18 juin 1917 est très éclairante et mérite d'être commentée.

⁴⁴³ Bourgin, Hubert, *Le Parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, pp.218-221.

⁴⁴⁴ Dans un télégramme envoyé à Alexandre Ribot le 14 juin 1917, Albert Thomas commente la situation russe : « La volonté de paix du peuple russe est tout à fait profonde [...] Les révolutionnaires ont raison de dire que la révolution a été faite non seulement contre le tsar mais contre la guerre », in, « Le journal de Russie... », *op.cit.*, pp.184-185.

D. Pour la Paix du droit : au prisme du miroir déformant de l'Union sacrée

Les débats entre Albert Thomas, chantre de l'Union sacrée française et Pieter Troelstra, fervent défenseur de la renaissance de l'Internationale socialiste furent houleux. Ce dernier entend placer le ministre français devant les apories de sa position. Les incompréhensions se cristallisent autour de la question de l'Alsace-Lorraine. Premier but de guerre de la France, le retour de l'Alsace-Lorraine était évidemment devenue aux yeux de l'immense majorité de l'opinion publique française « comme un droit imprescriptible ⁴⁴⁵ ». Au fil de cette discussion, il entend bien montrer que l'acceptation de l'éventualité d'un plébiscite – sur lequel il reste néanmoins réservé – est déjà une véritable concession de sa part.

« Question de l'Alsace-Lorraine. Nos questions sont ignorées. On ne sent pas à quel point elles sont symboliques. Certains seraient tentés de dire [...] qu'il est honteux de notre part de continuer le massacre à cause de cet unique lambeau de terre qu'est l'Alsace-Lorraine ⁴⁴⁶ ».

Le deuxième axe de son argumentaire consiste à démontrer en bonne et due forme que la position des socialistes majoritaires allemands est intenable, et que la participation d'une délégation française à la conférence ne peut se faire que dans le respect de certaines conditions, à savoir la reconnaissance par les socialistes allemands de l'ineptie de leur position depuis le début du conflit ⁴⁴⁷.

« Je montre leur recul sur la pensée socialiste ancienne [...]. Son idée à lui, c'est l'arbitrage international. Je ne fais pas de résistance à l'idée de l'arbitrage international, en montrant que je l'accepte non seulement comme français, mais comme socialiste et européen ⁴⁴⁸ ».

De sa discussion avec le socialiste majoritaire autrichien lors de son passage à Stockholm, il ressort convaincu que les socialistes allemands et autrichiens comptent sur les opérations de la Conférence pour obtenir leur paix, et qu'il s'agit donc d'un « guet-apens ⁴⁴⁹ ». Finalement, Albert Thomas rentre en France acquis à l'idée de la réunion d'une conférence internationale, si elle est l'initiative pure des forces révolutionnaires russes et s'il est possible d'en définir les conditions de réunion pour éviter le piège allemand. L'objectif est évidemment de donner un

⁴⁴⁵ Roth, François, « Le retour des provinces perdues », in Audouin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 1064.

⁴⁴⁶ « Le journal de Russie... », *op.cit.*, p.188.

⁴⁴⁷ Sur les discussions entre Albert Thomas et le Soviet russe, voir « Le journal de Russie... », *op.cit.*, pp.155-156.

⁴⁴⁸ *Ibidem.*

⁴⁴⁹ *Ibid.* p.189.

soutien et une impulsion à un gouvernement russe assuré de l'appui des forces socialistes alliées afin de préserver l'effort de cette grande puissance dans la guerre. Ainsi, la majorité socialiste française ralliée à Stockholm préférait se dire enthousiasmée par l'invitation russe, plutôt que par l'invitation hollando-scandinave, soupçonnée de servir l'impérialisme et les intrigues allemandes. La solution est évidemment peu souhaitable pour Albert Thomas, mais elle est jugée nécessaire au maintien de la Russie révolutionnaire dans la coalition antiallemande.

L'argument de la paix du droit est alors constamment repris par Albert Thomas.

« La conversation me prouve une fois de plus que nous pouvons avoir pleine certitude de l'excellence de notre cause. Les arguments sur le droit sont irrésistibles pour les démocrates et les socialistes⁴⁵⁰ ».

De retour en France, Albert Thomas entend bien éclaircir ses positions, à la fois face au Gouvernement et devant son parti.

⁴⁵⁰ « Journal de Russie... », op.cit., p.188.

II. Vers la fin de l'Union sacrée : Un « syndrome de Stockholm » ?

A. La Défense Nationale jusqu'à la victoire

A l'été 1917, Stockholm est sur toutes les lèvres. Albert Thomas joue un rôle majeur dans les discussions qui animent toute l'opinion⁴⁵¹. La question de Stockholm est pour les socialistes l'occasion de remettre en cause plus largement la ligne politique générale du Gouvernement et en conséquence de débattre de la question du maintien ou non de Thomas au gouvernement. Nécessairement, le maintien de son poste était de plus en plus compromis si la politique du Gouvernement ne recevait pas la confiance du Groupe. Néanmoins, la perpétuation de sa participation ministérielle, en tous cas provisoire, est votée par le Groupe socialiste le vendredi 3 août 1917 par 56 voix contre 9, après une interpellation du Président du Conseil par Renaudel sur la politique générale du Gouvernement, et deux jours de discussions internes au Groupe socialistes dans les 48 heures suivantes⁴⁵². Stockholm amenait par ricochet une discussion plus générale sur la valeur de l'Union sacrée acceptée jusque-là.

L'idée d'Albert Thomas sur Stockholm était faite et il eut plusieurs fois l'occasion de la préciser devant l'opinion. Il est en tête de l'offensive contre les majoritaires allemands, répondant au mémorandum de la social-démocratie sur Stockholm, qui, se déclarant favorable à la réunion d'une telle conférence sur la base d'une paix sans annexion ni contribution, faisait néanmoins de l'Alsace-Lorraine une question intérieure allemande non discutable. Pour Albert Thomas, les garanties que demandent les socialistes allemands ne valent rien « tant que l'Allemagne n'aura pas transformé son régime intérieur, tant qu'un gouvernement constitutionnel véritable n'y est pas établi⁴⁵³ ». Le majoritaire français entend bien dénoncer tout ce que la politique des garanties exigées par la social-démocratie ralliée au Kaiser « renferme d'impérialisme inconscient⁴⁵⁴ ». L'opposition entre la majorité française et la majorité allemande réside finalement dans cette insoluble contradiction, que la question de

⁴⁵¹ Voir les articles de *l'Humanité* de l'été 1917, et notamment « Discours d'Albert Thomas aux ouvriers de Kiev » du 6 juin 1917, « La conférence internationale : Albert Thomas et le Soviet », le 18 juin 1917 et « Le discours d'Albert Thomas à Champigny. La conférence de Stockholm et l'adhésion du Parti socialiste français », du 14 août 1917.

⁴⁵² Hubert Rouger, *L'action socialiste au Parlement (1914-1919)*, Paris, Librairie du Parti Socialiste et de *l'Humanité*, 1919, p. 15.

⁴⁵³ « Un article d'Albert Thomas dans le 'Social Demokraten' », in *L'Humanité*, 22 juin 1917.

⁴⁵⁴ *Ibidem*.

l'Alsace-Lorraine vient cristalliser, mais qui est en fait le miroir déformant des contradictions inhérentes à l'Union sacrée ou à la *Burgfriede*. Celle-ci, néanmoins, supporte mieux la logique française, du moins telle qu'elle était définie en 1914. La Défense de la République, qui connaît le suffrage universel depuis 1848, et qui est fille de la Grande Révolution, modèle conscient pour les socialistes français, que leurs homologues allemands jalourent plus ou moins ouvertement et consciemment, semble plus facilement acceptable que la *Burgfriede* allemande, qui revient à soutenir le régime impérial, et donc à compromettre irrémédiablement les forces socialistes et ouvrières en hypothéquant leur avenir à la destinée d'un régime auquel ils sont pourtant par essence opposés. Un tel argument est tenable en 1914. L'est-il encore en 1917, « année impossible » pour l'Europe ? Quelle est la portée des controverses autour de Stockholm ? Elles montrent en tout état de cause que l'idée de paix a progressé par rapport à 1915 et 1916. Dans les rangs strictement socialistes, l'écho de Stockholm est bien plus grand que celui de Zimmerwald en 1915 et Kienthal en 1916. L'idée gagne désormais à présent une partie des majoritaires, soulevant ainsi leurs propres contradictions, mais également le poids de leur argumentaire à ce moment charnière du conflit.

En un sens, l'argumentaire tenu par Albert Thomas encore à ce moment où la question de l'éclaircissement des buts de guerre de la France est des plus flous⁴⁵⁵ – comme en témoigne la crise causée par la découverte de l'accord français de février 1917 – montre les limites de l'argument de la paix du droit – axé autour du principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, directement issu de la philosophie de la Grande Révolution – qui se confond, en réalité, de plus en plus avec les buts de guerre de l'Entente, et donc avec une idée du droit à deux vitesses. L'échec de la demande de démocratisation des buts de guerre de la France voulue par Thomas en est le signe le plus évident. Celui-ci démontre également les limites de la méthode prônée par Thomas, qui au-delà de la simple Union sacrée en temps de guerre, ramène plus généralement à la technique de participation ministérielle et parlementaire qu'il prônait déjà avec ardeur à la veille du conflit. Avec un seul socialiste au gouvernement, même ministre et non plus seulement sous-secrétaire d'Etat, il était impossible d'influencer dans un sens socialiste l'action menée par tout un Gouvernement. Son maintien revenait simplement à couvrir, impuissamment, les positions d'un Gouvernement, qui étaient de plus en plus intenable au regard de l'idéal socialiste lui-même recroquevillé sur sa dimension nationale et ainsi réduit à peau de chagrin. Pour Albert Thomas, comme il l'explique encore devant ses

⁴⁵⁵ Voir sur ce point, Duroselle, Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français*, Paris, Perrin, 1994, pp.278-312.

camarades socialistes de la deuxième circonscription de Sceaux, le 12 août 1917, aller à Stockholm revient à « mettre au service du droit, c'est-à-dire du socialisme et de la France, le puissant instrument de juste propagande que peut être l'Internationale⁴⁵⁶ ». Ces contradictions se retrouvent autrement formulées dans une note politique résumant la situation du côté anglais sur la question de Stockholm ;

« [...] *On joue la carte de Stockholm et sans y attacher, pour l'instant, aucune importance. Au fond, c'est l'utilisation des idées et des intérêts pour une politique égoïste* ⁴⁵⁷ ».

Stockholm est toujours présenté comme le mur de la volonté de paix contre lequel vient s'écraser l'Union sacrée, ce qui est tout à fait juste. Mais l'on pourrait également inverser la présentation, et considérer que Stockholm représente aussi le souffle d'une idée de paix, que la volonté de continuer la guerre – ou en tous cas la nécessité de tenir qui s'impose finalement d'autant plus que le conflit dure et dont l'année 1917 est le symbole archétypal – vient annihiler. Stockholm est en ce sens un véritable syndrome qui porte en germe les contradictions inhérentes à la politique d'Union sacrée des socialistes. Dans l'esprit d'Albert Thomas, et avec lui de quelques autres, Stockholm était l'un des moteurs pouvant servir la cause de l'Union sacrée et sa nécessaire perpétuation. Surtout, la conférence socialiste internationale ne devait pas être un instrument à la botte de l'ennemi et pouvant ainsi servir une paix allemande. De la lutte contre ces intrigues, dépendait la capacité pour les majoritaires de continuer à maintenir l'unité du Parti autour d'une ligne d'Union sacrée, et donc d'éviter l'examen de conscience auquel la fin de celle-ci mènerait nécessairement et dont ils avaient à l'esprit qu'elle ne jouerait pas en leur faveur. Au cœur du mois d'août 1917, l'inquiétude est à son acmé.

« *Tu comprends quelle est la bataille que nous allons avoir à livrer au prochain Congrès Socialiste : c'est toute la politique d'action nationale qui va être remise en cause.*

*Il faudrait d'une part être très outillé sur les différents incidents ; mais il faudrait d'autre part pouvoir défendre très complètement la politique intérieure et pouvoir même foncer sur toute l'intrigue Germanophile qui se développe évidemment à l'heure actuelle dans le Socialisme international*⁴⁵⁸ ».

⁴⁵⁶ Thomas, Albert, *Le parti socialiste et la politique nationale*, « Discours du 12 août 1917, devant l'union des sections socialistes de la 2^{ème} circonscription de Sceaux (Seine) », Paris, Grasset, p. 11. Archives OURS.

⁴⁵⁷ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note politique du 27 juillet 1917.

⁴⁵⁸ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 309, Note d'Albert Thomas au Lieutenant Hubert du 18 août 1917.

Néanmoins, en l'assimilant à un instrument au service de la cause du droit, de la civilisation qui passait par l'écrasement de l'impérialisme allemand, elle portait en germe les confusions et transferts inhérents à l'Union sacrée qui s'apparenterait de plus en plus à une Sacrée Union.

De plus, la volonté de montrer la continuité de l'Union sacrée de 1917 avec celle née à l'été 1914 était difficile à tenir, et faisait partie d'une logique discursive plus large visant à légitimer avec plus de force une position dont les apories avaient été déjà maintes fois prouvées. En quelque sorte, Stockholm avait poussé Albert Thomas et les rangs majoritaires à faire un premier « retour sur expérience », condition nécessaire à la perpétuation ou à l'arrêt de celle-ci. En fait, on réalisait de plus en plus que l'Union sacrée de 1914 ne pouvait plus être celle de 1917. Après plus de trois années d'un conflit dont on avait déjà pris, depuis quelques temps déjà, la mesure de la barbarie, des souffrances et des conséquences meurtrières, l'échec de Stockholm apparaissait, d'une façon faussement paradoxale, comme la preuve de l'impossibilité de l'idée d'une paix négociée. Comment l'expliquer ? On peut à ce stade supposer que, dans le dispositif majoritaire tel qu'il nous intéresse, il s'agit effectivement de donner une cohérence à l'action passée. Convenir du fait que l'appel de Stockholm revenait à apporter une paix tant attendue aurait balayé d'un seul coup l'entreprise mise en œuvre depuis le début des hostilités. Ainsi, à un moment où les positions des socialistes allemands s'affirmaient sur la question des buts de guerre et des responsabilités partagées, il fallait crier encore plus haut et encore plus fort que l'impérialisme allemand avait été à l'origine immédiate de la guerre, qu'importe ce que pouvait bien dire la théorie socialiste de la guerre comme exacerbation des contradictions des puissances bourgeoises, inhérentes au système capitaliste. A un moment où elle était de plus en plus menacée, l'Union sacrée à la française devait se faire entendre davantage.

Deux positions sont ici inconciliables. L'appel pour la paix ne peut être rallié pour lui-même. Dans l'esprit d'Albert Thomas, il n'y a pas de paix possible si on ne met pas fin correctement à la guerre, et si on ne détruit pas la guerre par la guerre, en anéantissant ses causes directes. En cela, la position majoritaire n'était pas simplement la victime du syndrome de Stockholm, événement manqué dont la conséquence allait être leur mise en minorité progressive. Leur position était en fait le syndrome d'une nécessité plus large, celle de tenir et d'aller jusqu'au bout, que même l'année 1917 et toutes ses crises et contradictions, n'avait pas réussi à éroder. Ainsi, on peut en quelque sorte considérer la position d'Albert Thomas à l'égard de Stockholm comme l'une des nombreuses manifestations de ce que l'on pourrait

appeler une « culture politique de guerre », dans laquelle les événements passés l'avaient déjà radicalement plongé⁴⁵⁹, dont on voit bien qu'elle se trouve paradoxalement ravivée dans les événements de 1917. La référence permanente à la guerre du droit, à la guerre juste participe du processus d'élévation de la guerre en une véritable « croisade », au sein de laquelle « tous les belligérants sont persuadés de la véritable vérité de leur cause⁴⁶⁰ ». Le maintien du dispositif majoritaire à ce moment précis où le basculement semble proche – la référence à Stockholm est véritablement omniprésente, et si l'entreprise se conclut finalement par un échec, cela n'enlève rien à la force du message qu'elle délivrait, mais surtout à l'écho formidable que produit sa non-réalisation – repose effectivement sur le redoublement de cet argumentaire. Pierre Renaudel, qui tente encore de maintenir, même artificiellement, l'unité du Parti, est à l'avant-garde de ce type d'argumentaire.

« Nous revendiquons pour le socialisme national et international le droit de dire clairement, hautement ce qu'il pense des conditions d'une paix juste. C'est précisément parce que le socialisme tend à représenter dans tous les ordres de l'activité humaine, la justice qu'il ne saurait accepter qu'on lui dénie dans la guerre même, et pour la paix une intervention dont il n'a pas mesuré. [...] Ce sont les fins démocratiques que la guerre doit réaliser : celle-ci ne peut se terminer que par des fins démocratiques⁴⁶¹ ».

B. Septembre 1917 : L'ironie de l'histoire.

L'adhésion du Parti obtenue autour de la nécessité de la réunion d'une conférence socialiste internationale, la « comédie des passeports⁴⁶² » avait animé la vie politique française. Ribot s'était fermement opposé à la délivrance de ceux-ci lors du comité secret du début du mois de juin, au cours duquel les débats furent houleux. La pression menée par Pétain lors du Comité de la Défense nationale le 31 mai avait été décisive. Celui-ci considérait l'éventuelle rencontre de socialistes allemands et français comme un armistice. Ribot avait alors repris à son compte les craintes relatives à la démoralisation de l'armée et avait alors eu ces phrases éclatantes qui avait scellé autour de lui, une opposition menée par la suite par la presse conservatrice. Ainsi lors du comité secret du Sénat, Ribot avait déclaré que « la paix ne

⁴⁵⁹ Voir sur ce point un texte intéressant d'Albert Thomas, la préface d'Albert Thomas à l'ouvrage de Lloyd George, *La Victoire en marche*, reproduit dans *L'Humanité* du 11 octobre 1916.

⁴⁶⁰ Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2000, p.137.

⁴⁶¹ Renaudel, Pierre, « La liberté du Monde », *L'Humanité*, 16 mai 1917.

⁴⁶² *Le Parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, p.237.

passera pas par Stockholm, mais par la victoire⁴⁶³ », refusant que l'action en faveur de la paix soit l'œuvre d'un parti seul, et non de la nation toute entière. Lors du Comité secret, les socialistes, Renaudel en tête avait tenté de faire pression sur Ribot mais, après plus de trois jours de débats, celui-ci obtint finalement la confiance du Gouvernement dans la nuit du 4 au 5 juin 1917. Un télégramme de Ribot envoyé à Albert Thomas, qui était alors encore en Russie l'informa de la situation, et ce dernier s'étonnait du volte-face de Moutet et Cachin, désormais acquis à l'idée de la réunion de la Conférence socialiste internationale sans conditions.

« J'ai été stupéfait le 4 juin, de voir comment Moutet et Cachin, qui ont quitté Petrograd dans un état de dépression dont tout le monde se souvient encore ici, ont, dans un élan d'enthousiasme inattendu, lâché brusquement toute cette politique des conditions préalable, la seule solide⁴⁶⁴ ».

De retour en France le 29 juin 1917, Thomas vient éclaircir la situation devant le Groupe socialiste. S'opposant alors à la tactique de Cachin et Renaudel, il mène l'offensive contre celle-ci au cours de l'été, sur l'argumentaire que nous avons précédemment exposé. Albert Thomas, en plus de l'offensive qu'il mène contre cette tendance grandissante dans le parti à l'été 1917, aurait voulu compléter cette action en faveur de la Défense nationale par une proposition constructive de politique générale, afin de montrer la bonne volonté des socialistes en faveur de la France, et non en faveur d'intrigues de paix. Le 19 juillet, il avait exposé devant le Groupe socialiste un programme constructif allant dans le sens de l'amélioration des conditions matérielles des soldats, de la libération des classes les plus anciennes, d'un système de guerre défensive, et d'une politique extérieure active⁴⁶⁵. Néanmoins, au Groupe socialiste, tout le monde est arc-bouté sur la question des passeports, et les esprits s'animent depuis que l'on sait le gouvernement fortement hostile à la délivrance des précieux sésames pour Stockholm.

Lors de la conférence du Parti des 10 et 11 août 1917, la motion de Pierre Renaudel présente ainsi les raisons du nécessaire ralliement du Parti à Stockholm, ainsi que les raisons pour lesquelles le Gouvernement français doit accepter de délivrer les passeports à la délégation française, contrairement à sa position exprimée lors du comité secret du 1^{er} au 4 juin 1917.

⁴⁶³ Becker, Jean-Jacques, *1917 en Europe – L'année impossible*, Paris, Editions Complexe, 1997, p.139.

⁴⁶⁴ Note du 22 mai 1917, in Ribot, Alexandre, *Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites, 1914-1922*, Paris, Plon, 1936, p.139.

⁴⁶⁵ Schaper, B. W, *Albert Thomas....op.cit.*, p.150.

« *Le Parti socialiste français ne vient pas à Stockholm pour y chercher une paix de compromis qui laisserait le sort des peuples en suspens, à la merci de nouvelles guerres. Il y vient pour dire que le respect du droit des peuples, le respect des traités, l'engagement de soumettre dorénavant tous les conflits possibles à la justice des nations, peuvent seuls constituer une paix acceptable*⁴⁶⁶ ».

Thomas prend la relève de Renaudel dans la presse socialiste, et devant l'opinion militante tout au long de l'été 1917. Ainsi, affirme-t-il :

« *Lorsque le Parti socialiste, après les sacrifices qu'il a consentis pendant trois années à la défense nationale, déclare qu'il veut aller à une conférence comme Stockholm, on n'a pas le droit de ne pas lui faire confiance ; on n'a pas le droit de craindre qu'il y trahisse ou seulement qu'il y serve mal la cause du pays, alors qu'il veut y aller pour accomplir essentiellement un acte de défense nationale*⁴⁶⁷ ».

Cet ultime acte de Défense Nationale vaut-il paradoxalement à Albert Thomas sa place dans le Gouvernement français. En effet, comme l'analyse B.W Schaper, « Albert Thomas n'aurait pas mis en jeu son portefeuille pour cette question ; et pourtant, Stockholm a contribué sans aucun doute à sa démission ultérieure⁴⁶⁸ ». Au mois de juillet 1917, Albert Thomas tente de tenir bon au Groupe Socialiste au Parlement. Tout en se déclarant à la disposition du Parti en cas de remaniement ministériel – les rumeurs de démissions de sa part avaient effectivement eu cours dans la presse durant tout l'été – il réaffirme sans cesse sa volonté de voter contre la participation d'une délégation française, sans les conditions qu'il avait préalablement définies⁴⁶⁹. Au début du mois d'août 1917, Renaudel interpelle à nouveau Ribot sur la question des passeports. A l'issue de cette interpellation, Albert Thomas est désormais le seul socialiste à donner sa confiance au gouvernement. L'annonce du refus définitif des passeports mène à la crise politique et ministérielle que l'on sait. Le travailliste Henderson, sous la pression de son parti, apprenant la nouvelle de l'impossibilité d'aboutir sur la question de Stockholm, démissionne. En France, le Groupe socialiste proposait que Thomas suive le modèle de son homologue britannique, ce qu'il refusait par-dessus tout, comme il l'exposait encore dans un discours du 12 août 1917⁴⁷⁰.

⁴⁶⁶ Motion Renaudel, cité in, Thomas, Albert, « Le Parti socialiste et la politique nationale », *op.cit.*, p.24

⁴⁶⁷ Thomas, Albert, « Le Parti socialiste et la politique nationale », *op.cit.*, pp.28-29.

⁴⁶⁸ Schaper, B.W, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.148.

⁴⁶⁹ Bourgin, Hubert, *Le parti contre la Patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Fayard, 1938, p.241.

⁴⁷⁰ Schaper, B.W, *Albert Thomas...op.cit.*, p.152.

L'opposition croissante des socialistes au Gouvernement Ribot conduisait au délitement de celui-ci dès la fin du mois d'août 1917. Malvy démissionne le 31 mai 1917, après une campagne menée par *l'Action française* et les rangs nationalistes au sujet d'accusations de trahison. Le 7 septembre 1917, Ribot démissionne face à l'impossibilité de remanier son cabinet. Le Président de la République lui confie néanmoins la charge de la constitution du nouveau cabinet, dès le 9 septembre. Ribot se heurte alors à l'épineuse question de la reconduite de la participation des socialistes, largement remise en cause depuis l'affaire des passeports. Alexandre Ribot s'était attiré l'animosité des socialistes durant l'été à cause du refus. La crise ministérielle de septembre lui attire les foudres de celui des socialistes qui s'était pourtant montré parmi les plus prudents sur la question des Stockholm. L'éventualité d'une rupture de l'Union sacrée par les socialistes inquiète pourtant certains ministres ainsi que le président de la République, en ce qu'elle pourrait entraîner la reprise des grèves ouvrières.

« A 5 heures et demie, Ribot arrive, l'air assez sombre. Il me dit « Le cabinet serait fait, si les socialistes ne refusaient pas leur concours. Je compte passer outre, mais Loucheur se demande si le départ de Thomas ne va pas provoquer des grèves dans les usines et Painlevé redoute la responsabilité du ministère de l'Armement. Thomas devait revenir me voir. Il s'était présenté chez moi vers 2 heures et demie avec ses collègues socialistes. C'est Renaudel qui prit la parole. Il a été vague et solennel. Il m'a dit que les socialistes avaient trop longtemps participé aux responsabilités du pouvoir, que la guerre n'était pas menée avec assez d'énergie, que le gouvernement manquait de hardiesse dans les lois sociales. Je lui ai répondu que nous avions rétabli l'ordre dans l'armée, que les succès devenaient de plus en plus fréquents sur notre front, que le seul point noir était la révolution russe. Il a répliqué qu'il fallait laisser à la révolution russe le temps de se discipliner. [...] Mais, en somme, sauf la question Thomas, mon ministère est fait ⁴⁷¹ ».

Dans les coulisses ministérielles, les intrigues vont bon train. Ribot mène ses tractations pour la nomination des nouveaux membres de son cabinet. Le matin du 9 septembre, une délégation socialiste menée par Renaudel était venue à la rencontre de Ribot et lui avait exprimé sa défiance à l'égard de la constitution d'un nouveau cabinet dont il aurait la tête.

« Les socialistes (Thomas, Renaudel, Veber, Hubert-Rouger et Moutet) viennent me voir à 2 heures et demie. Renaudel me dit en termes ambigus que le groupe ne peut avoir confiance dans le

⁴⁷¹ Note du Président de la République du Vendredi 7 septembre 1917, Poincaré, Raymond, *Au service de la France, 1917, l'année trouble, tome 9*, Paris, Plon, 1932, p.277.

*nouveau cabinet. Il trouve que notre politique manque d'énergie dans les questions militaires, d'audace dans les questions sociales*⁴⁷² ».

Pendant ces conversations, Albert Thomas intrigue. Il lui semble effectivement difficile de concilier sa fidélité au Parti socialiste, tout en maintenant sa volonté coûte que coûte de participer à une nouvelle formule ministérielle de Défense nationale.

*« Je me tourne vers Albert Thomas et je lui demande si nous n'avons pas été d'accord sur toute la politique et sur les solutions à donner à la crise : dans nos réunions du matin, Thomas a collaboré avec nous, sans élever l'ombre d'un dissentiment : il a approuvé chaleureusement mon discours à Fère-Champenoise, en ce qui concerne les buts de guerre. Il était très gêné pour me répondre : il s'est borné à dire qu'il avait été d'accord avec moi, mais qu'il se devait à son parti*⁴⁷³ ».

Mais entre-temps, Loucheur et Thomas font savoir à Paul Painlevé qu'ils lui apporteront leur soutien si celui-ci est pressenti pour former un nouveau cabinet⁴⁷⁴. D'abord réticent, Painlevé adopte ensuite une position favorable. Conscient que les socialistes ne sont plus prêts à accorder leur confiance à un gouvernement dirigé par Ribot – ou dans l'esprit d'Albert Thomas – dans lequel Ribot aurait un portefeuille, Painlevé refuse la collaboration que Ribot lui avait proposée, affirmant son refus d'appartenir à un gouvernement dont les socialistes ne feraient pas partie⁴⁷⁵, entraînant alors le renoncement de Ribot à constituer à un nouveau cabinet. Painlevé se trouve donc investi par le président de la République de cette responsabilité. Les socialistes se montrent prêts à participer à cette nouvelle formule ministérielle. Varenne est pressenti pour l'Instruction publique⁴⁷⁶ et Thomas se voit proposer, appuyé de Loucheur, « un grand ministère et un sous-secrétariat d'Etat, moins pour converser leur appui parlementaire que pour avoir leur collaboration dans les usines et dans l'armée⁴⁷⁷ ». Mais la volonté de Painlevé de conserver Ribot, sur l'initiative de Poincaré, toujours ferme sur la question de Stockholm et sur la volonté de maintenir le refus des passeports quelle que

⁴⁷² Ribot, Alexandre, *Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites, 1914-1922*, Paris, Plon, 1936, p.197.

⁴⁷³ *Ibidem*.

⁴⁷⁴ Note du dimanche 9 septembre : « Nous décidons, Thomas et moi, d'aller voir Painlevé au ministère de la guerre. [...] Painlevé parle déjà de prendre Ribot avec lui ; protestations de Thomas : il faut faire un Cabinet d'Union nationale et surtout mettre des jeunes gens énergiques ». Loucheur, Louis, *Louis Loucheur. Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962, p.42.

⁴⁷⁵ *Ibidem*, p.99.

⁴⁷⁶ Poincaré, Raymond, *Au service de la France, 1917...* op.cit., p.280.

⁴⁷⁷ *Ibidem*.

soit la nouvelle combinaison ministérielle⁴⁷⁸, à qui il propose le poste de ministre des Affaires étrangères irrite grandement Thomas.

« Thomas m'appelle, il est furieux, il vient d'apprendre que Painlevé a demandé à Ribot de prendre les Affaires étrangères. Thomas supplie Painlevé de renoncer à cette idée et dit : puisque tu ne veux pas que moi, socialiste, je prenne les Affaires étrangères, et bien, prends-les toi-même et c'est d'ailleurs le portefeuille qui convient le mieux au Président du Conseil. Painlevé demande à réfléchir⁴⁷⁹ ».

L'animosité de Thomas à l'égard de Ribot est plus que farouche, et celui-ci parvient à convaincre le Groupe socialiste de refuser la combinaison.

« 8 h. 1/2 à 10 h. Dîner chez Lévi. Thomas très excité, fureur à cause de Ribot. [...] 10 h. 1/2 Nous arrivons au ministère de la Guerre, Thomas et moi, pensant simplement rencontrer Painlevé et causer avec lui. À notre grande surprise, nous trouvons réunis tous les futurs ministres dont nous ignorions quelques-uns. Thomas est surtout furieux d'y voir Ribot. Painlevé arrive, commence un petit discours bafouillé, duquel il résulte le cabinet comme formé. Thomas [...] indique que je n'accepte pas le ravitaillement et que lui-même fait des réserves sur sa propre participation et celle de ses amis, vu la présence de certaine personne et en disant cela, il regarde bien en face M. Ribot. Brouhaha ; Thomas demande à aller consulter son comité. [...] Au bout de 3/4 d'heure, Thomas revient avec Varenne, en passant, il me dit à l'oreille : cela ne va pas. Il s'assoit face à Ribot, au bout de la table, commence une déclaration violente, passionnée... finalement refus. Varenne proteste, il est vraiment embêté de ne pas être ministre, il dit que Thomas interprète mal la décision du groupe, agitation, tumulte, Thomas et Varenne s'en vont. Il est 1 h. du matin, Painlevé part à la présidence mettre le président au courant et lui rendre son tablier⁴⁸⁰ ».

Le 12 septembre, le conflit est ouvert entre Ribot et Thomas qui proteste grandement contre lui.

« Le soir à 10h : réunion au ministère de la Guerre. [...] Thomas, qui assiste à la réunion, demande qu'on attende au lendemain pour que les socialistes puissent délibérer. Il critique la composition du cabinet et cite mon nom parmi ceux qui sont contestés ; puis il élève la voix et, d'un

⁴⁷⁸ Poincaré, Raymond, *Au service...* op.cit., p.280. « "Il ne s'agit pas, lui dis-je, de former un ministère de défense républicaine, mais de défense et d'union nationales – C'est me répond-il tout à fait mon avis. – Il ne faut pas se mettre à la merci des socialistes et j'ajoute que pour Stockholm, le refus des passeports devra être maintenu. – Entendu, dit Painlevé. Mais s'ils demandent des passeports pour la Russie ? – Eh bien ! Ne vous engagez à rien. Dites que vous examinerez la question avec les alliés le moment venu. – Entendu." »

⁴⁷⁹ Loucheur, Louis, *Les carnets,....*op.cit. p.44. Note du 11 septembre.

⁴⁸⁰ Note du 11 septembre, *Ibid.*, pp.44-45.

ton tranchant, il déclare qu'il a assez fait pour la défense nationale pour avoir le droit d'avoir une opinion : il pose un véritable ultimatum...⁴⁸¹ »

Les témoignages de Ribot font montre d'une véritable ambition personnelle qui alimente l'animosité que Thomas nourrit à son égard. Il ne pardonne effectivement pas à Ribot de lui devoir sa place aux affaires étrangères pour lequel il candidate en coulisses depuis le début de la crise ministérielle, ou même pour le ministère de la Guerre que lui avait proposé Painlevé, qui, dans l'esprit de Thomas devait même être le tremplin pour l'accession à la présidence du Conseil⁴⁸²;

« [...] Thomas prend sur lui de refuser sa collaboration :

- *On aurait pu s'arranger, dit-il, avant d'aller consulter nos amis, si Painlevé avait consenti à être président du Conseil sans portefeuille...*

Cela veut dire si on avait offert à Thomas le ministère de la Guerre à défaut des Affaires étrangères pour lesquelles il a, toute la journée, posé sa candidature. Au fond, c'est tout ce qu'il veut : être ministre au Quai d'Orsay ou à la rue Saint-Dominique... Une bouffée d'ambition lui est montée à la tête...⁴⁸³ »

En tout état de cause, le nouveau ministère se constitue le 13 septembre, avec à sa tête Paul Painlevé sans les socialistes. Painlevé se déjuge finalement et accepte de constituer un ministère, conservant Ribot, quitte à rompre la formule d'Union sacrée⁴⁸⁴. Louis Loucheur, l'ancien collègue et ami de Thomas prend la tête de l'Armement.

« Histoire d'une gaffe⁴⁸⁵ » ? C'est le titre que Marcel Sembat voulait donner à son article portant sur la crise ministérielle. La fin de l'Union sacrée laisse effectivement un goût amer aux socialistes. Pierre Renaudel, déplorant le fait que Painlevé ait formé son ministère en l'absence des socialistes parle d'« erreur de méthode⁴⁸⁶ ». Au vu du déroulement des événements en eux-mêmes, elle semble effectivement être le résultat d'une succession de méprises et d'intrigues où la question même de la Défense nationale est relativement mise entre parenthèses. La direction du Parti n'entendait d'ailleurs pas retirer son accord à la

⁴⁸¹ Ribot, Alexandre, *Journal...op.cit.*, pp.197-198.

⁴⁸² Andler, Charles, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Librairie François Maspero, 1977, p.275.

⁴⁸³ Ribot, Alexandre, *Journal, op.cit.*, pp.197-198.

⁴⁸⁴ Sur l'attitude de Painlevé durant ce remaniement ministériel, Voir Annizan, Anne-Laure, *Paul Painlevé (1863-1933) : un scientifique en politique*, Volume 1, Paris, Thèse soutenue à l'IEP de Paris, 2006, pp. 505-512.

⁴⁸⁵ Sembat, p.668. « Je tombais en pleine crise Ribot-Painlevé – retrait d'Albert Thomas : j'ai écrit cela dans « L'histoire d'une gaffe ». Selon Christian Phéline qui annote et commente les cahiers noirs de Marcel Sembat, cet article reste à identifier. On n'en trouve pas trace ni dans *l'Humanité*, ni dans la *Lanterne*.

⁴⁸⁶ Renaudel, Pierre, « Erreur de méthode », *L'Humanité*, 13 septembre 1917.

perpétuation de la collaboration ministérielle, bien que les conditions posées à celle-ci étaient plus fermes et plus assurées que le blanc-seing qui avait jusque-là été donné à Thomas, depuis décembre 1916 et reconfirmé en mars 1917⁴⁸⁷. La motion Renaudel souhaitait effectivement conditionner la participation d'un ministre socialiste à une vigoureuse action de celui-ci selon une ligne plus nettement républicaine

« Il [Le parti] reste prêt à une collaboration gouvernementale à la défense nationale. Mais il pense que cette participation aux responsabilités ne peut par lui être assumé de nouveau qu'à condition qu'il soit assuré que le gouvernement dans lequel il entrerait par l'un ou plusieurs de ses membres, mènera une action vigoureuse, fixant les mesures les plus énergiques et les conditions les plus favorables à la victoire dans l'ordre militaire et dans l'ordre économique ; sauvegardant les libertés politiques et ouvrières, qui ne sauraient être menacées par de fausses interprétations des nécessités de la défense nationale, affirmant aussi, dans la politique internationale en vue de la paix juste et durable, la volonté d'écarter les méthodes de diplomatie secrète, de maintenir les buts de guerre des Alliés dans les limites des revendications du droit⁴⁸⁸ ».

Si l'on se concentre sur la simple succession des événements, c'est la question des passeports, dont l'échec s'incarnait en Ribot, qui avait cristallisé les oppositions des socialistes. Les intrigues personnelles avaient rendue explosive cette crise ministérielle – Albert Thomas figurant évidemment en tête de liste. En réalité, l'idée d'une nomination de Paul Painlevé avait d'ailleurs plutôt attiré la sympathie de la gauche radicale et socialiste⁴⁸⁹. Elle semblait faire la promesse d'une orientation plus modérée de la politique gouvernementale, après les bouffées extrêmes, menées contre Stockholm par les forces conservatrices du pays, et après les émotions de l'été autour de l'affaire Malvy notamment. En ce sens, elle ne pouvait que convenir aux socialistes qui avaient amplement fait les frais d'une compromission de plus en plus préjudiciable avec les instances gouvernementales. En creux, la motion Renaudel était la condamnation par la majorité elle-même des errances de la politique du Parti qui avait couvert les actions du Gouvernement – traités secrets en tête – depuis le début de l'année 1917, à un moment où, paradoxalement, la majorité avait repris de la vigueur depuis la motion d'unanimité votée en décembre 1916. Elle constituait ainsi l'autre volet de ce premier « retour sur expérience » que la marche des événements imposait à la majorité, de plus en plus désavouée par les rangs socialistes étrangers, et par les événements de politique intérieure eux-mêmes. Comme l'expose par ailleurs Gilles Candar, la

⁴⁸⁷ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p. 468.

⁴⁸⁸ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p. 469.

⁴⁸⁹ Annizan, Anne-Laure, *Ibid.*

crise qui se joue pendant l'été 1917 et qui aboutit à la rupture de l'Union sacrée à venir en septembre 1917 n'eut pas pour seule cause l'influence croissante de la minorité. En quelque sorte, la lassitude des rangs militants, et même de l'opinion publique finissait par peser. Pour la première fois de leur histoire, les socialistes se confrontaient au phénomène bien connu d'usure du pouvoir, pouvoir qu'ils n'avaient pas dû exercer malgré eux, et dont les responsabilités avaient dépassé leurs propres ambitions.

C. Vers l'examen de conscience ?

Ce fut dans son échec que l'Union sacrée révélait sa véritable nature. Pour Jean-Jacques Becker, elle a été une « cacophonie idéologique » ; il y avait eu « cohabitation dans la défense nationale, non pas fusion » ce que les dissensions transpartisanes – le fait surtout que l'Union sacrée a toujours été une Union sacrée au centre gauche, n'épousant jamais l'intégralité du spectre politique, mais également infrapartisanes propres à la S.F.I.O n'avaient cessé de mettre au jour. Néanmoins, même après la rupture matérielle de l'Union sacrée, on peut supposer que « pour chacun, la notion de contrat au moins moral restait très présente⁴⁹⁰ ». La rupture de l'Union sacrée laisse en effet un goût amer à Albert Thomas obligé de quitter avec regret un ministère qu'il avait créé de toutes pièces. Néanmoins, septembre 1917 ne sonne pas encore l'heure du bilan pour les socialistes majoritaires. La volonté de réaffirmer la continuité du contrat moral passé avec la Nation en août 1914 semble encore prédominer. Une brochure du Parti publiée en juillet 1916 avait déjà fait montre de cette volonté ou plutôt de cette nécessité de légitimation qui s'imposait au Parti engagé dans la Défense Nationale. La nature de l'Union sacrée des socialistes était clairement exprimée dans ces lignes :

« Du point de vue du socialisme théorique intégral, il est naturel qu'on soit peu satisfait du travail accompli par les ministères au pouvoir depuis la guerre, et par les ministres socialistes en particulier. Mais on ne pouvait pas attendre de nos trois amis une action purement socialiste ; d'ailleurs il est peu admissible qu'ils aient pu agir autrement sans danger pour le pays et le Parti lui-même⁴⁹¹ ».

⁴⁹⁰ Becker, Jean-Jacques, « Unions sacrées et sentiment des responsabilités », in Audouin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p.205.

⁴⁹¹ Brochure de la SFIO, *Les socialistes et la guerre*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1916. p.10-11. Archives OURS.

La brochure était sans conteste une invite aux socialistes, militants et dirigeants engagés directement dans la Défense Nationale à accepter la nature de l'Union sacrée qui imposait à mettre entre parenthèses le temps de la guerre le dogme antiministérialiste et l'idéal même du socialisme tel qu'on l'avait pensé avant-guerre, et donc à en assumer « les responsabilités jusqu'au bout⁴⁹² ».

« On savait bien que nos camarades n'entraient pas au gouvernement pour réaliser le socialisme ; on savait qu'ils devaient agir – agir sans délai – en plein régime capitaliste, c'est-à-dire avec des moyens, des ressources, des facteurs dont on pouvait seulement obtenir qu'on tirât le meilleur parti dans un but déterminé⁴⁹³ ».

Septembre 1917 pourrait-il alors sonner comme l'heure du bilan ? La réponse semble plutôt négative. En tout état de cause, la majorité souhaite réaffirmer la ligne du Parti qui est celle de la Défense Nationale, même si *de facto*, elle ne passe plus par l'activité ministérielle directe. Les articles de Pierre Renaudel dans les jours suivants la crise ministérielle et la rupture de l'Union Sacrée donnent le ton. Plus que jamais « nous sommes en guerre ». La formule revient sans cesse. Immédiatement après la mise au terme de ses responsabilités ministérielles, Albert Thomas reprend du service dans les colonnes de *l'Humanité*, comme l'annonce la direction le 16 septembre 1917. Celui-ci ranime alors à son compte une phraséologie de Défense Nationale renouvelée, et n'entend rien sacrifier aux minoritaires défendant la paix de compromis⁴⁹⁴. L'action doit désormais se faire sur les bancs de l'Assemblée – Albert Thomas redevient simple parlementaire – et dans les colonnes de *l'Humanité*. Quelques jours plus tôt, le Groupe socialiste avait décidé d'exprimer sa confiance à l'égard du gouvernement, bien que celui-ci ne comporte plus de socialistes. En tant que simple militant et député socialiste, Albert Thomas tente donc d'agir par les moyens qui sont à sa disposition en faveur de la mise en œuvre d'un véritable « programme de guerre⁴⁹⁵ », comme le titre son premier article dans *l'Humanité*, le 17 septembre 1917. Celui-ci reprend peu ou prou les conditions que les socialistes avaient posées depuis 1916 comme garanties nécessaires à leur participation confiante dans la Défense Nationale. Dès le 5 août 1916, le Conseil national avait chargé le Groupe socialiste au Parlement « d'obtenir du Parlement des

⁴⁹² *Ibidem*, p.13.

⁴⁹³ *Ibidem*, p.12

⁴⁹⁴ « Le retard de la conférence de Stockholm doit nous permettre de préciser dès maintenant l'attitude à prendre contre les Alliés, et en marquant très nettement notre attitude de bataille, à détruire ainsi dès le premier jour beaucoup de préjugés contre nous. C'est en tous cas le moyen de lutter contre la thèse minoritaire pour la paix de compromis ». Note politique du 26 septembre 1917, AN Fonds Thomas, 94 AP 406.

⁴⁹⁵ Thomas, Albert, « Programme de guerre », *L'Humanité*, 17 septembre 1917.

déclarations fermes et nettes sur les buts de guerre de la France ⁴⁹⁶». Albert Thomas s'était vu *de facto* confié la même tâche par le Parti et le Groupe lors de ses participations aux Comités secrets. Nous avons vu néanmoins, qu'il n'avait pas été en mesure de remplir celles-ci, et que depuis le début de l'année 1917, la question de la clarification des buts de guerre de la France avait été un facteur de difficulté politique permanent, et avait en quelque sorte contribué à ce que les socialistes – Thomas en tête – se rendent compte des limites de la participation ministérielle. L'absence de Thomas lors du comité secret au conseil des ministres le 18 janvier 1917 avait été l'occasion d'acter de la signature de traités secrets, gonflant les buts de la guerre dans un sens impérialiste éminemment impossible à accepter pour les socialistes. Ainsi, l'action ministérielle ne pouvait évidemment pas donner une direction socialiste à la politique gouvernementale. Force était de constater qu'elle n'avait même pas pu infléchir l'action, plus modestement, dans un sens simplement républicain. Si l'on passait pudiquement sur les raisons de la rupture de l'Union sacrée, force était de constater que l'année 1917 n'avait fait que voir se réaliser les craintes que la brochure du Parti de 1916 avait artificiellement tenté de minimiser.

Le programme de guerre que propose Albert Thomas n'est finalement autre chose que la proclamation des conditions que les socialistes avaient revendiquées durant les derniers mois, mais qui ne s'étaient jamais vues complètement satisfaites.

« [...] *Il faut un gouvernement de guerre, j'entends un gouvernement organisé de telle sorte par la répartition des services, par leur subordination les uns aux autres, par l'autorité suprême du Comité de guerre, que les besoins de guerre soient satisfaits au maximum*⁴⁹⁷ ».

Ces propositions reviennent finalement à un soutien tacite de l'action menée par le nouveau Gouvernement, tout en souhaitant apporter des critiques simplement constructives. Elles passent ainsi pudiquement sur la question qui se trouve finalement sur de nombreuses lèvres depuis une année au moins ;

« *Il est indéniable que depuis la présence de Guesde, Sembat et Thomas au ministère, des actes répréhensibles ont été commis engageant la responsabilité du gouvernement. Mais dans quelle mesure nos amis ont-ils couvert ces actes ? Dans quelle mesure y ont-ils engagé le Parti ?*⁴⁹⁸ »

⁴⁹⁶ Rouger, Hubert, *L'action socialiste au Parlement (1914-1919)*, Paris, Librairie du Parti Socialiste et de l'Humanité, 1919, p.5. Archives OURS.

⁴⁹⁷ Thomas, Albert, « Programme de guerre », *Ibidem*.

⁴⁹⁸ *Les socialistes et la guerre, op.cit.*, p.10-11.

L'heure n'était pas encore à l'examen de conscience. L'heure était à la normalisation de la vie partisane. Dès lors, Albert Thomas engage effectivement une tournée dans les différentes sections socialistes, et auprès des ouvriers et des syndicats⁴⁹⁹. Finalement, la constitution du gouvernement Painlevé servait la minorité et la majorité de manière égale. Elle ne servait évidemment pas les intérêts personnels de Thomas qui ambitionnait réellement un poste de plus grande ampleur. Pour le tacticien Renaudel qui cherchait toujours à maintenir l'unité du Parti, retirer les ministres socialistes était un moyen d'apaiser les esprits juste avant le Congrès du Parti d'octobre 1917⁵⁰⁰. Sur le plan des idées en confrontation, la fin de la participation ministérielle constituait une sorte de reconnaissance tacite de la validité des thèses qu'ils avaient opposées jusque-là à la majorité. Longuet avait d'ailleurs exprimé une relative bienveillance à l'égard de la constitution du nouveau cabinet Painlevé⁵⁰¹. A la veille du congrès de Bordeaux, l'heure était plutôt à la normalisation et au recentrage forcé des positions respectives. L'abstention du groupe socialiste lors du vote de l'investiture du nouveau gouvernement signifiait une mise en suspens des antagonismes qui s'étaient exprimés jusque-là. Faute de mieux, on renouait avec les méthodes d'avant-guerre, quand l'abstention était la forme choisie, - ou plutôt contrainte – pour exprimer le soutien implicite.

⁴⁹⁹ Voir sur ce point, l'article d'Albert Thomas, « A la section », in *L'Humanité*, 24 septembre 1917, sur son passage à la section socialiste de sa commune et son discours au Congrès de la Fédération de la Seine, et « Au congrès coopératif », in *L'Humanité*, 1^{er} octobre 1917, et « Espérances ouvrières », *L'Humanité*, 24 octobre 1917.

⁵⁰⁰ Le début de l'année 1917 avait d'ailleurs vu une complexification des tendances au sein du Parti. Une tendance centriste, prête à jouer les bons offices entre majorité et minorité voyait ses rangs grossir. Animée par Cachin, Bedouce, Sellier et quelques autres, elle était désormais forte de nouvelles têtes, comme Marcel Sembat et Léon Blum, ce dernier souhaitant d'ailleurs de plus en plus restaurer l'unité du Parti en sacrifiant le poste de Thomas. Voir sur ce point, Candar, Gilles, *Jean Longuet....op.cit.*, p.157, et Berstein, Serge, *Léon Blum....op.cit.*, pp.163-164.

⁵⁰¹ Candar, Gilles, *Jean Longuet....op.cit.*, p.164.

D. Le congrès de Bordeaux : l'octobre français du socialisme

Le congrès de Bordeaux qui se déroula le 6 au 9 octobre 1917 confirmait cette relative normalisation des positions respectives de la majorité et de la minorité. L'évènement principal réside dans le débat ouvert par Renaudel autour des formules lancées par les Kienthaliens selon lesquelles « la défense nationale était inconciliable avec le devoir socialiste ⁵⁰² ». A la suite de cela, Brizon et Bourderon en tête, les antagonismes se cristallisèrent autour de la nature de la participation ministérielle à la Défense Nationale. En effet, depuis septembre 1917, Renaudel et Thomas s'étaient attachés à définir une tactique qui consistait à entretenir la ferme volonté d'exiger et de pouvoir obtenir tout le pouvoir ⁵⁰³. Ceux-ci s'étaient certes opposés à Painlevé, mais n'avaient pas fermé la porte à l'éventualité d'une nouvelle expérience ministérielle si l'occasion se présentait ⁵⁰⁴.

Contre Brizon et Bourderon qui rappelaient à l'envi les motions des congrès de l'Internationale socialiste d'avant-guerre, Thomas et Renaudel recouraient à la théorie des circonstances exceptionnelles imposées par la guerre, refusant de reconnaître l'expérience passée comme celle d'une pure collaboration à un gouvernement bourgeois. Les notes préparatoires au Congrès de Bordeaux sont très éclairantes sur la conception qu'Albert Thomas nourrissait encore quant à l'éventualité d'une nouvelle participation ministérielle. Il fallait ainsi lui laisser la porte ouverte, dans le sens où « les solutions socialistes mêmes peuvent servir la Défense Nationale, et [...] sont le plus souvent les plus efficaces, exemple en matière économique ⁵⁰⁵ ». Un autre argument intéressant qu'il est amené à développer concerne les moyens nécessairement limités que le Parti socialiste peut utiliser en temps de guerre. Lors de la séance de la Commission de résolution de la Fédération de la Seine à la fin du mois de septembre 1917, il s'était efforcé de montrer la continuité de sa politique de Défense Nationale avec les principes qu'il défendait avant-guerre, notamment dans la brochure de 1913, *La politique socialiste*. Pour lui, le point central concerne la participation ministérielle. Reprenant les arguments alors développés par Paul Louis, il insiste sur le fait que le rôle du socialiste ne peut être qu'un rôle de contrôle. Or, dit-il, « pendant le temps de guerre, avec la Censure, avec la limitation du contrôle parlementaire, c'est le contrôle du

⁵⁰² La France socialiste, p.425.

⁵⁰³ Voir sur ce point l'article d'Albert Thomas « Ce que les socialistes entendent par gouvernement de guerre », *L'Humanité*, 30 octobre 1917. Dans cet article, il évoque son « devoir de solidarité ministérielle » à l'égard des cabinets auxquels il a appartenu, et entend réaffirmer la légitimité de son action passée.

⁵⁰⁴ Schaper, B.W, *op.cit.*, p.163.

⁵⁰⁵ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note du 26 septembre 1917.

dedans qui est le seul possible⁵⁰⁶ », et donc la seule action ministérielle. L'argument relève évidemment de la logique du socialisme de guerre qui est nécessairement un socialisme de l'heure, reposant sur la nécessité à court terme de l'efficacité de l'action. Néanmoins, dans l'esprit d'Albert Thomas, il s'agit toujours de faire sortir le meilleur de la crise que la société traverse nécessairement dans la guerre. De l'avenir de la France dépend toujours celui du socialisme. A ses yeux, « le socialisme sera compromis si la nation n'a pas conscience de l'effort de liberté qu'elle veut soutenir⁵⁰⁷ ». De la même manière de l'avenir de la démocratie en France dépend celui du maintien des forces socialistes. Ainsi, si la guerre a nécessairement mis en suspens les possibilités d'action dont disposaient les socialistes et les syndicalistes avant-guerre, c'est de leur action pendant la guerre que dépend la réactivation de la force démocratique du pays. Pour Albert Thomas, la trajectoire du soldat Dessal, dont la lettre envoyée à sa mère et publiée dans *l'Humanité* à la vieille du Congrès de Bordeaux, plutôt minoritaire au début du conflit, mais acquis de plus en plus aux idées de la majorité est archétypale de cette évolution vers laquelle le conflit mène nécessairement. La publication d'un tel témoignage d'enthousiasme de ce simple soldat engagé au front participe évidemment du processus de nécessaire remobilisation des soldats, nécessaire à la fin de l'année 1917, auquel participent évidemment les colonnes de *l'Humanité*. Il est d'autant plus intéressant qu'il contribue à appuyer les positions des majoritaires ;

« Pour moi, je suis heureux de vivre cette heure. La révolution lente ou violente que j'avais souhaitée s'accomplit. Par la guerre, sous l'effort tenace des masses, les monarchies tombent, les réformes jaillissent et l'évènement prochain de l'universelle démocratie pacifique et internationale n'est plus une chimère, elle se réalise chaque soir. Le dernier obstacle, l'obstacle suprême qui se retranche, qui s'obstine, c'est l'Allemagne forteresse. Mais nous l'aurons. Dussions-nous passer encore un hiver, souffrir encore, nous abattons le dernier empereur de la dernière monarchie et nous ferons la paix, la vraie, la seule, la nôtre⁵⁰⁸ ».

Albert Thomas tente ainsi d'appuyer ses propositions devant les rangs socialistes sur le témoignage suivant.

« [...] Au début, beaucoup, comme Dessal, comme moi-même, pouvaient hésiter sur la politique à suivre, étant donné tout le passé. Il ne faut pas oublier en effet toute la lutte contre l'impérialisme capitaliste que nous avons eu à mener avant la guerre. Le jour où la guerre a commencé, il y a eu une

⁵⁰⁶ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note du 26 septembre 1917.

⁵⁰⁷ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note préparatoire au Congrès de Bordeaux, sans date.

⁵⁰⁸ « Le Testament d'un Soldat socialiste, lettre de Madame Dessal », *L'Humanité*, 4 octobre 1917.

sorte d'impérialisme instinctif qui s'est développé, chacun des peuples reprenant toutes ses aspirations séculaires ; puis, sous l'influence du mouvement démocratique de tous les pays, il y a eu évidemment une période d'épuration, et la conséquence a été la position nouvelle prise depuis la révolution russe et l'entrée des Etats-Unis dans la lutte.

Il faut reprendre cette idée pour bien marquer qu'au fur et à mesure que la guerre se développe, notre devoir est de préciser la pensée démocratique nouvelle ⁵⁰⁹ ».

En tout état de cause, le discours de Thomas lors du Congrès de Bordeaux reposait sur l'idée de la nécessaire unité du Parti. La formule du consensus reposait d'ailleurs sur une vague formule de Défense Républicaine et démocratique. En cela, elle marquait un net recul par rapport aux propositions qu'Albert Thomas avait pu faire lors de l'exercice de ses fonctions ministérielles. On semblait alors renouer avec les pratiques d'avant-guerre d'attentisme républicain et démocratique, dans lesquelles le socialisme était vaguement dissous⁵¹⁰, bien que l'espérance de le voir se réaliser était encore revendiqué.

Le rassemblement se fit donc autour d'un consensus assez large. La radicalité des kienthaliens rassembla contre elle minoritaires et majoritaires autour de la volonté d'affirmer une tendance « à la plus grande majorité⁵¹¹ », et rejetant les extrémismes. Ainsi, seulement deux motions furent soumises au vote. La motion Renaudel l'emporta, sur une ligne demandant une « conduite plus prévoyante et plus vigoureuse de la guerre » à la fois sur le plan intérieur et extérieur. En même temps, le Parti demandait au Gouvernement français la délivrance des passeports en vue d'une conférence socialiste internationale. A cette demande était associée l'exigence d'aboutir à une paix du Droit, en refusant l'idée d'une paix séparée, et qui passerait par l'Instauration d'une Société des Nations. En somme, la motion Renaudel reprenait les exigences que la « diplomatie active » que Thomas avait tenté de mettre en œuvre, sans toujours de succès, mais que les principes de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, issus de la Révolution française et réactivée par le wilsonisme qui avait fait son chemin dans les esprits socialistes depuis la fin de l'année 1916, inspiraient largement. La motion Renaudel, motion de rassemblement, reprenait en effet les propositions que les majoritaires avaient préconisées tout au long de la guerre. Demandant une « extension et une surveillance rigoureuse des programmes à réaliser particulièrement en matière d'aviation,

⁵⁰⁹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note du 5 octobre 1917.

⁵¹⁰ Voir sur ce point Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, note du 26 septembre 1917, « Il faudrait montrer comme dans le pays même, l'idée des républicains qui cherchent le gouvernement fort dans un gouvernement homogène de gauche, rejoint l'idée de quantité d'hommes qui n'ont pas de parti politique, mais qui souhaitent également un gouvernement fort ».

⁵¹¹ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p. 427.

d'artillerie lourde à grande puissance, de chars d'assaut, en explosifs », et en préconisant un Comité de guerre limité qui dans l'esprit de beaucoup devait faire renaître une sorte de Comité de Salut Public, le Parti pensait pouvoir, par ces propositions, donner à la guerre une impulsion irrésistible⁵¹².

En somme, la fin de l'année 1917 permettait un recentrage et une normalisation de l'opposition entre majoritaires et minoritaires dans le parti. Le vote d'une motion contre les positions des kienthaliens signifiait l'échec de l'idée de paix à tout prix dont ils avaient été porteurs. La fin de l'Union sacrée, qui était devenue de plus en plus gênante permettait sans nul doute un apaisement des esprits et une forme de recentrage, autour au moins d'un esprit d'action nationale, si ce n'est d'une action ministérielle directe. Comme nous l'avons dit, l'heure n'était pas encore au bilan et à la condamnation de l'expérience de guerre. Au contraire, Albert Thomas semblait pouvoir sortir assuré du Congrès de Bordeaux qui vient réaffirmer la nature intrinsèquement socialiste de la Défense Nationale.

« Dans la recherche de la ligne de démarcation entre majoritaires et minoritaires, un point important : c'est la formule des Kienthaliens : « La Défense Nationale n'est pas socialiste ».

Voilà la pierre de touche, voilà le point où doit avoir lieu la coupure⁵¹³ ».

Dans l'article du 30 octobre 1917, « Ce que les socialistes entendent par gouvernement de guerre », tiré d'un discours prononcé devant les ouvriers de Commentry, il reprend alors les formules de ralliement des républicains et démocrates français dans l'effort de guerre. Néanmoins, tout en reconnaissant que les gouvernements Briand et Viviani auxquels il a participé « ont été à la hauteur », il en appelle à la constitution d'un véritable « gouvernement de guerre » devant permettre « l'unité d'action et l'unité sur le front ». Néanmoins, il affirme dans le même temps que « si nous analysons bien la situation, si nous rapprochons les différentes formules de gouvernement essayées depuis le début, il est devenu de plus en plus évident qu'aucun de ces gouvernements n'avait été, au sens que nous donnons à ce mot, un véritable gouvernement de guerre⁵¹⁴ ». Intéressante analyse que celle d'un homme qui acceptant de jouer le jeu de la « solidarité ministérielle », entend néanmoins, une fois celle-ci achevée, prendre une posture d'opposition constructive vis-à-vis des actes qu'il a pourtant « couverts » du voile de cette même responsabilité et solidarité ministérielle. Il ne fait aucun doute qu'avec une telle conception, l'action socialiste se résume à une fonction de contrôle,

⁵¹² Andler, Charles, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Librairie François Maspero, 1977, pp.275.

⁵¹³ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 406, Note pour le congrès de Bordeaux.

⁵¹⁴ « Ce que les socialistes entendent par gouvernement de guerre. Un discours d'Albert Thomas à Commentry », *L'Humanité*, 30 octobre 1917.

de régulation, et non d'opposition, et vient donc nécessairement, pour le moment encore implicitement, amender les pratiques menées avant-guerre et que les statuts du Parti définissaient clairement. Hors de l'action ministérielle de direction de la guerre, mais néanmoins « en guerre », il fallait désormais redéfinir la posture que la majorité, amputée de sa figure de proue au Gouvernement, pouvait adopter. Les critiques que fait Thomas au sujet des « habitudes gouvernementales du temps de guerre, qui rappellent les combinaisons de couloirs et les maquignonnages du temps de paix » doivent se lire en même temps comme un aveu d'échec. En même temps qu'Albert Thomas revendique « le droit d'examiner librement l'action du gouvernement de la France trois années », le constat qui se lit en creux est bien celui que même la participation socialiste – de trois ministres socialistes entre 1915 et 1916, puis d'un seul ministre socialiste – lui-même – jusqu'en septembre 1917 – n'a pu être qu'une action de contrôle – et que même ce contrôle n'a pas toujours pu être complet. La demande de constitution d'un cabinet de guerre, sur le modèle du *War Cabinet* d'outre-Manche qu'il a formulé auprès des instances ministérielles durant tout l'exercice de ses responsabilités, n'a jamais réellement abouti. Dans le même temps, Albert Thomas a bien conscience que la Défense Nationale est elle-même amputée sans l'appui concret des socialistes et des forces ouvrières. A ses yeux, « il n'y aura pas en France de gouvernement stable, de gouvernement fort sans les socialistes ⁵¹⁵ ». Ainsi, dans l'attente que cette participation directe des socialistes se réalise à nouveau, seule est possible une attitude de confiance critique, et de constructive méfiance à l'égard des instances gouvernementales.

A nouveau, nous nous retrouvons face à un entre-deux : un majoritaire avec une majorité qui n'est pas vraiment la sienne, et une volonté de défense nationale contrainte de s'accommoder de moyens d'action qui sont seulement ceux de la confiance dans l'opposition, revenant en quelque sorte aux contradictions de l'action socialiste comme elles se posaient à la veille de la guerre. La majorité de guerre, puissante par des idées et ses hommes au début de la guerre, était réduite à un centre qui, comme le constate amèrement Charles Andler dans son ouvrage portant sur la vie de son ami Lucien Herr, « était le lieu géographique de toutes les indécisions plutôt qu'une véritable force d'impulsion », qui « cherchait avant tout à rétablir l'unité brisée du parti ⁵¹⁶ ». Léon Blum en témoignait également, même s'il magnifie quelque peu sa propre action :

⁵¹⁵ *Ibidem.*

⁵¹⁶ Andler, Charles, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Librairie François Maspero, 1977, pp.273-274.

« Je crois bien que je suis parvenu – pas à moi tout seul évidemment, mais pour une bonne part – à retirer à Renaudel et à Albert T. la direction effective de ce congrès [...] Leur troue n'est pas sans me réjouir quelque peu dans mon âme méchante. Le résultat, c'est qu'ils se rallieront à nous, et ils commencent déjà à le faire. Mais, pour la première fois depuis longtemps, l'impulsion directrice n'est pas venue d'eux, et même les aura entraînés et forcés à suivre ⁵¹⁷ ».

En tous cas, face aux divisions de plus en plus grandes dans le Parti, la majorité qui se maintenait artificiellement n'était plus la force d'impulsion du Parti. En effet, lors de ce Congrès, le courant centriste, mené depuis 1916 par Bedouce, Sellier, Pressemane, et désormais rejoint par Léon Blum venait ajouter la confusion des tendances.

Néanmoins, la fin de l'année 1917 pouvait encore donner un sursis à cette majorité de guerre. L'arrivée au pouvoir de Clemenceau allait permettre de rétablir une unité de circonstances, dans une attitude d'opposition. Habile manœuvrier, Clemenceau proposa d'ouvrir ses rangs à deux socialistes. Les réactions de ceux-ci divergent encore une fois d'un homme à l'autre. Le souvenir que Clemenceau, le « briseur de grèves » avait laissé aux socialistes avant-guerre était encore vivace. De plus, pendant le conflit, il s'était illustré par son combat acharné dans la « chasse aux embusqués », mais également dans la lutte contre le pacifisme, dans tous les excès que celle-ci avait pu amener⁵¹⁸. Alors que Léon Blum par exemple n'exprima pas d'opposition de principe au soutien à un gouvernement Clemenceau, dans le but prudent d'encadrer son action⁵¹⁹ – on retrouvait là encore la modeste ambition de contrôle à laquelle était réduite l'action socialiste en temps de guerre – d'autres comme Renaudel et Albert Thomas y étaient profondément hostiles, malgré les conseils de certains de ses amis qui l'engageaient à « marcher avec le Tigre⁵²⁰ ». Néanmoins, les manœuvres de Clemenceau n'étaient pas restées sans effet au sein des rangs socialistes, si bien que le 9 novembre 1917, le Groupe socialiste vota un ordre du jour demandant à ses membres de « cesser de s'associer à la campagne de couloirs en faveur de M. Clemenceau et à signaler autour d'eux les dangers que feraient courir au pays et à la classe ouvrière un tel Gouvernement ⁵²¹ ». Après le renversement du ministère Painlevé le 13 novembre, la C.A.P

⁵¹⁷ Bernstein, Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2004, p.173.

⁵¹⁸ Voir sur ce point, Bock, Fabienne, *Un parlementarisme de guerre (1914-1919)*, Paris, Belin, 2002, pp. 282-288.

⁵¹⁹ Charles Andler, *La vie... op.cit.*, p.277.

⁵²⁰ Loucheur, Louis, *Louis Loucheur. Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962, p.46. Note du 15 novembre 1917. « Je vais voir Thomas et je lui conseille de calmer son parti et d'essayer de marcher quand même avec le Tigre ».

⁵²¹ Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, op.cit.*, p. 476.

refusa la collaboration avec le ministère Clemenceau⁵²². Albert Thomas avait d'ailleurs été désigné par le groupe pour répondre au président du Conseil et justifier le refus des socialistes. Lors de la discussion, il évoque le refus des passeports pour Stockholm et la question de la Société des nations⁵²³. Dans le même temps, la CAP donna mandat à une commission composée entre autres de Thomas, Cachin, Renaudel, Sembat, Hubert Rouger, Mayéras d'entrer en contact avec le Groupe radical-socialiste et le Groupe républicain socialiste en vue d'une action commune contre le nouveau Gouvernement, sur une ligne de maintien de la Défense nationale, mais dans un cadre plus démocratique. Thomas loua d'ailleurs dans la presse l'alliance menée avec le groupe radical-socialiste pour contrer les initiatives de Clemenceau, qui tout en fascinant certains socialistes, en inquiétaient beaucoup d'autres. Dans *l'Humanité* du 15 novembre 1917, on pouvait lire ces lignes ;

« C'est un fait d'une importance grande que le Parti socialiste, que le parti radical se soient assemblés régulièrement, pour examiner la situation et aient chargé leurs délégations d'entrer en conversation. Mais il ne suffira pas de reprendre de vieilles formules de délégation de gauche, de gouvernement de gauche, de défense républicaine, pour redonner à l'effort politique des démocrates, énergie et vertu. Toutes ces formules ont vieilli en trois années de guerre, plus qu'en trente années d'évolution pacifique⁵²⁴ ».

Faut-il lire ces lignes comme une condamnation de la pratique et de l'action politique prônée avant-guerre ? En quelque sorte, cette formule était un moyen de faire voir avec plus d'acuité le fait que l'action socialiste, pour être efficace, ne pouvait se réduire à une pure position d'opposition. En même temps que Thomas exigeait de celle-ci plus de vigueur, il devait néanmoins constater que la situation était trop défavorable pour voir ces formules de vigueur socialiste se mettre en œuvre. Sans encore trouver justement les formules nouvelles, certains se rendaient bien compte des difficultés que la guerre avait entraîné et qui nécessitaient de redéfinir les positions doctrinales qui avaient court avec le conflit, et que les circonstances exceptionnelles exigées par celui-ci avait laissé en suspens. A cet égard, deux articles de Calixte Camelle, député socialiste de Gironde des 20 et 27 novembre 1917 font écho à ce début de retour sur expérience établi par Albert Thomas.

⁵²² Sur l'attitude des socialistes face à Clemenceau, voir, Candar, Gilles, « Les socialistes contre Clemenceau, tout contre », in *Les socialistes dans l'Europe en guerre, Réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, Fondation Jean Jaurès, 2010, pp.205-217.

⁵²³ *Ibid.*, p.208.

⁵²⁴ Thomas, Albert, « Formules nouvelles », *L'Humanité*, 15 novembre 1917.

« La guerre, qui a remué si profondément les démocraties, a modifié toutes les conceptions et l'accession du Parti socialiste au pouvoir s'est imposée comme une véritable nécessité politique. Maintenant, ce n'est plus seulement en France que la question s'est posée. [...] Quelle étape a été franchie depuis le congrès d'Amsterdam ! La guerre a évidemment été la cause de cette orientation nouvelle. C'est elle qui mettra sans doute le socialisme européen dans l'obligation de modifier son programme d'avenir [...] La guerre a créé et crée de plus en plus un état de révolution politique, économique et sociale chez tous les peuples belligérants et neutres. De profonds bouleversements économiques vont changer de fond en comble l'ordre politique et social établi⁵²⁵ ».

En tout état de cause, la fin de l'année 1917 fut marquée par celle du retour des Socialistes à l'opposition gouvernementale, action menée par *l'Humanité*, et à la Chambre par le Groupe socialiste. Elle poussait Thomas à revenir sur ses prétentions, que Renaudel avait fortement exacerbées. Néanmoins, Albert Thomas, de retour à la Chambre, prenait la tête de l'opposition socialiste au Gouvernement, multipliant les interpellations, et insistant sur la nécessaire fixation des buts de guerre, la mise en place d'une Société des Nations, s'opposant vivement aux idées de paix de compromis, et exprimant activement sa volonté de voir les puissances occidentales intervenir en Russie pour sauver les derniers ferments patriotiques et défensistes du peuple russe⁵²⁶.

La conviction que les socialistes pourraient retrouver la voie des commandes ministérielles fût en effet vite contrariée, et força les socialistes à revoir à la baisse leurs prétentions. Le témoignage de Charles Andler permet de saisir l'état d'esprit dans lequel se trouvaient Thomas et Renaudel, qui était complètement déconnecté des potentialités réelles de prise de pouvoir qui s'ouvraient à eux.

« Comment décrire ici la série de manœuvres et de contre-manœuvres dans lesquelles le parti socialiste fut joué ? Mais ne l'a-t-il pas mérité ? Et s'il ne s'est pas relevé de sa défaite, n'est-ce pas qu'il manquait de 1917 à 1919 d'une pensée organisatrice ? Une obsédante constatation nous

⁵²⁵ Camelle, Calixte, « Le socialisme et le pouvoir », *L'Humanité*, 20 novembre 1917. Dans un article de la même veine du 27 novembre 1917, il posait à nouveau la question de la participation ministérielle dont la guerre a fondamentalement renouvelé la problématique : « Et alors, la question qui se pose aux socialistes est de savoir si leur action, en faveur de la classe ouvrière, peut s'exercer plus utilement et efficacement au sein même des conseils de gouvernement ou au dehors. [...] Dans cette refonte de toute notre vie politique, économique et sociale, avons-nous intérêt à participer au pouvoir gouvernemental, ou bien devons-nous agir à côté ? »

⁵²⁶ Voir sur ce point, Hubert Rouger, *L'action socialiste au Parlement (1914-1919)*, Paris, Librairie du Parti Socialiste et de *l'Humanité*, 1919, p.8-9. Le 16 novembre 1917, Clemenceau devient président du Conseil et Albert Thomas l'interpelle, soulignant que les socialistes voient une paix durable seulement dans l'organisation de la SDN.

Sur la nécessité d'une politique de clarté dans la définition des buts de guerre, voir également le discours d'Albert Thomas prononcé à Toulouse, le 17 décembre 1917, Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 238.

poursuivra toujours : Jaurès était mort. [...] Les autres chefs ne s'accordaient pas ; et les ambitions ne remplacent pas les idées.

L'homme qui croyait disposer d'une pensée organisatrice était Albert Thomas. Il se trouvait dans un de ces moments où il partait pour les hauteurs comme un ballon pour la stratosphère⁵²⁷ ».

Ceux-ci s'étaient effectivement senti assurés de l'opposition qu'ils avaient pu mener contre le Gouvernement Painlevé – ils avaient même réussi à gagner plus largement l'aval des radicaux en la personne d'Augagneur – qui avait déjà pris fait et cause pour les socialistes lors du Comité secret de juin 1914 sur la question des passeports – ayant d'ailleurs mené à un remaniement ministériel excluant le ministre des affaires étrangères Ribot au profit de Barthou⁵²⁸.

Pour B.W Schaper, « le cours des événements par lequel, en novembre 1917, Thomas se trouve exclu de la sphère dirigeante de la vie politique est d'une grande importance pour sa carrière future⁵²⁹ ». Difficile d'en douter, néanmoins, c'est peut-être donner trop d'importance aux manœuvres purement ministérielles. Evidemment, la fin de la participation ministérielle sonnait comme un aveu d'échec. Elle avait de plus laissé un goût amer à Albert Thomas qui souhaitait encore activement donner de son temps et sa personne au service de la Défense Nationale. L'Union sacrée avait vécu, il n'en fallait pas douter, et en ce sens Albert Thomas s'illusionne véritablement sur les possibilités de la réactivation de l'Union nationale dans la vie politique traditionnelle du temps de paix. Néanmoins, l'heure n'est pas encore au jugement de l'histoire. Nous l'avons vu, le Congrès de Bordeaux, s'il ne donne pas raison aux hommes, voulait au moins donner raison à leurs idées, et les événements consécutifs à la fin de l'Union sacrée entraînant la vivacité de l'opposition parlementaire avec un appui plus large que les seuls rangs socialistes donnent provisoirement le sentiment qu'une unité commune d'action pouvait se retrouver dans les rangs du parti. L'année 1918 à venir s'annonçait paradoxalement porteuse de nouvelles potentialités de penser la concorde nationale, à défaut de réaliser à nouveau l'Union sacrée. En cela, elle peut être considérée comme celle du sursis, bien que celui-ci se soit construit sur de belles illusions.

⁵²⁷ Charles Andler, p.275. Dans la biographie, B.W Schaper accrédite la thèse de la responsabilité personnelle de Thomas et Renaudel dans l'impossibilité de former un ministère Clemenceau auquel les socialistes participeraient. Les antagonismes de personnes étaient bien trop forts. Schaper, B.W, *op.cit.* pp.167-171.

⁵²⁸ Voir sur ce point, *L'Humanité* du 26 octobre 1917, « Moutet et Thomas définissent la paix du droit ».

⁵²⁹ Schaper, B. W. *op.cit.* p.171.

III. 1918 : La défense nationale, toujours.

A. Hors du gouvernement, mais pour la guerre

L'octobre du socialisme français semblait avoir provisoirement mis en suspens les divisions du parti, et novembre avait prolongé cet état de fait en donnant aux socialistes et aux forces démocratiques un ennemi commun. La révolution d'octobre 1917 avait également été porteuse de renouvellements majeurs dont les conséquences allaient influencer le cours de l'année 1918. La prise du pouvoir par les bolcheviks, entraînant avec elle la proposition de paix « à tous les gouvernements et à tous les peuples » et la nécessité de conclure une paix, même séparée avec l'Allemagne entraînait à la fois un reclassement des forces européennes dans la guerre, et un nouveau défi pour le socialisme européen, qui devait se positionner face au bolchévisme naissant. Le thème de la « trahison russe » inondait la presse française, *l'Humanité* y compris. Albert Thomas y apportait les preuves du rôle déterminant de l'argent allemand dans la décision prise par les bolchéviques. Les craintes qu'il avait exprimées tout au long de l'année 1917 depuis son voyage en Russie se trouvaient réalisées sous ses yeux. Les intrigues allemandes l'avaient emporté. Il fallait que les Alliés interviennent en Russie pour lutter contre cette nouvelle force qui hypothéquait grandement la victoire sur l'Allemagne⁵³⁰. A plusieurs reprises au début de l'année 1918, Albert Thomas a l'occasion de se prononcer sur la question des buts de guerre, qui prend une acuité particulière, à un moment où la répression clémenciste et la campagne anti pacifiste fait rage, et que la proclamation des 14 points de Wilson, le 8 janvier 1918, devant le Congrès des Etats-Unis vient bouleverser les tendances.

Le repli dans l'opposition parlementaire au Gouvernement Clemenceau avait déjà constitué une plate-forme commune aux socialistes, mettant en suspens les tendances qui s'étaient affirmées jusque-là au sein du Parti. Le souffle nouveau du wilsonisme semble donner un vernis supplémentaire à cette normalisation de façade. Comme le dit Madeleine Rebérioux, il « fournit aux socialistes non jusqu'aboutistes comme à ceux qui l'étaient restés une excellente plate-forme idéologique de rechange », et, ainsi, « submergea les

⁵³⁰ Voir sur ce point les articles d'Albert Thomas dans *L'Humanité*, « La vérité », du 3 décembre 1917, et « Agissez-vite » du 16 décembre 1917, mais aussi « Aux socialistes de Russie », du 19 décembre 1917 sur un appel signé par la Commissions Administrative Permanente du Parti, contre l'éventualité d'une paix séparée.

tendances⁵³¹». Les premiers mois de l'année 1918 sont ceux du recentrage à l'échelle de tout le socialisme européen, ce que l'exemple français confirme. Pour Madeleine Rebérioux, encore, « l'accord entre les partisans de l'Internationale et ceux qui tous liés à l'Union sacrée qu'ils fussent ou qu'ils aient été – s'étaient ralliés à Stockholm, ne se dément pas sur le fond⁵³²». Les socialistes majoritaires, Thomas en tête, continuent à agir activement en faveur de la remobilisation russe – et contre la conclusion d'une paix séparée.

« Les socialistes français estiment, comme socialistes et comme Français, que la paix séparée de la Russie et de l'Allemagne est un malheur et pour la cause du socialisme et pour celle de la France. Car plus que jamais, dans leur esprit, ces deux causes se confondent.

[...] Les socialistes français veulent aller dire aux socialistes russes, à tous les socialistes russes : « Nous sommes comme socialistes, contre la paix séparée. Et vous aussi, camarades de Russie, vous ne pouvez être, comme nous, que pour une paix générale, établie selon les principes de la liberté des peuples et de la justice internationale. Toute autre paix est anti-socialiste. Voilà ce que nous avons proposé. Nous l'avons proposé avec la pensée de servir la France, autant que la démocratie⁵³³».

Albert Thomas défend vigoureusement cette position lors de la Conférence interalliée de Londres, en charge de préparer la rencontre de l'Internationale⁵³⁴. Henderson, Vandervelde, et Thomas en tête, dominent les débats, faisant montre du repositionnement effectif vers le centre droit du socialisme européen dans ces premiers mois de l'année 1918⁵³⁵. Le discours de Thomas est clair et incisif. A ses yeux, seul le droit doit guider l'action socialiste internationale et « tant qu'il n'aura pas été redressé en Pologne, en Autriche, en Alsace-Lorraine, pas moyen de conclure une paix durable⁵³⁶». Dans son discours du 23 février 1918, il insiste sur le cas spécifique des petites nationalités, sur lequel, estime-t-il, les socialistes sont « plus nets que les gouvernements⁵³⁷». Encore une fois, la paix du droit, de la paix juste est considérée comme l'ultime moyen de lutter contre l'impérialisme consubstantiel des gouvernements bourgeois de l'Europe occidentale. C'est sur ce volet que l'action des socialistes doit se concentrer au sein de chaque pays, comme seul levier d'action possible

⁵³¹ Rebérioux, Madeleine, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », in Droz, Jacques, *Histoire générale du socialisme tome II*, de 1875 à 1918, Paris, Presses Universitaires de France, 1974, p.633.

⁵³² *Ibidem*, p.635.

⁵³³ Thomas, Albert, « Des passeports pour Petrograd », *L'Humanité*, 3 janvier 1918.

⁵³⁴ Quelques jours auparavant, lors de la séance du 18 février 1918, le Conseil national approuvait à une large majorité une résolution favorable aux initiatives internationales du BSI présentée par Thomas. Sembat, Marcel, *Les Carnets... op.cit.* p.688.

⁵³⁵ Rebérioux, Madeleine, *Ibid.* p.635.

⁵³⁶ Conversation entre Thomas, Renaudel, Dubreuilh et Mistral entre Boulogne et Londres pour la conférence interalliée du 21 février. Cité in Cachin, Marcel, *Carnets, op.cit.*, tome II, p.254.

⁵³⁷ *Idem*, p.265.

pour ramener les prétentions de chaque pays à des objectifs non impérialistes et fondés sur des principes démocratiques. Albert Thomas reprenait donc pleinement à son compte le messianisme du message de Wilson sur les nationalités et sur la paix du droit, dont il nourrissait l'espoir qu'il pouvait constituer une base de consensus pour la question de la paix à défendre. Comme l'analyse Gilles Candar, le début de l'année 1918 avait relevé plus largement la nécessité de tenir, qui avait favorisé la majorité. Même après la fin de l'Union sacrée, les événements de la guerre l'emportaient sur les jeux internes du Parti, comme l'avaient prouvé le congrès de Bordeaux de 1917 et le recentrage du socialisme européen au début de l'année 1918 qui correspondant plus généralement à la chronologie des mobilisations et remobilisations des sociétés belligérantes⁵³⁸. Encore une fois, l'argumentaire que développait Thomas sur la question de l'intervention en Russie se trouvait à l'avant-garde d'une culture politique de guerre, qui s'entendait comme la volonté première de « ne pas perdre la guerre », « sans jamais renoncer à la paix ». En ce sens, le « patriotisme défensif – défense du sol et défense des siens [...] a structuré jusqu'au bout les systèmes de représentations⁵³⁹ », et il va sans dire que les positions politiques tenues par Albert Thomas jusqu'à la fin de la guerre en sont l'archétype même.

Néanmoins, la réalisation de la défection russe en mars 1918 par la signature du Traité de Brest-Litovsk venait rouvrir le dossier russe d'une façon beaucoup plus radicale et les divisions n'étaient plus évitables. Jusque-là, la lecture que les occidentaux avaient faite de la Révolution russe s'effectuait au prisme de la situation militaire. Comme l'analyse Gilles Candar, l'expérience socialiste en Russie elle-même demeurait mal connue. Les colonnes de la presse française étaient concentrées sur la peur de la défection russe, et les socialistes avaient eux-mêmes largement relayé cette crainte, à l'exception d'une poignée de minoritaires, comme Brizon fondateur de *la Vague* en mars 1918 et qui stigmatisait l'antibolchevisme ambiant comme la grande peur des possédants. En face, Albert Thomas était celui des socialistes qui avait toujours condamné de façon la plus virulente les agissements des « maximalistes russes »⁵⁴⁰, à savoir les bolcheviks russes, menés par Lénine, et du même coup, la fascination que le modèle bolchevik avait pu entraîner dans une partie de

⁵³⁸ Selon l'analyse d'Annette Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau, in *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2000, pp.128-129. « Rien ne serait plus faux que d'imaginer, après les ruptures, finalement limitées, de l'année 1917, un processus continu d'effritement des consensus nationaux. La chronologie plus fine des consentements réserve en effet des surprises. Sur le terrain de l'acceptation initiale ont ainsi surgi bien des remobilisations nouvelles, même et surtout au cours de la dernière année de la guerre. 1918 est à cet égard l'année d'un investissement renouvelé des sociétés belligérantes ».

⁵³⁹ Audouin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2000, p.128.

⁵⁴⁰ Thomas, Albert, « Pas de maximalisme », *L'Humanité*, 15 février 1918.

la masse ouvrière⁵⁴¹. Albert Thomas est de ceux qui protestent le plus vivement contre la conclusion de la paix séparée. La paix de Best-Litovsk signée le 3 mars 1918 et les paix séparées qui s'en suivent sont des « traités nuls », des « traités de violence, des traités d'annexion qui violent le droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes ». Dès lors, il œuvre activement en faveur de l'intervention militaire de l'Entente en Russie « pour lutter contre ces agissements de l'impérialisme allemand⁵⁴² », occasion de raviver la vive condamnation des majoritaires allemands⁵⁴³.

B. Contre les bolcheviks

A l'été 1918, les ruptures se concrétisent réellement. C'est la question de l'intervention des forces occidentales en Russie qui apporte une pièce supplémentaire à l'isolement progressif d'Albert Thomas, dont les positions sont de plus en plus controversées. Celui-ci s'exprime clairement en faveur de l'intervention des puissances de l'Entente en Russie⁵⁴⁴ et ce contre une grande partie des membres de la SFIO, Cachin en tête, dont les communautés de vue avec le nouveau régime étaient de plus en plus évidentes.⁵⁴⁵ Depuis octobre 1917, les socialistes, pour la plupart, avaient exprimé leur volonté de rechercher l'entente avec un Gouvernement bolchevik, afin que celui-ci assure une autorité de fait, permettant de conserver la Russie comme alliée. Marcel Sembat par exemple avait à plusieurs reprises défendu cette position, délaissant la solidarité idéologique au profit d'un pragmatisme patriotique. La position de Longuet était plus ambiguë. S'il s'en tenait publiquement à une solidarité de principe avec l'ensemble des socialistes russes, il éprouva néanmoins une déception certaine lorsque la Constituante, en laquelle il avait vu un lieu d'arbitrage pour rapprocher les différentes tendances, fut dissoute par Lénine en janvier 1918, marquant une nette radicalisation du régime, qui, s'il fournissait toujours un cadre rêvé d'expérimentation socialiste à grande échelle, n'en inquiétait pas moins pour ses extrémismes. Les incompréhensions étant exacerbées par le fait que les nouvelles de Russie n'étaient pas

⁵⁴¹ Thomas, Albert, « La condition ouvrière », *L'Humanité*, 16 février 1918.

⁵⁴² Thomas, Albert, « Traités nuls », *L'Humanité*, 18 mars 1918.

⁵⁴³ Voir sur ce point les articles d'Albert Thomas dans *L'Humanité*, « A propos de l'Article de Vorwärts », du 16 mars 1918, « Socialisme de France, socialisme d'Allemagne », du 4 avril 1918, et « La force du Socialisme Alliés » du 5 avril 1918.

⁵⁴⁴ Thomas, Albert, « Pour l'intervention en Russie », *L'Humanité* 8 juillet 1918, et « Hâtez-vous », *L'Humanité* du 12 juillet 1918.

⁵⁴⁵ Sur ce point, voir Candar, Gilles, *Jean Longuet...op.cit.*p.170-171.

toujours claires, et parfois contradictoires. Tout au long de l'année 1918, les divisions socialistes à l'égard de la Russie allaient croissant.

L'admiration qu'Albert Thomas avait pu nourrir à l'égard du mouvement d'émancipation de grande ampleur auquel il avait assisté lors de son voyage en Russie dans lequel il avait cru lire un avatar slave de la Grande Révolution, s'était nettement refroidie dès octobre 1917, et plus encore avec la signature de la paix séparée et la bolchevisation croissante du régime. Ainsi, Albert Thomas se fait tout au long de l'année 1918 le chantre de la condamnation de la nature du nouveau régime qui se met en place. La dissolution de la Constituante est vivement condamnée ; elle marque à ses yeux le dévoiement du mouvement révolutionnaire, contraire aux valeurs du socialisme ;

« La Révolution maximaliste a symbolisé le sursaut de révolte de la classe ouvrière contre la guerre. On dit dans les sections que Lénine a lui réalisé la dictature du prolétariat. J'ai répondu cependant que je le niais. Et je veux répéter ici que je crois de notre devoir de mettre nos camarades en garde contre de pareilles idées.

Dictature du prolétariat, le gouvernement qui « dissout la Consistante » ! Je ne crois guère que Marx eût jamais connu à Petrograd une application de ses thèses ! La dictature du prolétariat sous cette forme n'est que la réplique du tsarisme et les méthodes de Lénine sont contraires au progrès même du socialisme⁵⁴⁶ ».

Au Conseil national de juillet 1918, les oppositions s'expriment fortement. Longuet y conservait sa solidarité de principe avec le nouveau régime, tout en se défendant d'être favorable aux bolcheviks sous prétexte qu'il avait toujours refusé l'intervention armée. Fidèle à sa politique de clarté, Albert Thomas, un peu vivement, l'exhorte alors à se déclarer avec les bolcheviks⁵⁴⁷. L'attitude du nouveau Gouvernement russe n'invitait pas au compromis. Il fallait marcher avec, et l'assumer, ou aller contre. La France était toujours en guerre, et il fallait aller jusqu'à la victoire. Thomas n'acceptait pas le compromis, et soutenait donc l'intervention militaire directe pour repousser les allemands qui avançaient en Russie. La prise de position était purement pragmatique. Albert Thomas ne mettait en avant que des objectifs militaires ; les oppositions politiques n'avaient pas droit de cité dans une telle question. De celle-ci découlait l'avenir de la patrie, et avec elle celle de la démocratie que la Révolution avait fait naître.

⁵⁴⁶ Thomas, Albert, « Pas de maximalisme », *L'Humanité*, 15 février 1918.

⁵⁴⁷ « Le Conseil national », *L'Humanité*, 29 juillet 1918.

L'issue du Conseil national de juillet 1918 était décisive. Elle sacralisait la rupture qui était en germe depuis la fin de l'année 1917, mais que les événements du début de l'année 1918 avait laissé en suspens. Jean Longuet, qui s'affirme de plus en plus comme l'étoile montante du Parti présente une motion d'opposition à celle de Renaudel qui, maintenant les principes établis au Congrès de Bordeaux de l'hiver précédent, s'exprime en faveur de l'intervention en Russie, dans des conditions néanmoins prédéfinies qui sont celles de « la lutte contre l'impérialisme allemand [et] la destruction du traité de Brest-Litovsk ⁵⁴⁸ ». La motion Longuet l'emporte à 1544 voix contre 1172. Elle exige à nouveau du Gouvernement la définition des conditions de paix sur la base des 14 points de Wilson, réaffirme son adhésion à la Conférence Internationale, conditionnant le vote des passeports à l'obtention des passeports, et surtout s'oppose à toute intervention militaire en Russie. La motion condamne également l'attitude des « 40 », 40 députés socialistes qui au début de juillet 1918 s'étaient rassemblés autour de *la France Libre*, sur une ligne de « Défense nationale », en opposition avec la ligne pacifiste prise par la direction du Parti ⁵⁴⁹. La rupture se fait bien sur la question de l'attitude à adopter face aux événements de Russie, et autour de la question de l'intervention en Russie. Ce congrès signait définitivement l'échec, non seulement des hommes de la majorité, mais aussi de sa ligne politique, qui l'avait emporté jusque-là.

IV. Les illusions d'une concorde nationale dans la paix

Comme nous pouvons l'observer, tout au long de l'année 1918, Albert Thomas est de plus en plus à l'écart de la direction du Parti et de la ligne que celui-ci défend. Hostile à la position prise par le Parti sur la question de l'intervention en Russie, et constatant que le tropisme bolchevik, dans ses contradictions, ses espoirs, ses passions, faisait de plus en plus son œuvre, Albert Thomas avait développé d'autres moyens de diffuser des idées de paix et de concorde nationale dans la paix puisque le Parti socialiste n'était plus un giron confortable pour le faire – au fond, l'avait-il jamais été ? Ces idées se développaient entre autres selon deux axes qui démontraient tous deux l'impact de l'expérience de guerre dans les idées d'Albert Thomas.

⁵⁴⁸ Ligou, Daniel, *Histoire du socialisme en France, 1871-1961*, Paris, PUF, 1962, p.300.

⁵⁴⁹ Voir sur ce point, Billard, Yves, « Des impénitents de l'Union sacrée : les 40 de la France libre », in *Les socialistes dans l'Europe en guerre, ...op.cit.*, pp.73-83.

A. L'action en faveur de la SDN, l'idéal de la paix du droit : faire la guerre en construisant la paix

Tout au long de l'année 1918, c'est bien autour de la question de la paix que s'étaient creusées les divisions au sein du socialisme français. Pour Albert Thomas, l'appel de Wilson et l'idée de création d'une Société des Nations était en mesure de régler les différends internationaux. Cette idée développée par ses études et préoccupations d'avant-guerre avait évidemment été renouvelée par sa propre expérience de guerre et par sa participation à l'Union sacrée. Sans nul doute, elle provenait également de l'espoir de voir se réaliser une concorde internationale par la suspension des conflits entre les partis, et ici entre les Nations elles-mêmes. Ainsi affirme-t-il :

« Avant la guerre nous avons servi l'idée de la Paix autant que nous l'avons pu ; pendant la guerre, après l'agression brutale dont le pays a été victime en 1914, il n'y a plus qu'une idée qui puisse guider notre parti et l'Internationale, une grande idée, celle du Droit⁵⁵⁰ ».

Du déchaînement des forces barbares pendant la guerre, ne pouvait venir que l'idée d'une paix définitive. Dès le congrès de décembre 1916, la SFIO avait voté une résolution en faveur de la mise en place d'une Société des Nations. Thomas pouvait ainsi s'appuyer sur cette motion pour légitimer son action en faveur de la mise en place d'une telle instance qui serait en mesure de régler les conflits internationaux via un arbitrage obligatoire – ne retrouvait-on pas ici l'idéal d'arbitrage obligatoire par une instance tutélaire, neutre, comme il l'avait mise en œuvre dans les usines de guerre via le décret de janvier 1917 sur l'arbitrage obligatoire ? Surtout, il s'appuyait également sur la diffusion de plus en plus large des idées portées par le président Wilson – dont l'unanimité qu'il entraîne d'abord autour de lui ne pouvait néanmoins que se fissurer à mesure que les divisions se creusaient au fil de l'année 1918 – pour légitimer une telle idée. Néanmoins, au moment où cette idée germait dans l'esprit de Thomas, elle n'était pas exempte de contradictions. Contre les minoritaires, il rétorque que « c'est mal poser le problème que de dire : il faut finir par les armes ou finir par les négociations. La vérité est qu'il faut faire les deux⁵⁵¹ ». Il s'agissait donc d'écraser l'impérialisme allemand par le glaive et le droit. Comment concilier la volonté de Victoire

⁵⁵⁰ Discours du 12 août 1917, cité dans Schaper, p.152

⁵⁵¹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 362, Note du 14 août 1918. Sur ce point, voir aussi l'article d'Albert Thomas dans *l'Humanité*, du 21 novembre 1917 « Notre tâche » dans lequel il exhortait le Gouvernement et les commissions parlementaires à réfléchir sérieusement à l'idée d'une Société des Nations. Pour y aboutir « On a tort d'opposer la préparation de la paix à la conduite vigoureuse de la guerre ».

jusqu'au bout comme il l'avait fait tout au long de la guerre et la revendication du Droit ? Dans l'esprit, d'Albert Thomas, la victoire du droit était celle de la France, contre l'impérialisme allemand. Encore une fois, le patriotisme belliqueux devait se muer en messianisme révolutionnaire directement issu de la Grande Révolution, hybridé des grands messages de paix portés par la grande démocratie américaine. A ce titre, la préface qu'il donne à l'ouvrage de Benjamin Constant, *L'esprit de conquête*, dans une réédition de mai 1918 donne une lecture intéressante de la pensée du philosophe libéral qui écrivit ce pamphlet en 1814 pour dénoncer l'impérialisme napoléonien⁵⁵². Quelques cent ans plus tard, c'est l'esprit de conquête allemand qui ravageait l'Europe, contre lequel, comme l'écrivait Marcel Sembat dans la presse en commentaire de cet opuscule, « il faut dresser, avec le grand président Wilson, l'esprit de liberté, l'esprit fédéral qui groupe les peuples et organise le droit, l'esprit de nos gouvernants [qui] est notre sauvegarde et notre gage de victoire, l'esprit de la Société des Nations⁵⁵³ ». L'esprit de conquête et d'usurpation, inhérent à l'impérialisme allemand devait être éliminé par deux moyens : par les armes pour le réduire physiquement à néant, et par le droit, pour lutter contre lui moralement. La Société des Nations à laquelle Albert Thomas rêvait devait réunir des nations démocratiques, devant garantir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et dont les organes seraient l'émanation des peuples. Elle devait ainsi garantir « le triomphe des principes démocratiques pour la sécurité de la paix⁵⁵⁴ », et assurer les principes de non intervention dans les affaires intérieures de chaque nation. La réalisation de la démocratie politique à l'échelle internationale devait néanmoins être associée à la réalisation de la démocratie sociale à l'échelle internationale⁵⁵⁵, selon l'idéal socialiste, hybridé de l'expérience de la concorde des classes dans la démocratie sociale rêvé et imaginé pendant la guerre. La genèse de l'idée de la paix du droit trouvait des sources directes dans le déroulement du conflit lui-même ; l'avancée allemande en Russie était devant redoubler d'efforts. Dans le même temps, la revendication en faveur de la mise en place d'une instance devant jouer le rôle d'arbitre pour les grandes et les petites nations, dans la lignée de l'idée du droit de peuples, semblait directement faire écho aux revendications françaises au sujet de l'Alsace-Lorraine. Aussi, dès le mois de juillet 1918, Albert Thomas participe à la création de

⁵⁵² Thomas, Albert, « Avant-propos », in Constant, Benjamin, *L'esprit de conquête*, Paris, Librairie Bernard Grasset, 1918.

⁵⁵³ Article de Marcel Sembat sur la préface d'Albert Thomas à *L'Esprit de Conquête*, Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 244.

⁵⁵⁴ Préface d'Albert Thomas à Tchernoïff, Iouda., *Les nations et la société des Nations dans la politique moderne*, Paris, F. Alcan, 1919, p.xxv.

⁵⁵⁵ Sur les idées de paix développées par Albert Thomas dès 1918 le menant au BIT, voir Guieu, Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *Cahiers Irice* « Albert Thomas, société mondiale et internationalisme », n°2, 2008, pp.65-80.

l'association en faveur de la Société des Nations, aux côtés de Ferdinand Buisson et de Jules Prudhommeaux. Il en fait la publicité dans *L'Information Ouvrière et Sociale*, afin de rallier le mouvement ouvrier à la cause de la paix du droit⁵⁵⁶, cause qu'il défend vivement dès 1918 et qui ne cessera de s'étoffer lors de son départ pour Genève. Ainsi, contre la majorité du Groupe socialiste au Parlement, il fut l'un des seuls socialistes, avec Pierre Renaudel, à s'exprimer en faveur du Traité de Versailles⁵⁵⁷, et à défendre les institutions qui en naissaient comme la SDN et le l'Organisation Internationale du Travail, au sein de laquelle il mènera sa seconde carrière à partir de 1919. Dans le même temps, Albert Thomas nourrissait l'idée que la concorde démocratique et sociale qui devait découler de la construction de la paix devait passer, à l'échelle purement nationale, par la perpétuation de l'Union industrielle née de l'Union sacrée. Un organe allait permettre la diffusion de ces idées nouvelles, *L'Information ouvrière et sociale*.

B. *L'information ouvrière et sociale* : pour une concorde nationale dans la France industrielle de demain

En même temps qu'il lutte au niveau national et international pour la mise en place d'une instance de paix, Albert Thomas continue à se préoccuper des questions industrielles et sociales. En mars 1918, il crée à cet effet, avec Charles Dulot *L'Information ouvrière et sociale*, qui n'est autre que la prolongation de l'expérience menée pendant la guerre. La formule de cette nouvelle courroie de transmission n'est pas sans rappeler la défunte *Revue syndicaliste et coopérative*, qui avait été avant-guerre la plateforme de diffusion des idées réformistes de Thomas. A certains égards, la nouvelle revue reprend le crédo d'avant-guerre. Il est en effet orienté contre le syndicalisme révolutionnaire et en faveur du syndicalisme réformiste. L'expérience de guerre permet d'adjoindre de nouveaux éléments à la revue. Les patrons et chefs invités à s'exprimer dans les colonnes du périodique, dans la rubrique des « conversations patronales ». Albert Thomas y développe à nouveau les idées de communion des classes dans l'effort industriel qu'il a cru voir se réaliser à la faveur de la guerre.

« [...] *L'effort industriel inauguré et poursuivi pendant la guerre et qui se poursuivra certainement en temps de paix, a créé entre les classes le sentiment, sinon d'une solidarité morale, du moins d'une solidarité effective, quasi-physique, dont il importe de tenir compte. La classe ouvrière et*

⁵⁵⁶ Guieu, Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix... », *op.cit.*p.75-76.

⁵⁵⁷ Lefranc, Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République : 1875-1940*, Paris, Bibliothèque Payot, 1936, pp.212-213.

la classe patronale ont senti plus vivement qu'avant août 1914 à quel point le sort de l'une dépendait du sort de l'autre. Il m'a été quelquefois reproché de l'avoir marqué dans mes discours, je crois pourtant que telle est la vérité⁵⁵⁸ ».

Point de trace de la lutte des classes, mais plutôt l'appel à la solidarité entre celles-ci dans l'activité industrielle rénovée. Ainsi, le socialisme de guerre qu'il avait voulu mettre en œuvre pendant la guerre se mue volontiers en « révisionnisme de guerre ⁵⁵⁹ » ; reprenant les formules de Bernstein, Albert Thomas sort du conflit encore plus convaincu que la guerre a apporté avec elle la nécessité de revoir les vieilles formules. Pour lui, l'état de guerre doit se muer en état de paix, recréant ainsi la communion nationale née du conflit. Très vite, la revue se mue en courroie de transmission des idées syndicalistes nouvelles, avec l'influence particulière de Léon Jouhaux, et se fait le relais de l'action que mène Thomas avant et après l'armistice à la Chambre en faveur d'une nouvelle législation industrielle ; les thèmes de la reconversion des usines d'armements, de la transformation du Ministère de l'Armement en un Ministère de la reconstruction, de la nationalisation de la Banque de France, de réquisition des chemins de fer⁵⁶⁰ sont sans cesse abordés dans le but constant de faire accepter à la Nation l'évidence des idées socialistes et réformistes pour le redressement et la reconstruction industrielle.

« Déjà à propos du projet de loi sur les nationalisations des chemins de fer, c'est du socialisme que nous réalisons. C'est du socialisme que nous créons lorsque nous rendons à l'Etat qui doit être de plus en plus, non pas l'Etat d'autorité et de force d'autrefois mais le représentant des intérêts collectifs, le contrôle ou la maîtrise des grands services publics... Si de grandes révolutions politiques se produisent, elles nous permettent sans doute d'aller plus vite, mais dès maintenant, inaugurons le travail positif, indiquons par quelle voie le monde s'acheminera vers notre idéal ⁵⁶¹ ».

Les idées que développe Albert Thomas dans *l'Information ouvrière et sociale* sont la reprise et la théorisation de l'expérience menée pendant la guerre, par la volonté de poursuivre, grâce au rôle tutélaire et législatif de l'Etat la poursuite d'une action en faveur de la réduction des inégalités, d'une économie dirigée par l'Etat, dans laquelle les nationalisations des services publics auraient leur place et permettraient la reconstruction industrielle et le maintien de la concorde des intérêts de classe dans la paix. L'espoir de faire

⁵⁵⁸ Thomas, Albert, édito de *L'information ouvrière et sociale*, du 7 mars 1918, cité in Schaper, B.W, *Albert Thomas...*, *op.cit.* p.176-177.

⁵⁵⁹ *Ibidem*, p.177.

⁵⁶⁰ Sur ce point, voir Schaper, B. W. *op.cit.*, pp.176-181.

⁵⁶¹ Edito d'Albert Thomas dans *L'Information ouvrière et sociale* du 17 juillet 1919, cité in, Biard, Jean-François, *Le socialisme devant ses choix : la naissance de l'idée de plan*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1985.

du Parti socialiste le parti de la France de demain était encore vivace, et il l'exprimait encore auprès du président Raymond Poincaré à la fin du mois de décembre 1918.

« *Que notre union nationale, cimentée par la victoire, ne soit donc plus seulement la formule de réconfort qui exalta un jour nos courages. Qu'elle devienne la règle d'action d'une démocratie pacifique et ordonnée. Qu'elle nous permette d'aborder désormais, avec des âmes de vainqueurs, les réformes les plus hardies. La foule ouvrière et paysanne a gagné sur les champs de bataille et dans les usines le droit à une existence plus sûre, plus douce, plus noble. Pour qu'elle en jouisse, accordons-lui, dans la patrie, la part plus large de collaboration et de responsabilité qu'elle se sent capable d'assumer. Les grandes associations syndicales ont formé ces jours-ci un programme de raison et de sagesse, fondé tout entier sur une intense production nationale. De cette production les unions patronales recherchent avec passion les moyens et les conditions. Offrons aux uns et aux autres, par nos ententes avec les Alliés, et par une organisation réfléchie, les perspectives d'avenir qui seules peuvent donner à tous sécurité et audace*⁵⁶² ».

Là encore, l'écho des idées que Thomas propose eut un effet limité dans les milieux ouvriers mais aussi dans la sphère politique de manière plus générale⁵⁶³. La reconstitution du réseau d'Albert Thomas était à cette époque multiforme, mais eut néanmoins des effets limités. Eclaté et dispersé après le choc de la guerre, mais surtout de la fin de l'expérience socialiste qu'elle avait entraîné pour beaucoup, elle ne survivait pas toujours aux reclassements politiques que la guerre elle-même avait entraînés. *L'Avenir, L'Information ouvrière et sociale*, était le fils bâtard, du socialisme normalien d'avant-guerre, qui avait pris de l'envergure au fil du conflit. Néanmoins, orphelins et laissés sans figure charismatique après la fin de l'expérience Thomas, elles furent pour la plupart temporellement et quantitativement limitées. En 1918 encore, et parfois jusqu'en 1920, elles avaient exprimé l'espoir d'être le berceau de la « renaissance du socialisme français⁵⁶⁴ », alors que « l'aspiration à la régénération du socialisme français⁵⁶⁵ » avait trouvé un souffle nouveau qui ne cessait de s'amplifier au cœur de ces heures de transition difficile entre l'état de guerre et l'état de paix.

⁵⁶² Discours au Monument de Champigny du Premier décembre 1918, cité, in Rebérioux, Madeleine, et Fridenson, Patrick, « Albert Thomas... », *op.cit.*, pp.72-73.

⁵⁶³ La volonté de Thomas de voir l'Etat prendre le contrôle des centrales hydro-électriques suscite par exemple l'opposition des milieux patronaux et de la droite de la Chambre. Lazarovici, Florent, « Itinéraire d'un majoritaire, Albert Thomas », in *Les socialistes français et la grande guerre...op.cit.*, p.50.

⁵⁶⁴ C'est ainsi que se définissait *la France libre*, fondée par Compère-Morel en 1918, cité, in Prochasson, Christophe, Rasmussen, Anne, *Au nom de la patrie, ...op.cit.*, pp.242-245.

⁵⁶⁵ Nous tirons cette expression de l'ouvrage de Romain Ducoulombier, *Camarades !op.cit.*

V. La constitution d'une figure repoussoir

A. La majorité renversée : contre Thomas

Les oppositions se cristallisent autour de l'attitude face à la guerre, qui détermine nécessairement des positions divergentes sur les moyens d'aboutir à la paix. L'automne 1918 vient officialiser ce changement de majorité. Le 13 septembre 1918, Renaudel, qui, tout au long du conflit, avait été le manœuvrier finassier de la majorité, renonce à la direction politique de *l'Humanité*, au profit de Marcel Cachin, qui représente une tendance centriste. Surtout, le Congrès national du Parti qui se réunit à Paris des 6 au 9 octobre 1918 consacre le changement de majorité, qui était déjà en germe. Longuet remplace le couple Renaudel – Thomas⁵⁶⁶ qui font désormais partie du courant « ex-majoritaire⁵⁶⁷ ». Au fond les événements eux-mêmes venaient condamner la politique de la majorité, et les controverses sur la révolution russe et la nature du nouveau régime en place en Russie cristallisaient les oppositions, nées dès 1915, et qui n'avaient cessé de se mouvoir, de se redéfinir et d'évoluer tout au long du conflit.

Le constat que fait Marcel Sembat à l'issue du Congrès d'octobre 1918 mérite d'être ici convoqué.

« Nous sortions du congrès où nous cherchions l'Unité. Mais pendant que nous la rations et que nos efforts échouaient, les événements la réalisent. Hé oui ! Pendant nos discussions, les faits marchent. Ils courent. Ils se précipitent. Ils nous dépassent. Cette unité, que nous n'avons pu créer par les efforts intérieurs du parti, nous y voici ramenés par les événements extérieurs (les événements extérieurs font ce que n'a pas pu faire notre effort intérieur).

Car, quelle était la vraie division (laissons les personnes), sinon la Paix ?

Paix immédiate, voulaient les uns.

Paix différée, acceptaient les autres, jusqu'à la réalisation de ses conditions essentielles.

Or, voici la Paix !

⁵⁶⁶ Sur la conquête de la majorité par la minorité longuettiste, voir Candar, Gilles, *Jean Longuet...op.cit.* p.171-177.

⁵⁶⁷ Lefranc, Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République : 1875-1940*, Paris, Bibliothèque Payot, 1936, pp.212-213.

Les estrades, les plates-formes, aussitôt croulent ! Cela nous manque sous les pieds et, pêle-mêle, nous retombons ensemble »⁵⁶⁸.

Au fond, c'était bien la question de la paix qui avait déterminé tout au long du conflit l'attitude de Thomas. La controverse au sujet des événements de Russie atteint justement son apogée au moment où la paix arrivait. La passe d'armes qui se déroula entre Thomas et Blum dans les colonnes de *l'Humanité* en novembre 1918 fit date. Albert Thomas se déclarait profondément hostile à la nature même du bolchévisme. Elle était complètement étrangère à sa tradition politique. Lui qui cherchait depuis toujours le moyen d'intégrer la classe ouvrière à la Nation voyait dans le bolchévisme une simple instrumentalisation de celle-ci, qui ne servait pas ses intérêts⁵⁶⁹.

« Je ne puis me résoudre à admirer, ni même à accepter le bolchevisme. Qu'on le veuille ou non, il symbolise la révolte anarchique contre les règles démocratiques. Il symbolise le terrorisme d'un parti contre la représentation nationale. Il symbolise la révolte instinctive et brutale des foules contre la volonté d'organisation dans le cadre de la nation et avec le concours des classes intellectuelles.

[...] si nous voulons que la France soit grande, non seulement par l'autorité morale que son peuple aura conquise pendant la guerre, mais encore par toute sa vie économique, il faudra qu'une vaste justice sociale soit instaurée, il faudra que le vieil idéal socialiste entre pour une plus large part dans la réalité. Il n'y aura pas de prospérité nationale possible si les maux de la guerre ne sont pas réparés et si le peuple ne peut pas vivre et travailler dans des conditions équitables. Mais ce n'est pas en poussant à des mouvements révolutionnaires, ce n'est pas en excitant superbement le prolétariat à s'isoler de la vie nationale et à s'opposer dans tous les domaines, aux autres classes, ce n'est pas en reprenant certaines formules intransigeantes d'avant-guerre, que l'on réalisera dans la France de demain la justice populaire⁵⁷⁰ ».

La condamnation de la nature du bolchévisme est le moyen de raviver l'idéal de concorde nationale et de fusion des intérêts des différentes classes de la Nation que Thomas avait pu croire se réaliser dans la guerre et dont le rôle incombait nécessairement à la SFIO, parti de la Nation par excellence.

« Le bolchévisme a pu naître de l'horrible anarchie à laquelle l'ancien régime avait condamné la Russie, il a pu naître dans un peuple épuisé, meurtrie par une guerre dont il ne sentait pas la portée

⁵⁶⁸ Sembat, Marcel, *Les Cahiers Noirs, Journal 1905-1922*, Paris, Editions Viviane Hamy, 2007, pp.709-710.

⁵⁶⁹ Voir sur ce point, Prochasson, Christophe, Rasmussen, Anne, *Au nom de la patrie, les intellectuels et la première guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996, pp.238-246.

⁵⁷⁰ Thomas, Albert, « Démocratie ou bolchévisme », *L'Humanité*, 9 novembre 1918. L'article fait suite au vote à la CAP ayant refusé l'intervention en Russie, à une courte majorité de 11 voix contre 10.

nationale. Il ne peut être recommandé comme méthode dans un pays qui a défendu son indépendance et sa liberté contre la force oppressive du militarisme allemand pendant quatre années et qui a su trouver, dans ses institutions républicaines et démocratiques, la possibilité d'une cohésion et d'une union nationale que les querelles de partis n'ont pas profondément atteinte.

[...] Le droit à la culture, le droit à la pensée capable de favoriser l'épanouissement de la civilisation française entre toutes les autres nations, telle était la politique vivante et riche que Jaurès nous avait enseignée, politique républicaine, politique démocratique, politique d'appel à toutes les énergies populaires, harmonieusement réglées dans leurs efforts. Cette politique est celle qui nous a fait fraterniser dans la guerre avec toutes les nations de liberté. Elle est celle qui a soulevé toute la classe de travailleurs français contre l'impérialisme allemand. Elle est celle qui les a unis étroitement à la politique de justice internationale du président Wilson. Ou Wilson, ou Lénine. Ou la démocratie née de la révolution française, fortifiée par les luttes de tout un siècle, développée par la grande République des Etats-Unis, ou bien les formes primitives, incohérentes, brutales du fanatisme russe. Il faut choisir ».

En face, Léon Blum répondait en refusant le dilemme imposé par Thomas. Pour lui l'alternative ne se posait pas en ces termes. Il ne choisissait ni Wilson, ni Lénine, il choisissait Jaurès⁵⁷¹. En réalité, tout était là question de rhétorique. Christophe Prochasson qui analyse cette controverse relève bien que « les différences idéologiques et culturelles entre l'un et l'autre étaient bien minces⁵⁷² ». La controverse voyait en effet s'opposer des tactiques pour s'assurer la direction du Parti. Thomas l'avait perdue quelques semaines plus tôt. Néanmoins, il n'était pas résolu à laisser filer ainsi un Parti qui l'avait porté avant-guerre, et dont il espérait bien faire le rouage de la mise en œuvre de ces idées de concorde nationale qu'il avait développées pendant la guerre. En face, Léon Blum, ancien directeur du cabinet de Marcel Sembat aux Travaux Publics avaient lui aussi expérimenté l'exercice du pouvoir à l'échelle nationale, ce qui n'allait pas finir d'inonder ses écrits après-guerre⁵⁷³, et bien-sûr sa propre expérience lors du Front Populaire dont il serait le leader⁵⁷⁴. La controverse pouvait ainsi se lire comme l'aboutissement d'une opposition latente qui n'avait cessé de creuser l'écart entre les deux hommes durant la guerre. Dès juillet 1917, Léon Blum avait effectivement rejoint le groupe des centristes animé par Auriol, Bedouce, et Sellier entre autres et qui agissait pour le

⁵⁷¹ Blum, Léon, « Il faut s'entendre », *L'Humanité*, 15 novembre 1918. Voir aussi la réponse de Thomas, « Oui, il faut s'entendre », *L'Humanité*, 16 novembre 1918.

⁵⁷² Prochasson, Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, « l'Univers historique », 1993, p.241.

⁵⁷³ Voir sur ce point, Blum, Léon, *La réforme gouvernementale*, Paris, Grasset, 1936.

⁵⁷⁴ Voir sur ce point, Hohl, Thierry, « Des réformistes aux blumistes : socialistes au temps du Front populaire », in *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du front populaire*, Paris, Editions histoire sociale, 2006, pp.41-52.

retrait de Thomas du gouvernement⁵⁷⁵. Depuis, Léon Blum s'était opposé de plus en plus ouvertement à Thomas, à qui il ne pardonnait pas de vouloir se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Pour lui, la rigueur du couple Thomas-Renaudel avait été la cause de l'inertie du Parti depuis 1916 et surtout en 1917⁵⁷⁶. Les faits semblaient lui donner raison. Albert Thomas devait payer pour s'être trop compromis dans l'Union sacrée. Les craintes que les socialistes, de plus en plus nombreux, avaient exprimées quant à une participation ministérielle qui irait trop avant, Albert Thomas les incarnait plus que quiconque. Par sa droiture dans l'exercice de ses fonctions, par ses bouffées d'ambitions, par sa volonté de tenir le Parti pour le faire devenir l'instance de concorde nationale réunie autour de l'idéal socialiste, dont toute son action pendant la guerre s'était voulu porteuse, il était nécessairement plus exposé que tout autre représentant de la majorité. Le congrès de Paris d'octobre 1918 se jouait contre la majorité certes, mais surtout contre Thomas, ou plutôt contre le duo infernal qu'incarnait le couple Renaudel – Thomas aux yeux d'une grande majorité du parti. Sans aucun doute, Albert Thomas était « le bouc émissaire de la nouvelle équipe majoritaire ⁵⁷⁷ », désormais menée par Jean Longuet, qui cherchait à rassembler, mais tout en épurant le parti des « Millerand et Briand » qui s'étaient trouvés dans ses rangs. Le constat d'échec était d'autant plus cruel pour Thomas que Longuet avait réussi à rassembler les différentes tendances du Parti, des kienthaliens aux majoritaires, ce que lui-même n'était jamais parvenu à faire, malgré toutes les manœuvres réalisées pendant la guerre avec l'appui de Renaudel et malgré les efforts fournis durant toute l'année 1918 pour réactiver ses réseaux issus du socialisme intellectuel traditionnel. Les premiers mois de l'année 1918 avaient effectivement été ceux de la mise en suspens d'une scission qui était de plus en plus évidente. Pendant un temps, Albert Thomas avait pu espérer réactiver ses réseaux issus du socialisme intellectuel d'avant-guerre. Les illusions qu'il avait pu nourrir à cet égard s'avéraient de plus en plus douloureuses et ne pouvaient plus se réaliser dans le cadre du socialisme français et d'un parti qui lui échappait désormais définitivement. Le constat que dresse Christophe Prochasson sur la nature de l'idée socialiste développée par Albert Thomas, n'est sans doute pas trop sévère. A son sens ;

« *La maladresse politique de Thomas annihila [...] tous ses efforts. Le fort réseau d'intellectuels dont il disposait ne pesait pas lourd au regard des solidarités partisans tissées de longue date à*

⁵⁷⁵ En juillet 1917, Léon Blum écrivait à sa compagne « Longue conversation intéressante. Renaudel déçu par Thomas (que j'ai attaqué à fond) et lié à lui presque malgré lui. La large collaboration ministérielle toujours souhaitée et préparée, mais avec peu de chances de succès. En attendant, le groupe assez disposé à retirer Thomas. J'y ai poussé de toute ma force ». Cité, in Berstein, Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006, p. 164.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, p.170.

⁵⁷⁷ Candar, Gilles, *Jean Longuet...op.cit.*p.175.

*l'intérieur de la SFIO. Produit de l'élitisme républicain, Thomas devait penser que la tête d'un parti politique moderne s'obtenait comme l'on passait les concours de l'Ecole normale ou de l'agrégation. Cet homme à la pensée originale confondait le nouveau siècle avec celui qui s'éteignait*⁵⁷⁸ ».

Les raisons de son échec sont multiples. Au sein de la SFIO, l'expérience de guerre avait bien trop compromis le socialisme. Celle-ci était évidemment au cœur de la « crise de conscience du socialisme⁵⁷⁹ » dans laquelle se retrouvait le Parti en novembre 1918. Sans surévaluer les effets et les conséquences de l'action d'un seul homme, il faut néanmoins souligner que son activité de guerre, au ministère, mais aussi dans le Parti avait une signification qui dépassait largement sa personne. Par bien des aspects, il avait été de tous les mauvais coups que la guerre avait assénés au socialisme durant ces quatre trop longues années d'un conflit dont en novembre 1918 on ne faisait qu'entrevoir l'ampleur et les conséquences à long terme. Son ambition en avait agacé plus d'un, et ce parfois, à raison. Son activité au ministère de la guerre l'avait exposée aux contradictions inhérentes à la mobilisation industrielle et à la question ouvrière en temps de guerre. Si Thomas n'avait pas voulu être le Millerand de la question sociale, et encore moins un nouveau Clemenceau face aux ouvriers, il n'empêche que les idées qu'il a développées tout au long du conflit en faveur de l'intégration de la classe ouvrière dans la Nation par le creuset de l'Union sacrée, l'ont éloigné de plus en plus des aspirations que celle-ci développe à mesure que le conflit avance.

B. De la salle des machines au sous-sol de l'histoire

Les oppositions et les critiques qu'il récolte, dépassant largement sa seule personne, durant cette période, permettent d'expliquer, en partie, la constitution de sa personne en figure repoussoir. Les facteurs d'un isolement progressif ont été largement mis en avant dans les pages précédentes. Néanmoins, celui-ci est peut-être également à chercher dans un imaginaire politique et social propre à la Grande Guerre. Dans ses archives, Albert Thomas a conservé plus de 200 lettres d'insultes reçues entre 1914 et 1919. S'il faut se garder de conclure à la représentativité d'un tel échantillon à l'échelle de l'opinion militante socialiste, et encore moins à l'échelle de l'opinion publique française, le couplage de ces quelques lettres avec quelques articles de presse de l'époque permettent néanmoins d'ouvrir quelques pistes qu'une étude plus systématique permettrait d'approfondir.

⁵⁷⁸ Prochasson, Christophe, *Rasmussen Anne, Au nom de la patrie...op.cit.*, p.242.

⁵⁷⁹ Ducoulombier, Romain, Novembre 1918, *Le socialisme à la croisée des chemins*, Fondation Jean Jaurès. (En ligne).

Nous l'avons vu, la remise en cause de la nature socialiste de la participation à la Défense nationale prend ses sources très tôt pendant le conflit. Dès sa nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat, *le Temps* ouvre les hostilités.

« *Albert Thomas ne s'est pas demandé s'il était socialiste ou non lorsqu'il a, dès le début de la guerre, apporté son concours actif et zélé à l'œuvre de défense nationale. [...] Tous, au ministère de la guerre – et ceux-là même qui devront lui céder une part importante de leur autorité et de leurs attributions – louent les services rendus par le nouveau sous-secrétaire d'Etat notamment lorsque la fabrication des obus s'est développée dans toute la France* ».

C'est non sans complaisance que la presse de droite se plaît à répandre cette suspicion et cette accusation en filigranes. Charles Maurras se fit un malin plaisir à répandre cette idée dans les colonnes de *L'Action Française*. Ses articles véhiculant l'idée d'une trahison des chefs socialistes face à une masse impunément dupée pendant les quatre années du conflit réservent néanmoins une place particulière à Albert Thomas. Chantre de l'Union sacrée des socialistes, il était plus ou moins mis à l'abri des critiques qui allaient par ailleurs bon train sur les prétendus errements pacifistes du reste du groupe socialiste⁵⁸⁰. Il va sans dire que la bonne presse que la politique d'Albert Thomas a pu avoir dans les colonnes de l'Action Française, et parfois plus largement dans une partie de la presse de droite n'a pas dû servir son image, par ailleurs de plus en plus érodée au sein de sa propre famille politique.

Dans les rangs socialistes, l'accusation arrive finalement plus tardivement. La minorité zimmerwaldienne est la première à ouvrir la voie. L'accusation portée est celle de la trahison de l'idéal socialiste dans le creuset de l'Union sacrée. Néanmoins, ce n'est qu'au Congrès de Bordeaux de la fin de l'année 1917 que l'accusation est portée haut et fort par les hommes de la minorité – et d'ailleurs vivement condamnée par la plus grande majorité du Parti. La minorité traditionnelle, autour de Paul Faure ou encore Jean Longuet, ne se fait pas le relais d'une telle condamnation. Au contraire, à leurs yeux, la Défense nationale découle des contraintes imposées par au socialisme par une guerre d'agression ; néanmoins, il ne s'agit pas de n'importe quelle défense nationale. C'est à ce titre qu'il faut comprendre la possibilité d'un front anti-Thomas, au sein de la minorité « officielle » elle-même, qui est portée par la figure du député de la Haute-Vienne Adrien Pressemane, hostile à toute forme de participation ministérielle et au maintien de Thomas au Gouvernement à la fin de 1916 mais

⁵⁸⁰ Il n'est néanmoins pas épargné par la critique dans la presse, lorsqu'il s'exprime en faveur de Stockholm – position dont nous avons bien montré qu'elle est parfaitement conditionnée et qu'elle est, dans l'esprit de Thomas, l'instrument au service du paix française du droit. Voir la caricature dans *La Griffon* du 24 août 1917. Annexe, 94 AP 356.

aussi par le minoritaire Maurice Maurin⁵⁸¹ qui est en fait l'une des formes de l'antiréformisme de la minorité de guerre, dont l'antiparlementarisme, issu du dogme partisan d'avant-guerre et exacerbé durant le conflit à mesure que celui-ci incarne de plus en plus une expérience honnie et dont on estime qu'elle s'impose au parti et aux militants sans que ceux-ci l'aient nécessairement choisie.

D'autres coupures de presse peuvent également apporter un appui à cette hypothèse. Après un discours prononcé par Thomas et relayé dans la presse anglaise, le *Times* titre ; « Pacifist becomes producer of guns ».

Le ton de l'article peut faire sourire. Néanmoins, le faux étonnement naïf du journaliste soulève l'un des aspects de ce qu'a pu représenter plus largement l'expérience de guerre d'Albert Thomas aux yeux des hommes du front et de l'arrière, dépassant largement les seuls rangs socialistes.

« *At the lunch-hour the Headquarters of the Ministry of Munitions in the Champs Elysées resembles a huge factory. [...] The material transformation of the hotel from pacific purposes to the strenuous uses of belligerency is no more startling than the spiritual transformation of its chief occupant, the French Minister of Munitions. In other days, he thought so little to war that he collaborated with Jaurès in l'Humanité, dreamed of universal peace, and opposed the Three Years Bill. By a caprice of fortune, the arch-pacifist has become the arch-producer of guns. [...] Savants and experts must be called in to judge and calculate. There are experiments in laboratories and trials in the open. All these sections and subsections of the work are concentrated in the Champs Elysées, where is the complete skeleton of the Frankenstein monster of war. [...] The monster must be fed and requires enormous rations of shot and shell. [...] M. Thomas has now enlarged the area of his administration by incorporating powder*⁵⁸² ».

La caricature de l'hebdomadaire français *J'ai vu* du 16 avril 1916⁵⁸³, qui titrait « Le dernier né d'Albert Thomas, l'obus de 400 » et représentait le Ministre « enroulé » autour d'un obus aussi grand que lui véhiculait lui aussi, non sans cynisme et ironie, l'un des

⁵⁸¹ Ducoulombier, Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre », in *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, « Le réformisme radical. Socialistes réformistes en Europe (1880-1930) », n°31, 2012/1, pp.55-71. Le sentiment de la guerre comme une supercherie dirigée par des chefs éloignés de la réalité du conflit des tranchées se retrouve chez certains militants socialistes. Ainsi le jeune Henry Dispan de Floran écrivait à sa mère le 27 juillet 1915, « Quant aux chefs du Parti socialiste, ils peuvent se préparer à une jolie culbute. [Par] tous les soldats appartenant au Parti et avec qui j'ai pu causer, ils sont tout simplement considérés comme des traîtres dont il faudra faire justice au retour ». Cité in Ducoulombier, Romain, *L'antiréformisme de la minorité de guerre*, *Ibidem*.

⁵⁸² Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 360, Article du Times du 30 novembre 1915.

⁵⁸³ Voir la couverture. Source : Musée de l'Histoire vivante de Montreuil.

nombreux facteurs ayant contribué à ériger Albert Thomas en figure repoussoir. A mesure que la guerre moderne prenait sa place particulière dans l'imaginaire politique et social de la culture de guerre, il ne pouvait plus être que le Ministre des Obus. Sa position de plus, était évidemment délicate. Il était au premier rang face aux ouvriers mobilisés dans les usines de guerre, et remplissait donc le rôle de chef administratif dans la « chasse aux embusqués ». Lui-même ne pouvait donc pas échapper à « l'embuscomanie ⁵⁸⁴ » qui allait alors bon train.

« Allons toute la France vous connaît ! Vous avez trouvé une bonne petite place au bon petit coin. Fichez-nous la paix. Ce n'est pas vous qui sauverez encore la Partie par votre âge vous eussiez dû être au front ⁵⁸⁵ ».

De plus, par son contact privilégié avec les industriels pour la passation des contrats d'armement, il était évidemment sujet aux accusations d'être à la botte des profiteurs de guerre et de couvrir du voile de l'Union sacrée socialiste les abus du capitalisme rapace.

« Vieux socio, viens donc avec nous dans la Somme tu verras si on les a si facilement que tu veux le dire, patriote de l'arrière, saligaud, 'souscrivez' et ferez tuer vos enfants. Quand tu viendras aux réunions socialistes on te mettra en pratique ce que tu nous fait apprendre depuis deux ans ⁵⁸⁶ ».

Enfin, dans les lettres envoyées par les militants eux-mêmes, c'est bien évidemment la trahison de l'idéal qui était mise en avant parfois sous une forme très lapidaire ;

« Tu n'est pas ouvrier.

Tu n'est pas socialiste.

Tu est vendu ! ⁵⁸⁷ »

A mesure que la France sortait du conflit, il était de plus en plus difficile pour quelqu'un comme Albert Thomas de sortir « indemne » de l'Union sacrée dont il avait

⁵⁸⁴ Sur la question de chasse aux embusqués et de l'imaginaire lié à l'embuscomanie, voir Ridel, Charles, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007.

⁵⁸⁵ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 155, Lettre envoyée au sous-secrétaire d'Etat le 20 novembre 1915. On pourrait ainsi multiplier les exemples. Dans une autre lettre sans date (reçue probablement après septembre 1917 puisqu'elle est adressée à Thomas en tant que député), un mutilé de guerre lui adresse ces mots : « Il est incompréhensible de voir votre noms sur les affiches des anciens combattants vous qui êtes resté bien tranquille dans vos pantoufles pendant que nous recevions les pruneaux. Vous êtes risible mon cher député ».

⁵⁸⁶ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 155, Carte postale envoyée au sous-secrétaire d'Etat le 16 octobre 1915.

⁵⁸⁷ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 155, Lettre sans date.

symbolisé tous les écueils, toutes les contradictions, voire tous les extrémismes. Certaines des accusations à l'égard de Thomas vont bon train dans la presse jusqu'au cœur de l'année 1919. On dresse alors un portrait de lui comme le « père de la Vie chère ⁵⁸⁸ », du fait des augmentations de salaires opérées dans les usines de guerre lors des mouvements de grève de l'hiver 1917, ou encore d'être le « grand embusqueur des usines de guerre ⁵⁸⁹ », selon l'épithète dont il était déjà affublé pendant le conflit, ou encore le « traître socialiste, [...] le voleur de Roanne ⁵⁹⁰ », à un moment où l'affaire de l'arsenal de Roanne et ses finances réputées frauduleuses animent la vie parlementaire française. Finalement, pour le socialiste qui avait voulu faire la guerre jusqu'au bout, celle-ci s'était révélée pour lui comme ce qu'elle était vraiment, à savoir l'un des « révélateurs impitoyables des règles non écrites du jeu social ⁵⁹¹ » dont il s'avérait finalement être la victime, non au sens moral du terme, mais au sens purement matériel. Au moment de la « déprise » de la culture de guerre, à partir de 1918, ce qu'elle avait créé se révélait plus impitoyablement à ceux qui en avaient été à l'avant-garde. En février 1919, le Congrès de la SFIO condamnait sans ambages le « socialisme de guerre ». Thomas y est alors complètement marginalisé et quasiment mis en posture de quitter son parti – et son ancien acolyte à la tête du duo infernal de la majorité, Renaudel se retrouve également isolé. Au congrès de Tours de décembre 1920, le clan de la reconstruction à l'Est s'unit finalement autour de l'idée que la première guerre mondiale « a ravagé le socialisme comme elle a ravagé le monde ⁵⁹² », tirant un trait sur une expérience désormais honnie et honteuse.

⁵⁸⁸ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 362, Dossier « Campagne de la vie chère (1918-1919) ».

⁵⁸⁹ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 362, Article de presse de *L'avenir du Chatellonnais*, 17 juillet 1919.

⁵⁹⁰ Archives Nationales, Fonds Albert Thomas, 94 AP 362, Article de Presse du *Réveil de l'Auxois*, 18 novembre 1919.

⁵⁹¹ Azéma, Jean-Pierre, « La guerre », in Rémond, René, *Pour une histoire politique*, Paris, 1988, Seuil, coll. « L'Univers historique », p.372.

⁵⁹² Frossard au Congrès de Tours, in Kriegel, Annie, *Le congrès de tours décembre 1920, naissance du parti communiste français*, Paris, Gallimard, 1975, pp.VIII-IX.

CONCLUSION

« La guerre pose un tas de problèmes que nous ne sommes pas préparés à résoudre, parce qu'il faut pour cela une somme de connaissances et une suite de réflexions qu'il ne nous a pas encore été donné de rassembler et de faire. La guerre ayant éclaté malgré nous, il nous est loisible d'en tirer le plus d'avantages qu'il se peut pour notre propagande et notre développement comme groupe de réforme et parti de doctrine sociale. Il faut d'abord empêcher que ce mouvement patriotique de défense nationale ne soit confisqué et faussé par nos adversaires : là est le devoir urgent. Il faut que tout l'esprit du socialisme se diffuse dans ce mouvement, le redresse et l'oriente. C'est beaucoup que nous puissions dire : nous n'avons manqué à aucun de nos devoirs vis-à-vis de la patrie et du socialisme, parce que nous avons été attaqués et nous nous sommes défendus, et parce que nous luttons contre les deux Etats qui représentent en Europe l'idée monarchiste absolutiste, et l'opposition à la force hypocrite et brutale d'une société à base de castes à toute justice sociale. Il faut dire et répéter que cette guerre, c'est la guerre à la guerre, et que, en dehors des changements de frontières conformes à l'autonomie des nations, il faut lui faire produire une extension d'arbitrage, et toute une législation internationale qui limite les armements (...) C'est pourquoi on ne peut pas condamner complètement l'attitude des socialistes français, qui, au milieu même des exaltations aveugles et des passions injustes de la guerre, s'efforcent de rappeler les principes et le combat socialiste⁵⁹³ ».

C'est en ces termes que Maurice Halbwachs, intellectuel engagé auprès d'Albert Thomas décrivait en novembre 1914 la place des socialistes dans la guerre en cours. Oscillant entre la résignation face à l'appel du devoir, et l'espérance d'un avenir démocratique et socialiste, il s'était pleinement dévoué à sa tâche auprès de celui qu'il appelait encore avec fascination en novembre 1915, le « grand maître des munitions⁵⁹⁴ ». Ce que Maurice Halbwachs retient de son expérience originale relève plutôt de l'amertume, et d'un regret presque romantique, de s'être considéré vu et senti comme un « planqué » au Ministère, et de n'avoir pu lui-même combattre au front. Deux des multiples facettes du socialisme en guerre étaient ainsi contenues dans les parcours croisés de Thomas et Halbwachs, qui marchent côte à côte dans un premier temps, puis se séparent ensuite. Intellectuel lui aussi, mais surtout homme d'action, Thomas avait considéré son passage au Gouvernement avec plus de pragmatisme, et avec la conscience d'un véritable homme d'Etat. S'appuyant sur son engagement socialiste, il pensait profondément voir naître sous l'égide de son ministère la

⁵⁹³ Note de Maurice Halbwachs du 14 novembre 1914, Cité in, Becker, Annette, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, Agnès Viénot, 2003, p.79.

⁵⁹⁴ *Ibid.*, p.56.

France industrielle de demain, dans l'Europe en paix. L'immédiat après-guerre a pourtant consacré au sein de sa famille politique le reniement. Un voile pudique fut jeté sur la politique menée par Thomas au Gouvernement, et plus largement sur ce que fut l'Union sacrée des socialistes. En novembre 1918, la SFIO sortait divisée par les luttes intestines que la guerre avait entraîné dans ses rangs, et Thomas eut le plus grand mal à s'y maintenir. Les idées qu'il défendit à la Chambre, dans le but de maintenir les avancées menées pendant la guerre restèrent bien souvent lettre morte et en 1919, la Fédération de la Seine refuse de l'investir pour sa propre succession⁵⁹⁵. Il devint alors député de Carmaux, sur les terres qui avaient auparavant porté Jean Jaurès. L'espoir de diffuser à l'échelle nationale les idées réformistes mises en œuvre à la faveur de la guerre ne pouvait se réaliser dans le socialisme français, au sein duquel il semble effectivement en porte-à-faux. Engageant alors sa « deuxième carrière⁵⁹⁶ » au B.I.T, né du Traité de Versailles, dont il devient le président au début de l'année 1920, il trouve dans l'Organisation Internationale du Travail l'espoir de réaliser l'instance de réalisation de législation économique et sociale de grande ampleur. Les portes du Parti se refermaient en effet devant lui. Ne reniant rien à son engagement socialiste et syndicaliste passé, il ne devait son maintien dans le Parti qu'à l'intercession de Marcel Sembat en sa faveur en 1921⁵⁹⁷.

Les raisons de sa marginalisation sont multiples. Elles trouvent leur origine dans la mauvaise conscience dans laquelle se trouve plongé le socialisme français dans l'immédiat-après-guerre face au choix républicain d'août 1914 que l'expérience d'Albert Thomas avait poussé bien trop loin, même aux yeux de ses plus proches collaborateurs. Les espoirs et même la fascination qu'il avait incarnés pourtant aux yeux d'un Maurice Halbwachs notamment s'étaient mués en gêne non dissimulée. Celui-ci en témoigne, lorsqu'il dit à sa femme au sujet de la formation du Gouvernement Clemenceau :

« Non, ce n'est pas le moment pour les socialistes d'accepter la solidarité de cette politique. Thomas est peut-être parti trop tard ; mais il ne pouvait pas rester un jour de plus. Mais je ne vois pas l'avenir sous un jour si noir. Malgré tout cette guerre marquera un formidable pas en avant. (...) »

⁵⁹⁵ Lazarovici, Florent, « Itinéraire d'un majoritaire, Albert Thomas », in *Les socialistes français et la grande guerre...op.cit.*, p.50.

⁵⁹⁶ *Ibid.*

⁵⁹⁷ Lettre d'Albert Thomas à Marcel Sembat, Paris, 2 mars 1921, AN, Fonds Marcel Sembat, 637 AP/185, cité in *Les socialistes français et la Grande Guerre....op.cit.* p.169-170.

*Voilà le ministère par terre. Thomas va-t-il aller au Quai d'Orsay ? Tu ne peux te figurer quelle joie j'éprouve, quel sentiment de sérénité à voir tout cela à présent du dehors, en témoin désintéressé*⁵⁹⁸».

Bon nombre de membres du Parti auraient aimé également être les « témoins désintéressés » de cette expérience qu'ils avaient pourtant souhaitée, voulue et assumée en son nom jusqu'à la fin de l'année 1917. Il ne fait aucun doute que Thomas était déconnecté des réalités de son parti, et ce peut-être dès 1917. Sa formation d'historien l'empêchait paradoxalement de se saisir pleinement de la réalité à laquelle était confronté son Parti, que d'aucuns auraient voulu pourtant le voir diriger dès 1917. L'historien Albert Mathiez lui envoie d'ailleurs ce mot en septembre 1917, gonflé d'illusions :

*« Dût ta modestie s'en offenser, je dirai que je préfère voir la charge en tes mains qu'en celles de Jaurès elles-mêmes car Jaurès était plus philosophe qu'homme d'action*⁵⁹⁹».

Albert Thomas a certes souffert d'avoir été *trop* homme d'action lors de l'exercice de ses fonctions, mais sans paradoxe, à la fin de son mandat, il a également souffert d'être resté *trop* intellectuel, pour reprendre l'analyse faite par Christophe Prochasson. La volonté de réactiver dès 1918 les outils déjà utilisés avant-guerre, comme les revues, destinées à la fois au syndicat et au patronat pour diffuser des idées de la concorde nationale dans la France de la paix industrielle se heurtait à la réalité d'une masse socialiste ouvrière ou combattante qui se sentait sans doute moins représentée par les chefs du Parti, et qui n'aspirait pas, en tous cas, à le voir incarner ce Parti qui lui échappait désormais. La volonté de mettre un terme à l'impérialisme ennemi, au nom de la démocratie, l'avait sans aucun doute rapproché de la République, et de la Nation, mais l'avait éloigné de l'Internationalisme prolétarien, et à sa renaissance, à laquelle aspiraient sans aucun doute la masse ouvrière et le Parti désormais rassemblé autour de Longuet, qui avait été, à de nombreux égards son camarade ennemi durant ces années de guerre. L'expérience d'Albert Thomas comme ministre, mais aussi comme chef de file, bien que contraint, de la majorité de guerre, avait pourtant présagé la mise au jour d'un socialisme national, qui rompait avec les pratiques d'avant-guerre et avec l'idéal internationaliste et révolutionnaire, vers lequel pourtant le socialisme aspirait à se régénérer à l'automne 1918, et que le parti rejetait donc en bloc, une fois tournée la page de l'Union sacrée. En ce sens, elle ne pouvait être que condamnée par le camp de la

⁵⁹⁸ Note de Maurice Halbwachs de novembre 1917, cité, in Becker, Annette, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, Agnès Viénot, 2003, pp.142-143.

⁵⁹⁹ Lettre d'Albert Mathiez à Albert Thomas du 16 septembre 1917, cité in Luzzato, Sergio, *L'impôt du sang : la gauche française à l'épreuve de la guerre mondiale, 1900-1945*, Presses Universitaires de Lyon, 1996, p.40.

reconstruction à l'Est lors du congrès de Tours de 1920, mais elle devait, indirectement, laisser sa trace du côté de la vieille Maison dont Léon Blum allait être le chef de file. Implicitement, elle présageait également de l'une des composantes de l'identité socialiste que Thierry Hohl met en avant, à travers ce « particularisme socialiste, [qui s'accompagne] de la spécificité républicaine dans un processus de politisation, de création d'un Etat articulé sur la Nation ⁶⁰⁰», et dont l'avatar est la volonté « d'abolir la coupure entre le parti et la société ⁶⁰¹».

En somme, ce qu'Albert Thomas avait représenté au sein du socialisme français, et ce qu'il avait réalisé en son nom, faisait éclater au grand jour la réalité suivante, que Marcel Prélot avait lucidement mis au jour pour le début du XX^{ème} siècle.

« Au fond, nous dit-il, aucun socialiste, soit intellectuellement, soit psychologiquement, ne conçoit une rupture totale entre l'ordre socialiste et le régime qui le précèdera. Tout se ramène à une appréciation sur le degré de continuité⁶⁰² ».

Albert Thomas avait ainsi poussé à son terme cette logique, comme nul autre ne l'avait fait auparavant à l'échelle nationale. La continuité était effectivement totale avec le régime précédent, qu'il n'était d'ailleurs pas question de voir se renverser. La République démocratique devait être le creuset de la République sociale. Par une politique de présence, dans les mairies, à la Chambre, et même au Gouvernement, le rôle des socialistes était, à ses yeux, d'insuffler un peu de socialisme là où il était possible de le faire. Plus, par l'exercice de responsabilités gouvernementales, ils devaient être à l'avant-garde de la modernisation de l'Etat républicain, au service de la question ouvrière et des préoccupations sociales. Dans l'immédiat après-guerre, la personnalité de Thomas avait néanmoins assourdi l'écho de ses idées. Trop entier ? Probablement. Ce réformisme affirmé, cette volonté d'assumer la composante « droitière » du Parti, faisait montre néanmoins d'un manque d'habileté qui, au cœur de la guerre, ne pouvait que le desservir⁶⁰³. A bien des égards, il avait fallu, à l'issue de

⁶⁰⁰ Hohl, Thierry, *A gauche ! la gauche socialiste, 1921-1947, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2004, p.9.*

⁶⁰¹ *Ibid.*

⁶⁰² Prélot, Marcel, *L'évolution politique du socialisme français, 1789-1934, Spes, 1939, p.175.*

⁶⁰³ Emile Vandervelde en témoignait par ailleurs : « Thomas n'eût pas été Thomas, s'il avait été autrement que nous le vîmes pendant toute la guerre, autoritaire, brusque, parfois fort en gueule, mais sans pareil pour communiquer à d'autres son enthousiasme et sa volonté d'action ». In, Vandervelde, Emile, *Souvenirs d'un militant socialiste, Paris, Denöel, 1939, p.237.*

la guerre, tourner le dos à cette expérience, qui, était l'une des causes explicatives de ce « long remords du pouvoir ⁶⁰⁴ » qui allait caractériser le socialisme français par la suite.

Sur le plan des idées réformistes dont il avait été incontestablement le chef de file, son départ pour Genève mettait un terme pratiquement définitif à la croissance d'un mouvement, ou plus modestement d'un milieu réformiste se revendiquant comme tel au sein du mouvement socialiste français. Si certains ont perçu, à raison, une parenté entre réformistes, blumistes⁶⁰⁵, voire planistes⁶⁰⁶ de l'après seconde guerre mondiale, elle ne fut pourtant jamais revendiquée comme telle par les représentants de ces mouvements à venir. De fait, historiquement, on constate au contraire que le fil fut coupé entre l'expérience Albert Thomas et les expériences analogues à venir. Elle fut pourtant véritablement l'une des premières expériences de « socialisme de gouvernement », mais, trop empreinte de la macule de la guerre et de la participation à un gouvernement bourgeois, elle était condamnée à ne rester qu'une parenthèse dont il ne fallait tirer aucune leçon, sinon celle de l'oubli.

⁶⁰⁴ Bergounioux, Alain, Grunenberg, Gérard, *Le long remords du pouvoir, 1905-1992, Le parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992. L'ouvrage fait d'ailleurs peu de cas de l'action menée par Thomas pendant la guerre, sauf à y évoquer un introuvable réformisme.

⁶⁰⁵ Voir sur ce point, Holh, Thierry, « Des réformistes aux blumistes : socialistes au temps du Front populaire », in *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du front populaire*, Paris, Editions histoire sociale, 2006, pp.41-52.

⁶⁰⁶ Biard, Jean-François, *Le socialisme devant ses choix : la naissance de l'idée de plan*, Paris Editions de la Sorbonne, 1985.

SOURCES PRIMAIRES

Archives nationales, Fonds Albert Thomas

94 AP 45
94 AP 52
94 AP 54
94 AP 155
94 AP 238
94 AP 241
94 AP 242
94 AP 243
94 AP 244
94 AP 309
94 AP 345
94 AP 348
94 AP 351
94 AP 356
94 AP 358
94 AP 360
94 AP 362
94 AP 399
94 AP 406

Archives de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste

Thomas, Albert, *Le parti socialiste et la politique nationale*, Discours du 12 août 1917, Paris, Bernard Grasset.

Thomas, Albert, *Les socialistes et les crédits militaires*, Paris, Cadet, 1918.

Thomas, Albert, *Préface à la Révolution russe*, Librairie, Félix Alcan.

Rouger, Hubert, *L'action socialiste au Parlement (1914-1919)*, Paris, Librairie du Parti socialiste et de l'Humanité, 1919.

Le Parti socialiste et les crédits militaires, Paris, Librairie de l'Humanité.

Les socialistes et la guerre, Paris, Librairie de l'Humanité, 1916.

Les socialistes ne croyaient pas à la Guerre, Paris, Librairie de l'Humanité, 1919.

Brochures du Comité de Propagande socialiste pour la Défense Nationale.

Dossier de Presse Albert Thomas :

Conférence d'Albert Thomas du 18 octobre 1910 au Pavillon de l'Horloge à Saint-Maur-des-Fossés.

Discours prononcé par Albert Thomas, Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, Devant le comité du conseil des ouvriers et des soldats de Petrograd, 12 mai 1917.

Discours d'Albert Thomas au monument de Champigny, décembre 1915-Décembre 1917.

Discours d'Albert Thomas au Banquet offert par la Chambre de Commerce, Caen, le 19 août 1917.

Discours de Champigny d'Albert Thomas du 22 novembre 1925.

Thèses déposées :

Chancerel, Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, thèse soutenue à l'Ecole nationale des Chartes, 2008.

Candar, Gilles, *Jean Longuet (1876-1938), SFIO et deuxième internationale*, thèse sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1995.

Musée de l'Histoire vivante de Montreuil

Fonds Madeleine Rebérioux

Les hommes du jour

J'ai vu

Journaux

L'avenir

L'Humanité

L'information ouvrière et sociale

La revue socialiste

Le bulletin des Usines de Guerre

Le populaire

BIBLIOGRAPHIE

« Albert Thomas, société mondiale et internationalisme. Réseaux et institutions des années 1890 aux années 1930 », *Les cahiers Irice*, n°2, Paris, IRICE, 2008.

Andler, Charles, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Libraire François Maspero, 1977.

Annizan, Anne-Laure, *Paul Painlevé (1863-1933) : un scientifique en politique*, Volume 1, Paris, Thèse soutenue à l'IEP de Paris, 2006.

Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, Paris, Bayard, 2004.

Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Jean-Jacques, *14-18, retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2000.

Baruch, Marc-Olivier, Duclert, Vincent, *Serviteurs de l'État : une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2000.

Becker, Annette, *Maurice Halbwachs, Un intellectuel entre deux guerres mondiales 1914-1945*, Paris, Noësis, 2003.

Becker, Jean-Jacques, « L'union sacrée, l'exception qui confirme la règle », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, N°5, janvier-mars 1985. pp. 111-122.

Becker, Jean-Jacques, *1914, Comment les français sont entrés dans la guerre, Contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977.

Becker, Jean-Jacques, *1917 en Europe, L'année impossible*, Paris, Editions Complexe, 1997.

Becker, Jean-Jacques, Candar Gilles (dir.), *Histoire des Gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004.

Becker, Jean-Jacques, Krumeich Gerd, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008.

Becker, Jean-Jacques, *La France en guerre 1914-1918 : la grande mutation*, Editions complexes, Paris, 1988.

Becker, Jean-Jacques, « L'évolution de l'historiographie de la Première Guerre mondiale », in *Revue Historique des armées*, n°242, 2006.

Bergounioux, Alain, Grunenberg, Gérard, *Le long remords du pouvoir, 1905-1992, Le parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

- Bernstein, Eduard, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, Seuil, 1974.
- Berstein, Serge, Berstein, Gisèle, *Dictionnaire historique de la France contemporaine*, Bruxelles, éditions Complexe, 1995.
- Berstein, Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2004.
- Biard, Jean-François, *Le socialisme devant ses choix : la naissance de l'idée de plan*, Paris Editions de la Sorbonne, 1985.
- Blum, Léon, *La réforme gouvernementale*, Paris, Grasset, 1936.
- Blumé, Daniel, *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, Tome 1, Paris, Editions sociales, 1976.
- Bock, Fabienne, « L'exubérance de l'Etat en France de 1914-1918 », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°3, 1984, pp.44-51.
- Bock, Fabienne, *Un parlementarisme de guerre*, Paris, Belin, « Histoire et société », 2002.
- Bonnefous, Georges, *Histoire politique de la Troisième République*, tome II, « La Grande Guerre », Paris, PUF, 1957.
- Bouloc, François, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*, Paris, Editions Complexe, 2008.
- Bourgin, Hubert, *Le parti contre la patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Paris, Librairie Plon, 1924.
- Bourgin, Hubert, *De Jaurès à Léon Blum, l'Ecole Normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938.
- Cachin, Marcel, *Les carnets de Marcel Cachin, Tome I, 1906-1916*, Paris, CNRS Editions, 1998.
- Cachin, Marcel, *Les carnets de Marcel Cachin, Tome II, 1916-1920*, Paris, CNRS Editions, 1998.
- Candar, Gilles, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Presses Universitaires de Rennes, 2007.
- « De quoi la réforme est-elle le nom ? », numéro spécial de la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 2009, vol. 5, n°56-4 bis.
- Castel, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1999, p.516.
- Chambarlhac, Vincent, Dury Maxime, Hohl Thierry, Malois Jérôme, *L'entreprise socialiste, Histoire documentaire du Parti Socialiste, Tome 1, 1905-1920*, Dijon, Presses Universitaires de Dijon, coll. « Sources », 2005.

Chambelland, Colette, *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1998.

Chamouard, Aude, « La Mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939), in *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°96, 2007.

Chatriot, Alain, « Socialisme et travail », in *Cahiers Jaurès*, 2009/1 - N° 191, pp.31-47.

Cointepas, Michel, *Arthur Fontaine, 1860-1931, Un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, Rennes, PUR, coll. « Pour une histoire du travail », 2008

Crépin, Annie, « Avant l'Armée nouvelle : les socialistes, Jaurès et la défense nationale », in *Cahiers Jaurès*, 2013/1-2 (n°207-208), pp.11-26.

Delacroix, Christian, Dosse, François, Garcia, Patrick, *Historiographies : concepts et débats*, Tomes I et II, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2012.

Dossier « Le réformisme radical. Socialistes réformistes en Europe, 1880-1930 », in *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n°30, 2012.

Droz, Jacques, *Histoire générale du socialisme*, Tome 2 de 1875 à 1918, Paris, PUF, 1974.

Droz, Jacques, *Le socialisme démocratique 1864-1960*, Paris, Armand Colin, 1966.

Ducoulombier, Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre », in *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, « Le réformisme radical. Socialistes réformistes en Europe (1880-1930) », n°31, 2012/1, pp.55-71.

Ducoulombier, Romain, « La « sociale » sous l'uniforme : obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français », 1914-1916, in Loez, André, Mariot, Nicolas (dir.), *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte, 2008, pp.266-279.

Ducoulombier, Romain, « Socialisme et démocratie, une affinité élective ? », in *Cahiers Jaurès*, 2009, pp.69-104.

Ducoulombier, Romain, *Novembre 1918, Le socialisme à la croisée des chemins*, Fondation Jean Jaurès.

Ducoulombier, Romain. *Camarades ! La naissance du parti communiste français*, Paris, Perrin, 2010.

Ducoulombier, Romain. *Les socialistes français et la grande guerre. Ministres, militants et combattants de la majorité (1914-1918)*. Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008.

Durkheim, Emile, *Le socialisme, sa définition – ses débuts – la doctrine Saint-Simonienne*, Paris, PUF, 1971.

Duroselle, Jean-Baptiste, *Histoire de la Grande guerre. La France et les Français, 1914-1920*, Paris, Editions Richelieu, 1971.

- Duroselle, Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français*, Paris, Perrin, 1994.
- Febvre, Lucien, « Albert Thomas historien », in *Annales d'histoire économique et sociale*, juillet 1932, tome IV, p.381-384.
- Fréville, Jean, *La nuit finit à Tours, Naissance du parti communiste français*, Paris, Editions du cinquantenaire, 1970.
- Fridenson, Patrick, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 42e Année, No. 5 (Sep. - Oct. 1987), pp. 1031-1060.
- Ferro, Marc, *La révolution de 1917*, Paris, Albin Michel, « Bibliothèque de l'Evolution de l'Humanité », 1997.
- Fine, Martin, « Guerre et réformisme » in Zylberman, Patrick, Murard, Lion (dir.), *Le soldat du travail, guerre fascisme et taylorisme*, Recherches, 1978, pp. 545-564.
- Fine, Martin, *Toward Corporatism, The Movement for Capital-labor Collaboration in France, 1914-1936*, University of Wisconsin, 1971.
- Fridenson, Patrick, *1914-1918, l'autre front*, Paris, Editions ouvrières, coll. « Cahiers du Mouvement social », 1977.
- Fridenson, Patrick, *Histoire des usines Renault. 1. Naissance de la grande entreprise, 1898/1939*. Paris, Le Seuil, 1972.
- Fulla, Mathieu, Jousse Emmanuel (dir.), Dossier « Les socialistes français face au réformisme » in *Histoire@politique, Politique, culture, société*. n°13, janvier-avril 2011.
- Gallo, Max, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre – 1914-1918 », in *Le Mouvement Social*, Editions de l'Atelier, 1966.
- Ginzburg, Carlo, *Le juge et l'historien, considération en marge du procès Sofri*, Paris, Verdier, 1997.
- Girardet, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Editions du Seuil, 1986.
- Guillaume, Pierre, Guillaume, Sylvie, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, Paris, 2012, Armand Colin, « Collection U Histoire ».
- Halévy, Elie, *Histoire du socialisme européen*, Cours donné à l'Ecole Libre des sciences politiques, Paris, Gallimard, 1937.
- Heuré, Gilles, *Gustave Hervé, Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997.
- Hohl, Thierry, « Des réformistes aux blumistes : socialistes au temps du Front populaire », in *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du front populaire*, Paris, Editions histoire sociale, 2006, pp.41-52.

Hohl, Thierry, « Quel plat réformisme ! Etude sur un catégorie incertaine », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°103, 2008, pp.41-54.

Hohl, Thierry, *A gauche ! la gauche socialiste, 1921-1947*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2004.

Horne, Janet, *A social Laboratory for Modern France. The Musée social and the Rise of the Welfare State*, Londres, Duke University Press, 2002.

Horne, John (dir.), *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010.

Horne, John, « L'impôt du sang : republican rhetoric and industrial warfare in France, 1914-1918 » in *History workshop*, n°23, 1989, pp.201-223.

Horne, John, *Labour at War : France and Britain, 1914-1918*. Oxford, Clarendon, 1991.

Jaurès, Jean, *L'armée nouvelle*, Paris, Imprimerie nationale, 1992.

Jean-Louis, Robert, *Les ouvriers, La Patrie et la Révolution, Paris, 1914-1919*. Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995.

Jeanneney, Jean-Noël, « Albert Thomas, socialiste de gouvernement » in « Concordance des temps », *Le Monde*, 8 août 1987.

Jousse, Emmanuel, *Réviser le marxisme, Réviser le marxisme ? D'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Le poing et les roses », 2007.

Jousse, Emmanuel, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *Cahiers Jaurès*, 2009, n°192, pp.13-49.

Julliard, Jacques, « Diversité des réformismes », in *Le Mouvement social*, n°84, 1974.

Julliard, Jacques, *Les gauches françaises : 1762-2012 : Histoire politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012.

Julliard, Jacques, Winock, Michel: *Dictionnaire des intellectuels français, les personnes, les lieux, les moments*. Seuil, Paris, 1996.

Kergoat, Jacques, *Histoire du parti socialiste*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1997.

Kriegel, Annie et Becker, Jean-Jacques *1914, La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Kiosque, 1964.

Kriegel, Annie, *Aux origines du communisme français (1914-1920), contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Société et idéologie. 1^{ère} série, Etudes, 1964.

Kriegel, Annie, *Le Congrès de Tours, décembre 1920, naissance du parti communiste français*, Paris, Gallimard, 1975.

- Kriegel, Annie, *Le pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, PUF, 1968.
- Kriegel, Annie, Perrot, Michelle, *Le socialisme français et le pouvoir*. Paris, Etudes et documentation internationale, 1966.
- Kuisel, Richard F., *Le capitalisme d'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XXème siècle*, Paris, Gallimard, 1981.
- Lacouture, Jean, *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, « Points Histoire », 1977.
- Laubier (de), Patrick, "Albert Thomas (1878-1932), réformiste social", in *Revue française des affaires sociales* n°47, novembre 1994, pp. 43-52.
- Lefebvre, Denis, *Marcel Sembat : socialiste et franc-maçon*, Paris, Éditions Bruno Leprince, 1995.
- Lefebvre, Rémi, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », in *Revue Française de science politique*, 2004, pp.237-260.
- Lefranc, Georges, *Jaurès et le socialisme des intellectuels*, Paris, Aubier-Montaigne, 1968.
- Lefranc, Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République : 1875-1940*, Paris, Bibliothèque Payot, 1936.
- Lejeune, Dominique, « Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917 », in *Revue historique*, nov.-déc. 1987, pp.373-386.
- Les carnets secrets d'Abel Ferry, 1914-1918*, Paris, Grasset, 1957.
- Lévêque Pierre, « Chapitre 6 : Le Socialisme déchiré (1914-1939) », in *Histoire des forces politiques en France, Tome II 1880-1945*, Paris, Armand Colin, 1994, pp.165-172.
- Luzzatto Sergio, 1996, *L'impôt du sang, la gauche française à l'épreuve de la guerre*, 1996, Presses universitaires de Lyon.
- Ligou, Daniel, *Histoire du socialisme en France, 1871-1961*, Paris, PUF, 1962.
- Lindenberg, Daniel, « Réformisme et révisionnisme en France de 1890 à 1914 », in *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemands, autrichien et français*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'homme, 1984.
- Loucheur, Louis, *Louis Loucheur. Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962.
- Malon, Benoit, *La morale sociale. Morale socialiste et politique réformiste*. Paris, Editions Le Bord de l'eau, 2007.

- Maurras, Charles, *Les chefs socialistes pendant la guerre*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1918.
- Milhaud, Edgar, *La marche au socialisme*, Paris, Grasset, 1921.
- Millerand, Alexandre, *Le socialisme réformiste français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, librairie Georges Bellais, 1903.
- Moreau, Jacques. *L'espérance réformiste. Histoire des courants et des idées réformistes*, Paris, 2007, l'Harmattan.
- Noiriel, Gérard, *Les ouvriers dans la société française, XIX-XXème siècle*, Paris, Editions du Seuil, « Histoire », 1986.
- Numéro spécial sur Albert Thomas, in *L'Actualité de l'Histoire, bulletin de l'Institut français d'histoire sociale*, Juillet-septembre 1958.
- Oualid, William, et Picquenard, Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves, la politique du ministère de l'Armement et du ministère du Travail*, Paris, PUF, 1928.
- Paléologue, Maurice, *La russe des Tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, Plon, 1922.
- Phélan, Edward J., *Albert Thomas et la création du BIT*, Paris, Grasset, 1936.
- Poincaré, Raymond, *Au service de la France, 1917, l'année trouble, tome 9*, Paris, Plon, 1932.
- Poisson, Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas. Un quart de siècle de vie militante*, Paris, PUF, 1933.
- Porte, Rémy, « Mobilisation industrielle et guerre totale : 1916, année charnière », in *Revue historique des armées*, n°242, 2006.
- Porte, Rémy, Cochet François, *Dictionnaire de la Grande Guerre : 1914-1918*, Paris, R. Laffont, 2008.
- Porte, Rémy, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, Paris, Soteca, 14-18 Editions, 2005.
- Prélot, Marcel, *L'évolution politique du socialisme français 1789-1934*, Paris, Editions SPES, 1939.
- Prochasson, Christophe, « Jaurès, l'école socialiste et le socialisme normalien », in *Bulletin de la S.E.J.*, n°84, janv.-mars 1982.
- Prochasson, Christophe, « L'introuvable social-démocratie » in Rioux Jean-Pierre, Sirinelli Jean-François (dir.), *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000, dictionnaire critique*, Paris, Hachette Littératures, 1999, pp. 691-697.

- Prochasson, Christophe, *14-18, Retours d'expérience*, Paris, Tallandier, Texto, coll. « Le goût de l'histoire », 2008.
- Prochasson, Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, « l'Univers historique », 1993.
- Prochasson, Christophe, Rasmussen, Anne, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la première guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 1996.
- Prost, Antoine, Winter, Jay, *Penser la grande guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, collection «Points histoire», série «L'Histoire en débats», 2004.
- Raymond, Justinien, "Albert Thomas", in *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1871-1914*, Maitron Jean (dir.), Paris, Editions ouvrières, tome XV, pp. 223-27, 1977.
- Rabaut, Jean, *1914, Jaurès assassiné*, Paris, Editions Complexe, coll. « Historiques », 2005.
- Rebérioux, Madeleine, "La Revue socialiste", in *Cahiers Georges Sorel*, No. 5 (1987), pp. 15-30.
- Rebérioux, Madeleine, Fridenson, Patrick, « Albert Thomas, Pivot du réformisme français », in *Cahiers du mouvement social*, avril-juin 1974.
- Rebérioux, Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in *Banlieue, Municipalité et Réformisme (1983)*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987.
- Rebérioux, Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Burlen, Katherine (dir.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987.
- Rebérioux, Madeleine. « Les tendances hostiles à l'Etat dans la SFIO (1905-1914) », in *Le mouvement social*, n°65, octobre-décembre 1968, pp. 21-37.
- Rebérioux, Madeline, Candar, Gilles (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994.
- Rémond, René, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1988.
- Renouvin, Pierre, *Les formes du gouvernement de guerre*, Paris, PUF, 1925.
- Ribot, Alexandre, *Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites, 1914-1922*, Paris, Plon, 1936.
- Ridel, Charles, *Les embusqués*, Paris, Armand Collin, 2007.
- Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre*, Paris, Librairie du travail, 1936.

Rosmer, Alfred, Modiano René, *Union sacrée 1914, 193....*, Paris, Imp. Industrielle et Artistique, 1936.

Rouger, Hubert, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. La France socialiste*, tome 3, Paris, A. Quillet, 1912-1921.

Schaper, Bertus Willem, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960.

Sembat Marcel, *Cahiers noirs, journal 1905-1922*, Paris, Ed. Viviane Hamy, 2007.

Sembat, Marcel, *Les cahiers noirs. Journal 1905-1922*, Paris, Ed. Viviane Hamy, 2007.

Sirinelli, Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXème siècle*, Paris, PUF, 1995.

Sirinelli, Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997,.

Smith, Robert J., « L'atmosphère politique à l'Ecole normale supérieure à la fin du XIXe siècle », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n°20, avril-juin 1973, pp. 248-68.

Société des Amis d'Albert Thomas, *Albert Thomas vivant : un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, Impr. Atar, 1957.

Soulard, Gwénoélé, « Le péril révolutionnaire en Russie à travers la diplomatie française (juillet 1916-janvier 1918), in *La France et la Russie. Regards diplomatiques (XVII-XIIIème siècle)*, Rennes, PUR, 2012.

Thomas, Albert, *La Politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913.

Thomas, Albert, « Avant-propos », in Constant, Benjamin, *L'esprit de conquête*, Paris, Librairie Bernard Grasset, 1918.

Topalov, Christian. *La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux (XIX-XXème siècle)*, Paris, Editions EHESS, 1999.

Touchard, Jean, *L'Esprit des années 1930 : une tentative de renouvellement de la pensée politique française*.

Touchard, Jean, *La Gauche en France depuis 1900*, Points, Seuil, 1977.

Vandervelde, Emile, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Editions Denoël, 1939.

Vandervelde, Emile, *Trois aspects de la révolution russe : 7 mai – 25 juin 1917*, Paris, Berger-Levrault, 1918.

Vovelle, Michel, *Les jacobins, De Robespierre à Chevènement*, Paris, Editions la Découverte, 1999.

Winock, Michel, *La Gauche en France*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2006.

Winock, Michel, *Le Socialisme en France et en Europe : XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, « Points Histoire », 1992.

Wolikow, Serge (dir.), *Rouge et rose, deux siècles de socialisme européen*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2007.

Zancarini-Fournel, Michelle, « Travailler pour la patrie ? » in *Combats de femmes 1914-1918*, Paris, Autrement, 2004, pp.32-45.